

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/220/USA  
19 octobre 2011

(11-5172)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994  
et de l'article 25 de l'Accord sur les subventions  
et les mesures compensatoires

ÉTATS UNIS

La notification ci-après, datée du 5 octobre 2010, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

---

Vous trouverez ci joint la nouvelle notification complète présentée par les États-Unis conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, pour les exercices budgétaires 2009 et 2010 (du 1<sup>er</sup> octobre 2008 au 30 septembre 2010). L'information concernant les programmes lancés ou maintenus aux niveaux infrafédéraux aux États-Unis figure à l'Appendice I.

Ainsi qu'il est indiqué dans de précédentes notifications des États-Unis, dans la mesure où l'obligation de notification est une disposition en matière de transparence qui, conformément à l'article 25.7 de l'Accord sur les subventions, n'a aucun poids juridique quant à l'identification ou au montant effectifs d'une subvention, à son statut en tant que subvention pouvant donner lieu à une action ou à ses effets sur le commerce, les États-Unis ont inclus dans la présente notification certaines activités dont on pourrait faire valoir qu'elles ne sont pas (ou pas toujours) des "subventions spécifiques" au sens de l'Accord.

## AGRICULTURE

### PROGRAMMES D'AIDE À L'EXPORTATION

#### **Titre du programme: Programme d'incitations à l'exportation de produits laitiers (DEIP)**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

En juin 1991, le Département de l'agriculture des États-Unis a publié les critères du choix des produits et des pays au titre du DEIP. Ces critères sont les suivants:

- l'effet sur le plan de la politique commerciale, c'est-à-dire la contribution prévue de l'initiative à la réalisation des objectifs de la politique commerciale des États-Unis;
- l'effet sur le plan du commerce d'exportation, c'est-à-dire le potentiel de création, d'expansion ou de maintien de marchés pour les produits agricoles des États-Unis;
- l'effet produit sur les pays qui n'accordent pas de subventions, c'est-à-dire les effets éventuels du programme sur les exportateurs de produits agricoles qui n'en subventionnent pas l'exportation; et
- les conditions de la subvention, c'est-à-dire les avantages escomptés de l'initiative par rapport à son coût prévu.

À compter du 1<sup>er</sup> juillet 1995, l'Accord sur l'agriculture issu du Cycle d'Uruguay impose des plafonds annuels par produit concernant les quantités et les dépenses budgétaires maximales autorisées au titre des subventions à l'exportation. L'article 148 de la Loi fédérale sur l'amélioration et la réforme de l'agriculture (FAIR) autorise l'utilisation du DEIP dans n'importe quelle partie du monde à des fins de développement de marchés, à condition que les expéditions ne soient pas restreintes par une autre loi américaine.

3. Fondement et législation

La Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural a modifié l'article 153 de la Loi de 1985 sur la sécurité alimentaire pour confier à la Commodity Credit Corporation (CCC) le mandat d'administrer le DEIP jusqu'au 31 décembre 2007. La Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie (Public Law (P.L.) 110-246), promulguée le 18 juin 2008, a reconduit le programme jusqu'au 31 décembre 2012.

4. À qui et comment la subvention est accordée

L'aide prend la forme de versements en liquide, de produits en la possession de la CCC ou de bons génériques cédés aux enchères aux organismes qui vendent à l'exportation des produits laitiers originaires des États-Unis. Les ventes à l'exportation réalisées au titre du programme doivent venir s'ajouter, sans, dans la mesure du possible, les remplacer, aux ventes commerciales de produits laitiers originaires des États-Unis déjà réalisées à l'exportation. Les produits laitiers admissibles, vendus en vrac, sont le beurre, le beurre émulsionné, les matières grasses du lait anhydres, la poudre de lait écrémé, la poudre de lait entier, le cheddar, la mozzarella, le fromage à la crème, la feta et le gouda.

5. Montant de l'aide

*Exercice budgétaire 2009*

Beurre et beurre fondu liquide	Quantité*: 1 862 tonnes métriques	Dépenses budgétaires: 11 344 667 dollars
Lait écrémé en poudre	Quantité*: 20 025 tonnes métriques	Dépenses budgétaires: 7 200 925 dollars
Fromage	Quantité*: 152 tonnes métriques	Dépenses budgétaires: 348 231 dollars

*Exercice budgétaire 2010*

Beurre et beurre fondu liquide	Quantité*: 15 607 tonnes métriques	Dépenses budgétaires: 2 124 890 dollars
Lait écrémé en poudre	Quantité*: 17 203 tonnes métriques	Dépenses budgétaires: 0 dollar
Fromage	Quantité*: 1 691 tonnes métriques	Dépenses budgétaires: 246 543 dollars

\*Note: Les quantités correspondent aux périodes juillet/juin tandis que les dépenses budgétaires sont celles des exercices budgétaires allant d'octobre à septembre, comme cela a été notifié au Comité de l'agriculture.

6. Durée du programme

La Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie (P.L. 110-246), promulguée le 18 juin 2008, a reconduit le programme jusqu'au 31 décembre 2012.

7. Effets sur le commerce

Les primes de la CCC ont pour but de permettre aux exportateurs des États-Unis d'entrer en concurrence à des prix commerciaux sur certains marchés étrangers, c'est-à-dire de leur permettre d'offrir des prix compétitifs par rapport à ceux que demandent les exportateurs d'autres pays sur ces marchés.

**PROGRAMMES DE SOUTIEN INTERNE À L'AGRICULTURE**

**Titre du programme: Soutien des revenus agricoles et aide à la commercialisation pour les produits de base visés**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010. Pour certains programmes, les versements sont indiqués par campagne de commercialisation ou par année civile.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les objectifs généraux de la subvention sont les suivants: 1) stabiliser, soutenir et protéger les revenus et les prix agricoles; 2) aider à assurer un approvisionnement adéquat en produits alimentaires et fourragers et en fibres de qualité; et 3) aider à la commercialisation ordonnée des produits agricoles.

### 3. Fondement et législation

Les programmes de soutien des revenus et d'aide à la commercialisation ont été autorisés par la Loi portant établissement de la Commodity Credit Corporation (CCC), la Loi de 1938 portant aménagement de l'agriculture, telle que modifiée, la Loi de 1949 sur l'agriculture, telle que modifiée, et la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural (Public Law 107-171), promulguée le 13 mai 2002. Les autres textes portant autorisation de ces programmes sont notamment la Loi de 2004 sur la création d'emplois, la Loi de 2004 sur une réforme juste et équitable de l'aide au tabac (P.L. 108-357) et l'article 32 de la Loi de 1935 portant aménagement de l'agriculture. La Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie (P.L. 110-246) a été promulguée le 18 juin 2008 et autorise la plupart des programmes de soutien visant les produits de base et des programmes de soutien en cas de catastrophe.

### 4. À qui et comment la subvention est accordée

#### a) Versements directs

Le programme de versements directs prévoit des versements aux bénéficiaires admissibles dont les exploitations avaient été inscrites pour les campagnes agricoles 2008 à 2012. Les versements sont calculés à partir de l'historique des superficies de base et des rendements de référence établi pour l'exploitation. Les versements ne sont pas liés à la production actuelle ou future de cultures spécifiques, aux quantités produites ou au prix de la récolte. Les producteurs admissibles ne sont pas contraints de produire les cultures pour lesquelles ils recevaient des versements et peuvent décider de ne rien produire, à quelques exceptions près concernant les fruits et les légumes. La Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie a prorogé les versements directs jusqu'à la campagne agricole 2012.

Un historique des superficies de base et des rendements de référence avait été établi pour les produits de base suivants: orge; maïs; sorgho grain; avoine; autres oléagineux (canola, crambe, lin, moutarde, colza, carthame, sésame et tournesol, y compris les variétés à huile et non productrices d'huile); arachides; riz, sauf riz sauvage; soja; coton upland; et blé.

Dépenses totales par exercice budgétaire:

Exercice budgétaire 2009 – 5 222 millions de dollars

Exercice budgétaire 2010 – 4 898 millions de dollars

#### b) Programme de versements anticycliques

Des versements anticycliques peuvent être effectués pour les produits de base visés lorsque le prix effectif était inférieur au prix d'objectif. Le prix effectif est égal à la somme 1) du prix agricole moyen national pour la campagne de commercialisation considérée ou du taux de prêt national pour le produit de base (le plus élevé des deux étant retenu) et 2) du taux de versement direct pour ce produit. Le montant du versement équivaut au produit du taux de versement par la superficie et le rendement de référence. Les produits de base visés sont les suivants: orge; maïs; sorgho grain; avoine; autres oléagineux (canola, crambe, lin, moutarde, colza, carthame, sésame et tournesol); arachides à partir de 2003; riz, sauf riz sauvage; soja; coton upland; et blé. Les pois secs, les lentilles et les pois chiches ont été ajoutés à la liste en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2008. Les versements étaient calculés à partir de l'historique des superficies de base et des rendements de référence établi pour l'exploitation. Les versements n'étaient pas liés à la production actuelle ou future de cultures spécifiques, aux quantités produites ou au prix de la récolte. Les producteurs admissibles n'étaient pas

contraints de produire les cultures pour lesquelles ils recevaient des versements et pouvaient décider de ne rien produire.

La Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie a prorogé les versements anticycliques jusqu'à la campagne agricole 2012.

Dépenses totales par exercice budgétaire:

Exercice budgétaire 2009 – 731 millions de dollars

Exercice budgétaire 2010 – 903 millions de dollars

- c) Prêts sans recours au titre de l'aide à la commercialisation et primes de complément de prêts pour le blé, les cultures fourragères, le coton upland, le coton ELS (avec recours uniquement), le riz, les arachides, les oléagineux, le tabac, la laine, le mohair, le miel, les pois chiches de petit calibre, les lentilles et les pois secs.

La Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie a prorogé le programme de prêts au titre de l'aide à la commercialisation jusqu'à la campagne agricole 2012. Le programme accorde aux producteurs des prêts garantis par les récoltes pour une période donnée (en général neuf mois), au terme de laquelle les producteurs peuvent choisir de rembourser la somme empruntée et les intérêts courus ou de transférer la propriété de la quantité de produits donnée en garantie à la Société de crédit pour les produits de base (CCC) en guise de remboursement total du prêt, sans pénalité. Les prêts peuvent aussi être remboursés à un niveau inférieur à la somme du tarif initial du prêt et des intérêts courus si les prix du marché sont inférieurs au tarif fixé pour le produit en question. Au lieu de contracter un prêt, les producteurs peuvent également recevoir des versements compensatoires relatifs aux prêts. Les tarifs des prêts sont fixés par la législation.

Dépenses totales par exercice budgétaire (gains sur les prêts à la commercialisation, primes de complément et gains sur l'échange de certificats):

Exercice budgétaire 2009 – 1 168 millions de dollars

Exercice budgétaire 2010 – 199 millions de dollars

- d) Programme optionnel fondé sur le revenu moyen des cultures (ACRE)

Il est possible, depuis la campagne 2009, de bénéficier d'un programme optionnel anticyclique fondé sur le revenu – le programme optionnel fondé sur le revenu moyen des cultures (ACRE) – au lieu de recevoir des versements anticycliques. Les producteurs de marchandises visées et/ou d'arachides peuvent choisir de participer au programme ACRE pour la totalité des surfaces plantées en marchandises visées et en arachide de l'exploitation. Une fois que les producteurs des exploitations ont choisi de participer à ce programme, cette participation doit durer tant que la Loi de 2008 est appliquée. Pour les participants au programme ACRE, les versements directs sont réduits de 20 pour cent et les taux des prêts à la commercialisation, de 30 pour cent dans les exploitations inscrites.

Dépenses totales par campagne de commercialisation:

Campagne de commercialisation 2009 – 447 millions de dollars

Campagne de commercialisation 2010 – 24 millions de dollars

**Soutien des prix du lait et du sucre**

## e) Produits laitiers

La Loi de 2008 remplace le Programme de soutien des prix du lait au titre de la Loi de 2002 par le Programme de soutien des prix des produits laitiers. Ce programme s'applique pour les années civiles 2008 à 2012 et prévoit que le Secrétaire doit soutenir les prix du fromage cheddar, du beurre et du lait écrémé en poudre en achetant ces produits à des prix ne pouvant être inférieurs à 1,13 dollar la livre pour le fromage cheddar en blocs et 1,10 dollar pour le cheddar en barils, à 1,05 dollar la livre pour le beurre et à 0,80 dollar la livre pour le lait écrémé en poudre.

Dépenses nettes par exercice budgétaire:

Exercice budgétaire 2009 – 994 millions de dollars

Exercice budgétaire 2010 – 355 millions de dollars

La Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie a reconduit le programme national de versements pour pertes sur le marché des produits laitiers jusqu'au 30 septembre 2012. Au titre de ce programme, les producteurs concluent des contrats pour perte de revenus sur les produits laitiers. Un versement direct est fait chaque mois aux opérateurs d'exploitations laitières admissibles lorsque le prix mensuel pour la classe I à Boston (Décret fédéral n° 1 de commercialisation) est inférieur à 16,94 dollars le quintal. Le montant du versement par exploitant ne dépassera pas: 2,4 millions de livres pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2007 au 30 septembre 2008; 2,985 millions de livres par exercice budgétaire pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2008 au 31 août 2012; et 2,4 millions de livres par exercice budgétaire à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2012. Le prix de 16,94 dollars est ajusté en fonction du pourcentage par lequel le coût moyen national des rations alimentaires pour le cheptel laitier dépasse 7,35 dollars le quintal pour tout mois situé dans la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 31 août 2012. Le coût visé pour les rations alimentaires est porté à 9,50 dollars le quintal à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2012.

La Loi de 2008 a établi des taux de versement pour trois périodes déterminées:

- Du 1<sup>er</sup> octobre 2007 au 30 septembre 2008, 34 pour cent de la différence entre le montant de 16,94 dollars le quintal (ajusté en fonction du coût des rations alimentaires) et le prix pour la classe I fixé dans le Décret de Boston de commercialisation du lait pour le mois correspondant;
- Du 1<sup>er</sup> octobre 2008 au 31 août 2012, 45 pour cent de la différence entre le montant de 16,94 dollars le quintal (ajusté en fonction du coût des rations alimentaires) et le prix pour la classe I fixé dans le Décret de Boston de commercialisation du lait pour le mois correspondant;
- À partir du 1<sup>er</sup> septembre 2012, 34 pour cent de la différence entre le montant de 16,94 dollars le quintal (ajusté en fonction du coût des rations alimentaires) et le prix pour la classe I fixé dans le Décret de Boston de commercialisation du lait pour le mois correspondant.

Dépenses totales par exercice budgétaire:

Exercice budgétaire 2009 – 757 millions de dollars

Exercice budgétaire 2010 – 182 millions de dollars

## f) Sucre

La Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie a reconduit le programme de prêts sans recours à la commercialisation jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire 2013. Le taux de prêt pour le sucre de canne brut est le suivant:

- 18 cents/livre pour l'exercice budgétaire 2009
- 18,25 cents/livre pour l'exercice budgétaire 2010
- 18,50 cents/livre pour l'exercice budgétaire 2011
- 18,75 cents/livre pour les exercices budgétaires 2012 et 2013

Le taux de prêt pour le sucre de betterave raffiné est le suivant:

- 22,9 cents/ livre pour l'exercice budgétaire 2009
- 128,5 pour cent du taux de prêt pour le sucre de canne brut pour les exercices budgétaires 2010 à 2013

Le programme relatif au sucre fonctionne selon une disposition dite de "coût nul". Il n'y a pas eu de dépenses au titre de ce programme pour les exercices budgétaires 2009 et 2010.

### **Autres produits de base**

## g) Tabac

En application du Programme de versements de transition pour le tabac (rachat des contingents de tabac), Titre VI de la Loi de 2004 sur la création d'emplois, Loi de 2004 sur une réforme juste et équitable de l'aide au tabac (P.L. 108 357) du 22 octobre 2004, les détenteurs de contingents et les producteurs de tabac admissibles toucheront au titre de ce programme des versements en dix tranches pour chacun des exercices budgétaires de 2005 à 2014. Les versements de transition seront fondés sur les niveaux des contingents de base déterminés pour chaque exploitation. Pour les détenteurs de contingents, les versements sont fondés sur leur participation à la propriété de l'exploitation, et, pour les producteurs, sur la part du risque lié à la production du tabac contingenté dans l'exploitation au cours des années 2002, 2003 et 2004. Les versements sont financés par le biais de prélèvements imposés aux fabricants et aux importateurs de produits du tabac. Les versements ne sont pas fondés sur la production ou les prix actuels ou futurs du tabac et il n'y a pas d'obligation de produire un quelconque produit. La loi a également mis fin au soutien des prix du tabac et des revenus générés par ce produit accordé par le Département de l'agriculture des États-Unis à la fin de la campagne de commercialisation 2004.

Dépenses totales par exercice budgétaire:

Exercice budgétaire 2009 – 953 millions de dollars

Exercice budgétaire 2010 – 954 millions de dollars

## h) Programme spécial de compétitivité du coton extra longue soie (ELS)

Le Programme spécial de compétitivité du coton ELS a été reconduit par la Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie jusqu'au 31 juillet 2013. Des versements sont

accordés aux utilisateurs et aux exportateurs nationaux lorsque le prix du marché mondial est inférieur au prix en vigueur aux États-Unis pendant quatre semaines consécutives et que le prix le plus bas du coton ELS concurrent est inférieur à 134 pour cent du taux de prêt sur le coton ELS.

Dépenses totales par exercice budgétaire:

Exercice budgétaire 2009 – 10 millions de dollars

Exercice budgétaire 2010 – 28 millions de dollars

i) Aide à l'ajustement économique pour le coton upland

La Loi de 2008 instaure des versements mensuels d'aide à l'ajustement économique pour les utilisateurs nationaux de coton upland, pour toute utilisation attestée et quelle que soit l'origine du coton upland. Le taux des versements est fixé à 0,04 dollar par livre pour la période allant du 1<sup>er</sup> août 2008 au 31 juillet 2012. Au-delà de cette date, le taux de versement applicable est ramené à 0,03 dollar par livre.

Dépenses totales par exercice budgétaire:

Exercice budgétaire 2009 – 75 millions de dollars

Exercice budgétaire 2010 – 76 millions de dollars

**Aide en cas de catastrophes et aide à la gestion des risques en faveur des producteurs agricoles**

j) Versements en cas de catastrophes

La Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie a instauré cinq nouveaux programmes d'aide en cas de catastrophes. Ces programmes permettent d'effectuer, en cas de catastrophes, des versements au profit des producteurs des produits admissibles (productions végétales, productions animales, poissons d'élevage et abeilles mellifères) dans les comtés déclarés "comtés sinistrés" par le Secrétaire à l'agriculture, y compris les comtés limitrophes des comtés sinistrés et toute exploitation agricole qui subit des pertes de plus de 50 pour cent par rapport à la production normale durant une année civile. L'Aide supplémentaire en cas de catastrophe agricole ne vaut que pour les pertes subies par suite d'une catastrophe, d'un aléa climatique ou autre phénomène environnemental survenu au plus tard le 30 septembre 2011. Cinq programmes d'aide en cas de catastrophe sont prévus.

1. Le programme de versements de soutien complémentaires du revenu (SURE) est mis en œuvre au profit des producteurs admissibles qui opèrent dans des exploitations situées dans des comtés sinistrés et qui ont subi des pertes de production végétale et/ou des baisses de qualité des récoltes durant une campagne agricole. Les versements s'élèvent à 60 pour cent de la différence (si elle n'est pas nulle) entre la garantie au titre du programme d'aide en cas de catastrophe et le revenu total de l'exploitation, lequel englobe toutes les récoltes obtenues sur l'exploitation. (Compte tenu du décalage dans le temps des décaissements, les données pour 2008 n'étaient pas disponibles pour la notification précédente. Les données pour 2009 sont incomplètes et celles pour 2010 ne sont pas encore disponibles.)

Dépenses totales par campagne:

Campagne 2008 – 2 100 millions de dollars

Campagne 2009 – 167 millions de dollars



2. Le Programme d'indemnités pour le bétail accorde des versements aux éleveurs admissibles dans les cas où les pertes de bétail excèdent le taux de mortalité normal du fait de mauvaises conditions climatiques. Le taux des indemnités est de 75 pour cent du prix du marché du bétail pertinent la veille du décès des animaux, tel qu'il est déterminé par le Secrétaire à l'agriculture. (Compte tenu du décalage dans le temps des décaissements, les données pour 2008 n'étaient pas disponibles pour la notification précédente. Les données pour 2010 ne sont pas encore disponibles.)

Dépenses totales par année civile:

Année civile 2008 – 25 millions de dollars

Année civile 2009 – 62 millions de dollars

3. Le Programme d'aide en cas de catastrophe pour le fourrage du bétail prévoit des versements aux éleveurs admissibles des catégories de bétail visées en cas de pertes de pâturages dues à la sécheresse ou à des incendies sur des terres gérées par la collectivité. Les taux des versements sont basés sur les coûts mensuels de l'alimentation animale. (Compte tenu du décalage dans le temps des décaissements, les données pour 2008 n'étaient pas disponibles pour la notification précédente. Les données pour 2010 ne sont pas encore disponibles.)

Dépenses totales par année civile:

Année civile 2008 – 16 millions de dollars

Année civile 2009 – 97 millions de dollars

4. Le Programme d'aide d'urgence pour le bétail, les abeilles mellifères et les poissons d'élevage accorde une aide d'urgence aux éleveurs de bétail, apiculteurs et pisciculteurs admissibles en cas de pertes dues à des maladies, de mauvaises conditions climatiques ou d'autres conditions qui ne sont pas couvertes par le Programme d'indemnités pour le bétail ni par le Programme d'aide en cas de catastrophe pour le fourrage du bétail. Le montant total des versements est limité à 50 millions de dollars par an. (Compte tenu du décalage dans le temps des décaissements, les données pour 2008 n'étaient pas disponibles pour la notification précédente. Les données pour 2010 ne sont pas encore disponibles.)

Dépenses totales par année civile:

Année civile 2008 – 11 millions de dollars

Année civile 2009 – 12 millions de dollars

5. Le Programme d'aide concernant l'arboriculture fruitière et les pépinières accorde une aide aux arboriculteurs fruitiers et aux pépiniéristes admissibles en cas de pertes dues à des catastrophes naturelles. L'aide consiste en un remboursement de 70 pour cent du coût de la replantation d'arbres dans les cas où le taux de pertes est supérieur à la normale et en un remboursement de 50 pour cent du coût de la remise en état des arbres endommagés et de la préparation des terrains où seront replantés d'autres arbres. (Compte tenu du décalage dans le temps des décaissements, les données pour 2008 n'étaient pas disponibles pour la notification précédente. Les données pour 2010 ne sont pas encore disponibles.)

Dépenses totales par année civile:

Année civile 2008 – 0  
Année civile 2009 – 1 million de dollars

k) Programme d'aide pour les récoltes non assurées

Conformément à la Loi de 2000 sur la protection contre les risques agricoles (PL 106 224), les agriculteurs dont les récoltes ne sont actuellement pas assurables au titre d'autres programmes reçoivent des indemnités si le Secrétaire à l'agriculture détermine qu'ils ont subi une perte de rendement de 50 pour cent. La Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie a augmenté les redevances payées par les producteurs.

Dépenses totales par exercice budgétaire:

Exercice budgétaire 2009 – 62 millions de dollars  
Exercice budgétaire 2010 – 99 millions de dollars

l) Assurance récolte

Différents types d'assurances du rendement et des revenus sont proposés chaque année. Des indemnités sont versées lorsque le rendement ou le revenu tombe au-dessous du niveau garanti. La Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie fixe un ratio de perte cible (indemnités divisées par les primes) de 1,0. Les indemnités indiquées sont les subventions aux primes par campagne de commercialisation. (Le chiffre révisé pour 2008 est également communiqué au Comité de l'agriculture, la modification apportée dans la Loi ayant nécessité un changement de méthode)

Dépenses totales par campagne de commercialisation:

Campagne de commercialisation 2008 – 5 691 millions de dollars  
Campagne de commercialisation 2009 – 5 426 millions de dollars

**Autres programmes**

m) Bétail en pâture sur des terres fédérales

Dépenses budgétaires nettes (moins les redevances perçues auprès des producteurs) pour le bétail en pâture sur des terrains de parcours publics dans 16 États de l'Ouest:

Exercice budgétaire 2009 – 45 millions de dollars  
Exercice budgétaire 2010 – 45 millions de dollars

n) Aide à l'ajustement commercial (TAA) en faveur des agriculteurs

La Loi sur la relance et le réinvestissement en Amérique de 2009 a reconduit et modifié le Programme d'aide à l'ajustement commercial (TAA) en faveur des agriculteurs. Les producteurs de produits dont il a été déterminé qu'ils ont subi des pertes sous l'effet de la concurrence d'importations pendant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> octobre 2009 et le 31 décembre 2010 pouvaient demander à recevoir une information, une assistance technique et un soutien pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'ajustement des entreprises.

Exercice budgétaire 2009 – 1 million de dollars  
Exercice budgétaire 2010 – 4 millions de dollars

5. Durée du programme

Les mesures décrites ont en général été en vigueur pendant les exercices budgétaires 2009 et 2010. Cependant, ces mesures ou programmes n'ont pas tous été en vigueur ou donné lieu à des versements pendant ces deux exercices.

6. Effets sur le commerce

Il est difficile de déterminer dans quelle mesure ces programmes ont eu, le cas échéant, des effets sur le commerce étant donné qu'il existait d'autres instruments de politique ayant des effets sur le commerce des produits agricoles.

AUTRES PROGRAMMES AGRICOLES<sup>1</sup>

**Titre du programme: Déduction des coûts multipériode liés à l'élevage et aux cultures agricoles**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Faciliter la tenue des comptes des petites exploitations agricoles.

3. Fondement et législation

Article 263A du Code des impôts, promulgué en vertu de la Loi de 1986 portant réforme fiscale.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Les productions animales et végétales d'une durée de deux ans ou moins sont exemptées des règles de la capitalisation uniforme. Les agriculteurs qui produisent, pour la vente, des produits dont la durée de production est de deux ans ou moins peuvent choisir de ne pas capitaliser leurs coûts.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 120 millions de dollars en 2009 et à 140 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Indéterminée.

---

<sup>1</sup> Tous les programmes mentionnés dans cette section sont de nature fiscale et sont autorisés en vertu du Code de l'impôt des États-Unis.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Traitement fiscal des remises de dettes en faveur d'agriculteurs solvables comme s'ils étaient insolvable**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Remédier à certaines conséquences des crises du crédit agricole.

3. Fondement et législation

Articles 108 et 1017 du Code des impôts, promulgués en vertu de la Loi de 1986 portant réforme fiscale.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Les agriculteurs ayant bénéficié d'une remise de dettes peuvent bénéficier d'un traitement fiscal spécial (remise d'impôt). Le montant du prêt annulé étant normalement compté comme un gain (revenu), le débiteur doit déclarer ce gain ou réduire en conséquence le montant remboursable rattaché aux biens auxquels le prêt se rapporte. Si le débiteur choisit de réduire son montant remboursable et que le montant de la remise dépasse le montant remboursable rattaché aux biens en cause, l'excédent est imposable. Toutefois, dans le cas des débiteurs insolvable (en faillite), le montant du prêt annulé n'est jamais pris en compte dans le calcul de l'impôt sur le revenu exigible. Les agriculteurs qui bénéficient d'une remise de dette sont considérés comme insolvable aux fins de l'impôt et peuvent donc bénéficier d'une remise d'impôt sur le revenu. Ce dégrèvement fiscal ne s'applique que si au moins 50 pour cent des revenus bruts du contribuable dans les trois années d'imposition précédant celle pendant laquelle la remise de dette est accordée proviennent de l'agriculture.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 20 millions de dollars en 2009 et à 20 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Traitement de certains revenus agricoles comme gains en capital**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Faire en sorte que toute culture qui n'est pas arrivée à maturité et n'est pas récoltée et qui se trouve sur une terre mise en vente soit traitée, aux fins de l'impôt, comme une partie de la terre et non comme un bien personnel pouvant être vendu à des clients.

3. Fondement et législation

Article 1231 du Code des impôts.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Certains revenus agricoles, qui seraient normalement imposés en tant que revenus ordinaires, comme les recettes tirées de la vente de cultures non récoltées vendues avec une terre agricole, peuvent être traités comme des gains en capital. Les taux de l'impôt sur le revenu ordinaire des personnes physiques ont varié entre 10 pour cent et 35 pour cent en 2009 et 2010. Les gains en capital à long terme des personnes physiques sont imposés distinctement de leurs autres revenus, à un taux maximum de 15 pour cent.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 700 millions de dollars en 2009 et à 490 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Indéterminée; ces dispositions sont en vigueur depuis au moins 1954.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Exemption du droit d'accise pour les produits du tabac fournis aux salariés de l'industrie du tabac**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Permettre aux fabricants de tabacs de fournir gratuitement des cigarettes et d'autres produits du tabac à leurs salariés.

3. Fondement et législation

Article 5704 a) du Code des impôts.

4. Forme de la subvention

Exemption du droit d'accise par ailleurs applicable.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Les fabricants de tabacs peuvent fournir à leurs salariés des quantités limitées de produits du tabac pour leur propre utilisation ou consommation, sans avoir à acquitter le droit d'accise applicable.

6. Montant de l'aide

Avant le 1<sup>er</sup> avril 2009, la subvention à l'unité s'établissait ainsi: i) pour les cigarettes, 19,50 dollars le millier; ii) pour les cigares, 1,828 à 48,75 dollars le millier (selon la grosseur des cigares); iii) pour le tabac à priser, 0,585 dollar la livre; iv) pour le tabac à chiquer, 0,195 dollar la livre; et v) pour le tabac à pipe et à cigarettes à rouler, 1,0969 dollar la livre. Après le 31 mars, ces taux ont été portés aux taux suivants: i) pour les cigarettes, 50,33 dollars le millier; ii) pour les cigares, 50,33 dollars à 402,60 dollars le millier (selon la grosseur des cigares); iii) pour le tabac à priser, 1,51 dollar la livre; iv) pour le tabac à chiquer, 0,5033 dollar la livre; v) pour le tabac à pipe, 2,8311 dollars la livre; et vi) pour les cigarettes à rouler, 24,78 dollars la livre.

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à ces dispositions peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Période de recouvrement de cinq ans pour certaines machines et certains équipements agricoles commerciaux**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager l'investissement dans de nouvelles machines et de nouveaux équipements agricoles.

3. Fondement et législation

Article 168 e) 3) B) vii) du Code des impôts, promulgué en vertu de la P.L. 110-343.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Toute machine ou tout équipement (autre que les cellules à grain, les équipements d'égrenage de coton, les clôtures et autres aménagements des terres) utilisé dans une exploitation agricole et qui serait normalement classé comme un bien amortissable sur sept ans est temporairement classé comme un bien amortissable sur cinq ans. Cette mesure permet aux agriculteurs de recouvrer plus rapidement les coûts d'investissement.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 220 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 2009 et à 240 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 2010.

7. Durée du programme

Cette disposition est applicable aux installations mises en service après le 31 décembre 2008 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à ces dispositions peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**ÉNERGIE ET COMBUSTIBLES (DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES  
ÉNERGÉTIQUES, STOCKAGE ET TRANSPORT DE L'ÉNERGIE  
ET AUTRES SECTEURS APPARENTÉS)**

**Titre du programme: Approvisionnement énergétique Ressources énergétiques renouvelables**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Diriger l'effort national de développement des technologies relatives aux énergies renouvelables, en accélérer l'acceptation et l'utilisation, et améliorer la sécurité énergétique globale et la santé de l'environnement des États-Unis grâce à la mise au point de technologies énergétiques propres et concurrentielles.

3. Fondement et législation

Ce programme est administré par l'Office des rendements énergétiques et des énergies renouvelables (EERE) du Département de l'énergie. Le programme est autorisé en vertu des lois ci-après:

P.L. 93-409, Loi de 1974 sur les projets pilotes de chauffage et climatisation à l'énergie solaire

P.L. 93-410, Loi de 1974 sur la recherche, le développement et les projets pilotes d'énergie géothermique  
P.L. 94-163, Loi de 1975 sur la politique énergétique et les économies d'énergie (EPCA)  
P.L. 94-385, Loi de 1976 sur les économies et la production d'énergie  
P.L. 95-91, Loi de 1977 sur l'organisation du Département de l'énergie  
P.L. 95-618, Loi de 1978 relative à la taxe sur l'énergie  
P.L. 95-619, Loi de 1978 sur la politique nationale des économies d'énergie (NECPA)  
P.L. 95-620, Loi de 1978 sur les centrales d'énergie et l'utilisation des combustibles industriels  
P.L. 96-294, Loi de 1980 sur la sécurité énergétique  
P.L. 100-12, Loi de 1987 sur les économies nationales d'énergie dans les appareils ménagers  
P.L. 100-615, Loi fédérale de 1988 sur l'amélioration de la gestion énergétique  
P.L. 101-218, Loi de 1989 sur la compétitivité des technologies des énergies renouvelables et des rendements énergétiques  
P.L. 101-549, Modifications apportées en 1990 à la Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique  
P.L. 101-575, Loi de 1990 sur l'encouragement de la production d'énergie solaire, éolienne, géothermique et d'énergie à partir de déchets  
P.L. 102-486, Loi de 1992 sur la politique énergétique  
P.L. 104-271, Loi de 1996 sur l'avenir de l'hydrogène  
P.L. 106-224, Loi de 2000 relative à la recherche développement sur la biomasse  
P.L. 109-190, Loi de 2005 sur la politique énergétique  
P.L. 110-140, Loi de 2007 sur l'indépendance et la sécurité énergétiques  
P.L. 110-234, Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie

4. Forme de la subvention

Dons, accords de coopération, accords coopératifs de recherche développement (CRADA)<sup>2</sup> et autres types de collaboration basés sur les activités réalisées en commun par des laboratoires publics et des entreprises privées.

5. À qui et comment la subvention est accordée

La participation au programme se fait par diverses procédures de concours qui sont ouvertes à toutes les parties privées admissibles.

6. Montant de l'aide

Les crédits annuels alloués pour les exercices budgétaires 2009 et 2010 (montant approximatif en millions de dollars), y compris les dépenses réalisées pour ces programmes au titre de la loi sur la relance, ont été les suivants:

---

<sup>2</sup> Le sigle "CRADA" a un sens relativement précis du fait des lois et règlements élaborés pour réaliser toute une variété de programmes américains de promotion et de commercialisation de technologies. D'une manière générale, il s'agit d'accords contractuels négociés entre une agence fédérale ou un laboratoire d'agence et un (ou des) partenaire(s) du secteur privé (y compris des universités et des institutions de recherche indépendantes) dans le cadre desquels les parties conviennent de la désignation des personnels, installations, matériels et autres ressources nécessaires à la réalisation d'une action commune de R&D ainsi que de l'utilisation de toute propriété intellectuelle pouvant découler de cette R&D. Les CRADA sont un des nombreux instruments ou mécanismes utilisés par les agences de l'État pour travailler avec les milieux d'affaires ou universitaires en vue d'objectifs de R&D complémentaires ou communs. Les "accords coopératifs", les contrats et les dons sont d'autres exemples d'instruments de ce genre.



	<u>Exercice 2009</u>	<u>Exercice 2010</u>
Technologie de l'hydrogène	207,6	174,0
R&D sur les systèmes de biomasse/de bioraffinage	991,4	220,0
Énergie solaire	288,4	247,0
Systèmes d'énergie éolienne	161,3	80,0
Technologie géothermique	436,4	44,0
Énergie hydraulique	70,7	50,0

7. Durée du programme

Les programmes des sources d'énergie renouvelables ne sont pas limités dans le temps. Leur maintien dépend des crédits et des autorisations que leur accorde annuellement le Congrès.

8. Effets sur le commerce

En raison de l'étendue et de la nature des travaux de R&D bénéficiaires, il est impossible de déterminer si le programme aura ou non des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Programmes d'économies d'énergie – Secteur des transports**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Développer des technologies de transport routier plus économes en énergie et plus respectueuses de l'environnement (pour les voitures et pour les camions) qui répondent ou dépassent les exigences en matière de performance et d'environnement et qui permettront aux États-Unis de diminuer sensiblement leur consommation de pétrole et de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

3. Fondement et législation

Ce programme est administré par l'Office des rendements énergétiques et des énergies renouvelables du Bureau des technologies des transports du Département de l'énergie (EERE OTT). Le programme est autorisé en vertu des lois ci-après:

P.L. 95-91, Loi de 1977 sur l'organisation du Département de l'énergie  
P.L. 102-486, Loi de 1992 sur la politique énergétique  
P.L. 109-190, Loi de 2005 sur la politique énergétique  
P.L. 110-140, Loi de 2007 sur l'indépendance et la sécurité énergétiques

4. Forme de la subvention

L'assistance au titre du programme est fournie sous forme de dons, d'accords de coopération, d'accords coopératifs de recherche développement (CRADA) et d'autres types de collaboration basés sur les activités réalisées en commun par des laboratoires publics et des entreprises privées.

5. À qui et comment la subvention est accordée

La participation au programme se fait par diverses procédures de concours qui sont ouvertes à toutes les parties privées admissibles.

6. Montant de l'aide

Les crédits annuels alloués pour les exercices budgétaires 2009 et 2010 (montant approximatif en millions de dollars), y compris les dépenses réalisées pour ces programmes au titre de la loi sur la relance, sont les suivants:

	<u>Exercice 2009</u>	<u>Exercice 2010</u>
<i>Total, économies et fourniture d'énergie, Technologies des véhicules</i>	3 062,9	304,2
<i>Sous-programmes concernant les technologies des véhicules</i>		
Systèmes électriques hybrides	122,7	-
Technologies de propulsion par accumulateur et de propulsion électrique <sup>3</sup>	-	98,6
Simulation et essai des véhicules et des systèmes <sup>3</sup>	-	43,7
R&D sur les moteurs à combustion de pointe	39,7	56,0
Technologies des matériaux	38,8	49,3
Technologies des combustibles	19,6	23,4
Communication, déploiement des technologies et analyse <sup>4</sup>	46,4	33,2
Intégration des véhicules commerciaux/X-prize <sup>5</sup>	109,2	0,0
Fabrication de batteries de pointe <sup>4</sup>	1 990,0	0,0
Électrification des moyens de transport <sup>4</sup>	398,0	0,0
Véhicules fonctionnant avec des combustibles de substitution <sup>4</sup>	298,5	0,0

7. Durée du programme

Le programme "Technologies des véhicules" n'est pas limité dans le temps. Son maintien dépend des crédits et des autorisations que lui accorde annuellement le Congrès.

8. Effets sur le commerce

En raison de l'étendue et de la nature des travaux de R-D bénéficiaires, il est impossible de déterminer si le programme aura ou non des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Programmes d'économies d'énergie – Technologies des bâtiments**1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

<sup>3</sup> Anciennement Systèmes électriques hybrides, divisé en deux programmes novateurs.

<sup>4</sup> Anciennement Intégration de technologies.

<sup>5</sup> Fonds levés au titre de la loi sur la relance.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme "Technologies des bâtiments" (BT) a pour objet de développer des technologies, des techniques et des outils permettant de rendre les bâtiments résidentiels et commerciaux plus économes en énergie, plus productifs et moins onéreux.

3. Fondement et législation

Le programme est autorisé en vertu des lois ci-après:

P.L. 94-163, Loi de 1975 sur la politique énergétique et les économies d'énergie  
P.L. 94-385, Loi de 1976 sur les économies et la production d'énergie  
P.L. 95-91, Loi de 1977 sur l'organisation du Département de l'énergie  
P.L. 95-618, Loi de 1978 relative à la taxe sur l'énergie  
P.L. 95-619, Loi de 1978 sur la politique nationale des économies d'énergie  
P.L. 95-620, Loi de 1978 sur les centrales d'énergie et l'utilisation des combustibles industriels  
P.L. 96-294, Loi de 1980 sur la sécurité énergétique  
P.L. 100-12, Loi de 1987 sur les économies nationales d'énergie dans les appareils ménagers  
P.L. 100-357, Loi de 1988 portant modification de la Loi sur les économies nationales d'énergie dans les appareils ménagers  
P.L. 100-615, Loi fédérale de 1988 sur l'amélioration de la gestion énergétique  
P.L. 102-486, Loi de 1992 sur la politique énergétique  
P.L. 109-58, Loi de 2005 sur la politique énergétique  
P.L. 110-140, Loi de 2007 sur l'indépendance et la sécurité énergétiques

4. Forme de la subvention

L'assistance au titre du programme est fournie sous forme de dons, d'accords de coopération, d'accords "CRADA" et d'autres types de collaboration basés sur les activités réalisées en commun par des laboratoires publics et des entreprises privées.

5. À qui et comment la subvention est accordée

La participation au programme se fait par diverses procédures concurrentielles ouvertes à toutes les parties remplissant les conditions voulues.

6. Montant de l'aide

Les crédits annuels alloués pour les exercices budgétaires 2009 et 2010 (montant approximatif en millions de dollars) sont les suivants:

	<u>Exercice 2009</u>	<u>Exercice 2010</u>
<i>Total, Technologies des bâtiments</i>	457,3	219,0
<b><i>Sous programmes</i></b>		
Intégration des immeubles résidentiels	90,0	39,2
Intégration des immeubles commerciaux	117,6	38,3
Technologies émergentes	164,4	84,6
Validation des technologies et mise sur le marché	50,6	22,0
Normes d'équipement et analyse	34,7	35,0

7. Durée du programme

Le programme n'est pas limité dans le temps. Son maintien dépend des crédits et des autorisations que lui accorde annuellement le Congrès.

8. Effets sur le commerce

En raison de l'étendue et de la nature des travaux de R&D bénéficiaires, il est impossible de déterminer si le programme aura ou non des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Économies d'énergie – Secteur industriel**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Réduire l'intensité énergétique du secteur industriel des États-Unis au moyen d'un portefeuille équilibré d'investissements technologiques menés en collaboration, de la validation des technologies et de la diffusion de renseignements sur les technologies économes en énergie et sur les meilleures pratiques de gestion et d'exploitation de l'énergie qui sont mises en œuvre et reproduites. Cette réduction de l'intensité énergétique réduit les émissions de carbone et améliore la sécurité énergétique nationale, le climat et l'environnement, ainsi que la compétitivité économique.

3. Fondement et législation

Ces programmes sont gérés par le Bureau des technologies industrielles (OIT) de l'Office des rendements énergétiques et des énergies renouvelables du Département de l'énergie. Le programme est autorisé en vertu des lois ci-après:

P.L. 94-163, Loi de 1975 sur la politique énergétique et les économies d'énergie (EPCA)  
P.L. 94-385, Loi de 1976 sur les économies et la production d'énergie (ECPA)  
P.L. 95-91, Loi de 1977 sur l'organisation du Département de l'énergie  
P.L. 95-619, Loi de 1978 sur la politique nationale des économies d'énergie (NECPA)  
P.L. 95-620, Loi de 1978 sur les centrales électriques et l'utilisation des combustibles industriels  
P.L. 96-294, Loi de 1980 sur la sécurité énergétique  
P.L. 101-218, Loi de 1989 sur la compétitivité des technologies des énergies renouvelables et des rendements énergétiques  
P.L. 102-486, Loi de 1992 sur la politique énergétique  
P.L. 109-190, Loi de 2005 sur la politique énergétique  
P.L. 110-140, Loi de 2007 sur l'indépendance et la sécurité énergétiques

4. Forme de la subvention

L'assistance au titre du programme est fournie sous forme de dons, d'accords de coopération, d'accords "CRADA" et d'autres types de collaboration basés sur les activités réalisées en commun par des laboratoires publics et des entreprises privées.

5. À qui et comment la subvention est accordée

La participation au programme se fait par diverses procédures concurrentielles ouvertes à toutes les parties remplissant les conditions voulues.

6. Montant de l'aide

Les crédits annuels alloués pour les exercices budgétaires 2009 et 2010 (montant approximatif en millions de dollars) sont les suivants:

	<u>Exercice 2009</u>	<u>Exercice 2010</u>
<i>Total, Technologies industrielles</i>	349,7	94,3
<b><i>Sous-programmes</i></b>		
<b>Industries de demain (spécifique)</b>		
Industries forestière et papetière	1,4	1,4
Industrie sidérurgique	4,4	4,2
Industrie de l'aluminium	2,1	1,8
Industrie de coulage des métaux	1,9	0,0
Industrie du verre	1,0	0,0
Industrie chimique	4,3	4,4
<b>Procédés de fabrication de la prochaine génération<sup>6</sup></b>		
RD sur la nanofabrication et les autres procédés de fabrication interinstitutions	4,9	4,5
Combustion	0,8	-
Matériaux industriels de demain	4,7	4,5
Énergie de distribution industrielle/cogénération	24,4	24,7
RD sur les processus à forte intensité énergétique	14,8	14,3
Flexibilité concernant les combustibles et les matières premières	3,9	3,6
Assistance technique industrielle	19,6	30,9
ARRA: Industries de demain (générique)	202,9	-
ARRA: Efficacité des technologies de l'information et de la communication et normes	48,6	-
ARRA: Assistance technique industrielle	9,95	-

7. Durée du programme

Le programme n'est pas limité dans le temps. Son maintien dépend des crédits et des autorisations que lui accorde annuellement le Congrès.

8. Effets sur le commerce

En raison de l'étendue et de la nature des travaux de R&D bénéficiaires, il est impossible de déterminer si le programme aura ou non des effets sur le commerce.

---

<sup>6</sup> Anciennement Industries de demain (générique).

**Titre du programme: Recherche développement sur l'énergie fossile**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme poursuit des objectifs d'intérêt général par l'amélioration de la sécurité économique, environnementale et énergétique des États-Unis. Il met en œuvre trois types d'activité: 1) gestion et réalisation de travaux de recherche énergétique visant à réduire les obstacles commerciaux à la production et à l'utilisation, dans des conditions fiables, efficaces et respectueuses de l'environnement, de combustibles fossiles destinés à la consommation intérieure et à la production d'électricité, ainsi qu'à la conversion à d'autres combustibles comme l'hydrogène; 2) établissement de partenariats avec l'industrie et d'autres acteurs pour faire progresser des technologies propres et efficaces dans le domaine de l'énergie fossile en vue de leur commercialisation sur les marchés des États-Unis et les marchés internationaux; et 3) soutien à l'élaboration d'options en matière d'information et de politiques favorisant l'intérêt général en garantissant l'accès à un approvisionnement énergétique abordable et propre.

3. Fondement et législation

Le programme est administré par l'Office de l'énergie fossile du Département de l'énergie. Le programme est autorisé en vertu du Titre XX, article 2011, de la Loi de 1992 sur la politique énergétique, de la Loi de 2005 sur la politique énergétique, de la Loi de 2007 sur l'indépendance et la sécurité énergétiques et de la P.L. 111-008, "Loi portant ouverture de crédits" (2009).

4. Par qui, à qui et comment la subvention est accordée

Afin de faire en sorte que les technologies et analyses financées par le gouvernement fédéral soient adaptées aux besoins du marché et du public et qu'elles puissent avoir des applications techniques, l'Office de l'énergie fossile participe à des partenariats avec l'industrie grâce à des mécanismes tels que des contrats à coûts partagés et des CRADA.

5. Montant de l'aide

Les crédits alloués pour les exercices budgétaires 2009 et 2010 (montant approximatif en millions de dollars) sont les suivants:

	<u>Exercice 2009</u>	<u>Exercice 2010</u>
<i>Total, Recherche développement sur l'énergie fossile</i>	<i>4 261,7</i>	<i>476,8</i>
<b>Programmes</b>		
<b>Charbon</b>	4 069,9	404,0
<b>Recherche sur le gaz naturel</b>	19,4	17,8
<b>Pétrole – technologie pétrolière</b>	4,9	0,0
<b>Technologies des énergies fossiles non conventionnelles</b>	0,0	20,0
<b>Installations et machines (par exemple, coûts d'entretien)</b>	18,0	20,0
<b>Régénération des énergies fossiles</b>	9,7	10,0
<b>Coopération en matière de recherche-développement</b>	4,9	5,0

6. Durée du programme

Aucune date n'a été fixée pour son achèvement, mais sa poursuite dépendra de l'ouverture annuelle de crédits par le Congrès.

7. Effets sur le commerce

En raison de l'étendue et de la nature des travaux de recherche développement bénéficiaires, il est impossible de déterminer si le programme aura ou non des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Programme de garanties de prêts aux technologies innovantes**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Faire progresser l'Initiative du Président en matière d'énergies avancées (President's Advanced Energy Initiative) en encourageant l'utilisation commerciale anticipée de technologies nouvelles ou sensiblement améliorées dans des projets énergétiques. Des projets appuyés par des garanties de prêts aideront à remplir les objectifs de l'Administration visant à renforcer l'obtention de sources d'énergie abordables, fiables, sûres et propres pour les États-Unis.

3. Fondement et législation

Le programme de garanties de prêts prévu à l'article 1703 est fondé sur le Titre XVII de la Loi de 2005 sur la politique énergétique. Le programme de garanties de prêts prévu à l'article 1705 est fondé sur le Titre XVII de la Loi de 2005 sur la politique énergétique, tel que modifié par l'article 406 de la Loi de 2009 sur la relance et le réinvestissement en Amérique (P.L. 111-5).

4. Forme de la subvention

Garanties de prêts.

5. À qui et comment la subvention est accordée

L'article 1703 de la Loi autorise le DOE à accorder des garanties de prêts à la réalisation de projets dans les domaines suivants: systèmes d'énergie renouvelable, installations nucléaires de pointe, gazéification du charbon, séquestration du carbone, efficacité énergétique; ainsi qu'à de nombreux autres types de projets utilisant des technologies de pointe dans le cadre d'opérations commerciales qui évitent ou réduisent la production de polluants atmosphériques ou les émissions anthropiques de gaz à effet de serre, ou permettent leur séquestration. L'article 406 de la Loi de 2009 sur la relance et le réinvestissement en Amérique, P.L. 111-5, portait modification de la législation d'habilitation pour créer l'article 1705, un programme temporaire concernant la mise en place rapide de projets liés aux énergies renouvelables et au transport de l'électricité.

6. Montant de l'aide

Les crédits alloués pour les exercices budgétaires 2009 et 2010 (montant approximatif en millions de dollars) sont les suivants:

	<u>Exercice 2009</u>	<u>Exercice 2010</u>
<b>Article 1703: Programme de garanties de prêts en faveur des technologies innovantes</b>	0,0	0,0
<b>Article 1705: Programme temporaire de garanties de prêts</b>	3 935,0	0,0

Selon le règlement publié, le DOE peut accorder des garanties jusqu'à hauteur de 100 pour cent du montant du prêt, sous réserve de la restriction énoncée dans la Loi selon laquelle le DOE ne peut pas garantir un titre de créance pour plus de 80 pour cent du coût total d'un projet admissible. La politique du DOE consistait au cours de l'exercice 2010 à n'accorder de garantie de prêt au titre de l'article 1703 que si le programme dans son ensemble ne supposait pas de coût net pour les pouvoirs publics (c'est-à-dire pas de "coût de l'aide au crédit" au sens de l'article 502(5)(C) de la Loi fédérale de 1990 sur la réforme du crédit (2 USC 661a(5)(C) et 74 Fed. Reg. 63544, 63550)). Plus précisément, les conditions et modalités attachées aux accords de garantie de prêt dans le cadre de ce programme devaient prévoir la couverture de la totalité du coût que l'octroi de la garantie supposait pour les pouvoirs publics. En vertu du programme temporaire prévu à l'article 1705, les coûts de l'aide au crédit (tels que définis plus haut) sont directement pris en charge par l'ouverture de crédits par le Congrès.

7. Durée du programme

Voir ci-dessus. Des engagements au titre de l'article 1705 sont possibles jusqu'à l'exercice budgétaire 2011.

8. Effets sur le commerce

Ce programme étant relativement nouveau et compte tenu de la nature des activités bénéficiaires, il est impossible de déterminer s'il aura ou non des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Programme en faveur de la production de véhicules de pointe (ATVM)**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme de prêts ATVM accorde des prêts aux producteurs de véhicules automobiles et de pièces automobiles pour couvrir les frais de rééquipement, d'extension ou d'établissement d'unités de production aux États-Unis en vue de la production de véhicules de pointe ou des composants destinés à ces véhicules, ainsi que les coûts d'intégration des capacités d'ingénierie connexes.

3. Fondement et législation

Le programme ATVM a été institué en vertu de l'article 136 de la Loi de 2007 sur l'indépendance et la sécurité énergétiques.

4. Forme de la subvention

Garanties de prêts.



5. À qui et comment la subvention est accordée

L'article 136 de la Loi de 2007 sur l'indépendance et la sécurité énergétiques a institué un programme d'incitations – le Programme de prêts en faveur de la production de véhicules de pointe – qui consiste en des prêts directs destinés à soutenir la mise au point de véhicules de pointe et des composants connexes aux États-Unis. Le programme de prêts ATVM contribue à la réalisation de l'objectif du Président consistant à créer des emplois verts dans les secteurs de la production de véhicules automobiles et de composants automobiles, et aidera à garantir la conformité des nouveaux véhicules de pointe avec des normes plus strictes (125 pour cent des normes CAFE de consommation de carburant de 2005, année de référence) que celles qui visent les véhicules conventionnels de catégorie similaire. En 2010, l'article 136 a été modifié afin d'inclure les véhicules à très faible consommation dans la définition des véhicules de pointe.

6. Montant de l'aide

Les crédits alloués pour les exercices budgétaires 2009 et 2010 (montant approximatif en millions de dollars) sont les suivants:

<u>Exercice 2009</u>	<u>Exercice 2010</u>
7 500,0	0,0

7. Durée du programme

Le DOE envisage de passer du montage de prêt à la gestion de portefeuille au cours de l'exercice budgétaire 2011, et ne cherche pas à obtenir de crédits supplémentaires pour les subventions au crédit.

8. Effets sur le commerce

Ce programme étant relativement nouveau et compte tenu de la nature des activités bénéficiaires, il est impossible de déterminer s'il aura ou non des effets sur le commerce.

## **AUTRES PROGRAMMES CONCERNANT L'ÉNERGIE ET LES COMBUSTIBLES<sup>7</sup>**

**Titre du programme: Déduction des coûts d'exploration et de développement liés au pétrole, au gaz et à d'autres combustibles**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement de la production nationale de pétrole, de gaz naturel et de houille.

---

<sup>7</sup> Les programmes mentionnés dans cette section sont de nature fiscale et sont autorisés en vertu du Code de l'impôt des États-Unis.

### 3. Fondement et législation

Dans le cas d'investissements rentables dans des puits nationaux de pétrole et de gaz, les investissements incorporels liés au forage, comme les salaires, les coûts d'utilisation de machines de triage et de forage et le coût des matériaux non récupérables utilisés pour l'aménagement de puits peuvent être déduits aux fins de l'impôt plutôt qu'amortis sur la durée de vie productive du bien en cause. Les sociétés pétrolières intégrées peuvent actuellement déduire seulement 70 pour cent de ces coûts et amortir les 30 pour cent restants sur cinq ans. La même règle s'applique aux coûts d'exploration et de mise en valeur liés à la découverte et à l'aménagement de puits et de tunnels pour l'exploitation d'autres combustibles minéraux. Ces déductions sont autorisées en vertu des articles 263(c), 291, 616 617, 57(2) et 1254 du Code des impôts de 1986. La déduction des investissements incorporels dans le forage a été initialement autorisée en 1916 par un règlement du Département du Trésor au motif qu'ils constituaient des frais d'exploitation ordinaires. La limitation des déductions consenties aux sociétés pétrolières intégrées est en vigueur depuis 1976.

### 4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

### 5. À qui et comment la subvention est accordée

Les producteurs de combustibles minéraux peuvent bénéficier de déductions accélérées du revenu imposable.

### 6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 1 640 millions de dollars en 2009 et à 400 millions de dollars en 2010.

### 7. Durée du programme

Indéterminée.

### 8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Déduction d'un pourcentage ou de coûts de production pour épuisement, selon le plus élevé des deux montants, pour le pétrole, le gaz et d'autres combustibles**

### 1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

### 2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Stimuler la production de pétrole et de gaz, dédommager les producteurs pour les risques élevés liés à la prospection, et alléger le fardeau fiscal des petits producteurs.

3. Fondement et législation

Les producteurs indépendants (c'est-à-dire non intégrés) de pétrole et de gaz et d'autres combustibles minéraux et les titulaires de redevances sont généralement autorisés, aux fins de l'impôt, à déduire un pourcentage forfaitaire plutôt qu'un pourcentage de la production pour épuisement, sur un volume de production limité. Selon la formule de la déduction de coûts de production pour épuisement, les décaissements sont déduits sur la durée de vie productive du bien selon la fraction de la ressource extraite. Selon la formule du pourcentage forfaitaire, les producteurs déduisent un pourcentage de leurs revenus bruts tirés de la production minérale, soit 15 pour cent pour le pétrole, le gaz et le schiste bitumineux, et 10 pour cent pour la houille. La déduction est limitée à 50 pour cent du revenu net tiré du gisement, sauf dans le cas du pétrole et du gaz pour lesquels elle peut atteindre 100 pour cent du revenu net tiré du gisement. Dans le cas de la production nationale de puits marginaux, la limite de 100 pour cent du revenu net a été suspendue pour les années d'imposition ayant pris fin avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012. De plus, cette déduction pour tous les gisements pétroliers et gaziers ne peut dépasser 65 pour cent du revenu global du producteur et est limitée à 365 000 barils par année par producteur. La production des gisements géothermiques peut bénéficier de la déduction forfaitaire pour épuisement à concurrence de 65 pour cent du revenu net, mais aucune limite n'est posée quant aux niveaux de production ou aux producteurs admissibles. Contrairement à l'amortissement ou à la déduction de coûts pour épuisement, la déduction forfaitaire pour épuisement peut dépasser le montant de l'investissement.

La déduction forfaitaire est autorisée en vertu des articles 611 613, 613A et 291 du Code des impôts. La déduction forfaitaire pour le pétrole et le gaz remonte à 1918 ou avant, et a été étendue à la houille et à la plupart des autres minéraux en 1932. La Loi de 1975 sur les réductions d'impôts a éliminé la déduction forfaitaire pour les grandes sociétés pétrolières et gazières et a ramené son taux à 15 pour cent pour les producteurs indépendants à partir de 1984.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Les producteurs de combustibles minéraux indépendants et les titulaires de redevances ont droit à des déductions forfaitaires du revenu imposable pour épuisement.

6. Montant de l'aide

Aux fins du calcul du revenu imposable, le contribuable peut déduire un pourcentage forfaitaire des recettes brutes ou, si ce dernier montant est plus élevé, une fraction des coûts. La déduction forfaitaire pour épuisement est de 15 pour cent des recettes pour les producteurs non intégrés de pétrole ou de gaz et de 10 pour cent des recettes pour les producteurs de houille. La perte de recettes s'est élevée à 340 millions de dollars en 2009 et à 980 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Crédit pour la production de combustibles de substitution**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le secteur privé à intensifier le développement de nouvelles sources locales d'énergie en raison des préoccupations que suscitent la dépendance à l'égard des importations de pétrole et la sécurité nationale.

3. Fondement et législation

La Loi de 2005 sur la politique énergétique a institué un crédit d'impôt temporaire sur le revenu, égal à 3 dollars (en général corrigé en fonction de l'inflation) par BTU (baril équivalent pétrole) pour le coke et le gaz de coke produits aux États-Unis dans des installations remplissant les conditions requises et vendus à des parties non liées. Ce crédit peut être accordé pour le coke et le gaz de coke produits au cours d'une période de quatre ans commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2006 ou à la date de mise en service de l'installation remplissant les conditions requises, la date la plus tardive étant retenue. Les installations où sont produits du coke et du gaz de coke à partir de pétrole ne remplissent pas les conditions requises. La production de coke pouvant faire l'objet d'un crédit d'impôt ne peut être supérieure à une moyenne de 4 000 barils équivalent pétrole par jour par installation.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Les producteurs et les titulaires de redevances peuvent bénéficier, pour leur production admissible, de crédits d'impôt déductibles de l'impôt fédéral sur le revenu à titre de déduction forfaitaire pour épuisement.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 60 millions de dollars en 2009 et à 170 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Les installations remplissant les conditions requises sont les installations mises en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 1993 ou entre le 30 juin 1998 et le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Traitement de certaines redevances sur le charbon comme gains en capital**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement des charbonnages nationaux.

3. Fondement et législation

Le traitement en tant que gains en capital est autorisé en vertu des articles 1231 et 631 du Code des impôts. Lorsque le taux d'imposition des gains en capital est inférieur au taux d'imposition des revenus ordinaires, le propriétaire n'est pas autorisé à déduire le pourcentage forfaitaire pour épuisement prévu à l'article 613 du Code.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

La vente de certains charbons en vertu de contrats de redevances peut être traitée comme gains en capital aux fins de l'impôt. Les taux de l'impôt sur le revenu ordinaire des personnes physiques ont varié entre 10 pour cent et 35 pour cent en 2007 et 2008. Les gains en capital à long terme des personnes physiques sont imposés distinctement de leurs autres revenus, généralement au taux maximal de 15 pour cent.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 70 millions de dollars en 2009 et à 50 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Crédit pour les appareils économes en énergie**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la fabrication d'appareils économes en énergie.

3. Fondement et législation

Un crédit d'impôt est accordé aux fabricants de lave-vaisselle, de lave-linge et de réfrigérateurs économes en énergie. Le crédit cumulé dont peut bénéficier un fabricant est limité à 75 millions de dollars pour l'ensemble des années d'imposition commençant après le 31 décembre 2007 et avant le 31 décembre 2011, à ceci près que le crédit de 200 dollars pour les réfrigérateurs et le crédit de 250 dollars pour le lave-linge ne sont pas limités. En 2011, le crédit cumulé autorisé est limité à 25 millions de dollars par fabricant, sauf en ce qui concerne les réfrigérateurs et les lave-linge les plus économes en énergie. La Loi de 2005 sur la politique énergétique a étendu le crédit d'impôt aux appareils économes en énergie. Loi de 2008 sur la stabilisation économique d'urgence a modifié le montant du crédit d'impôt et les normes pour les appareils ménagers économes en énergie produits après 2007. La Loi sur l'allègement fiscal, la réapprobation de l'assurance chômage et la création d'emplois de 2010 a modifié le montant du crédit d'impôt et les normes pour les appareils ménagers économes en énergie produits après 2010 et a modifié les montants du crédit cumulé dont peut bénéficier chaque fabricant. Ce crédit est autorisé par l'article 45M du Code des impôts.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Ce crédit réduit l'impôt sur le revenu des fabricants d'appareils répondant aux conditions requises.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 130 millions de dollars en 2009 et à 150 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Cette disposition s'applique aux appareils fabriqués avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Crédit pour les alcools carburants**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le remplacement de l'essence et du gazole par des alcools carburants obtenus à partir de sources d'énergie renouvelables.

### 3. Fondement et législation

Il est prévu un crédit d'impôt ou remboursement d'impôt pour l'utilisation d'alcool comme carburant. Ce crédit est égal à 45 cents par gallon pour l'alcool (60 cents pour le méthanol) utilisé comme carburant. Les petits producteurs d'éthanol peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu de 10 cents par gallon jusqu'à hauteur de 60 millions de gallons d'alcool par an. De plus, un crédit est prévu pour la production de biocarburants celluloseux. Ce crédit est de 1,01 dollars par gallon. Il est pris en compte dans le revenu du contribuable.

Les crédits pour les alcools carburants sont autorisés par les articles 38, 40, 6426 et 6427 du Code des impôts. Ces crédits ont été institués par la Loi de 1980 sur l'imposition des bénéfices exceptionnels tirés du pétrole brut; les taux ont été établis à 40 cents par gallon pour l'alcool à 190 degrés ou plus et à 30 cents par gallon pour l'alcool titrant entre 150 et 190 degrés. Les crédits ont été majorés en 1982 et en 1984. La Loi générale harmonisée de 1990 les a ramenés à 54 cents et à 40 cents pour l'éthanol et les mélanges d'éthanol et a institué le crédit d'impôt sur le revenu de 10 cents par gallon pour les petits producteurs d'éthanol. En 1998, la Loi sur les transports et l'équité pour le XXI<sup>e</sup> siècle a réduit le crédit pour les alcools carburants, comme il est indiqué ci-dessus. La Loi de 2004 sur la création d'emplois a supprimé les taux réduits de droit d'accise appliqués à la plupart des carburants à base d'alcool, système qu'elle a remplacé par les règles actuelles prévoyant des crédits d'impôt sur le revenu et de droit d'accise ou des versements directs. Le crédit pour les alcools carburants a été réduit de 51 à 45 cents le gallon par la Loi de 2008 sur les terres centrales, l'habitat, les récoltes et l'horticulture. Le crédit pour les biocarburants celluloseux a lui aussi été institué par cette législation. La Loi de 2010 sur l'allègement fiscal, la réapprobation de l'assurance chômage et la création d'emplois a prolongé jusqu'en 2011 les crédits pour les alcools carburants devant expirer à la fin de 2010. La Loi harmonisée de 2010 sur les soins de santé et l'éducation a exclu les mélanges obtenus à partir d'un produit dérivé de la fabrication des pâtes de bois et papiers (liqueur noire) et de carburant diesel du bénéfice du crédit pour les biocarburants celluloseux.

### 4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu, réduction du droit d'accise ou versement direct pour les carburants à base d'alcool.

### 5. À qui et comment la subvention est accordée

Le crédit accordé aux petits producteurs d'éthanol réduit l'impôt sur le revenu devant être acquitté par les producteurs admissibles. Tous les autres crédits réduisent l'impôt fédéral sur le revenu ou le droit d'accise fédéral acquitté par les producteurs, mélangeurs ou utilisateurs admissibles ou donnent lieu à un versement direct en leur faveur.

### 6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 5 520 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 2009 et à 8 570 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 2010.

### 7. Durée du programme

Les crédits accordés expirent à la fin de 2011, sauf le crédit pour les biocarburants celluloseux, qui expire le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Crédit pour le biogazole et crédit pour le gazole issu de sources d'énergie renouvelables**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le remplacement du gazole par du biogazole et du gazole issu de sources d'énergie renouvelables.

3. Fondement et législation

Il est prévu un crédit d'impôt pour l'utilisation de biogazole ou de gazole issu de sources d'énergie renouvelables comme carburant. Ce crédit est égal à 1 dollar par gallon pour le biogazole (y compris l'agri biogazole). Par ailleurs, les petits producteurs de biogazole peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu de 10 cents par gallon. Le crédit est pris en compte dans le revenu du contribuable.

Les crédits pour le biogazole et le gazole issu de sources d'énergie renouvelables sont autorisés par les articles 38, 40A, 6426 et 6427 du Code des impôts. Le crédit pour le biogazole a été institué par la Loi de 2004 sur la création d'emplois. Le crédit pour le gazole issu de sources d'énergie renouvelables a été institué et le crédit pour le biogazole prorogé par la Loi de 2005 sur la politique énergétique. La Loi de 2008 sur la stabilisation économique d'urgence a relevé le crédit pour le biogazole recyclé de 0,50 à 1,00 dollar le gallon et prorogé l'octroi de crédits jusqu'au 31 décembre 2009. La Loi de 2010 sur l'allègement fiscal, la réapprobation de l'assurance chômage et la création d'emplois a prorogé l'octroi de crédits pour le biogazole et pour le gazole issu de sources d'énergie renouvelables jusqu'en 2011.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu, réduction du droit d'accise ou versement direct pour les carburants à base de biogazole.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Le crédit accordé aux petits producteurs de biogazole réduit l'impôt sur le revenu devant être acquitté par les producteurs admissibles. Tous les autres crédits réduisent l'impôt fédéral sur le revenu ou le droit d'accise fédéral acquitté par les producteurs, mélangeurs ou utilisateurs admissibles ou donnent lieu à un versement direct en leur faveur.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 840 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 2009 et à 510 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 2010.



7. Durée du programme

Le crédit accordé prend fin à la fin de 2011.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Crédit pour les combustibles de substitution**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le remplacement de l'essence et du gazole par des combustibles de substitution.

3. Fondement et législation

Un crédit d'accise remboursable est prévu pour les combustibles de substitution, notamment le gaz de pétrole liquéfié, les combustibles de la série P, le gaz naturel comprimé ou liquéfié, l'hydrogène liquéfié, les combustibles liquéfiés dérivés du charbon par le procédé Fischer Tropsch, le gaz comprimé ou liquéfié dérivé de la biomasse et les combustibles liquides dérivés de la biomasse. Pour le charbon liquéfié produit entre le 30 septembre 2009 et le 30 décembre 2009, il doit être certifié que le combustible a été dérivé de charbon produit dans une installation de gazéification qui séquestre 50 pour cent de ses émissions totales de dioxyde de carbone. Le pourcentage de séquestration est de 75 pour cent pour les combustibles produits après le 30 décembre 2009. Le crédit pour les combustibles de substitution est de 50 cents par gallon de combustible ou par gallon d'équivalent essence. Le crédit d'accise a été institué en vertu de la Loi de 2005 sur la sécurité, la responsabilité, la souplesse et l'efficacité des transports. La Loi de 2010 sur l'allègement fiscal, la réapprobation de l'assurance chômage et la création d'emplois a prorogé le crédit pour les combustibles de substitution jusqu'en 2011 et l'a supprimé pour tout combustible (y compris les résidus ligneux de bois et les liqueurs résiduaires) dérivé de la production de papier ou de pâte (liqueurs noires). Le crédit d'impôt est autorisé par les articles 6426 et 6427(e) du Code des impôts.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement du droit d'accise.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Ce crédit réduit le droit d'accise acquitté par les producteurs, mélangeurs ou utilisateurs admissibles ou donne lieu à un versement direct en leur faveur.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes était inférieure à 4 570 millions de dollars en 2009 et s'est élevée à 3 960 millions de dollars en 2010.

7. Duration

Le crédit d'accise expire le 31 décembre 2011, excepté dans le cas de l'hydrogène, pour lequel il expire le 30 septembre 2014.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Crédit d'impôt pour le charbon raffiné et le charbon indien**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la production de charbon à faibles émissions et de charbon indien.

3. Fondement et législation

Pour le charbon raffiné, les contribuables bénéficient d'un crédit d'impôt (indexé sur l'inflation à partir de 1992) de 4,375 dollars par tonne. Ce crédit est accordé pendant les dix premières années de production d'une nouvelle installation. Il est applicable à la production effectuée dans des centrales mises en service après le 22 octobre 2004 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010. Pour le charbon indien, les contribuables bénéficient d'un crédit d'impôt pendant une période de sept ans allant du 1<sup>er</sup> janvier 2006 au 31 décembre 2012. Le montant du crédit applicable au charbon indien est de 1,50 dollar par tonne pour les quatre premières années de cette période et de 2,00 dollars par tonne pour les trois dernières années. Les montants sont indexés sur l'inflation en prenant 2005 comme année de base. Ces dispositions ont été instituées par la Loi de 2004 sur la création d'emplois. Le crédit applicable au charbon raffiné a été prorogé en vertu de la Loi de 2008 sur la stabilisation économique d'urgence. Ces mesures sont autorisées par l'article 45 du Code des impôts.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Ce crédit réduit l'impôt fédéral sur le revenu des contribuables qui produisent du charbon répondant aux conditions requises.

6. Montant de l'aide

En 2009 et 2010, la perte de recettes totale a été inférieure à 50 millions de dollars par année.

7. Durée du programme

Le crédit pour le charbon raffiné est applicable à la production d'électricité dans des centrales mises en service après le 22 octobre 2004 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Crédits pour les investissements dans des centrales modernes au charbon et des installations modernes de gazéification**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement d'installations utilisant des technologies de pointe pour la production d'électricité à partir du charbon et de gaz de synthèse.

3. Fondement et législation

Dans le cadre de la première série d'octroi de crédits, les contribuables bénéficient d'un crédit de 20 pour cent pour les investissements dans des centrales à cycle combiné à gazéification intégrée et des installations de gazéification, et de 15 pour cent pour les investissements dans d'autres centrales modernes au charbon. Ces crédits sont soumis à un plafond national de 800 millions de dollars pour les centrales à cycle combiné à gazéification intégrée, de 500 millions de dollars pour les autres centrales modernes au charbon et de 350 millions de dollars pour les installations de gazéification. Il a été institué par la Loi de 2005 sur la politique énergétique. Cette mesure est autorisée par l'article 48A et 48B du Code des impôts.

Dans le cadre de la deuxième série d'octroi de crédits, le taux de crédit est porté à 30 pour cent pour les nouvelles centrales à cycle combiné à gazéification et d'autres projets de pointe concernant le charbon. Une tranche supplémentaire de 1,25 milliard de dollars de crédits peut être affectée aux projets admissibles. Toujours dans le cadre de cette deuxième série, les projets admissibles doivent prévoir des équipements qui séparent et séquestrent au moins 65 pour cent du total des émissions de dioxyde de carbone générées par le projet considéré. Le taux de crédit pour les projets dans le domaine de la gazéification est porté à 30 pour cent. Une tranche supplémentaire de 250 millions de dollars de crédits peut être affectée aux projets admissibles qui prévoient la séparation et la séquestration d'au moins 75 pour cent des émissions de dioxyde de carbone. Il a été institué par la Loi de 2008 sur la stabilisation économique d'urgence. Cette mesure est autorisée par l'article 48A et 48B du Code des impôts.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Ce crédit réduit l'impôt fédéral sur le revenu des contribuables qui investissent dans les installations répondant aux conditions requises.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 180 millions de dollars en 2009 et à 240 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Le crédit d'impôt s'applique aux investissements effectués après le 8 août 2005.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Crédit pour les installations énergétiques de pointe**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Stimuler la croissance économique, créer des emplois et réduire les émissions de gaz à effets de serre en soutenant les investissements dans la production d'énergie verte.

3. Fondement et législation

Un crédit de 30 pour cent peut être accordé pour les investissements dans les installations répondant aux conditions requises utilisées dans le cadre de projets énergétiques de pointe admissibles. Ces projets sont ceux qui ont pour objet le renouvellement des équipements, l'extension ou l'établissement d'installations de fabrication permettant de produire: 1) des installations destinées à la production d'énergie à partir de ressources renouvelables; 2) des piles à combustible, des microturbines ou un système de stockage d'énergie utilisable pour les véhicules électriques et les véhicules électriques hybrides; 3) des réseaux électriques destinés à assurer le transport des énergies renouvelables issues de sources intermittentes; 4) des installations destinées à capturer et séquestrer le dioxyde de carbone; 5) des installations destinées à raffiner ou mélanger des combustibles renouvelables ou à mettre au point des technologies permettant d'économiser l'énergie; 6) des véhicules automobiles à propulsion électrique rechargeables répondant aux critères requis, des véhicules électriques rechargeables répondant aux critères requis ou de composants spécifiquement destinés à ces véhicules; et 7) d'autres installations énergétiques de pointe destinées à réduire les émissions de gaz à effets de serre. Le montant maximal des crédits pouvant être accordés est de 2,3 milliards de dollars.

Ce crédit a été institué par la Loi de 2009 sur la relance et le réinvestissement en Amérique et est autorisé par l'article 48C du Code des impôts.

4. À qui et comment la subvention est accordée

Ce crédit réduit l'impôt fédéral sur le revenu des contribuables qui investissent dans des projets répondant aux conditions requises.

5. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 180 millions de dollars en 2010.

6. Durée du programme

Pour pouvoir bénéficier du crédit, les installations doivent en général avoir été mises en service au plus tard en 2014.

7. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Crédit pour la production de gazole pauvre en soufre et déduction pour investissement dans des raffineries de gazole pauvre en soufre**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aider les raffineurs à se conformer aux prescriptions de l'Agence de protection de l'environnement relatives au gazole pauvre en soufre.

3. Fondement et législation

Les petits raffineurs peuvent déduire 75 pour cent des frais engagés pour se conformer aux prescriptions de l'Agence de protection de l'environnement relatives au gazole pauvre en soufre et bénéficient d'un crédit de 5 cents par gallon pour la production de gazole pauvre en soufre. Le crédit accordé aux contribuables est limité à 25 pour cent des frais engagés pour se conformer aux prescriptions susmentionnées. La déduction et le crédit accordés ont été institués par la Loi de 2005 sur la politique énergétique. Ces mesures sont autorisées par les articles 48H et 179B du Code des impôts.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Ce crédit réduit l'impôt fédéral sur le revenu des contribuables qui engagent des frais pour se conformer aux prescriptions de l'Agence de protection de l'environnement relatives au gazole pauvre en soufre.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes a été inférieure à 10 millions de dollars par an en 2009 et 2010.

7. Durée du programme

Le crédit d'impôt s'applique aux frais engagés au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 décembre 2009.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Déduction pour investissement dans l'augmentation de la capacité des raffineries**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les investissements dans l'augmentation de la capacité des raffineries.

3. Fondement et législation

Les raffineurs peuvent déduire 50 pour cent des frais engagés pour accroître la capacité des raffineries. Cette déduction a été instituée par la Loi de 2005 sur la politique énergétique. Cette mesure est autorisée par l'article 179C du Code des impôts.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Ce crédit réduit l'impôt fédéral sur le revenu des contribuables qui engagent des frais pour accroître la capacité des raffineries.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à moins de 770 millions de dollars en 2009 et 760 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Le crédit d'impôt s'applique aux frais engagés après le 8 août 2005 pour les installations mises en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Amortissement des dépenses de prospection géologique et géophysique**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la prospection de pétrole et de gaz.

3. Fondement et législation

Les contribuables peuvent amortir les frais engagés pour la prospection de pétrole et de gaz. Pour les frais engagés en 2006, l'amortissement a été autorisé sur deux ans pour les compagnies pétrolières intégrées et non intégrées. Pour les frais engagés après 2006 et avant le 20 décembre 2007, l'amortissement était autorisé sur cinq ans pour les compagnies pétrolières intégrées. Pour les frais engagés après le 19 décembre 2007, l'amortissement est autorisé sur sept ans pour les compagnies pétrolières intégrées. La déduction pour amortissement a été instituée par la Loi de 2005 sur la politique énergétique. La période d'amortissement a été allongée par la Loi harmonisée de 2005 visant à empêcher les augmentations d'impôt et la Loi de 2007 sur l'indépendance et la sécurité énergétiques. Cette mesure est autorisée par l'article 167(h) du Code des impôts.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Ce crédit réduit l'impôt fédéral sur le revenu des contribuables qui engagent des frais pour la prospection de pétrole et de gaz.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à moins de 40 millions de dollars en 2009 et 150 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

La déduction pour amortissement est accordée pour les frais engagés au cours des exercices fiscaux commençant après le 8 août 2005.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Déduction des frais d'injection tertiaire**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement des ressources pétrolières nationales.

3. Fondement et législation

Les contribuables exerçant une activité d'extraction pétrolière peuvent généralement déduire les frais admissibles d'injection tertiaire dus à l'application d'une méthode de récupération tertiaire, comme l'injection d'eau augmentée de dioxyde de carbone ou le déplacement de dioxyde de carbone immiscible. Le crédit d'impôt a été institué par la Loi de 1980 sur l'imposition des bénéfices exceptionnels tirés du pétrole brut. Ce crédit est autorisé par l'article 193 du Code des impôts.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Les producteurs de pétrole peuvent bénéficier de déductions accélérées du revenu imposable.

6. Montant de l'aide

En 2009 et 2010, la perte de recettes a été inférieure à 10 millions de dollars par année.

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

## **PÊCHE**

**Titre du programme: Programme de financement pour le secteur de la pêche (FFP)** (avant 1996, ce programme était connu sous le nom de Programme de garanties d'obligations (FOG) pour le secteur de la pêche.)

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objet du FFP est de fournir un financement à taux fixe pour une période égale à la durée de vie utile de l'équipement financé. Le programme qui l'avait précédé – le FOG, en vigueur de 1972 à 1996 – offrait aux pêcheurs commerciaux américains des garanties de prêts du gouvernement fédéral pour la construction, la reconstruction, le remplacement et, dans certaines circonstances, l'achat, de bateaux de pêche. Depuis 1991, la politique de l'Administration nationale de l'océanographie et de la météorologie et les directives du Congrès interdisent de financer tout projet pouvant être considéré comme débouchant sur la surcapitalisation de toute pêcherie. En 1996, les règlements du programme ont été modifiés pour tenir compte de ce changement de politique.

En 1996, le programme FOG a commencé à accorder des prêts directs, et a été rebaptisé programme de financement pour le secteur de la pêche. Au fil du temps, ses pouvoirs en matière d'octroi de prêts ont été élargis pour inclure parmi les activités admises l'aquaculture, le rachat de



bateaux, l'achat de quotas individuels de pêche et l'octroi de prêts au titre du quota de développement communautaire.

3. Fondement et législation

Les fondements sont indiqués ci-après. Les programmes FOG et FFP sont autorisés en vertu du Titre XI de la Loi de 1936 sur la marine marchande, telle que modifiée, à présent recodifiée sous 46 U.S.C. 53701, et seq. Le programme FFP est administré par le Service national de la pêche maritime (NMFS).

4. Forme de la subvention

Le programme FFP permet d'octroyer des prêts directs aux pêcheurs et aux aquaculteurs. Les taux d'intérêt sont de 2 points supérieurs aux taux des bons du Trésor à échéance comparable en vigueur à la date de signature de l'accord de prêt.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Le FFP prévoit l'octroi de prêts directs aux particuliers ou aux entreprises qui présentent des projets admissibles.

6. Montant de l'aide

Compte tenu de l'encours actuellement important des prêts et des variations dans les calendriers de remboursement et les taux d'intérêt, il est difficile de calculer le montant d'une quelconque subvention, en particulier le montant unitaire. Il importe de noter qu'en raison des taux d'intérêt du marché appliqués à ces prêts et du taux de non remboursement relativement bas, le FFP est un programme autofinancé. En outre, il prévoit le paiement de droits pour chaque demande, exige souvent des garanties et un nantissement secondaire et conserve le nantissement des prêts. Pour toutes ces raisons, il n'y a pas eu de décaissement net de fonds publics.

On trouvera ci-après un tableau indiquant le montant total des prêts qui ont été autorisés depuis 2007. (Si ce programme conférait une subvention, l'avantage serait fondé sur la différence entre le taux d'intérêt pratiqué dans le cadre du programme et celui que l'entreprise devrait payer pour un prêt commercial comparable.)

TYPE DE PRÊT	Exercice budgétaire 2007	Exercice budgétaire 2008	Exercice budgétaire 2009	Exercice budgétaire 2010
Classique	43 dollars	30 dollars	59 dollars	59 dollars
Quota individuel de pêche flétan/morue charbonnière	5 dollars	8 dollars	8 dollars	10 dollars

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Depuis 1991, la politique de la NOAA et les directives du Congrès interdisent de financer tout projet pouvant être considéré comme débouchant sur la surcapitalisation de toute pêcherie. En conséquence, et dans la mesure où tout élément de subvention éventuellement attribuable à ce

programme est infime, voire nul, les effets du programme sur le commerce sont vraisemblablement mineurs, si tant est qu'il y en ait.

**Titre du programme: Programme de subventions Saltonstall Kennedy: Recherche développement sur la pêche**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme permet de financer à même les droits perçus sur les importations de produits halieutiques l'octroi d'un large éventail de subventions à la recherche développement destinée principalement à soutenir la préservation et la gestion effectives de la pêche des États-Unis en améliorant la somme de renseignements de nature biologique, économique et sociale nécessaires à une saine gestion.

3. Fondement et législation

Le programme est autorisé en vertu de la Loi Saltonstall Kennedy de 1954. Le programme actuel de subventions a toutefois été créé en vertu de la Loi de 1980 sur la promotion de la pêche américaine (15 U.S.C. 713c 3(c)). Il est administré par le Service national de la pêche maritime.

4. Forme de la subvention

Les subventions sont accordées chaque année par voie de concours.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Ce programme est accessible aux: citoyens ou ressortissants des États-Unis, citoyens des Îles Mariannes du Nord (NMI), de la République des Îles Marshall, de la République des Palaos ou des États fédérés de Micronésie, sociétés, sociétés en commandite, associations ou autres entités non fédérales, à but lucratif ou non (y compris les bandes autochtones), au sens de l'article 2 de la Loi de 1916 sur la marine marchande, telle que modifiée. N'y ont pas droit les employés fédéraux et les différents conseils de gestion de la pêche et leurs employés. Les projets sont choisis au moyen d'un processus d'appels d'offres/de propositions annoncés dans le Federal Register.

6. Montant de l'aide

Il est difficile d'estimer le montant unitaire de la subvention dans le cas d'un programme diversifié de subventions (Saltonstall Kennedy) à la R&D. En 2009, 8,07 millions de dollars ont été accordés dans le cadre d'un concours. En 2010, 4,82 millions de dollars de dollars ont été accordés dans le cadre d'un concours. En 2009 et 2010, 20,94 millions et 3,47 millions de dollars ont été respectivement alloués aux États au titre du programme pour financer des activités concernant la recherche, la sécurité sanitaire des produits de la mer, la commercialisation, etc.

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Les effets de ce programme sur le commerce sont négligeables, voire nuls, en raison de l'importance accordée à la qualité/sécurité sanitaire des produits et à la promotion de la pêche durable. En outre, la plus grande partie des résultats des recherches financées par le programme Saltonstall Kennedy sont du domaine public.

**Titre du programme: Subvention pour la recherche sur la mer**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le Programme pour les établissements d'enseignement supérieur spécialisés dans l'étude de la mer accorde des subventions pour la conduite de recherches sur de nombreux aspects du développement économique à long terme, de la gestion de l'environnement, et de l'utilisation responsable des ressources océaniques, côtières et des grands lacs, y compris la pêche commerciale et l'aquaculture. Au regard de la stratégie nationale, les domaines prioritaires pour la recherche, l'éducation et la vulgarisation sont notamment les suivants: la sécurité sanitaire et la durabilité de l'offre de produits de la mer; la salubrité des écosystèmes côtiers; le développement durable des côtes; et la résilience des communautés côtières face aux risques encourus. La majorité de ces subventions vise à soutenir la préservation et la gestion effectives de la pêche des États-Unis, plutôt que les activités commerciales. Toutefois, un petit nombre de projets subventionnés bénéficient au secteur de la pêche, d'où la notification de ce programme pour des raisons de transparence.

3. Fondement et législation

En 1965, des établissements de haut savoir spécialisés dans l'étude de la mer ont été désignés pour toucher des subventions grâce à une modification apportée à la Loi de 1950 sur la Fondation nationale pour les sciences et, en 1966, le programme a été officiellement établi par suite de l'adoption de la Loi nationale sur le programme de subventions pour la recherche de niveau supérieur sur la mer. Plus de 200 collèges et universités de 32 États participent actuellement au programme.

4. Forme de la subvention

Les universités ou autres établissements de recherche participants touchent normalement des subventions fédérales directes.

5. À qui et comment l'aide est accordée

Les subventions peuvent être accordées à des établissements d'enseignement supérieur (y compris des collèges, des instituts ou d'autres établissements désignés spécialisés dans l'étude de la mer), à des organisations à but non lucratif, à des organisations commerciales, à des gouvernements d'États, à des gouvernements locaux, à des gouvernements communautaires indiens et à des particuliers. Chaque programme pour les établissements d'enseignement supérieur spécialisés dans l'étude de la mer lance un processus de demande de propositions pour traiter des questions prioritaires au niveau des États, outre les demandes de propositions en vue d'investissements stratégiques nationaux gérés par le Bureau national des subventions pour la recherche sur la mer. Le siège du Service national de la pêche maritime administre un autre processus de demandes de propositions à l'échelle nationale.

6. Montant de l'aide

La grande majorité des subventions octroyées dans le cadre de ce programme appuient des recherches qui ne confèrent pas d'avantages économiques directs au secteur de la pêche. Il est donc difficile de déterminer la valeur des subventions pouvant être accordées au titre de ce programme. Pour l'exercice budgétaire 2009, les fonds affectés au titre du programme (dans le domaine de la pêche et autres) se sont élevés au total à 55 millions de dollars. Sur ce montant, environ 2,5 millions de dollars ont été alloués à la recherche axée sur la pêche commerciale et environ 2,6 millions à la recherche axée sur l'aquaculture. Pour l'exercice budgétaire 2010, les fonds affectés au titre du programme (dans le domaine de la pêche et autres) se sont élevés au total à 63 millions de dollars. Sur ce montant, environ 2,5 millions de dollars ont été alloués à la recherche axée sur la pêche commerciale et environ 6,5 millions à la recherche axée sur l'aquaculture.

7. Durée du programme

Les subventions fédérales au titre de la recherche développement dans le cadre de ce programme sont versées annuellement, même si certains des projets s'étendent sur plusieurs années. Le programme lui-même a une durée indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Le Programme de recherche sur la mer n'est pas un programme de promotion sectorielle ou commerciale. Une très faible proportion des fonds versés ont une incidence directe sur le secteur national de la pêche. En outre, la plus grande partie des résultats des recherches menées grâce aux subventions accordées dans le cadre du programme est du domaine public. À la lumière de ces considérations, les effets de ce programme sur le commerce, si tant est qu'il y en ait, sont vraisemblablement insignifiants.

**Titre du programme: Programme de développement de la pêche dans le fleuve Columbia (Loi Mitchell)**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

La Loi Mitchell (16 USC 755 757; 52 Stat. 345) autorise le Secrétaire au commerce à mener des activités en vue de la préservation des ressources halieutiques du bassin du fleuve Columbia. Elle prescrit spécifiquement l'aménagement d'écloseries pour le saumon, la tenue d'études et d'expériences techniques et biologiques, et l'installation de dispositifs de protection des poissons. Elle autorise aussi la passation d'accords avec des organismes responsables de la pêche dans les États et la construction d'installations sur les terres publiques. Le grand objectif de ce programme a généralement été d'atténuer les conséquences de la perte d'habitat pour le saumon du fait principalement de la construction de barrages hydroélectriques mais aussi d'autres facteurs tels que le ruissellement des eaux des terres agricoles, la coupe du bois et le développement urbain. Au fil des ans, deux autres objectifs se sont ajoutés au programme d'aménagement d'écloseries en vertu de la Loi Mitchell. Le premier est d'utiliser une partie des saumons produits dans les écloseries pour repeupler les secteurs en amont du barrage Bonneville conformément aux dispositions du Traité sur le fleuve Columbia passé avec les Indiens. Le second est d'affecter une partie de la production des écloseries à la préservation des stocks de saumons menacés (espèces captives) et à des écloseries de préservation assurant leur reconstitution. Étant donné que la totalité du bassin du fleuve Columbia est soumise aux dispositions de la Loi concernant les espèces menacées d'extinction, le programme lancé en vertu de

la Loi Mitchell a fait et continuera de faire l'objet de changements majeurs. L'étude d'impact environnemental de la Loi Mitchell sera finalisée en 2012 et l'on pourra s'appuyer sur celle-ci pour éclairer l'orientation future de la politique relative à la production des écloseries.

3. Fondement et législation

Le programme de développement de la pêche dans le fleuve Columbia a été autorisé en vertu de la Loi Mitchell (P.L. 75-702, 11 mai 1938). Il est devenu un programme destiné à financer des organismes des États et des écloseries communautaires, l'installation de filtres pour systèmes d'irrigation et l'aménagement de passes à poissons, ainsi que des programmes de suivi, d'évaluation et de réforme en rapport avec le fleuve Columbia. Le programme bénéficie de crédits fédéraux depuis 1950 et est financé grâce à des lois générales portant ouverture de crédits.

4. Forme de la subvention

Dans le cadre du programme de développement de la pêche dans le fleuve Columbia, le gouvernement américain octroie des subventions de fonctionnement pour l'aménagement d'écloseries sous l'égide du Département de la faune aquatique et terrestre de l'Oregon (ODFW), du Département de la faune aquatique et terrestre de l'État de Washington (WDFW), de la Confédération des tribus et bandes de la Nation Yakama (YN) et du Service des poissons et de la faune sauvage (USFWS) du Département de l'intérieur. Le programme finance en outre l'installation de filtres pour systèmes d'irrigation et l'aménagement de passes à poissons, sous l'égide de l'ODFW, du WDFW, du Département de la faune aquatique et terrestre de l'Idaho (IDFG) et de l'YN, ainsi que des projets de suivi, d'évaluation et de réforme conduits par l'ODFW, le WDFW, l'YN, l'USFWS et la Tribu des Nez Percés.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont versés à l'ODFW, au WDFW, à l'IDFG, à l'YN et à la Tribu des Nez Percés dans le cadre d'accords de coopération. Des fonds sont aussi accordés à l'USFWS dans le cadre d'un transfert intergouvernemental.

6. Montant de l'aide

Au cours de l'exercice budgétaire 2009, les crédits ouverts au titre du programme de la Loi Mitchell se sont élevés à environ 15 592 693 dollars. Ces crédits étaient destinés à financer le fonctionnement et le maintien du programme des écloseries dans les États de l'Oregon et de Washington. Au cours de l'exercice budgétaire 2010, les crédits ouverts pour financer le fonctionnement et le maintien du programme se sont élevés à environ 25 868 000 dollars.

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

L'aménagement d'écloseries pour le saumon a pour objet fondamental d'atténuer les conséquences des pertes d'habitat et autres pertes associées à d'autres activités financées par le gouvernement fédéral et de reconstituer les stocks de saumons, et de contribuer à sauver certaines espèces de saumon et de truite américaine. La part des écloseries du fleuve Columbia dans les prises commerciales de poissons au large des États de Washington, d'Oregon, de Californie et d'Alaska varie selon les années en fonction des conditions naturelles, mais les écloseries financées dans le cadre de la Loi Mitchell contribuent substantiellement à la valeur économique de la pêche commerciale

(communautaire et non communautaire) et récréative en général. Une étude économique récemment menée par TCW Economics a conclu que la production des écloséries financées au titre de la Loi Mitchell avait contribué à l'économie régionale, représentant 36 millions de dollars en termes de revenus des personnes physiques, et créé 871 emplois, pour une production d'environ 70 millions de jeunes saumons et des prises de 252 000 saumons adultes dans le cadre de la pêche commerciale, récréative ou communautaire dans le fleuve Columbia, l'Océan pacifique et le Puget Sound, d'après des données de 2007 (TCW Economics 2010). Il est généralement admis que la production des écloséries financées au titre de la Loi Mitchell n'a pas d'effet perceptible sur le commerce.

## **BOIS SUR PIED ET BOIS D'ŒUVRE**

### **Titre du programme: Traitement en tant que gains en capital de certains revenus tirés du bois d'œuvre**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la production de bois d'œuvre national.

3. Fondement et législation

Le traitement en tant que gains en capital est autorisé en vertu des articles 1231 et 631 du Code des impôts. Ces dispositions ont été promulguées pour la première fois en 1943.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Certains revenus tirés du bois d'œuvre peuvent être traités comme des gains en capital aux fins de l'imposition. Les taux de l'impôt sur le revenu ordinaire des personnes physiques ont varié entre 10 pour cent et 35 pour cent en 2009 et 2010. Les gains en capital à long terme des personnes physiques sont imposés distinctement de leurs autres revenus, à un taux maximum de 15 pour cent.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 70 millions de dollars en 2009 et à 50 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Déduction des coûts multipériode associés à la culture du bois d'œuvre**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

La possibilité de déduire les coûts indirects de la culture du bois d'œuvre était fondée sur l'idée qu'il s'agissait là de frais d'entretien, donc déductibles au même titre que les autres dépenses associées au fonctionnement d'une entreprise. Après une série de décisions en matière de recettes et d'affaires judiciaires établissant au fil des ans une distinction entre les dépenses qui pouvaient être déductibles et celles qui pouvaient être capitalisées, la Loi de 1986 sur la réforme fiscale a introduit des règles de capitalisation uniformes exigeant que, dans la plupart des cas, les dépenses indirectes soient capitalisées. Des exceptions étaient prévues lorsque l'application de ces règles était réputée être indûment contraignante.

3. Fondement et législation

En général, les coûts doivent être capitalisés lorsque les biens produits sont destinés aux stocks utilisés par l'entreprise elle-même, ou qu'ils sont produits en vertu d'un contrat conclu avec une autre partie. Les producteurs de bois d'œuvre ont toutefois été spécifiquement exemptés de ces règles sur les coûts multipériode, et autorisés à inclure les coûts en question dans leurs déductions courantes. Cette disposition est autorisée en vertu des articles 162 et 263A(c)(5) du Code des impôts.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Les propriétaires forestiers peuvent déduire certains coûts de leur revenu imposable au lieu de les capitaliser.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 210 millions de dollars en 2009 et à 230 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Déduction et amortissement sur sept ans des dépenses de reboisement**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le reboisement des terrains forestiers privés.

3. Fondement et législation

Une déduction est accordée jusqu'à hauteur de 10 000 dollars investis annuellement dans le défrichement des terres et la plantation d'arbres aux fins de la production de bois d'œuvre. Les dépenses de reboisement engagées au-delà de ce montant peuvent être amorties sur une période de sept ans. En l'absence de cette disposition, il faudrait capitaliser les dépenses de reboisement qui ne pourraient être récupérées (par voie de déduction) que lorsque les arbres seraient vendus ou abattus des années plus tard. Ces dispositions sont autorisées en vertu de l'article 194 du Code des impôts. À l'origine, elles ont été instituées par la Loi de 1980 sur l'amélioration des installations et de la sécurité relatives à la navigation de plaisance avant d'être modifiées par la Loi de 2004 sur la création d'emplois.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Ces dispositions permettent au contribuable de recouvrer plus rapidement les dépenses de reboisement, en les déduisant du revenu imposable.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 40 millions de dollars en 2009 et à 50 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Réduction du taux d'imposition sur les gains en capital des sociétés applicable à certains gains tirés du bois d'œuvre**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Cette disposition vise à réduire la différence de traitement fiscal entre les sociétés et les entités autres que les sociétés tirant des gains du bois d'œuvre.



3. Fondement et législation

La réduction du taux d'imposition applicable aux gains en capital est autorisée en vertu de l'article 1201 du Code des impôts. Cette disposition a été instituée par la Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Les gains en capital tirés du bois d'œuvre par les entités assujetties à l'impôt sur les personnes physiques étaient taxés à un taux maximal de 15 pour cent en 2009 et 2010. Ces mêmes années, les gains en capital des sociétés étaient généralement taxés à 35 pour cent. Cette disposition a réduit temporairement à 15 pour cent le taux d'imposition sur les gains en capital des sociétés tirés de certaines ventes de bois d'œuvre. Seules les ventes de bois d'œuvre détenu pendant plus de 15 ans étaient admissibles à bénéficier de cette réduction.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes a été de 70 millions de dollars en 2009 et de 50 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

La réduction de taux s'applique aux ventes de bois d'œuvre admissibles effectuées après le 22 mai 2008 et avant le 23 mai 2009.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

## MÉDECINE

**Titre du programme: Crédit d'impôt pour médicaments orphelins**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la recherche sur les médicaments permettant de traiter les maladies ou affections rares.

3. Fondement et législation

Cette disposition permet d'accorder un crédit d'impôt de 50 pour cent pour les dépenses admissibles engagées dans le cadre d'essais cliniques de certains médicaments associés à des maladies ou affections rares et dits "médicaments orphelins". Les dépenses admissibles sont celles qui sont engagées pour tester un médicament orphelin une fois que l'Office de contrôle des médicaments et des produits alimentaires (FDA) a autorisé des essais sur des êtres humains mais avant qu'il n'en autorise la vente. Une maladie ou affection rare est une maladie ou affection qui touche moins de 200 000 personnes aux États-Unis, ou qui touche plus de 200 000 personnes mais pour laquelle une entreprise ne peut raisonnablement pas s'attendre à récupérer les coûts de la mise au point d'un tel médicament en le vendant aux États-Unis. Le crédit d'impôt a été initialement considéré comme une disposition temporaire dans la Loi de 1983 sur les médicaments orphelins, et son application a été prolongée à plusieurs reprises. Cette disposition a expiré le 31 décembre 1994, mais a ultérieurement été rétablie pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet 1996 et le 31 mai 1997. La Loi de 1997 sur les réductions d'impôts pour les particuliers a rendu ce crédit permanent. Le crédit pour médicament orphelin est autorisé en vertu de l'article 45C du Code des impôts.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Les contribuables qui entreprennent des recherches admissibles sur des médicaments orphelins ont droit à un crédit qu'ils peuvent déduire de l'impôt fédéral sur le revenu.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 270 millions de dollars en 2009 et à 470 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Office des isotopes pour la médecine et la science**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objet de maintenir les infrastructures nécessaires pour répondre au besoin qu'a le pays de disposer d'un approvisionnement sûr en produits et en services isotopiques et en technologies connexes utilisées dans les domaines de la médecine, de la sécurité intérieure et de la recherche scientifique.

### 3. Fondement et législation

Dans le cadre de ses programmes sur les isotopes, l'Office de l'énergie nucléaire, de la science et de la technologie du Département de l'énergie administre le programme. Celui-ci fonctionne grâce à un fonds renouvelable mis en place par la Loi de 1990 portant ouverture de crédits pour les secteurs de l'énergie et de l'eau (Public Law 101-101), telle que modifiée par la Public Law 103-316. Tout revenu est versé au fonds, y compris les attributions annuelles de crédits au titre de la mise en valeur des ressources énergétiques et hydriques.

### 4. Forme de la subvention

Aucune aide financière directe n'est accordée. Le DOE vend des isotopes sur le marché à des prix qui lui permettent de recouvrer intégralement ses coûts, qui comprennent les coûts directs liés à la production d'un isotope spécifique ainsi que les coûts d'infrastructures. Les isotopes destinés à la recherche sont vendus sur la base d'un recouvrement des coûts directs, ce qui ne comprend pas une partie des dépenses liées aux infrastructures de cellules chaudes.

### 5. À qui et comment la subvention est accordée

Les isotopes sont vendus à divers établissements commerciaux et de recherche dans les communautés médicale, industrielle et de recherche à vocation commerciale ou non, aux États-Unis et à l'étranger.

### 6. Montant de l'aide

Les dépenses de production associées à la fabrication, la transformation et la distribution des isotopes sont financées entièrement par les revenus tirés des ventes. Les coûts d'infrastructure sont partiellement couverts par un crédit annuellement adopté par le Congrès. Pour l'exercice budgétaire 2009, le montant du crédit attribué s'élevait à 39,6 millions de dollars; pour l'exercice budgétaire 2010, il s'élevait à 19,12 millions de dollars.

### 7. Durée du programme

L'activité a une durée indéterminée; le programme fonctionne grâce à un fonds renouvelable et maintient sa viabilité financière par les recettes provenant de ses ventes.

### 8. Effets sur le commerce

En supposant qu'il soit possible de quantifier les effets éventuels d'un programme de cette nature sur le commerce, il est peu probable que ce programme en particulier en ait produit de significatifs. Les isotopes produits ont été vendus à plus de 250 clients partout dans le monde, principalement pour des fins de recherche médicale.

## **MÉTAUX, MINÉRAUX ET INDUSTRIES EXTRACTIVES (HORS COMBUSTIBLES)**

**Titre du programme: Programme de garanties de prêts d'urgence en faveur du secteur de l'acier**

### 1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif général du programme est de venir en aide aux aciéries affectées par la crise des importations d'acier depuis le début de celle-ci en 1998.

3. Fondement et législation

La Loi de 1999 sur les garanties de prêts d'urgence en faveur du secteur de l'acier a été adoptée le 17 août 1999. Le Conseil des garanties, composé de représentants du système de la Réserve fédérale, de la Commission des opérations de Bourse et du Département du commerce, administre le programme et est habilité à garantir des prêts jusqu'au 31 décembre 2011.

4. Forme de la subvention

Le programme garantit les prêts consentis par des banques privées à concurrence de 95 pour cent du principal.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Le programme garantit des prêts accordés par des établissements bancaires et d'investissement privés à des aciéries remplissant les conditions voulues conformément aux règles établies par le Conseil des garanties. Le Conseil a le pouvoir de contracter des engagements pour des garanties de prêts allant jusqu'à 1 milliard de dollars. Le montant garanti en faveur d'une aciérie donnée ne peut excéder 250 millions de dollars.

6. Montant de l'aide

En septembre 2002, le Conseil a reçu une demande de garantie d'un prêt de 250 millions de dollars, qui a été approuvée en mars 2003. Le prêt garanti a été accordé en août 2003 et remboursé en mai 2008. Il s'agissait de la troisième, et probablement de la dernière, garantie de prêt accordée au titre du programme.

7. Durée du programme

Le Conseil est habilité à accorder des garanties jusqu'au 31 décembre 2011. Il n'y a actuellement pas de demandes en suspens au titre de ce programme.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à ces dispositions peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Déduction pour épuisement selon le plus élevé d'un pourcentage du revenu ou des coûts de production pour les minéraux non combustibles**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement de l'industrie nationale des minéraux non combustibles.

3. Fondement et législation

Ces dispositions permettent aux producteurs de minéraux non combustibles de déduire au titre de l'épuisement un pourcentage forfaitaire plutôt qu'une fraction de leurs coûts, les pourcentages variant entre 22 pour cent pour le soufre et 5 pour cent pour le sable et le gravier. Le crédit d'impôt est autorisé par les articles 611 à 613 et 291 du Code des impôts. Une déduction semblable à celle en vigueur avait été autorisée en 1932 à hauteur de 23 pour cent pour le soufre et de 15 pour cent pour les mines métallifères. De 1932 à 1950, cette déduction a été étendue à la plupart des autres minéraux. Cet avantage a été étendu à d'autres minéraux par la Loi de 1951 sur les recettes, puis à d'autres encore en 1954. En 1969, les pourcentages maximaux ont été abaissés. La Loi de 1982 sur l'équité fiscale et la responsabilité budgétaire a ramené à 15 pour cent la déduction pour épuisement accordé aux sociétés produisant du minerai de fer. La Loi de 1986 portant réforme fiscale l'a fait passer à 20 pour cent.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Les producteurs de minéraux non combustibles peuvent déduire de leur revenu imposable, au titre de l'épuisement, le pourcentage forfaitaire ou, si celui-ci est plus élevé, les coûts d'épuisement réels.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 700 millions de dollars en 2009 et à 770 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à ces dispositions peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Déduction des coûts d'exploration et d'exploitation des minéraux non combustibles**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement de l'industrie nationale des minéraux non combustibles.

3. Fondement et législation

Grâce à ces dispositions, certaines dépenses en capital associées à la prospection et à l'exploitation de minéraux non combustibles peuvent être déduites au lieu d'être amorties sur la durée

de vie du bien. Ces déductions sont autorisées par les articles 263, 263A, 291, 616 617, 56 et 1254 du Code des impôts. La déduction des dépenses de mise en valeur des mines a été adoptée en 1951 afin de rendre moins ambigu le traitement alors réservé aux opérations minières et de les encourager. La disposition relative à la prospection minière a été adoptée en 1966. La Loi de 1982 sur l'équité fiscale et la responsabilité budgétaire a limité à 85 pour cent des dépenses la déduction autorisée pour les entreprises; les 15 pour cent restants doivent être amortis.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Les producteurs de minéraux non combustibles et les titulaires de redevances sont autorisés, aux fins de l'impôt fédéral sur le revenu, à déduire certaines dépenses en capital associées à la mise en valeur des mines de minéraux non combustibles, plutôt qu'à les amortir sur la durée de vie de la mine.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à moins de 50 millions de dollars en 2009 et 110 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à ces dispositions peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Traitement des gains en capital sur le minerai de fer**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager l'exploitation des gisements nationaux de minerai de fer.

3. Fondement et législation

Le traitement en tant que gains en capital est autorisé en vertu des articles 1231 et 631 du Code des impôts. Comme dans le cas de la houille, la déduction d'un pourcentage de la production pour épuisement n'est pas permise lorsque le taux d'imposition sur les gains en capital est inférieur au taux d'imposition normal.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Certains revenus provenant de la vente de minerai de fer et de bois en vertu de contrats de redevances peuvent être traités comme des gains en capital aux fins de l'impôt. Les taux de l'impôt sur le revenu ordinaire des personnes physiques ont varié entre 10 pour cent et 35 pour cent. Les gains en capital à long terme des personnes physiques sont imposés distinctement de leurs autres revenus, généralement au taux maximal de 15 pour cent.

6. Montant de l'aide

En 2009 et 2010, la perte de recettes s'est élevée à moins de 10 millions de dollars par année.

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Règles spéciales concernant les réserves pour régénération des mines**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

En autorisant la déduction des coûts de régénération des mines et des dépenses analogues, ces dispositions encouragent les activités de régénération et préviennent les effets économiques négatifs que pourraient devoir subir les sociétés minières par suite de l'application des règles fiscales générales relativement à la déduction des coûts futurs.

3. Fondement et législation

Ces dispositions permettent au contribuable de constituer des provisions pour couvrir certains coûts relatifs à la régénération de mines et à la fermeture de sites d'élimination de déchets solides. L'augmentation nette des provisions peut être déduite du revenu imposable. Ces dispositions sont autorisées par l'article 468 du Code des impôts et ont été adoptées en 1984.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Les contribuables exploitant des mines et des sites d'élimination de déchets solides ont droit à des déductions de leur revenu imposable qui sont fondées sur les charges à payer plutôt que sur les coûts réels.

6. Montant de l'aide

En 2009 et 2010, la perte de recettes s'est élevée à moins de 10 millions de dollars par année.

7. Durée du programme

Indéterminée.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

## **CHANTIERS NAVALS**

### **Titre du programme: Programme de subventions en faveur des petits chantiers navals**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme de subventions en faveur des petits chantiers navals (SSGP) accorde des subventions aux chantiers navals remplissant les conditions requises pour l'amélioration des équipements et les améliorations connexes, dans le but de renforcer l'efficacité, la compétitivité des opérations et la qualité des activités de construction, de réparation et de reconfiguration des bateaux. Les subventions peuvent également être utilisées pour des programmes de formation dans le domaine maritime afin de renforcer les compétences techniques et la productivité des activités. Aux fins de ce programme, les petits chantiers navals sont classés en deux catégories: ceux qui emploient moins de 600 salariés et ceux qui emploient entre 600 et 1200 salariés.

3. Fondement et législation

En 2006, la Public Law 109-163, ou Loi portant ouverture de crédits pour la défense nationale pour l'exercice budgétaire 2006, a autorisé l'Administration maritime des États-Unis (MARAD) à établir un programme d'aides pouvant prendre la forme de subventions, de prêts ou de garanties de prêts en faveur des petits chantiers navals, en vue de l'amélioration des équipements ou de programmes de formation dans le domaine maritime, dans les communautés dont les activités économiques sont étroitement liées au secteur maritime. Ce programme est depuis lors administré par la MARAD, conformément à différents textes législatifs. Pour l'exercice budgétaire 2009, la Loi sur la relance et le réinvestissement en Amérique (ARRA) a alloué au programme 100 millions de dollars supplémentaires par rapport aux crédits annuels normaux. Cette allocation de fonds supplémentaires s'est inscrite dans le cadre du plan de relance adopté par le gouvernement des États-Unis pour faire face au ralentissement économique de 2008-2009 et n'a pas été reconduite au-delà de 2009.

P.L. 109-163, Loi portant ouverture de crédits pour la défense nationale, pour l'exercice budgétaire 2006

P.L. 110-161, Loi de finances révisée de 2008

P.L. 110-417, Loi portant ouverture de crédits pour la défense nationale, pour l'exercice budgétaire 2009

P.L. 111-5, Loi de 2009 sur la relance et le réinvestissement en Amérique



P.L. 111-8, Loi générale de 2009 portant ouverture de crédits, 2009

P.L. 111-117, Loi de finances révisée de 2010

P.L. 112-10, Loi de 2011 portant ouverture de crédits annuels pour le Département de la défense

4. Forme de la subvention

Les subventions fédérales peuvent financer 75 pour cent du coût d'un projet, les 25 pour cent restants étant pris en charge par le chantier naval bénéficiaire.

5. Montant de l'aide

Le Congrès a tout d'abord alloué 10 millions de dollars au programme, au titre de la Loi de finances révisée de 2008. Pour l'exercice budgétaire 2009, le montant total des crédits alloués au programme SSGP a été porté à 115,15 millions de dollars. Au titre de l'ARRA, sur ce montant, 98 millions de dollars ont été attribués, sous la forme de subventions, à de petits chantiers navals et 2 millions ont été réservés à des fins administratives. En outre, 17,5 millions de dollars ont été consacrés au programme sous la forme de crédits annuels normaux. Sur ce montant, 17,15 millions de dollars ont été alloués sous la forme de subventions et 350 000 dollars ont été réservés à des fins administratives.

Pour l'exercice budgétaire 2010, le montant total des crédits alloués au programme SSGP était de 15 millions de dollars; 14,7 millions de dollars ont été attribués sous la forme de subventions et 300 000 dollars ont été réservés à des fins administratives.

6. Durée du programme

Le programme SSGP est administré en vertu de diverses lois depuis 2006. Il accorde des financements à des chantiers navals depuis 2008.

7. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à ces dispositions peut ou non avoir des effets sur le commerce.

## **TEXTILES**

### **Titre du programme: Programme de la Textile/Clothing Technology Corporation (TC2)**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

La Textile/Clothing Technology Corporation est une institution sans but lucratif créée pour stimuler la croissance économique du secteur américain des textiles et du vêtement. Ses programmes consistent à réaliser des projets pilotes d'équipements et de techniques de pointe, à donner de l'information à ses membres appartenant au secteur considéré et à effectuer des travaux de recherche fondamentale. Le gouvernement fédéral finance uniquement cette recherche fondamentale grâce à un don du Département du commerce des États-Unis. Les travaux de recherche fondamentale sont menés par l'institution elle-même et à l'occasion par des organismes extérieurs sur une base contractuelle. Leurs

résultats sont ensuite communiqués à l'ensemble des entreprises des textiles et du vêtement aux États-Unis. Le programme ne prévoit le versement d'aucune subvention à la production.

3. Fondement et législation

Le programme est géré par l'Office des textiles et du vêtement du Département du commerce. Il est autorisé et financé dans le cadre du budget annuel et des attributions de crédits du Département du commerce.

4. Forme de la subvention

L'aide prend la forme de dons.

5. À qui et comment la subvention est accordée

La Textile/Clothing Technology Corporation reçoit des dons après avoir présenté des propositions décrivant les travaux de recherche qu'elle entreprendra.

6. Montant de l'aide

Les allocations ont été d'environ 1 million de dollars, pour l'exercice budgétaire 2009, et 0,9 million de dollars pour l'exercice budgétaire 2010.

7. Durée du programme

Des dons ont commencé à être accordés au titre du programme en 1981. Leur financement doit être autorisé à nouveau chaque année par le Congrès des États-Unis.

8. Effets sur le commerce

En raison de l'étendue et de la nature des travaux de R&D bénéficiaires, il est impossible de déterminer si le programme aura ou non des effets sur le commerce. Si l'on s'attend à ce que des projets de recherche couronnés de succès puissent conduire à la mise au point de technologies qui permettraient aux entreprises du secteur des textiles et des vêtements d'améliorer leur productivité, l'aide au titre du TC2 ne bénéficie pas directement à la production ou aux exportations d'entreprises ou de produits donnés.

## **HORLOGERIE ET BIJOUTERIE**

**Titre du programme: Programmes de production de montres et de bijoux dans les possessions insulaires.**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les années civiles 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ces programmes visent à encourager la production de montres et de bijoux dans les possessions insulaires des États-Unis et à stimuler ainsi le développement économique de ces îles.

3. Fondement et législation

Le Département du commerce et le Département de l'intérieur des États-Unis administrent conjointement le programme de production de montres dans les possessions insulaires en vertu de la Public Law 97-446, telle que modifiée par la Public Law 103-465, la Public Law 106-36 et la Public Law 108-429. Le programme prévoit des exemptions et des remboursements de droits de douane sous la forme de certificats d'encouragement à la production qui sont négociables.

En outre, le Département du commerce et le Département de l'intérieur des États-Unis administrent conjointement le programme de production de bijoux dans les possessions insulaires en vertu de la Public Law 97-446, telle que modifiée par la Public Law 103-465, la Public Law 106-36 et la Public Law 108-429. L'adoption de la Public Law 106-36 a eu pour effet de modifier les notes ajoutées par les États-Unis au chapitre 71 de leur Tarif harmonisé de manière à autoriser le remboursement des droits de douane pour tout article de bijouterie relevant de la position tarifaire 7113 produit dans les îles Vierges américaines, dans les Samoa américaines, à Guam et dans les Îles Mariannes du Nord, conformément aux dispositions de la note du chapitre 71 et de la note additionnelle n° 5 du chapitre 91. À l'instar du programme pour les montres, il prévoit des remboursements de droits de douane sous la forme de certificats d'encouragement à la production ayant une valeur négociable, mais non des exemptions de droits.

4. À qui et comment la subvention est accordée

L'aide est accordée aux fabricants de montres et de bijoux installés dans les îles Vierges américaines, les Samoa américaines, Guam et les Îles Mariannes du Nord. Pour l'instant, seules les îles Vierges américaines comptent des fabricants.

Le programme de production de montres autorise l'entrée en franchise aux États-Unis d'un contingent annuel de montres et de mouvements d'horlogerie assemblés dans ces îles. Les deux programmes prévoient également la délivrance de certificats d'encouragement à la production en vertu desquels le Bureau des douanes et de la protection des frontières rembourse (Tarif douanier harmonisé des États-Unis, hors colonne 2) les droits perçus sur les produits importés aux États-Unis. Le montant de la subvention est basé sur les droits non perçus applicables aux montres et mouvements d'horlogerie finis, ainsi que sur la valeur des certificats de production délivrés aux fabricants. Comme les montres, les mouvements d'horlogerie et les bijoux produits dans le cadre de ces programmes sont déjà admis sur le territoire douanier des États-Unis en franchise, le certificat est négociable et peut être transféré à une autre entreprise pouvant justifier qu'elle a importé des produits en acquittant les droits. La valeur du certificat est fondée sur la moyenne des salaires donnant lieu à un dégrèvement qui sont versés par les producteurs par unité admise en franchise aux États-Unis, multipliée par un facteur de 90 pour cent pour les 300 000 premières unités, puis par un facteur décroissant par tranche additionnelle de production jusqu'à concurrence de 750 000 unités pour les montres et les mouvements d'horlogerie et de 10 000 000 d'unités pour les bijoux.

5. Montant de l'aide

**Certificat d'encouragement à la production ("CEP")**

<b>Année d'émission (1)</b>	<b>Produit</b>	<b>Montant total de l'aide (2)</b>
2009	Montres	1 141 531 dollars
2009	Bijoux	1 338 809 dollars
2010	Montres	1 092 605 dollars
2010	Bijoux	1 446 201 dollars

- (1) Le CEP est basé sur les salaires et sur le nombre d'expéditions effectuées au cours des années civiles susmentionnées.
- (2) Un montant correspondant à 1 pour cent de l'aide est défalqué du montant total du remboursement des droits indiqué ci-dessus pour couvrir les frais d'administration du Bureau des douanes et de la protection des frontières.

<b>Exemption de droits</b>	<b>Montant (3)</b>
2009	7 304 dollars
2010	167 264 dollars

- (3) Les droits acquittés ont été calculés en utilisant le taux équivalent ad valorem approximatif du commerce total de 6 pour cent, multiplié par le montant annuel total des factures envoyées aux consommateurs. Les montants des droits remboursés sont des estimations préliminaires.

#### 6. Durée du programme

L'entrée en franchise aux États-Unis, dans le cadre du programme de production de montres, d'un contingent annuel de montres et de mouvements d'horlogerie assemblés dans ces îles est autorisée jusqu'en 2015; il en va de même des remboursements de droits au titre des certificats d'encouragement à la production dont bénéficient les participants aux programmes de production de montres et de bijoux.

#### 7. Effets sur le commerce

Les effets précis ne peuvent être déterminés, mais les avantages découlant de ces programmes représentent moins de 1 pour cent de la consommation intérieure annuelle de montres et de bijoux des États-Unis (Bureau des analyses économiques, Département du commerce). En outre, les montres et les bijoux visés par les programmes sont expédiés uniquement vers le marché américain.

### **AUTRES**

#### **Titre du programme: Zones à revitaliser et communautés de renouveau**

##### 1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

##### 2. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'aide a pour but de revitaliser les régions en difficulté. Pour être admissible, une région doit répondre à certains critères de population, de degré de difficulté, de taille et de taux de pauvreté. L'aide s'adresse donc aux régions aux prises avec d'importants problèmes économiques. Le recours à des incitations fiscales témoigne du désir d'encourager le secteur privé à prendre en main la relance de l'activité économique, guidé par les forces du marché et soutenu par une aide publique non bureaucratique. Pour éviter les abus possibles, certaines restrictions ont été imposées quant aux types d'entreprises et d'investissements admissibles.

### 3. Fondement et législation

La Loi de finances générale harmonisée de 1993 prévoyait la désignation de neuf zones à revitaliser (trois rurales et six urbaines). La Loi de 1997 sur les réductions d'impôts a eu pour effet d'ajouter 22 zones à revitaliser (cinq rurales et 17 urbaines), ainsi que la zone d'entreprises du district de Columbia (zone DC). La Loi de 2000 sur les réductions d'impôt en faveur du renouveau des communautés a ajouté neuf zones à revitaliser (deux rurales et sept urbaines) et autorisé la désignation de 40 communautés de renouveau (12 rurales et 28 urbaines). Les gouvernements des États et les administrations locales ont désigné conjointement des zones en difficulté et proposé des plans stratégiques pour leur revitalisation économique et sociale. Le Secrétaire à l'agriculture a désigné les zones à revitaliser rurales, tandis que le Secrétaire au logement et à l'urbanisme a désigné les zones à revitaliser urbaines et toutes les communautés de renouveau. Les dispositions fiscales concernant les zones à revitaliser, les communautés de renouveau et la zone DC figurent aux articles 1391 à 1400J du Code des impôts.

Les entreprises remplissant les conditions requises situées dans les zones à revitaliser sont admissibles aux incitations fiscales fédérales suivantes: i) un crédit d'impôt à l'emploi de 20 pour cent pour la première tranche de 15 000 dollars des salaires admissibles versés aux salariés qui vivent et travaillent dans la zone désignée; ii) pour les petites entreprises, un montant additionnel annuel de 35 000 dollars au titre des dépenses en capital qu'elles peuvent déduire de leur revenu imposable au lieu de l'amortir; et iii) une nouvelle catégorie d'obligations non imposables pour activités privées. En outre, les contribuables peuvent choisir de reporter les gains en capital réalisés sur certaines ventes, et de réinvestir dans les zones à revitaliser désignées, et l'exclusion d'une partie des gains réalisés sur la vente d'actions de petites entreprises admissibles qui sont détenues pendant plus de cinq ans a été portée de 50 à 60 pour cent pour les entreprises situées dans les zones à revitaliser.

Les entreprises remplissant les conditions requises dans les communautés de renouveau sont admissibles aux incitations fiscales fédérales suivantes: i) un crédit d'impôt à l'emploi de 15 pour cent pour la première tranche de 10 000 dollars des salaires admissibles versés aux salariés qui vivent et travaillent dans la zone désignée; ii) pour les petites entreprises, un montant additionnel annuel de 35 000 dollars au titre des dépenses en capital qu'elles peuvent déduire de leur revenu imposable au lieu de l'amortir; iii) une déduction au titre de la revitalisation commerciale; et iv) l'exclusion des gains en capital réalisés sur la vente de biens admissibles dans la communauté qui sont détenus pendant plus de cinq ans.

Les incitations dont bénéficie la zone DC sont notamment un crédit d'impôt à l'emploi, la déduction d'un montant additionnel au titre des dépenses en capital et les incitations financières non imposables offertes dans les zones à revitaliser, ainsi que l'exclusion des gains en capital réalisés sur la vente de biens admissibles qui sont détenus pendant plus de cinq ans.

### 4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

### 5. À qui et comment la subvention est accordée

Le crédit d'impôt à l'emploi et la passation en charges d'une tranche additionnelle de 35 000 dollars par an sont accordés lorsque l'entreprise bénéficiaire remplit sa déclaration de revenus. Aucune inscription n'est requise pour bénéficier des incitations fiscales. La nouvelle catégorie d'emprunts obligatoires privés non imposables doit être lancée au niveau local et l'État doit émettre les obligations. La subvention prend la forme d'une bonification du taux d'intérêt des obligations car les intérêts qu'elles produisent sont exclus du revenu imposable au niveau fédéral. Les incitations

concernant les gains en capital sont accordées aux investisseurs pour les biens admissibles dans les zones ou communautés et prennent la forme d'une réduction du revenu de capital soumis à l'impôt.

Pour bénéficier du crédit d'impôt à l'emploi, la majeure partie des employés doivent offrir leurs services dans la zone ou la communauté. La passation en charges d'une tranche additionnelle de 35 000 dollars vise à aider les petites entreprises car les avantages de cette mesure commencent à diminuer lorsque l'investissement dépasse 800 000 dollars. Pour bénéficier de cette disposition, les entreprises doivent aussi répondre à d'autres critères, par exemple qu'au moins 35 pour cent de leurs salariés résident dans la zone ou la communauté désignée. Les entreprises établies dans les zones à revitaliser peuvent bénéficier de la nouvelle catégorie d'obligations non imposables. Les émissions peuvent aller jusqu'à 3 millions de dollars d'obligations par entreprise et par zone et 20 millions de dollars par entreprise pour l'ensemble des zones. L'exclusion des gains en capital réalisés sur la vente d'actifs admissibles de la zone DC qui sont détenus pendant plus de cinq ans ne s'applique pas aux gains réalisés avant 1998 ou après 2016. L'exclusion des gains en capital réalisés sur la vente d'actifs admissibles des communautés de renouveau qui sont détenus pendant plus de cinq ans ne s'applique pas aux gains réalisés avant 2002 ou après 2014.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 1 130 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 2009 et à 730 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 2010.

7. Durée du programme

Les incitations fiscales sont accordées depuis la désignation des premières zones le 21 décembre 1994. Les avantages fiscaux concernant les zones à revitaliser et la zone DC doivent en général prendre fin le 31 décembre 2011. Les avantages fiscaux concernant les communautés de renouveau ont pris fin le 31 décembre 2009.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Crédit d'impôt en faveur des nouveaux marchés**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les investissements dans des entreprises établies dans des zones éprouvant de graves difficultés économiques.

3. Fondement et législation

La Loi de 2000 sur les réductions d'impôt à l'égard du renouveau économique des collectivités a instauré le crédit d'impôt pour nouveaux marchés, en application de l'article 45D du Code des impôts.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

Un crédit d'impôt est accordé aux contribuables qui investissent dans une entité de développement communautaire (CDE). Le montant du crédit équivaut à 5 pour cent de l'investissement pour chacune des trois premières années et à 6 pour cent pour chacune des quatre années suivantes. Une CDE est une entreprise nationale dont la mission première consiste à offrir ou à fournir des capitaux d'investissement aux collectivités ou aux particuliers à faibles revenus. Un montant fixe des investissements ouvre droit chaque année aux crédits, qui sont répartis entre les CDE par voie d'un appel d'offres concurrentiel. Le montant total des investissements donnant droit au crédit est de 5 milliards de dollars en 2009 et de 3,5 milliards en 2010.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 580 millions de dollars en 2009 et à 720 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Ce crédit a été accordé pour la première fois en 2001 et les CDE remplissant les conditions requises pourront en bénéficier jusqu'en 2011.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: New York Liberty Zone**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le réaménagement de la zone entourant le World Trade Center à New York au lendemain des attentats terroristes du 11 septembre 2001.

3. Fondement et législation

Article 1400L du Code des impôts, promulgué dans le cadre de la Loi de 2002 sur la création d'emplois et l'aide aux travailleurs.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

La New York Liberty Zone est la zone située dans le voisinage immédiat du World Trade Center à New York. Les incitations fiscales suivantes sont accordées: i) la passation en charges, au lieu de l'amortissement, de 30 pour cent de certains biens mis en service à l'intérieur de la zone; et ii) l'autorisation pour l'État de New York et la ville de New York de procéder à d'autres emprunts obligataires privés non imposables d'une valeur de 8 milliards de dollars pour financer des biens mis en service dans la zone.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 40 millions de dollars en 2009 et à 20 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

L'amortissement accéléré des biens fonciers a pris fin le 31 décembre 2009. L'autorisation de procéder à d'autres emprunts obligataires non imposables a pris fin le 31 décembre 2011.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Zone d'opportunité du golfe**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la reconstruction dans la zone frappée par les ouragans Katrina, Wilma et Rita.

3. Fondement et législation

Article 1400M à 1400T du Code des impôts, promulgué dans le cadre de la Loi de 2005 sur la zone d'opportunité du golfe.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

La zone d'opportunité du golfe est la zone côtière du golfe qui a été frappée par les ouragans Katrina, Wilma et Rita. Les incitations fiscales accordées comprennent: i) la passation en charges, au lieu de l'amortissement, de 50 pour cent de certains biens mis en service à l'intérieur de la zone; ii) l'autorisation de procéder à d'autres emprunts obligataires privés non imposables pour financer la reconstruction à l'intérieur de la zone; iii) le remboursement anticipé, aux États de la Louisiane, du Mississippi et de l'Alabama, d'un plus grand nombre d'emprunts obligataires non imposables; et iv) l'autorisation pour les États de l'Alabama, de la Louisiane et du Mississippi d'émettre des obligations ouvrant droit à crédit d'impôt.



6. Montant de l'aide

La perte de recettes découlant des dispositions relatives aux emprunts obligataires s'est élevée à 300 millions de dollars en 2009 et à 360 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

L'expiration de ces dispositions est généralement prévue pour le 31 décembre 2011.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Zone sinistrée du Kansas**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la reconstruction de la zone affectée par des tornades et de violentes tempêtes en mai 2007 dans le comté de Kiowa (Kansas) et ses environs.

3. Fondement et législation

La P.L. 110-246 a autorisé l'application de certaines dispositions relatives à la Zone d'opportunité du Golfe (article 1400N à 1400S du Code des impôts) à la zone sinistrée du Kansas.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

La Zone sinistrée du Kansas est la partie du Kansas qui a été déclarée zone sinistrée majeure par le Président suite à de violentes tempêtes et à des tornades survenues à partir du 4 mai 2007. Les incitations fiscales accordées comprennent: i) la passation en charges d'une tranche additionnelle de 100 000 dollars par an, au lieu de l'amortissement, des dépenses d'équipement des petites entreprises de la zone; ii) la passation en charges, au lieu de l'amortissement, de 50 pour cent de certains biens mis en service à l'intérieur de la zone; iii) la passation en charges de 50 pour cent des coûts d'enlèvement des décombres ou structures des biens immobiliers; et iv) l'élargissement des dispositions relatives au report des pertes nettes d'exploitation sur les exercices précédents.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 100 millions de dollars en 2009.

7. Durée du programme

Ces dispositions ont expiré le 31 décembre 2009.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

**Titre du programme: Zone sinistrée du -Middle West**

1. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification porte sur les exercices budgétaires 2009 et 2010.

2. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la reconstruction de la zone touchée par des tornades, de violentes tempêtes et des inondations survenues en 2008 dans les États de l'Arkansas, de l'Illinois, de l'Indiana, de l'Iowa, du Kansas, du Michigan, du Minnesota, du Missouri, du Nebraska et du Wisconsin.

3. Fondement et législation

La P.L. 110-343 a autorisé l'application de certaines dispositions relatives à la Zone d'opportunité du Golfe (article 1400N à 1400S du Code des impôts) à la zone sinistrée du Middle West.

4. Forme de la subvention

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu.

5. À qui et comment la subvention est accordée

La zone sinistrée du Middle West est composée des parties des États de l'Arkansas, de l'Illinois, de l'Indiana, de l'Iowa, du Kansas, du Michigan, du Minnesota, du Missouri, du Nebraska et du Wisconsin qui ont été déclarées zone sinistrée majeure par le Président après le 19 mai 2008 et avant le 1<sup>er</sup> août 2008, suite à de violentes tempêtes, tornades ou inondations. Les incitations fiscales accordées comprennent: i) l'autorisation de procéder à d'autres emprunts obligataires privés non imposables; ii) l'autorisation pour les États touchés d'émettre des obligations ouvrant droit à crédit d'impôt; iii) la passation en charges de 50 pour cent des coûts d'enlèvement des décombres ou structures des biens immobiliers; iv) l'élargissement des dispositions relatives au report des pertes nettes d'exploitation sur les exercices précédents; et v) un crédit d'impôt pour le maintien des emplois salariés.

6. Montant de l'aide

La perte de recettes s'est élevée à 180 millions de dollars en 2009 et à 100 millions de dollars en 2010.

7. Durée du programme

Ces dispositions expireront au plus tard le 31 décembre 2012.

8. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à cette disposition peut ou non avoir des effets sur le commerce.

## Appendice 1 – Programmes infrafédéraux

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Alabama	Don de la Commission régionale des Appalaches	Département des affaires économiques et communautaires de l'Alabama	Dons	La Commission régionale des Appalaches (ARC) fournit un financement supplémentaire pour les projets de développement économique au titre de son Programme de développement économique régional et de développement des ressources humaines.	La Commission régionale des Appalaches (ARC) concerne 37 comtés dans le nord de l'Alabama sur une ligne située au nord de Montgomery. Entreprises nouvelles ou prenant de l'expansion, y compris industries manufacturières et entreposage.	200 000 dollars maximum ou 50% du coût total du projet dépensé en faveur de plusieurs industries. La participation fédérale peut atteindre 80% des coûts admissibles d'un projet.	Programme en cours
Alabama	Crédit d'impôt pour l'investissement	Département du fisc de l'Alabama	Crédit d'impôt	Afin d'encourager de nouveaux projets d'équipement et de nouvelles expansions, le programme permet aux entreprises admissibles de demander chaque année un crédit d'impôt en Alabama sur le revenu généré ou découlant d'un projet admissible en Alabama.	Le projet admissible doit constituer soit une installation de siège, soit une activité industrielle, d'entreposage ou de recherche, définie comme tout commerce ou entreprise décrit dans le système nord-américain de classification des industries (NAICS) de 1997 relevant: - des secteurs 31 (autre que l'industrie nationale 311811), 32, 33 et 42; - des sous-secteurs 511 et 927; - des groupes industriels 5142 et 5415; - des industries 54138 et 54171; - de l'industrie 514191; 517110; 561422 (centres d'appels entrants); - ou de sièges administratifs et de centres de traitement des données qui créent au moins 50 nouveaux emplois; d'installations fonctionnant aux énergies renouvelables; de centres de R-D; d'un projet appartenant à des services publics qui produisent de l'électricité à partir d'énergies de substitution; ou de projets appartenant à des services publics qui produisent de l'électricité à partir de l'énergie hydroélectrique.	Un crédit sur le capital est disponible au titre de l'impôt sur le revenu exigible généré par un projet approuvé par le Département du fisc de l'Alabama (ADOR). Ce crédit sur le capital est disponible chaque année pendant 20 ans. Il est calculé à hauteur de 5% de l'ensemble des coûts d'investissement du projet admissible et commence l'année pendant laquelle le projet admissible est "mis en service".	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Alabama	Entreprises de capital certifiées (CAPCO)	Office de développement de l'Alabama	Prêt	Pour promouvoir les petits prêts aux entreprises, l'organe législatif de l'Alabama a autorisé l'établissement d'entreprises de capital certifiées (CAPCO) pour gérer le prêt des fonds investis par les compagnies d'assurance (qui ont bénéficié d'un crédit d'impôt de l'État sur les primes d'un dollar pour un dollar).	Petites entreprises technologiques et/ou manufacturières.	200 millions de dollars sont répartis entre 12 fonds CAPCO; chaque fonds CAPCO peut prêter jusqu'à 15% des fonds qui lui sont alloués à un seul projet et plusieurs CAPCO peuvent investir dans le même projet.	Programme en cours
Alabama	Programme de prêt et de don relatif aux installations communautaires	Développement rural USDA	Financement mixte	Encourager le développement des collectivités rurales.	Collectivités rurales de 20 000 habitants ou moins. Priorité est donnée aux requérants situés dans des collectivités locales de 5 000 habitants ou moins, et dans les zones dans lesquelles le revenu moyen des ménages est le plus faible.	Les taux d'intérêt des prêts directs sont fondés sur les rendements actuels du marché pour les obligations municipales. La durée maximale de tous les prêts est de 40 ans. Toutefois, la période de remboursement est limitée à la durée de vie utile des installations ou équipements ou par toute restriction statutaire concernant la capacité d'emprunt du requérant.	Programme en cours
Alabama	Autorité régionale du delta (DRA)	Département des affaires économiques et communautaires de l'Alabama	Don	Dirigée par un co-président nommé par le président et les gouverneurs des huit États, l'Autorité régionale du delta (DRA) encourage les partenariats à travers la région en s'efforçant d'améliorer l'économie dans le Delta. Les fonds de la DRA peuvent être utilisés comme levier dans d'autres programmes au niveau fédéral et au niveau des États. Selon la législation fédérale, au moins 75% des fonds de la DRA doivent être investis dans des comtés et des paroisses économiquement défavorisés. La moitié des fonds sont affectés à l'amélioration des transports et des infrastructures de base.	L'Autorité régionale du delta (DRA) œuvre à l'amélioration des conditions de vie des résidents des 252 comtés et paroisses répartis sur huit états.	Les domaines ci-après sont privilégiés: infrastructures publiques de base dans les comtés défavorisés; infrastructure de transport, afin de faciliter le développement économique; développement des entreprises, l'accent étant mis sur l'entrepreneuriat; formation professionnelle, le recours aux établissements d'enseignement public existants étant encouragé.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Alabama	Crédit d'impôt pour zones d'entreprises	Département du fisc de l'Alabama	Crédit d'impôt	La Loi sur les zones d'entreprises est un programme de création d'emplois. Ce programme s'appuie sur les performances et accorde des crédits pour des accomplissements spécifiques de l'entreprise.	Entreprises situées dans les 28 zones d'entreprises désignées. Les résidents des zones d'entreprises, en particulier les personnes au chômage depuis au moins 90 jours avant leur embauche.	Crédit maximum de 2 500 dollars pour chaque nouvel employé permanent. Les crédits doivent être utilisés dans l'année où ils sont accordés, avec toute somme restante appliquée aux impôts exigibles sur le revenu ou les bénéfices pendant les deux années suivantes.	Programme en cours
Alabama	Programme de réaffectation des prêts aux intermédiaires	Développement rural USDA	Prêt	Programme de prêt financé par l'Office de développement économique rural et communautaire (REDC) pour favoriser l'économie des collectivités locales.	Priorité est donnée aux demandes provenant de zones qui connaissent un taux de chômage élevé, de zones ayant subi un traumatisme et de zones qui connaissent une baisse démographique. Tout territoire d'un État situé en dehors de la limite extérieure de toute ville de 25 000 habitants ou plus, selon le dernier recensement décennal.	Les prêts accordés aux intermédiaires doivent être remboursés sur une période pouvant atteindre 30 ans, avec un taux d'intérêt de 1% par an. L'intermédiaire détermine la durée des prêts et le taux d'intérêt qu'il applique aux bénéficiaires finals. Le prêt maximum accordé à un intermédiaire est de 750 000,00 dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Alabama	Abattement d'impôt foncier pour les projets industriels	Département du fisc de l'Alabama	Abattement/ Dégrèvement fiscal	Les immeubles comme les biens mobiliers corporels sont assujettis à une imposition foncière <i>ad valorem</i> fondée sur une imposition égale à 20% de la juste valeur marchande. Pour encourager le développement des nouvelles industries dans l'État et l'expansion des industries existantes, un abattement de l'impôt foncier sur les biens immobiliers autres que ceux servant à des fins d'enseignement est accordé aux projets admissibles.	Le projet admissible doit constituer soit une installation de siège, soit une activité industrielle, d'entreposage ou de recherche, définie comme tout commerce ou entreprise décrit dans le système nord-américain de classification des industries (NAICS) de 1997 relevant: - des secteurs 31, 32, 33 et 42; des sous-secteurs 511 et 927; des groupes industriels 5142 et 5415; des industries 54138 et 54171; de l'industrie 514191; 517110; 561422 et qui créent au moins 50 nouveaux emplois; d'installations fonctionnant aux énergies renouvelables; de centres de R-D; d'un projet appartenant à des services publics qui produisent de l'électricité à partir d'énergies de substitution; - ou de projets appartenant à des services publics qui produisent de l'électricité à partir de l'énergie hydroélectrique. Les projets d'expansion peuvent faire l'objet d'un abattement au titre "d'addition majeure", sous réserve que le projet respecte la prescription concernant le seuil d'investissement additionnel de 30% du coût d'origine des biens de développement industriel ou de 2 millions de dollars, en prenant la valeur inférieure.	Les projets industriels peuvent être exonérés des taxes (foncières) <i>ad valorem</i> pendant dix ans au maximum (à l'exception des taxes de scolarité), avec un rapport d'évaluation fixe établi à 20% de la valeur estimée sur le marché pour les entreprises. L'approbation est accordée au niveau local.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Alabama	Abattement de la taxe sur les ventes et l'usage pour les projets industriels	Département du fisc de l'Alabama	Abattement/ Dégrèvement fiscal	Afin d'encourager le développement de nouvelles industries dans l'État ainsi que l'expansion des industries existantes, un abattement de la taxe sur les ventes et l'usage autres que ceux liés à l'enseignement peut être accordé pour les matériaux de construction et les équipements utilisés dans des projets admissibles.	Le projet admissible doit constituer soit une installation de siège, soit une activité industrielle, d'entreposage ou de recherche, définie comme tout commerce ou entreprise décrit dans le système nord-américain de classification des industries (NAICS) de 1997 relevant: - des secteurs 31, 32, 33 et 42; des sous-secteurs 511 et 927; des groupes industriels 5142 et 5415; des industries 54138 et 54171; de l'industrie 514191; 517110; 561422 et qui créent au moins 50 nouveaux emplois; d'installations fonctionnant aux énergies renouvelables; de centres de R-D; d'un projet appartenant à des services publics qui produisent de l'électricité à partir d'énergies de substitution; - ou de projets appartenant à des services publics qui produisent de l'électricité à partir de l'énergie hydroélectrique. Les projets d'expansion peuvent faire l'objet d'un abattement au titre "d'addition majeure", sous réserve que le projet respecte la prescription concernant le seuil d'investissement additionnel de 30% du coût d'origine des biens de développement industriel ou de 2 millions de dollars, en prenant la valeur inférieure.	Les projets industriels peuvent être exemptés des taxes sur les ventes et l'usage autres que celles d'enseignement pour les dépenses liées à des projets pour les matériaux de construction, les meubles et les accessoires et les équipements. L'approbation est accordée au niveau local.	Programme en cours
Alabama	Fonds régionaux de crédit renouvelable	Association des conseils régionaux d'Alabama	Prêt	Les fonds de crédit renouvelable sont contrôlés au niveau local. Les capitaux peuvent être utilisés pour financer des entreprises nouvelles et existantes dont les projets entraînent la création d'emplois permanents.	Financement de petites manufactures et de sociétés de services liés aux industries manufacturières situées dans le sud-est.	L'apport en capital, qui est établi au niveau local, est généralement compris entre 5% et 25%. Le taux d'intérêt est généralement inférieur au taux préférentiel et peut être fixe ou variable. Le programme demande la participation d'établissements de prêt classiques.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Alabama	Programme communautaire de renouvellement (RC)	Département des affaires économiques et communautaires de l'Alabama	Imposition mixte	Le programme RC est un programme d'incitation fiscale fédéral créé pour favoriser le développement et l'expansion économiques de 40 collectivités sur tout le territoire des États-Unis. En janvier 2002, trois zones ont été désignées comme zones RC en Alabama. Ces zones comprennent les territoires de neuf comtés en Alabama du Sud, les comtés de Greene et Sumter, ainsi que East Mobile et Prichard.	Doit être situé dans une zone RC telle que désignée par le programme. Généralement, une entreprise RC est définie comme une société, un partenariat ou une entreprise individuelle qui, pour chaque exercice fiscal, exerce chaque activité de l'entité au sein d'une zone RC; au moins 50% des recettes brutes de l'entité sont issus de l'exercice actif des activités au sein d'une RC; une part substantielle de l'utilisation des biens matériels de l'entité s'effectue au sein d'une zone RC; une part substantielle des biens immatériels de l'entreprise sont utilisés dans l'exercice actif des activités; une part substantielle des services fournis pour l'employeur par les employés s'effectue au sein d'une zone RC; au moins 35% des employés résident dans une zone RC; pas plus de 5% des biens sont des biens financiers non qualifiés, excepté pour des montants raisonnables de capital circulant détenu sous forme d'espèces, de valeurs assimilables à des espèces ou de titres de créance; et pas plus de 5% des biens ne sont des œuvres d'art ou autres objets de collection, à moins qu'ils ne soient destinés à la vente à des clients.	Les incitations disponibles comprennent des crédits pour les salaires lorsque l'entreprise emploie des résidents de la zone RC; une déduction plus élevée au titre de la Section 179; une déduction pour revitalisation commerciale; et un taux zéro sur les gains en capital pour les actifs de la RC.	A pris fin en 2010.
Alabama	Dons aux entreprises rurales	Développement rural USDA	Don	Programme de don financé par l'Office de développement économique rural et communautaire (REDC) pour favoriser l'économie.	Toute zone autre qu'une ville ou municipalité incorporée de plus de 50 000 habitants et la zone urbanisée contiguë et adjacente à cette ville ou municipalité.	Doit aider les entreprises petites et privées émergentes (50 employés ou moins et moins de 1 million de dollars de recettes brutes prévues).	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Alabama	Dons en faveur des opportunités des entreprises rurales	Développement rural USDA	Don	Encourager le développement des collectivités rurales.	Toute zone autre qu'une ville ou municipalité incorporée de plus de 10 000 habitants et la zone urbanisée contiguë et adjacente à cette ville ou municipalité. Collectivités prioritaires: celles ayant subi un traumatisme en raison de catastrophes naturelles ou qui entreprennent des changements structurels de fond, qui connaissent une pauvreté chronique ou subissent une perte démographique ou une détérioration de l'emploi.	Limite de 50 000 dollars sur les fonds par requérant et par État.	Programme en cours
Alabama	Fonds de prêt de développement économique de l'Administration de la Tennessee Valley Authority	Administration de la Vallée du Tennessee	Prêt	Programme de crédit renouvelable de plusieurs millions de dollars établi pour stimuler le développement industriel et augmenter l'investissement dans la zone de service énergétique de la Tennessee Valley Authority.	Entreprises de la zone de service de la Tennessee Valley Authority.	Les prêts sont généralement inférieurs au taux du marché, avec des taux spécifiques à déterminer au cas par cas après avoir évalué les critères d'évaluation des prêts (viabilité financière du projet, qualité de la direction, impact économique sur la collectivité, effet multiplicateur des fonds et augmentation des ventes d'énergie). La durée maximale est de dix ans pour les usines nouvelles, l'expansion des usines et le maintien des usines, elle est de sept ans pour les prêts dans le secteur des services et de six ans pour les prêts en faveur des infrastructures. Les calendriers de remboursement seront déterminés au cas par cas. Aucun prêt de la Tennessee Valley Authority n'est susceptible de dépasser 2 millions de dollars. Les immeubles et équipements peuvent être utilisés comme garantie.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Alabama	Fonds en faveur du traitement de l'eau et des déchets	Développement rural USDA	Prêt	Financement indirect pour les organismes publics et les entreprises à but non lucratif dans des collectivités locales non incorporées de 10 000 habitants au maximum. Les taux des prêts peuvent être de type inférieur, intermédiaire ou taux du marché et sont modifiés tous les trimestres. La durée du prêt peut atteindre 40 ans. Les prêts et dons sont limités aux requérants qui desservent des zones rurales et des villes ne dépassant pas 10 000 habitants. Les requérants ne doivent pas être à même d'obtenir de financement auprès d'autres sources et/ou grâce à leurs propres ressources, à des taux et durées qu'ils peuvent respecter. Le fonds peut être utilisé pour construire et développer des systèmes de traitement des eaux et des déchets, y compris des systèmes d'élimination des déchets solides et des réseaux d'évacuation des eaux pluviales.	Les prêts et dons sont limités aux requérants qui desservent des zones rurales et des villes ne dépassant pas 10 000 habitants.	La durée du prêt peut atteindre 40 ans.	Programme en cours
Alabama	Prêts garantis pour les entreprises et l'industrie	USDA	Prêt	L'objectif est de favoriser la structure de crédit privé existante par la garantie de prêts de qualité qui apporteront des avantages durables en augmentant l'emploi et en améliorant la situation économique et environnementale des collectivités rurales.	Priorité est donnée aux villes ne dépassant pas 25 000 habitants.	Programme de prêt financé par l'Office de développement économique rural et communautaire (REDC) pour favoriser l'économie des collectivités locales. Financement/prêt indirect aux établissements de prêt commerciaux ou autres établissements de prêt autorisés dans toute zone autre qu'une ville ou municipalité incorporée de plus de 50 000 habitants et la zone urbanisée contiguë et adjacente à cette ville ou municipalité.	Programme en cours
Alabama	Promotion cinématographique	Loi n° 975 de 2001, 3 <sup>ème</sup> session extraordinaire, page 908, § 1	Abattement de la taxe sur les ventes et l'hébergement	Promouvoir la production de films commerciaux.	Industrie du film.	Sans objet.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Alabama	Projet d'usine de ThyssenKrupp Steel	Autorité portuaire de l'Alabama	Ensemble de mesures d'incitations	Obtenir le choix du site pour l'usine de sidérurgie de ThyssenKrupp Steel.	ThyssenKrupp Steel.	Aide financière directe de 314 millions de dollars; 67 millions de dollars pour la formation des employés; 45 millions de dollars pour l'achat du site de l'usine; 25 millions de dollars pour la construction et la maintenance des routes près de l'usine; 350 millions de dollars d'allègements fiscaux au niveau de l'État et au niveau local; 8,5 millions de dollars pour l'acquisition, par l'autorité portuaire, du site pour le terminal maritime qui servira aux activités de ThyssenKrupp.	Alloué en 2007 et en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Alabama	Programme sur les carburants renouvelables	Département des affaires économiques et communautaires de l'Alabama (ADECA)	Bonification d'intérêt	Ce programme aide les entreprises à installer des systèmes d'énergie issue de la biomasse. L'ADECA s'intéresse également au gaz d'enfouissement comme source d'énergie potentielle à des fins industrielles et autres. Plusieurs sites d'enfouissement de déchets de l'Alabama ont été désignés comme candidats idéaux pour la récupération et l'utilisation des gaz d'enfouissement.	Entreprises admissibles.	Les participants au programme reçoivent jusqu'à 75 000 dollars sous forme de bonification d'intérêt afin d'aider à payer l'intérêt des prêts contractés pour installer des systèmes d'énergie issue de la biomasse qui sont approuvés. Une assistance technique peut également être obtenue dans le cadre du programme. Y sont admissibles les installations industrielles, commerciales et institutionnelles; les propriétaires d'exploitations agricoles; ainsi que les entités publiques des municipalités, des comtés et de l'État. Les parties intéressées doivent obtenir un prêt auprès d'un établissement de crédit commercial et communiquer les données sur le remboursement à l'ADECA afin de bénéficier d'une assistance au titre des intérêts. Le taux d'intérêt ne doit pas être supérieur au taux de base majoré de 2%. Alors que le programme ciblait à l'origine les déchets de bois, il cible maintenant également le panic raide et les déchets municipaux solides. Un projet pilote visant à évaluer la possibilité de procéder à la cocuisson du panic raide avec du charbon pour produire de l'électricité a permis de déterminer que le rapport panic raide/charbon pouvait atteindre 10%.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Alabama	Réductions en faveur de la production de films	Loi sur les incitations en faveur de l'industrie du divertissement; Office du film de l'Alabama	Déduction fiscale	Encourager l'industrie cinématographique de l'Alabama.	Sociétés de production de films.	Les sociétés admissibles reçoivent une déduction fiscale de 25% pour toutes les dépenses certifiées par l'État et une déduction fiscale de 35% pour tous les salaires versés à des résidents de l'Alabama. Les dépenses de production engagées pour un projet doivent être égales ou supérieures à 500 000 dollars, sans excéder 10 000 000 dollars.	Programme en cours
Alaska	Crédit d'impôt pour la production de pétrole et de gaz		Crédit d'impôt	Promouvoir l'exploration et le forage pétroliers en Alaska.	Sociétés exerçant des activités d'exploration et de forage pétroliers.	Ce programme prévoit un crédit d'impôt au titre de la production correspondant à 30% des coûts d'un forage d'exploration si le fond du puits est situé à au moins trois milles du fond d'un puits existant ou à au moins 25 milles de la limite de toute autre unité.	Programme en cours
Alaska	Fonds de crédit autorenouvelable pour la pêche commerciale	Département du commerce, de la communauté et du développement économique et Division des investissements (ADI)	Financement	Le Fonds de crédit renouvelable en faveur de la pêche commerciale fournit des prêts à long terme à taux d'intérêt bas pour les entreprises de pêche commerciale.	Pour pouvoir bénéficier de l'aide, le requérant doit résider en Alaska depuis deux ans et ne pas avoir de retard dans le versement d'une pension alimentaire à un enfant. La solvabilité d'un bénéficiaire potentiel est évaluée au moyen d'un examen détaillé de sa demande, qui contiendra nécessairement les renseignements suivants: actif et passif, compte de caisse, valeurs mobilières, compte débiteurs, navires et biens immobiliers dont il est propriétaire, effets à payer, bénéfices et pertes actuels et projetés, revenu non tiré de la pêche et dépenses de ménage et de subsistance.	Le taux d'intérêt est de 2% au-dessus du taux de base, mais n'excède pas 10,5%. Le taux d'intérêt pour l'amélioration de la qualité des produits ou l'amélioration de l'efficacité des moteurs est de 2% en dessous du taux préférentiel. La durée maximale d'un prêt est de 15 ans. Le montant moyen d'un prêt au titre du programme s'élève à 40 400 dollars. Le montant maximal pouvant être accordé est de 300 000 dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Alaska	Centre pour le développement commercial de la CCT	Centre pour le développement commercial des minorités d'Alaska, Centre de conférence des chefs Tatana	Financement	Améliorer le potentiel de croissance économique des zones rurales (dans la région de la CCT).	Entreprises individuelles, partenariats, sociétés, coopératives. En outre, toute entreprise dont les statuts se fondent sur l'ANCSA ou toute tribu native de l'Alaska établissant un commerce dans une zone rurale peut bénéficier de ce programme. Le requérant doit démontrer qu'aucun autre financement n'est disponible.	Le montant des prêts directs varie entre 1 000 et 30 000 dollars. La durée du prêt est de un à 15 ans selon le projet. Le remboursement ne fait pas l'objet de pénalités. Le taux d'intérêt est de 10% au-dessus du taux préférentiel. Des droits d'engagement de prêt de 1% seront calculés sur la base du montant principal de chaque prêt. Il sera généralement demandé à chaque requérant de fournir, sous la forme d'un nouveau capital, 25% du coût total du projet au minimum. Il devra également fournir une garantie pour pouvoir bénéficier du prêt. Une assurance appropriée sera aussi nécessaire.	Programme en cours
Alaska	Programme de promotion cinématographique	Département du commerce, de la communauté et du développement économique	Pas de taxe d'État sur les ventes ni d'impôt sur le revenu	Promouvoir la production de films commerciaux.	Industrie du film.	Non disponible.	Programme en cours
Alaska	Fonds de crédit renouvelable pour la mise en valeur des pêcheries	Département du commerce, de la communauté et du développement économique et Division des investissements de l'Alaska (ADI)	Financement	Financement en faveur de la planification, de la construction et de l'exploitation des installations de pisciculture, y compris la phase de préparation des travaux nécessaire à l'obtention d'un permis, les activités de construction des installations de pisciculture et les coûts d'exploitation de celles-ci.	Des prêts peuvent être accordés aux associations piscicoles régionales agréées et aux sociétés à but non lucratif qui ont obtenu un permis de pisciculture à titre privé, à but non lucratif, du Département de la faune aquatique et terrestre de l'Alaska.	Le montant maximal est de 10 000 000 de dollars. Le taux d'intérêt est le taux de base plus 1%, dans la limite de 9,5%.	Programme en cours
Alaska	Fonds de crédit renouvelable en faveur des entités chargées des contingents communautaires	Département du commerce, de la communauté et du développement économique et Division des investissements de l'Alaska (ADI)	Financement	Financement en faveur des entités chargées des contingents communautaires pour l'achat de parts de contingents et le remboursement des parts de contingents achetées.	Entités chargées des contingents communautaires certifiées et en règle avec l'État et le gouvernement fédéral et qui ne sont pas admissibles à un autre financement.	Le montant maximal est de 2 000 000 dollars. Le taux d'intérêt est de 2% au-dessus du taux de base, mais n'excède pas 10,5%.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Alaska	Fonds pour les initiatives en faveur du développement rural	Département du commerce, de la communauté et du développement économique et Division des investissements de l'Alaska (ADI)	Financement	Créer des emplois dans le secteur privé en finançant le démarrage et l'expansion d'entreprises qui créeront un nombre important d'emplois sur le long terme.	Entreprises qui sont situées dans une communauté dont la population n'excède pas 5 000 habitants, qui n'est pas reliée par la route ni par le rail à Anchorage ou à Fairbanks, ou dont la population n'excède pas 2 000 habitants, qui est reliée par route ou par rail à Anchorage ou à Fairbanks.	Le montant maximal du prêt est de 100 000 dollars par personne, et peut aller jusqu'à 200 000 dollars pour deux personnes ou plus. Le taux d'intérêt est égal au taux de base moins 1%, mais n'est pas inférieur à 6%.	Programme en cours
Alaska	Développement de la sylviculture	Département du commerce, de la communauté et du développement économique	Soutien financier	Développer les technologies émergentes qui reposent sur l'industrie du bois.	L'Initiative en faveur des villages d'Alaska collabore avec l'État, avec la Société de développement économique de Fairbanks et autres entités afin d'explorer les possibilités de produire de l'énergie à partir du bois en Alaska rurale, y compris à partir des systèmes du bois de corde, des systèmes à pellets et du biodiesel.	Non disponible.	Programme en cours
Alaska	Fonds de crédit renouvelable pour le combustible en vrac	Autorité de l'énergie de l'Alaska (AEA)	Prêt	Le Fonds de crédit renouvelable pour le combustible en vrac est destiné à aider les communautés, les services publics ou les détaillants de combustible des petits sites ruraux à acheter du combustible en vrac sur une base annuelle, semi-annuelle ou en cas d'urgence.	Emprunteurs/sociétés admissibles situés dans les zones rurales d'Alaska.	Pendant l'exercice budgétaire 2009, le programme a financé 62 prêts pour un montant de 11,5 millions de dollars.	Programme en cours
Alaska	Initiative en faveur de la réutilisation et du réaménagement (R&R)	Département de la conservation de l'environnement (DEC) Division de la prévention et de la réaction à la pollution	Financement	Fournir une aide aux parties dans le domaine de la recherche, de l'évaluation, du transfert de propriété de terrains contaminés.	Friches industrielles.	Le montant des dons reçus pour la période considérée est de 617 500 dollars.	Programme en cours
Alaska	Programme de commercialisation des plantes indigènes	Département des ressources naturelles et Département de l'agriculture	Financement	Le programme est consacré à la commercialisation d'espèces de plantes précédemment inutilisées ou sous-exploitées en Alaska.	Le programme est utilisé par les producteurs de plantes indigènes, les entrepreneurs paysagistes et les entreprises de construction, ainsi que d'autres organismes gouvernementaux.	Non disponible.	Programme en cours
Alaska	Programme de l'Alaska en faveur des semences de base et des semences d'obtenteur	Département des ressources naturelles et Département de l'agriculture	Financement	Promouvoir et encourager une industrie semencière saine en Alaska.	Le programme est utilisé par les producteurs de semences véritables commerciales.	Non disponible.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Alaska	Programme relatif aux pommes de terre de semence	Département des ressources naturelles et Département de l'agriculture	Financement	Promouvoir les pommes de terre de semence testées contre les maladies et nettoyées auprès des producteurs de pommes de terre de semence commerciales en Alaska.	Le programme est utilisé par les producteurs de pommes de terre de semence commerciales en Alaska.	Non disponible.	Programme en cours
Alaska	Programme de gestion des forêts	Département des ressources naturelles	Financement	Promouvoir le développement forestier.	Fournit un financement aux propriétaires fonciers privés, y compris aux sociétés des peuples autochtones de l'Alaska (Alaska native corporations) (ANCSA) en faveur de la planification sylvicole, y compris l'inventaire de la biomasse.	Non disponible.	Programme en cours
Alaska	Programme de sylviculture communautaire	Département des ressources naturelles	Financement	Soutenir le développement de pépinières locales afin de satisfaire le marché en pleine croissance des arbres et autres plantes, en particulier les plantes indigènes et les plantes des zones humides, marché qui représente plusieurs millions de dollars.	Le programme fournit une aide technique et financière dans le domaine de l'arboriculture, de la gestion des ressources forestières et des ressources naturelles au sein des communautés, ainsi que dans le domaine de l'utilisation de systèmes naturels économiques pour purifier l'air et l'eau, traiter l'eau pluviale d'orage et conserver l'énergie.	Non disponible.	Programme en cours
Alaska	Crédits à titre d'incitation à l'exploration	Département du fisc	Crédits d'impôts	Encourager l'exploration des ressources du sous-sol.	Crédits d'impôts en faveur des différents programmes relatifs aux forages d'exploration situés à distance des ressources pétrolières et gazières connues et à l'obtention de relevés sismiques en dehors de l'unité.	Non disponible.	Programme en cours
Alaska	Programme de restauration à coûts partagés	Département de la faune aquatique et terrestre	Financement	Préserver et améliorer le précieux habitat du saumon à Anchorage, Fairbanks et dans les régions de Southcentral et de Southeastern.	Fournit aux propriétaires fonciers, publics et privés, un financement, une aide aux projets de sensibilisation et aux projets techniques.	Non disponible.	Programme en cours
Alaska	Programme de prêts en faveur du développement économique des petites entreprises	Département du commerce, de la communauté et du développement économique et Division des investissements de l'Alaska (ADI)	Prêt	Encourager l'investissement et la croissance dans l'État.	Les prêts sont accordés aux entreprises en démarrage et aux petites entreprises situées dans une zone admissible en vue de leur expansion, afin de créer des emplois dans le secteur privé.	Non disponible.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Alaska	Fonds en faveur du développement rural	Département du commerce, de la communauté et du développement économique et Division des investissements (ADI)	Prêt	Améliorer le potentiel de croissance économique dans les zones rurales.	Les entreprises admissibles qui créent de nouveaux emplois et conservent des emplois dans une communauté dont la population n'excède pas 5 000 habitants, qui n'est pas reliée par la route ni par le rail à Anchorage ou à Fairbanks, ou dont la population n'excède pas 2 000 habitants et qui est reliée par la route ou par le rail à Anchorage ou à Fairbanks.	Offre des prêts à long terme à taux d'intérêt faibles pour financer le fonds de roulement, les équipements, les activités de construction et autres aspects commerciaux.	Programme en cours
Alaska	Crédit d'impôt à l'industrie cinématographique de l'Alaska	Département du commerce, de la communauté et du développement économique et Office du film de l'Alaska	Crédit d'impôt représentant entre 30 et 44% des dépenses engagées dans l'État	Promotion de la production de films en Alaska.	Producteurs de films.	Crédits d'impôt jusqu'à hauteur de 100 millions de dollars (pendant la durée du programme).	Cinq ans (jusqu'en 2013)
Alaska	Programme de crédit renouvelable pour l'avionique "Capstone" en Alaska	Département du commerce, de la communauté et du développement économique et Division des investissements (ADI)	Financement	Accorder des prêts à long terme et à faible taux d'intérêt pour l'achat et l'installation d'équipements d'avionique destinés à des aéronefs exploités essentiellement en Alaska.	La condition générale est la suivante: les aéronefs auxquels le financement est destiné doivent appartenir au requérant et être exploités essentiellement en Alaska. Tous les types d'aéronefs sont admissibles.	Le taux d'intérêt est fixé à 4,0%. La durée maximale d'un prêt est de dix ans. Le montant maximal du prêt est de 80% du coût total du projet. L'emprunteur est responsable du paiement de tous les coûts directs afférents au traitement de la demande de prêt.	Programme en cours
Arizona	Programme de conversion aux biocombustibles de l'Arizona	Département du commerce de l'Arizona	Don	Ce programme vise à encourager l'utilisation de biocombustibles en Arizona.	Sociétés ayant commencé à convertir leurs équipements d'entreposage et de distribution existants et à en installer de nouveaux.	Selon la disponibilité des fonds, le directeur accorde des dons correspondant au moindre des montants suivants: 75 000 dollars ou les coûts de conversion par site.	Programme en cours
Arizona	Programme d'incitations pour les entreprises favorisant la santé des forêts	Département du commerce de l'Arizona	Crédit d'impôt sur le revenu	Favoriser la santé des forêts de l'Arizona.	Entreprises certifiées qui effectuent principalement la coupe, le façonnage ou le transport de produits forestiers admissibles.	Un crédit d'impôt sur le revenu peut être obtenu sur une période de trois ans pour chaque nouvel emploi créé, à concurrence de 3 000 dollars par employé.	Programme en cours
Arizona	Zones de commerce extérieur	Département du commerce de l'Arizona	Réduction et exonération d'impôt	Promouvoir les activités commerciales en Arizona.	Entreprises situées dans une zone ou une sous-zone.	Les sociétés admissibles reçoivent une réduction de 80% de l'impôt foncier et de l'impôt sur les biens mobiliers.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Arizona	Programme d'incitations fiscales pour les énergies renouvelables	Département du commerce de l'Arizona	Incitation fiscale	Promouvoir le secteur des énergies renouvelables en Arizona.	<p>Sociétés produisant et utilisant des produits fonctionnant aux énergies renouvelables.</p> <p>Pour être admissible, une société doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1) fabriquer principalement (50% ou plus) des systèmes et composants qui entrent dans la fabrication d'équipements fonctionnant aux énergies renouvelables;</li> <li>2) agrandir ou implanter des installations manufacturières ou des installations fonctionnant aux énergies renouvelables en Arizona;</li> <li>3) créer des emplois à plein temps dont le salaire correspond, pour au moins 51% des postes, à 125% du salaire moyen annuel de l'État;</li> <li>4) offrir de verser 80% des coûts de l'assurance santé; et</li> <li>5) placer au moins 250 000 dollars dans des investissements admissibles pour chaque période de 12 mois.</li> </ul>	Ce programme offre deux avantages: 1) un crédit d'impôt sur le revenu remboursable pouvant atteindre 10%; et 2) une réduction de l'impôt foncier et de l'impôt sur les biens mobiliers pouvant atteindre 75%.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Arizona	Programme de restructuration pour la défense	Département du commerce	Crédit d'impôt/ incitation fiscale	Aider les entrepreneurs du secteur de la défense établis en Arizona à obtenir ou à renouveler des contrats du Département de la défense; et encourager ces entrepreneurs à diversifier leurs activités dans les secteurs commerciaux, à adopter de nouveaux procédés et techniques de fabrication, et à consolider leurs installations en Arizona.	Entrepreneurs du secteur de la défense (constructeurs, assembleurs ou fabricants). Aucune nouvelle certification au Département du fisc après le 30 juin 2001.	Sont accordés: un crédit d'impôt sur le revenu des sociétés à concurrence de 40% des impôts fonciers et des impôts sur les biens mobiliers corporels payés, en fonction des emplois maintenus ou créés; un crédit d'impôt sur le revenu des personnes physiques et des sociétés pour l'augmentation du niveau d'emploi net au-delà d'un seuil de référence établi. Ce crédit consiste en un montant de 7 500 dollars sur cinq ans pour chaque nouveau salarié; de plus, les coûts de la dépréciation ou de l'amortissement des infrastructures peuvent être déduits du revenu brut aux fins de l'impôt de l'Arizona, pendant une période égale à la moitié de celle qui est autorisée en vertu du Code des impôts.	Programme en cours
Arizona	Programme des zones d'entreprises	Département du commerce de l'Arizona	Crédit d'impôt	Encourager l'économie des zones ayant un niveau de pauvreté ou un taux de chômage très élevé en favorisant les possibilités d'investissement privé dans certaines zones appelées "zones d'entreprises".	Les avantages s'appliquent aux entreprises situées dans des zones défavorisées désignées comme zones d'entreprises d'État qui créent des emplois à plein temps nouveaux dont la rémunération est au moins égale au "salaire du comté" et fournit une couverture d'assurance maladie pour laquelle l'entreprise contribue au moins à hauteur de 50%. Trente-cinq% des emplois pour lesquels les crédits d'impôt sont demandés doivent être occupés par des résidents de ces zones.	Crédit d'impôt pour l'augmentation nette du nombre d'emplois remplissant les conditions requises. Le montant peut atteindre 3 000 dollars sur trois ans par poste créé. En outre, les entreprises manufacturières admissibles qui s'installent ou qui agrandissent leurs installations dans ces zones peuvent demander le statut de la "catégorie six" aux fins de l'impôt foncier (5% de la valeur totale en espèces) pendant une période de cinq ans. (La part primaire de l'impôt foncier est reclassée.)	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Arizona	Programme des zones de réutilisation militaire	Département du commerce de l'Arizona	Crédit d'impôt	Assouplir les restrictions entourant la désignation et la réaffectation d'une zone militaire désaffectée en "zone de réutilisation militaire" en autorisant le Gouverneur à désigner ainsi une telle zone en concluant à cette fin soit un bail à long terme soit un transfert de titre de propriété.	Industries manufacturières, d'assemblage ou constructeurs de produits pour l'aéronautique ou l'aérospatiale, ainsi que fournisseurs de services pour l'aéronautique ou l'aérospatiale, situés dans une zone de réutilisation militaire.	Immeubles et installations de sociétés classés en tant que biens de la "catégorie six", avec un taux d'évaluation associé de 5%, (normalement le taux est de 25%), pendant une période de cinq ans. En outre, des crédits d'impôt fondés sur le nombre net de nouveaux employés sont offerts. Le crédit accordé pour chaque nouvel employé peut atteindre 7 500 dollars (pendant cinq ans au maximum). Est également accordée une exonération de la taxe sur les privilèges commerciaux à un entrepreneur principal ayant passé un contrat avec une entreprise remplissant les conditions voulues pour travailler dans la MRUZ.	Programme en cours
Arizona	Remboursement de la taxe sur les privilèges commerciaux pour la production de films cinématographiques	Département du commerce de l'Arizona	Remboursement d'impôt	Incitations en faveur des films cinématographiques.	Seuls les biens matériels achetés et les biens loués peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement. Pour être admissibles, les films cinématographiques, téléfilms, vidéoclips, documentaires, épisodes de séries télévisées et autres productions télévisuelles doivent atteindre le seuil de dépense admissible de 1 million de dollars sur une période de 12 mois consécutifs pour une ou plusieurs productions ou parties de productions tournées en Arizona. Les productions de réclames publicitaires doivent atteindre un seuil de dépense admissible de 250 000 dollars avec les mêmes critères de durée.	Remboursement de 50% de la taxe sur les privilèges commerciaux (ventes) pour les sociétés de production admissibles pour les projets tournés en Arizona. Les règles spécifiques du Département du fisc doivent être respectées pour déposer une demande et être admissible au titre de ce remboursement de la taxe d'État sur les ventes de 5,6%.	A pris fin durant la période considérée.

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Arizona	Crédit pour la production et l'investissement dans le secteur des films cinématographiques	Département du commerce de l'Arizona	Crédit d'impôt	Encourager la production de films dans l'État.	Tout programme concernant un ou plusieurs médias, y compris la publicité commerciale, qui est établi par des activités de production menées intégralement ou en partie dans l'État.	Le crédit d'impôt est calculé de la manière suivante: 1) Si le montant total de l'investissement réalisé par la production certifiée en Arizona en termes de coût de production est supérieur à 100 000 dollars mais inférieur ou égal à 5 millions de dollars, le crédit représente 10% de l'investissement effectué par le contribuable. 2) Si le montant total de l'investissement réalisé par la production certifiée en Arizona en termes de coût de production est supérieur à 5 millions de dollars mais inférieur ou égal à 10 millions de dollars, le crédit représente 15% de l'investissement effectué par le contribuable. 3) Si le montant total de l'investissement réalisé par la production certifiée en Arizona en termes de coût de production est supérieur à 10 millions de dollars, le crédit représente 20% de l'investissement effectué par le contribuable.	A pris fin durant la période considérée.
Arizona	Programme d'incitations fiscales en faveur de la production de films cinématographiques	Département du commerce de l'Arizona	Exonération fiscale et crédit d'impôt sur le revenu	Encourager la production de films dans l'État.	Industrie cinématographique.	Exonération fiscale et crédit d'impôt sur le revenu, exonération de la taxe sur les privilèges commerciaux (la plupart des achats liés à la production); exonération de la taxe sur l'usage (par exemple, machines, équipements); crédit d'impôt sur le revenu égal à 10 à 20% de l'investissement lié aux coûts de production. Plafond de 5 millions par film.	A pris fin durant la période considérée.
Arizona	Incitations fiscales pour l'énergie solaire	Département du commerce	Crédit d'impôt	Promouvoir l'énergie solaire.	Entreprises achetant des appareils ou des systèmes fonctionnant à l'énergie solaire.	Jusqu'à 10% du total des coûts d'immobilisation du projet.	Le programme prendra fin le 31 décembre 2014.

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Arizona	Crédit d'impôt pour les combustibles liquides solaires	Département du revenu	Crédit d'impôt	Promouvoir l'énergie solaire.	Contribuables exerçant de nouvelles activités de recherche-développement sur les combustibles liquides solaires.	Pour les exercices fiscaux allant du 31 décembre 2010 au 31 décembre 2021, un crédit est accordé pour les nouvelles activités de recherche-développement sur les combustibles liquides solaires, en vertu de l'article 41 du Code de l'impôt.	Le programme prendra fin le 31 décembre 2021.
Arkansas	Recherche-développement	Commission du développement économique de l'Arkansas	Crédit d'impôt sur le revenu	Les mesures d'incitation à la recherche-développement visent à favoriser la recherche dans les universités et les entreprises ainsi que la recherche-développement des entreprises de technologies nouvellement créées.	Les entreprises passant des contrats de recherche-développement avec les universités de l'Arkansas; les sociétés déjà bien établies menant des activités de recherche interne; et les nouvelles entreprises "ciblées" conduisant des activités de recherche-développement.	Le montant du crédit d'impôt sur le revenu accordé est fondé sur un pourcentage des dépenses de recherche-développement admissibles.	Programme en cours
Arkansas	Crédit au titre de l'emploi pour des entreprises ciblées	Commission du développement économique de l'Arkansas	Crédit d'impôt sur le revenu	Le programme offre un crédit d'impôt sur le revenu pour toute création d'emplois qui est calculé à partir du salaire des nouveaux employés engagés dans le cadre du projet.	Les "entreprises ciblées" appartiennent à un ensemble de secteurs en pleine croissance et: sont actives dans l'État depuis moins de cinq (5) ans; et payent des salaires au moins 150% supérieurs au salaire moyen du comté ou de l'État, la valeur la plus faible étant retenue. Les six secteurs concernés sont les suivants: matériaux avancés et technologies de fabrication de pointe; agriculture, produits alimentaires et sciences environnementales; biotechnologie, génie biologique et sciences de la vie; technologies de l'information; logistique de transport; et produits d'origine biologique.	Le seuil fixé en matière de salaires est inférieur à 100 000 dollars mais supérieur à 1 million de dollars. La preuve de prises de participation pour un montant égal à 400 000 dollars doit être apportée. Le crédit d'impôt sur le revenu transférable représente 10% du salaire annuel des nouveaux employés.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Arkansas	Loi d'incitation en faveur des films cinématographiques	Commission du développement économique de l'Arkansas	Remboursement de la taxe sur les ventes et l'usage	Ce programme permet le remboursement de la taxe sur les ventes payées par les sociétés produisant des films cinématographiques pendant la production.	Les sociétés de production de films cinématographiques produisant un film, un vidéoclip, un documentaire, des épisodes de séries télévisées ou une réclame publicitaire. L'investissement minimal est de 500 000 dollars pour une période de six mois ou de 1 million de dollars pour une période de 12 mois.	Taxes sur les ventes payées au titre du tournage ou de la production.	Programme en cours
Arkansas	Financement par de nouvelles taxes foncières	Loi n° 1197 de 2001, art. 14-68-301 et suivants	Obligations émises à partir des recettes locales	Permet aux autorités locales d'émettre des obligations pour financer des projets d'amélioration dans un district de réaménagement. Les obligations sont garanties et remboursées à partir des recettes <i>ad valorem</i> locales additionnelles (sauf les 25 premiers millions pour l'éducation, les bibliothèques, la caisse de retraite des pompiers et les hôpitaux) générées par les projets d'amélioration.	Un district de réaménagement doit être situé dans une zone définie comme étant délabrée, détériorée ou sous-développée.	Non disponible.	Programme en cours
Arkansas	Avantage Arkansas	Commission du développement économique de l'Arkansas (Loi révisée de 2003 sur les incitations, art. 15-4-2701 et suivants)	Crédit d'impôt sur le revenu	Encourager la création d'emplois.	Les entreprises admissibles payant au moins le salaire minimum le plus bas du comté (10,13 dollars pour 2010) comprennent: les entreprises manufacturières et les sièges sociaux; ainsi que les entreprises ci-après tirant 75% de leurs revenus en dehors de l'État: les centres de distribution/installations intermodales; les sociétés de bureaux; les centres de recherche en commerce, en physique et en biologie; les entreprises de services scientifiques et techniques; les sociétés de production de films numériques et cinématographiques; et certaines entreprises des services de l'information.	Crédit d'impôt sur le revenu fondé sur un pourcentage du salaire des nouveaux employés permanents. Les seuils minimaux fixés en matière de salaire et les avantages dépendent de la catégorie dont relève l'entreprise du fait de son installation ou de son expansion. Catégorie 1: salaire minimal égal à 125 000 dollars – avantage égal à 1%. Catégorie 2: salaire minimal égal à 100 000 dollars – avantage égal à 2%. Catégorie 3: salaire minimal égal à 75 000 dollars – avantage égal à 3%. Catégorie 4: salaire minimal égal à 50 000 dollars – avantage égal à 4%. Le crédit maximal est de 50% du montant de l'impôt sur le revenu exigible chaque année. Le crédit est accordé pendant cinq ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Arkansas	Réduction en faveur de la création	Commission du développement économique de l'Arkansas (Loi révisée de 2003 sur les incitations, art. 15-4-2701 et suivants)	Remise annuelle en espèces (à la discrétion du directeur de la Commission)	Encourager la création d'emplois.	Les entreprises admissibles (devant créer une nouvelle masse salariale annuelle d'au moins 2 millions de dollars) comprennent: les entreprises manufacturières et les sièges sociaux; ainsi que les entreprises ci-après tirant 75% de leurs revenus en dehors de l'État: les centres de distribution/installations intermodales; les sociétés de bureaux; les centres de recherche en commerce, en physique et en biologie; les entreprises de services scientifiques et techniques; les sociétés de production de films numériques et cinématographiques; et certaines entreprises des services de l'information.	Incitation fondée sur un pourcentage du salaire des nouveaux employés permanents. Les seuils minimaux fixés en matière de salaire et les avantages dépendent de la catégorie dont relève l'entreprise du fait de son installation ou de son expansion: Catégorie 1: 3,9%. Catégorie 2: 4,25%. Catégorie 3: 4,5%. Catégorie 4: 5%. La durée de l'accord est déterminée par le directeur et peut aller jusqu'à dix ans. Les entreprises ciblées (voir plus haut) payant des salaires 175% supérieurs au salaire moyen de l'État ou du comté, la valeur la plus faible étant retenue, peuvent recevoir 5% de ceux-ci pendant dix ans au maximum, quelle que soit la catégorie.	Programme en cours
Arkansas	Invest Ark	Commission du développement économique de l'Arkansas (Loi révisée de 2003 sur les incitations, art. 15-4-2701 et suivants)	Crédit d'impôt sur les ventes et l'utilisation	Encourager l'investissement et la croissance dans l'État.	Sociétés établies en Arkansas depuis au moins deux ans qui consacrent au moins 5 millions de dollars à une usine ou à des équipements en vue d'une nouvelle construction, à une expansion ou à une modernisation.	Le crédit est égal au pourcentage de l'investissement consacré à la nouvelle construction et aux nouveaux équipements qui correspond à un demi% au-dessus du taux d'imposition de l'État au moment de la demande (6½% pour 2009-2010). Le crédit accordé ne peut pas excéder 50% du montant de la taxe sur les ventes et l'usage exigible. Report pendant cinq ans.	Programme en cours
Arkansas	Recherche dans un domaine présentant une valeur stratégique; Recherche interne dans un domaine représentant une valeur stratégique	Office de la science et de la technologie de l'Arkansas	Crédit d'impôt sur le revenu	Encourager l'investissement dans le domaine de la recherche-développement.	Dépenses admissibles dans le domaine de la recherche et approbation donnée par le Conseil d'administration de l'ASTA.	Crédit d'impôt sur le revenu égal à 33% des dépenses de recherche admissibles. La durée de l'accord est de cinq ans et le crédit demandé est limité à 50 000 dollars par année d'imposition. Report possible pendant neuf ans.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Arkansas	Incitations en faveur des entreprises ciblées	Commission du développement économique de l'Arkansas (Loi révisée de 2003 sur les incitations, art. 15-4-2701 et suivants)	Crédit d'impôt sur le revenu et remboursement des taxes sur les ventes et l'utilisation	Créer des emplois bien rémunérés dans des secteurs émergents, en plein développement ou de technologie de pointe.	Les "entreprises ciblées" sont celles qui exercent des activités en Arkansas depuis moins de cinq ans; disposent de capitaux propres d'au moins 250 000 dollars; payent des salaires au moins 150% supérieurs au salaire moyen du comté ou de l'État, la valeur la plus faible étant retenue; ont une masse salariale totale annuelle entre 100 000 dollars et un million de dollars; et sont classées dans l'un des six secteurs ci-après: matériaux avancés et technologies de fabrication de pointe; agriculture, produits alimentaires et sciences environnementales; biotechnologie, génie biologique et sciences de la vie; technologies de l'information; logistique de transport; et produits d'origine biologique.	Les sociétés admissibles peuvent bénéficier de trois incitations au titre de ce programme: a) un remboursement des taxes nationales et locales sur les ventes et l'utilisation versées pour des matériaux de construction et des appareils et équipements liés au projet; b) un crédit d'impôt sur le revenu de 10% pour une période de cinq ans sur la base de la nouvelle masse salariale, à concurrence de 100 000 dollars par année; c) un crédit d'impôt sur le revenu de 33% sur la base des dépenses de recherche admissibles, à concurrence de 50 000 dollars par année.	Programme en cours
Arkansas	Loi sur le développement de l'industrie des films numériques et cinématographiques	Commission du développement économique de l'Arkansas (art. 15-4-2001 et suivants)	Remise en espèces sur la base des dépenses au titre de la production et des salaires	Favoriser la production de films numériques et cinématographiques en Arkansas.	Sociétés de production admissibles dépensant au moins 50 000 dollars sur une période de six mois pour au moins un projet de production ou de post-production certifié par l'État.	Les sociétés peuvent bénéficier de deux incitations dans le cadre de ce programme: a) une remise au titre de la production égale à 15% des dépenses de production/post-production admissibles effectuées en Arkansas; et b) une remise au titre des salaires égal à 10% des salaires versés à des résidents de l'Arkansas participant à un projet de production admissible. Les dépenses sont limitées à 5 millions de dollars pour l'ensemble du programme. Seulement 21 312 dollars ont été déboursés en 2009-2010.	Jusqu'à épuisement du financement (5 millions).

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Arkansas	Targeted ArkPlus	Commission du développement économique de l'Arkansas (Loi révisée de 2003 sur les incitations, art. 15-4-2701 et suivants)	Crédit d'impôt sur le revenu ou sur les ventes et l'utilisation (à la discrétion du directeur de la Commission)	Encourager l'investissement et la création d'emplois en Arkansas	Les entreprises ciblées comprennent: les entreprises manufacturières et les sièges sociaux; les centres de distribution/installations intermodales; les sociétés de bureaux; les centres de recherche en commerce, en physique et en biologie; les entreprises de services scientifiques et techniques; les sociétés de production de films numériques et cinématographiques; et certaines entreprises des services de l'information investissant 250 000 dollars et créant une nouvelle masse salariale de 250 000 dollars pour des employés dont le salaire est au moins 175% supérieur au salaire moyen de l'État ou du comté, la valeur la plus faible étant retenue.	Les crédits correspondent à 2% des investissements entre 250 000 et 500 000 dollars, à 4% des investissements entre 500 000 et un million de dollars, à 6% des investissements entre 1 et 2 millions de dollars et à 8% des investissements supérieurs à 2 millions de dollars. La charge fiscale peut être réduite jusqu'à 50% pour les entreprises payant des salaires 175% supérieurs au salaire horaire moyen de l'État ou du comté, la valeur la plus faible étant retenue; jusqu'à 75% pour celles payant des salaires 200% supérieurs; et jusqu'à 100% pour celles payant des salaires 225% supérieurs.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Arkansas	Incitations au titre des capitaux propres	Commission du développement économique de l'Arkansas; Autorité chargée des sciences et des technologies de l'Arkansas et Commission des finances de l'Arkansas chargée du développement, Loi n° 566 de 2007, art. 15-4-3301 et suivants	Crédit d'impôt sur le revenu	Encourager les investissements par les entreprises ciblées, celles qui démarrent et celles qui sont en plein développement et qui créent des emplois bien rémunérés.	Seuls sont admissibles les investissements réalisés dans l'un des six secteurs ci-après: matériaux avancés et technologies de fabrication de pointe; agriculture, produits alimentaires et sciences environnementales; biotechnologie, génie biologique et sciences de la vie; technologies de l'information; logistique de transport; et produits d'origine biologique; ou dans des entreprises recevant une assistance sous forme de capitaux propres provenant de fonds d'investissement ciblant des entreprises qui démarrent ou qui sont en plein développement si celles-ci payent des salaires 150% supérieurs au salaire moyen de l'État ou du comté, la valeur la plus faible étant retenue, et satisfont aux autres critères énoncés dans le Code.	Des crédits d'impôt sur le revenu transférables de 33% sont accordés en fonction du montant des investissements admissibles. Les crédits ne peuvent réduire la charge fiscale de plus de 50% par année.	Programme en cours
Arkansas	Exonération de l'impôt sur le revenu pour l'énergie éolienne	Département des finances et de l'administration de l'Arkansas	Exonération fiscale	Stimuler la création d'emplois et l'investissement dans les nouvelles entreprises fabriquant des produits fonctionnant à l'énergie éolienne en leur accordant une exonération de l'impôt sur le revenu pendant une période pouvant aller jusqu'à 25 ans.	Entreprises fabriquant des équipements et/ou composants destinés à des éoliennes.	La durée des exonérations de l'impôt sur le revenu, accordées aux fabricants de pales d'éolienne ou d'autres composants admissibles pendant une période pouvant aller jusqu'à 25 ans, est établie à partir de divers calculs.	Programme en cours
Arkansas	Programme de développement de combustibles de substitution de l'Arkansas	Département de l'agriculture de l'Arkansas, Loi sur le développement de combustibles de substitution de l'Arkansas, Code de l'Arkansas, art. 15-13-102, tel que modifié par la Loi n° 977 de 2009	Don	Accroître la disponibilité des combustibles de substitution en accordant des dons aux producteurs de tels combustibles ainsi qu'aux transformateurs et distributeurs de matières premières.	Producteurs de combustibles de substitution ainsi que transformateurs et distributeurs de matières premières. Les dons sont accordés pour contribuer à la construction, à la modification, à la rénovation ou à l'adaptation d'installations de transformation de matières premières en Arkansas.	Pour tout exercice fiscal, les dons accordés aux transformateurs de matières premières ne dépassent pas le moindre des montants suivants: 3 millions de dollars ou 50% des coûts du projet, et ceux accordés aux distributeurs ne dépassent pas le moindre des montants suivants: 300 000 dollars ou 50% des coûts du projet.	Jusqu'à épuisement des fonds du programme.

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Arkansas	Programme d'investissement de capital-risque	Divers programmes d'investissement de la Commission des finances de l'Arkansas chargée du développement	Capital-risque	Renforcer et améliorer l'infrastructure financière qui soutient et stimule la croissance des entreprises technologiques en Arkansas.	Entreprises technologiques (voir les entreprises ciblées visées par le programme Targeted ArkPlus) qui en sont aux premiers stades de développement et qui ne sont pas encore en mesure d'attirer les sources de financement traditionnel privées appropriées, ni le capital-risque ou les investissements dont elles ont besoin pour leur croissance et leur développement. Une partie de ces fonds servira à valider les technologies à un stade précoce avant que d'autres investissements ne puissent être réalisés. Le programme d'accès aux capitaux permet d'accorder des crédits de fonds de roulement à divers secteurs, dont l'agriculture, l'industrie manufacturière, le commerce de gros/détail, les services de construction, etc.	Les montants varient selon le fonds/but. Par exemple, une limite de 100 000 dollars a été établie pour les fonds de validation des technologies, et une limite de 750 000 dollars a été établie pour le développement des entreprises.	Programme en cours
Californie	Zones de promotion des industries manufacturières	Département du logement et du développement communautaire	Crédits d'impôt	Promouvoir l'emploi dans les régions insuffisamment développées de l'État.	Entreprises manufacturières créant des emplois à Brawley et à Calexico.	Possibilité de bénéficier d'au moins 29 234 dollars de crédits d'impôt pour chaque employé qualifié embauché.	Programme en cours
Californie	Crédit d'impôt à l'embauche		Crédit d'impôt	Encourager le développement des régions insuffisamment développées de l'État.	L'incitation fiscale est destinée aux petites entreprises qui créent de nouveaux emplois dans les zones géographiques ciblées.	Le montant alloué est de 400 millions de dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Californie	Fonds de crédit renouvelable en faveur de la diversification des activités traditionnelles	Agence californienne du commerce	Prêt	Avec le financement par l'Office fédéral des forêts, le programme de diversification des activités traditionnelles fournit des capitaux à faible coût aux entreprises pour créer et conserver des emplois dans des régions de la Californie du Nord touchées par des réductions de l'exploitation forestière et des fermetures de scieries et d'usines connexes. Une importance particulière est accordée aux produits de bois à forte valeur ajoutée et autres industries manufacturières connexes, ainsi que sur des entreprises qui diversifient l'économie locale. La préférence sera si possible donnée aux projets qui emploient des travailleurs forestiers déplacés. Les entreprises en expansion et les entreprises nouvelles seront prises en compte.	Entreprises des régions de la Californie du Nord touchées par des réductions de l'exploitation forestière et des fermetures de scieries et d'usines connexes.	Les entreprises peuvent emprunter de 25 000 à 100 000 dollars. La durée des prêts peut atteindre dix ans pour les biens immobiliers ou les équipements, et jusqu'à cinq ans pour le capital circulant. Des lignes de crédit avec une échéance d'un an sont également disponibles. Le taux d'intérêt peut être fixe ou variable en fonction de la situation de l'emprunteur, et est fixé lors de l'approbation du prêt.	Supprimé le 30 juin 2003.
Californie	Programme des zones de développement du secteur du recyclage	Bureau californien intégré de gestion des déchets (partie de la CalEPA)	Financement mixte	Le Programme des zones de développement du secteur du recyclage a été élaboré par l'Agence californienne de protection de l'environnement, Bureau intégré de gestion des déchets. Les entreprises qui s'installent dans les 40 zones désignées peuvent bénéficier d'un ensemble de prêts à faibles taux d'intérêt, de la rationalisation des permis locaux, d'une assistance technique et du partage des informations. En outre, les prêts RMDZ sont disponibles pour les projets de recyclage.	Toute entreprise ou agence publique locale située dans une zone de recyclage, qui utilise des matériaux recyclés après consommation ou des matériaux de déchets secondaires dans son processus de production peut demander un prêt de recyclage. Les entreprises privées et les organisations à but non lucratif peuvent emprunter des capitaux pour des biens immobiliers, des équipements, le capital circulant ou le refinancement de dettes importantes.	Chaque entreprise ou agence publique locale peut emprunter jusqu'à 50% du coût du projet, avec un maximum de 1 million de dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Californie	Partenariat STAR	Programme de développement commercial et économique	Incitations fiscales	Encourager la production de films dans l'État.	Producteurs de films.	Exemption de la taxe hôtelière, de la taxe sur les ventes ou sur l'usage de services de production ou de postproduction de films cinématographiques ou de téléfilms, abattement de 5% de la taxe sur les ventes à l'achat ou à la location de matériel de postproduction.	Programme en cours
Californie	Programme d'octroi de subventions pour les secteurs de développement des communautés	Département du logement et du développement communautaire	Don	Créer ou maintenir les emplois des travailleurs économiquement faibles des communautés rurales.	Les entreprises situées dans des comtés dont les zones non rattachées à des communes ont moins de 200 000 habitants et dans des villes de moins de 50 000 habitants et qui ne participent pas au programme d'octroi de subventions pour les secteurs de développement (CDBG) du département d'État du logement et du développement urbain (HUD).	Subventions pouvant atteindre 500 000 dollars.	Programme en cours
Californie	Exonération fiscale: programme STAR – Film California First	Commission californienne du cinéma	Exonération de la taxe sur les ventes; actifs de l'État excédentaires à titre gratuit/ redevance modique; remboursements au titre des tournages sur des propriétés publiques.	Encourager la production de films dans l'État.	Acheteurs ou loueurs d'équipements cinématographiques.	Exonération de 5% de la taxe sur les ventes pour les acheteurs/les loueurs d'équipements; mise à disposition de propriétés de l'État non utilisées à titre gratuit ou pour une redevance modique; remboursement des frais liés au tournage sur des propriétés publiques à hauteur de 300 000 dollars.	Programme en cours
Californie	Crédit d'impôt pour nouveaux marchés	Département californien des institutions financières	Crédit d'impôt	Permettre des investissements dans les communautés à faible revenu.	Sociétés réalisant des prises de participation admissibles dans des entités de développement communautaire (CDE) désignées.	Le crédit accordé à l'investisseur représente au total 39% du coût de l'investissement et il est concédé sur une période de sept ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Californie	Crédit d'impôt en faveur de la recherche-développement	Département californien des institutions financières	Crédit d'impôt	Encourager les sociétés à accroître leurs activités dans le domaine de la recherche fondamentale et du développement en Californie.	Pour être admissible, la recherche doit être menée en Californie et comprendre une recherche fondamentale ou appliquée sur une question scientifique, une étude originale visant à faire progresser les connaissances dans le domaine de la science ou de l'ingénierie ou à améliorer l'efficacité des produits commerciaux.	Le crédit d'impôt permet aux sociétés de bénéficier d'un crédit de 15% sur l'impôt exigible sur les banques ou sur les sociétés au titre des dépenses de recherche interne admissibles et d'un crédit de 24% au titre des versements à des organisations extérieures pour la recherche fondamentale.	Programme en cours
Californie	Exonération fiscale au titre de l'investissement rural	Conseil de la péréquation	Exonération partielle de la taxe sur les ventes et l'usage	Accroître l'investissement dans les comtés à fort taux de chômage.	Entreprises admissibles situées dans les comtés à fort taux de chômage désignés. L'entreprise doit être située, ou prévoir de s'installer, dans un comté de Californie où le taux de chômage excède de 5% ou plus la moyenne de l'État.	Le total de l'exonération est plafonné à 5 millions de dollars par an.	A pris fin le 31 décembre 2005
Californie	Programme de garantie des prêts aux petites entreprises	Agence californienne pour la main-d'œuvre et le développement	Garanties de prêts pour les lignes de crédit renouvelables, les petits prêts et les prêts agricoles	Promouvoir le maintien et la création d'emplois et encourager le développement des petites entreprises, en particulier parmi les minorités, les femmes et les personnes handicapées.	Les prêts sont accordés aux petites entreprises des marchés de niche dont l'Association des petites entreprises (SBA) ne s'occupe généralement pas.	Le montant maximal garanti représente 90% du montant du prêt, dans la limite de 500 000 dollars, la garantie n'excédant pas sept ans.	Programme en cours
Californie	Incitations pour les combustibles issus de la biomasse	Art. 25678 du Code des ressources publiques de la Californie	Don	Promouvoir les combustibles liquides obtenus par la fermentation de la biomasse et de ressources provenant de la biomasse en Californie.	Producteurs de combustibles liquides obtenus par la fermentation de la biomasse et de ressources provenant de la biomasse en Californie.	Les dons constituent une incitation au titre de la production de 0,40 cent le gallon.	
Californie	Crédit d'impôt pour l'éthanol	Art. 8651.8 du Code des revenus et des impôts de la Californie	Crédit d'impôt	Encourager l'utilisation de combustibles de substitution.	Combustibles constitués d'au moins 85% d'éthanol ou de méthanol.	Le taux de la taxe d'accise frappant normalement chaque gallon utilisé est réduit de moitié.	

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Colorado	Zone d'entreprises	Office du développement économique et du commerce international	Crédit d'impôt	Crédits d'impôt accordés pour les investissements et les emplois dans des zones d'entreprises désignées par l'État. Les entreprises doivent investir dans des équipements utilisés exclusivement dans la zone; ou embaucher à plein temps de nouveaux employés; ou payer au moins 50% de l'assurance maladie de leurs employés; ou exercer des activités de recherche-développement dans la zone; ou investir dans la formation professionnelle; ou investir dans la rénovation d'immeubles vacants de plus de 20 ans; ou contribuer à des projets approuvés de développement de zones d'entreprises et de promotion dans les zones d'entreprises.	Éventuellement toute entreprise s'installant ou agrandissant ses installations dans une zone d'entreprises désignée. Toutefois, des programmes spécifiques ciblent les activités de transformation des produits agricoles, les activités manufacturières et la R-D.	Sont accordés un crédit à l'investissement de 3% pour les investissements dans des équipements devant être utilisés exclusivement dans la zone; un crédit d'impôt sur le revenu de 25% (ne devant pas excéder 50 000 dollars) pour la rénovation d'immeubles vacants; un crédit de 10% (pour les employeurs) des dépenses de formation en cours d'emploi; un crédit d'impôt de 500 dollars pour chaque nouveau salarié à temps plein, un crédit additionnel de 500 dollars pour chaque salarié à temps plein engagé dans la transformation de produits agricoles ou dans des activités manufacturières et un crédit additionnel de 200 dollars pour chaque employé dont l'assurance maladie est payée par l'employeur; un crédit d'impôt de 3% pour les dépenses de R-D; et enfin, un crédit d'impôt de 25% (ne devant pas excéder 100 000 dollars) pour les contributions privées aux zones d'entreprises locales en vue de la réalisation de projets d'aménagement de zones d'entreprises. Les administrations locales ont par ailleurs la possibilité de rembourser les impôts fonciers locaux et/ou la taxe sur les ventes et l'usage perçue sur les ventes d'équipements et de fournitures.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Colorado	Remboursement de la taxe sur les ventes frappant les produits de la biotechnologie	Département du fisc	Remboursement d'impôt	Promouvoir les activités commerciales dans l'État.	"Contribuable qualifié" signifie une société C, telle que définie dans la section 39-22-103 (2.5), un partenariat, tel que défini dans la section 39-22-103 (5.6), une société à responsabilité limitée autre qu'une société C, une société S, telle que définie dans la section 39-22-103 (10.5), ou une entreprise individuelle qui achète, stocke, utilise ou consomme des biens meubles corporels devant être utilisés dans le Colorado directement ou principalement en R-D dans le domaine de la biotechnologie.	Pour l'année civile débutant le 1 <sup>er</sup> janvier 1999 et pour chaque année civile suivante, chaque contribuable qualifié est habilité à demander un remboursement de toutes les taxes du Colorado sur les ventes et l'usage, versées par celui-ci, conformément aux parties 1 et 2 de cet article, pour la vente, le stockage, l'utilisation ou la consommation de biens meubles corporels devant être utilisés dans le Colorado directement ou principalement en R-D dans le domaine de la biotechnologie pendant l'année civile considérée. Pour demander un remboursement, un contribuable qualifié doit présenter sa demande au Département du fisc en utilisant un formulaire fourni par ce Département. Cette demande doit être soumise au plus tôt le 1 <sup>er</sup> janvier et au plus tard le 1 <sup>er</sup> avril de l'année civile suivant l'année civile pour laquelle le remboursement est demandé. La demande doit être accompagnée d'une preuve de paiement des taxes sur les ventes et l'usage versées par le contribuable qualifié pendant l'année civile précédente.	Programme en cours
Colorado	Mesure d'incitation du Colorado en faveur des films	Projet de loi n° 06-1362	Réduction (en vigueur à compter du 5 juin 2006)	Encourager la production cinématographique et télévisuelle dans l'État.	Industrie cinématographique/télévisuelle.	Réduction de 10% sur les coûts de production techniques d'un film, d'un documentaire ou d'un programme de télévision.	Programme en cours
Colorado	Fonds d'encouragement au titre des réalisations	Office du développement économique et du commerce international	Incitations monétaires en faveur des nouveaux emplois rémunérés au-dessus du salaire moyen	Développer l'emploi au Colorado.	Nouvelles entreprises admissibles ou entreprises qui s'élargissent au Colorado.	De 1 500 dollars à 4 500 dollars par poste en fonction du taux de salaire moyen et de la localisation de l'entreprise.	Expiration: exercice budgétaire 2011

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Colorado	Mesures d'incitation <i>ad hoc</i>	Commission du développement économique du Colorado et OEDIT	Incitations monétaires; fonds en faveur de la formation professionnelle	Développer l'emploi au Colorado.	Lockheed Martin.	Le Colorado fournira des fonds d'un montant total de 900 000 dollars, qui seront déboursés à raison de 3 000 dollars pour chaque nouvel emploi créé. En janvier 2008, aucun montant n'avait été déboursé.	2007 – 2011
Connecticut	Crédit d'impôt au titre de la formation d'apprentis aux métiers du secteur manufacturier, du secteur des plastiques et activités connexes et aux métiers de la construction – § 12-217g	Département du travail du Connecticut	Crédit d'impôt	Crédit d'impôt accordé au titre du Gen. Stat. 12-217g, modifié par P.A. 97-295.	Crédit accordé dans l'ensemble de l'État. Métiers du secteur manufacturier (machinistes, outilleurs-ajusteurs, réparateurs de machines-outils) du secteur des plastiques et activités connexes et métiers de la construction.	Métiers du secteur manufacturier et du secteur des plastiques et activités connexes: une entreprise peut demander un crédit d'impôt maximal de 4 800 dollars par apprenti. Le montant du crédit est le moindre des deux montants suivants: 50% des salaires réels versés ou du nombre total d'heures de travail multiplié par 4,00 dollars, ou 4 800 dollars. Métiers de la construction: une entreprise peut demander un crédit d'impôt allant jusqu'à 4 000 dollars par apprenti. Le montant du crédit est le moindre des montants suivants: 50% des salaires réels versés ou nombre annuel total d'heures de travail multiplié par 2 dollars ou 4 000 dollars.	Programme en cours
Connecticut	Fonds pour un meilleur accès aux capitaux: villes	Administration du développement du Connecticut	Prêt	Accès aux prêts bancaires par l'utilisation d'une assurance-crédit de portefeuille. Réserves pour règlements en suspens jusqu'à 29,5%, utilisées pour favoriser les prêts bancaires dans des zones ciblées. Jusqu'à 9,5% de réserve en espèces déposés pour d'autres prêts aux petites entreprises. Prêts directs jusqu'à 250 000 dollars pour les bâtiments, les équipements et le capital circulant pour des projets spécialisés.	Les bénéficiaires ciblés sont les entreprises établies dans les comtés de New London et de Windham ou dans l'une des 25 municipalités désignées. Importance particulière accordée aux entreprises dirigées par des membres des groupes minoritaires et par des femmes. Prêts de soutien aux petites entreprises offerts aux entreprises comptant 100 employés à temps plein ou moins.	L'approbation préalable de l'Administration du développement du Connecticut n'est pas nécessaire pour les nouveaux prêts bancaires jusqu'à 250 000 dollars. Montant maximum d'un prêt: 500 000 dollars. Durée maximum: 15 ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Connecticut	Fonds de croissance du Connecticut	Administration du développement du Connecticut	Prêt	Le programme a pour objet de financer les petites entreprises de sous-traitance et les entreprises dirigées par des membres des groupes minoritaires qui pourraient avoir des difficultés à obtenir un financement commercial. Prêts directs de l'État et la prise de participation, gérés par l'Administration du développement du Connecticut en faveur des petites entreprises pour le financement des immobilisations, le capital circulant et le capital de démarrage des entreprises vitales pour l'économie du Connecticut. Prêts de financement particulier disponibles pour certaines entreprises qui ne peuvent pas obtenir de financement classique, y compris petites entreprises de sous-traitance, entreprises dirigées par des membres des groupes minoritaires ou autres entreprises en difficulté. Les besoins en capital circulant sont déterminés en examinant les obligations à court terme de l'emprunteur potentiel, telles que les salaires, taxes et dettes exigibles. Aucun prêt n'est accordé aux entreprises non rentables.	Toute petite entreprise à but lucratif dont les ventes brutes, y compris celles de sociétés affiliées, n'ont pas dépassé 25 millions de dollars au cours du dernier exercice budgétaire.	Les montants des prêts sont compris entre 50 000 dollars et 4 millions de dollars, la part des prêts accordés pour des biens immobiliers ne pouvant pas dépasser 90% de leur coût ni une durée de 20 ans; la part consacrée aux machines ou aux équipements ne peut pas dépasser 80% du coût ni une durée de dix ans; et la part consacrée au capital circulant ne peut pas dépasser les montants jugés nécessaires par l'administration, pour une durée maximale de sept ans. Le taux d'intérêt est de 50% du taux à 30 ans du Trésor américain en cours le premier jour de chaque trimestre civil. Limite de 4 millions de dollars pour chaque emprunteur ou "petite société d'investissement" (SBIC) et jusqu'à 1 million de dollars pour les entreprises de développement étatiques ou locales.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Connecticut	Connecticut Innovations	Connecticut Innovations, Inc.	Fonds propres	Création et croissance durable d'un ensemble d'entreprises de haute technologie, vitales pour l'avenir du Connecticut.	Pour être admissible au titre de client du portefeuille de Connecticut Innovations, une entreprise doit posséder une technologie brevetée, dans la mesure où cette condition sert généralement de garantie pour obtenir les fonds.	Le financement nécessaire à l'élaboration de produits spécifiques est disponible à hauteur de 40% minimum du financement du projet, pour un montant compris entre 50 000 dollars et 1 000 000 de dollars. Les entreprises peuvent demander un financement pouvant atteindre 500 000 dollars au titre du CTP. Les investissements sont structurés en faisant appel à divers outils, y compris dettes, prises de participation, financements assimilables à des prises de participation et redevances. Généralement, le fonds demande un taux de rendement annuel composé de 25 à 40%. La structure de la durée d'investissement dépend de l'évaluation du risque effectuée par le personnel de Connecticut Innovations et des besoins de l'entreprise.	Programme en cours
Connecticut	Zone du corridor d'entreprises	Département du développement économique et communautaire	Imposition mixte	Les zones du corridor d'entreprises sont situées le long de la Route 8 dans la Naugatuck Valley et l'Interstate 395 dans la partie orientale de l'État. Les avantages dont dispose une zone du corridor d'entreprises sont les mêmes que ceux d'une zone d'entreprises, ils sont soumis aux mêmes termes et conditions d'admissibilité.	Les collectivités situées dans les zones du corridor sont: Ansonia, Beacon Falls, Derby, Griswold, Killingly, Lisbon, Naugatuck, Plainfield, Putnam, Seymour, Sprague, Sterling, Thompson, Torrington et Winchester. Les municipalités des zones du corridor d'entreprises ne sont pas classées comme des collectivités ciblées pour l'investissement et ne peuvent donc pas bénéficier des avantages du programme d'emplois en zone urbaine.	Dans une zone du corridor d'entreprises, pour obtenir le crédit renforcé de 50% de l'impôt sur le chiffre d'affaires des sociétés, 30% des nouveaux employés à plein temps doivent être résidents de la collectivité dans laquelle le projet est créé et être admissibles au titre de la JTPA.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Connecticut	Crédit d'impôt pour zone d'entreprises ou zone orientée vers le divertissement	Département du développement économique et communautaire du Connecticut	Crédit d'impôt	Crédit d'impôt pour réimplanter ou élargir des installations dans une zone d'entreprises désignée ou une zone orientée vers le divertissement.	Zones d'entreprises ou zones orientée vers le divertissement. Fabricants, entreprises de R-D, entreprises de services d'entreposage et autres, et entreprises actives dans le secteur du divertissement, au sens de la réglementation pertinente.	Crédit d'impôt de 25 ou de 50% de l'impôt du Connecticut sur le chiffre d'affaires des sociétés. Les entreprises peuvent demander à bénéficier de ce crédit pendant dix ans à compter de la première année suivant la certification.	Programme en cours
Connecticut	Programme des zones d'entreprises	Département du développement économique et communautaire du Connecticut	Imposition mixte	Le Programme des zones d'entreprises du Connecticut est un partenariat entre l'État et les collectivités locales afin de promouvoir un sain développement commercial et résidentiel, et la création et le maintien des emplois. Il concerne de nombreuses incitations étatiques et locales pour des zones spécifiques de 17 municipalités du Connecticut.	Fabricants et entreprises de certains secteurs admissibles des services des collectivités ciblées pour l'investissement. Programme axé sur les entreprises du secteur manufacturier et de certains secteurs de services, ainsi que sur la recherche-développement liée à la fabrication et à la distribution de produits manufacturés. Les installations admissibles comprennent des installations nouvellement construites, des installations vacantes depuis au moins un an avant leur acquisition par location ou vente, et des installations ayant été largement rénovées ou élargies.	Les installations manufacturières situées dans les zones sont admissibles pour les incitations suivantes: 1) abattement de 80% sur cinq ans des impôts locaux pour les améliorations foncières et l'acquisition de biens mobiliers corporels; 2) crédit de 25% sur dix ans de l'impôt sur le chiffre d'affaires des sociétés, de 50% si au moins 5% des nouveaux salariés viennent de la zone d'entreprises ou de la population défavorisée de la municipalité; 3) prêts à faible taux d'intérêt et aide technique gratuite; 4) formation à l'emploi et aide au placement; 5) exemption des taxes sur les transferts fonciers et des taxes sur la vente des pièces détachées des machines perçues par le Connecticut. Les entreprises commerciales comme les installations résidentielles (lorsque les occupants respectent les critères de niveau de revenu maximum) sont admissibles pour un report d'impôt graduel de sept ans suite à des évaluations sur les améliorations en termes de pauvreté, des exonérations de la taxe sur les transferts fonciers perçue par le Connecticut et des incitations locales.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Connecticut	Loi sur l'aide aux industries manufacturières	Département du développement économique et communautaire du Connecticut	Prêt	Le plus complet des programmes de financement du Département, cette loi prévoit le financement de tout un éventail de projets.	Dans l'ensemble de l'État. Entreprises manufacturières ou à base économique ou relevant des codes du Système de classification industrielle de l'Amérique du Nord ci-après: codes 311111 à 339999 ou 493110, 493120, 493130, 493190, 511210, 512110, 512120, 512191, 522210, 522293, 522294, 522298, 522310, 522320, 522390, 523110, 523120, 523130, 523140, 523210, 523910, 524113, 524114, 524126, 524127, 524128, 524130, 524292, 541711, 541712, 551111, 551112, 551114, 561422, 611310, 611410, 611420, 611430, 611513, 611519, 611710 et 624410 ou toute entreprise qui fait partie d'un groupement économique ou tout établissement, ou unité auxiliaire ou opérationnelle de celui-ci, tels qu'ils sont définis dans le Manuel du système de classification industrielle de l'Amérique du Nord, qui a démontré à la satisfaction du Commissaire qu'elle/il satisfaisait aux conditions requises, y compris financières, pour mener à bien un projet de développement d'entreprise.	Financement de 50% du coût total du projet; jusqu'à 75% pour les coentreprises entre deux municipalités ou plus; jusqu'à 90% dans des collectivités ciblées pour l'investissement; et jusqu'à 100% pour des projets de diversification de la défense. Les prêts au titre du développement économique de l'État ont généralement une durée de dix ans étant donné que les bénéficiaires de cette aide financière sont juridiquement tenus de poursuivre leurs activités dans l'État pendant dix ans. Cependant, l'État est habilité à fixer la durée qu'il estime appropriée. Les taux d'intérêt pratiqués dans le cadre du programme sont légèrement inférieurs aux taux du marché. Le montant maximal de l'aide est plafonné à 10 millions de dollars.	Programme en cours
Connecticut	Crédits d'impôt à la fabrication pour les installations situées dans les municipalités en difficulté et les zones d'entreprises	Département du service fiscal du Connecticut	Crédit d'impôt	Crédits d'impôt allant jusqu'à 50% par l'intermédiaire du Département du développement économique et communautaire (DCED) pour les entreprises (y compris les installations manufacturières) situées dans des municipalités en difficulté et des zones d'entreprises désignées dans le Connecticut.	Entreprises (y compris les installations manufacturières) situées dans des municipalités en difficulté et des zones d'entreprises désignées dans le Connecticut.	Non disponible.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Connecticut	Crédit d'impôt pour entreprises manufacturières établies dans une région à fort taux de chômage	Département du développement économique et communautaire du Connecticut	Crédit d'impôt	La partie de l'impôt sur le chiffre d'affaires des sociétés attribuable à une installation manufacturière établie dans une municipalité en difficulté peut faire l'objet d'un crédit d'impôt.	Incitation destinée aux entreprises situées dans des régions en difficulté.	Le crédit est valable pour dix ans à compter de la première année qui suit la certification.	Programme en cours
Connecticut	Crédits d'impôt pour les fabricants situés dans des collectivités ciblées pour l'investissement du Connecticut	Département du développement économique et communautaire du Connecticut	Crédit d'impôt	Crédit d'impôt de dix ans pour les entreprises qui se réimplantent ou s'élargissent dans l'une des collectivités ciblées pour l'investissement du Connecticut.	Collectivités ciblées pour l'investissement – les activités admissibles comprennent des investissements dans des entreprises manufacturières ou dans des activités de R-D dans le secteur manufacturier.	Crédit d'impôt sur les sociétés de 25% pendant dix ans.	Programme en cours
Connecticut	Financement par de nouvelles taxes foncières	Administration du développement du Connecticut	Obligations	Obligations exonérées d'impôt et obligations imposables pour des projets de développement économique spéciaux, en utilisant les recettes issues de nouvelles taxes comme sécurité partielle pour les obligations.	Projets de développement économique à grande échelle approuvés par l'Administration avant le 1 <sup>er</sup> juillet 1996 et jugés autosuffisants par la création de taxes nouvelles perçues sur les ventes, l'admission, les cabarets.	Vente négociée ou offre concurrentielle avec les acquéreurs d'obligations, élaborée en coopération avec le Trésorier du Connecticut. Les durées sont généralement de dix et 30 ans.	Programme en cours
Connecticut	Programme d'emplois en zone urbaine	Département du développement économique et communautaire	Imposition mixte	Incitations accordées aux entreprises manufacturières afin de les encourager à s'établir ou à agrandir leurs installations industrielles dans les collectivités ciblées pour l'investissement dans le Connecticut. Les incitations sont principalement des incitations fiscales.	Il existe actuellement 17 collectivités ciblées pour l'investissement.	Les entreprises situées dans les zones ciblées sont admissibles pour les incitations suivantes: 1) abattement de 80% de l'impôt foncier local frappant les biens immeubles et les biens meubles pendant cinq ans; 2) réduction de 25% de l'impôt sur le chiffre d'affaires des sociétés pendant dix ans; 3) prêts de capital circulant aux petites entreprises; et 4) réduction de 0,5% des impositions du Connecticut afférentes aux garanties hypothécaires industrielles. Les propriétaires d'installations ont droit aux incitations en rapport avec l'impôt foncier; toutes les autres incitations s'adressent exclusivement aux occupants des installations.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Connecticut	Fonds de développement de MetroHartford	Département du développement économique et communautaire	Prêt	Améliorer les perspectives d'emploi en facilitant la création, l'expansion ou la relocation d'entreprises dans MetroHartford.	1) Entreprises dont l'objectif est de créer de nouveaux emplois les trois années suivantes dans la zone de MetroHartford. 2) Entreprises appartenant aux "pôles de développement" suivants: secteur manufacturier, services financiers, services médicaux, technologie de l'information, distribution, tourisme/divertissement et technologies environnementales.	Le montant maximal d'un prêt est de 350 000 dollars par projet. La plupart des prêts s'élèvent à 20 000 dollars par nouvel emploi fixe à plein temps créé au cours des trois années suivantes.	Programme en cours
Connecticut	Subventions pour des projets du domaine de la technologie de l'information	Administration du développement du Connecticut	Don	Encourager les développeurs et les entreprises à utiliser les friches industrielles ou les sites industriels des communautés urbaines.	Développeurs et entreprises se lançant dans des projets appartenant au domaine de la technologie de l'information devant se trouver dans une zone d'entreprise, des communautés urbaines ou des zones en difficulté.	Non disponible.	Programme en cours
Connecticut	Usines manufacturières qualifiées	Département du développement économique et communautaire	Crédit d'impôt et abatement d'impôt	Encourager le développement des entreprises dans l'État.	Toute communauté d'investissement ciblée ayant désigné, avec l'approbation du Commissaire du Département du développement économique et communautaire, une usine manufacturière vide ou sous-utilisée d'une surface minimale de 500 000 pieds carrés.	1) Abattement de 80% sur cinq ans des taxes foncières locales. 2) Abattement de 25% sur dix ans ou crédit de 50% de cette partie de l'impôt sur les sociétés du Connecticut.	Programme en cours
Connecticut	Zone de gare ferroviaire	Département du développement économique et communautaire	Crédit d'impôt et abatement d'impôt	Fournir une aide en faveur des gares ferroviaires sous-utilisées.	Toute communauté d'investissement ciblée ayant désigné, avec l'approbation du Commissaire du Département du développement économique et communautaire, une gare ferroviaire sous-utilisée située en dehors de la zone d'entreprises.	1) Abattement de 80% sur cinq ans des taxes foncières locales. 2) Abattement de 25% sur dix ans ou crédit de 50% de cette partie de l'impôt sur les sociétés du Connecticut.	Programme en cours
Connecticut	Programme de garantie des prêts commerciaux en zone urbaine du Connecticut	Département du développement économique et communautaire	Prêt	Favoriser la croissance des petites entreprises dans des pôles industriels choisis des communes suivantes: Waterbury, Hartford, New Britain, Bridgeport et New Haven	Petites entreprises.	Les montants des prêts sont compris entre 50 000 et 250 000 dollars; des taux d'intérêt fixes réduits sont appliqués et des frais de dossiers représentant 1% du montant sont perçus.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Connecticut	Crédit d'impôt en faveur de l'animation numérique – §12-217ll	Commission de la culture et du tourisme du Connecticut	Crédit d'impôt	Encourager la production de films dans l'État.	Industrie cinématographique.	Pour les exercices commençant le 1 <sup>er</sup> janvier 2007 ou après, toute société de production de films d'animation certifiée par l'État engageant des dépenses ou des frais de production excédant 50 000 dollars sera admissible au bénéfice d'un crédit d'impôt égal à 30% de ces dépenses ou frais de production. Les crédits sont cessibles (vendables).	Programme en cours
Connecticut	Crédit d'impôt en faveur des infrastructures pour la production de films – §12-217kk	Commission de la culture et du tourisme du Connecticut	Crédit d'impôt	Encourager la production de films dans l'État.	Industrie cinématographique.	Pour les projets d'infrastructure certifiés par l'État qui coûtent plus de 15 000 dollars et moins de 150 000 dollars, chaque contribuable peut bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 10% de son investissement. Pour les projets certifiés par l'État qui coûtent 150 000 dollars ou plus, mais moins d'un million de dollars, chaque contribuable peut bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 15% de son investissement. Pour les projets certifiés par l'État qui coûtent un million de dollars ou plus, chaque contribuable peut bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 20% de son investissement. Les crédits sont cessibles (vendables).	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Connecticut	Crédit d'impôt en faveur de la production de films – §12-217jj	Commission de la culture et du tourisme du Connecticut	Crédit d'impôt	Encourager la production de films dans l'État.	Industrie cinématographique.	Pour les projets d'infrastructure certifiés par l'État qui coûtent plus de 15 000 dollars et moins de 150 000 dollars, chaque contribuable peut bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 10% de son investissement. Pour les projets certifiés par l'État qui coûtent 150 000 dollars ou plus, mais moins d'un million de dollars, chaque contribuable peut bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 15% de son investissement. Pour les projets certifiés par l'État qui coûtent un million de dollars ou plus, chaque contribuable peut bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 20% de son investissement. Les crédits sont cessibles (vendables).	Programme en cours
Connecticut	Financement des projets concernant les friches industrielles et les technologies de l'information au Connecticut par l'accroissement des recettes fiscales	Administration du Connecticut chargée du réaménagement des friches industrielles (CBRA)	Incitations fiscales et dons	Encourager la reconversion des friches industrielles et la création d'emplois.	Investisseurs qui investissent dans le réaménagement des friches industrielles à Bridgeport.	Non disponible.	Programme en cours
Connecticut	Programme d'incitations fiscales en faveur du développement	Département du développement économique et communautaire	Incitations fiscales	Accroître les investissements commerciaux à Bridgeport.	Les projets admissibles doivent: a) avoir des coûts de construction ou de réhabilitation estimés à 3 000 000 de dollars au moins; b) s'ils sont situés dans une zone d'entreprises, avoir des coûts de construction, de réhabilitation et/ou des coûts en machines et équipements estimés à 1 000 000 de dollars au moins.	Non disponible.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Connecticut	Crédit d'impôt en faveur du réinvestissement dans des sites urbains et industriels – § 32-9t	Département du développement économique et communautaire du Connecticut	Crédit d'impôt	Encourager l'investissement dans les centres urbains du Connecticut et le réaménagement des sites industriels contaminés.	Les requérants admissibles qui réalisent un investissement qui créera une nouvelle activité économique notable, accroîtra l'emploi dans une nouvelle installation et engendrera d'importantes recettes fiscales supplémentaires pour la municipalité et l'État. Si l'investissement est réalisé par un fonds d'investissement, le fonds doit avoir une valeur de l'actif d'au moins 60 millions de dollars. S'il est réalisé par un contribuable l'investissement doit s'élever au moins à 5 millions de dollars.	Les projets peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur les sociétés d'un dollar pour un dollar pouvant aller jusqu'à 100% de l'investissement dans une limite de 100 000 000 dollars. Le crédit est déboursé sur dix ans. Les crédits sont cessibles (vendables).	Programme en cours
Connecticut	Mesures d'incitation <i>ad hoc</i>	Département du développement économique et communautaire	Prêts et incitations fiscales	Encourager la rénovation de deux bassins de carénage du fabricant de sous-marins.	General Boats/General Dynamics.	20 millions de dollars.	Programme en cours
Connecticut	Prêts directs	Administration du développement du Connecticut	Prêt	Compléter les besoins en capitaux des secteurs économiques de base qui maintiendront ou créeront des emplois au Connecticut. Les utilisations admissibles des fonds comprennent: fonds de roulement à terme, achat de machines et d'équipements, achat, construction, expansion ou modernisation d'installations, prêts hypothécaires pour les biens immobiliers occupés par le propriétaire, assainissement et réaménagement des friches industrielles.	Secteurs économiques de base.	250 000 dollars à 5 millions de dollars avec une échéance adaptée à chaque transaction – jusqu'à 20 ans.	Programme en cours
Connecticut	Obligations-recettes industrielles à l'intention des fabricants	Administration du développement du Connecticut	Prêt	Fournir un financement à moindre coût exonéré d'impôt aux fabricants afin d'encourager l'installation, l'expansion et le maintien des fabricants au Connecticut.	Fabricants.	Jusqu'à 10 millions de dollars pour une période allant jusqu'à 40 ans ou 120% de la durée de vie économique de l'actif financé.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Connecticut	Fonds de crédit renouvelable en faveur des friches industrielles du Connecticut	Département du développement économique et communautaire de l'État du Connecticut	Prêt	Faciliter l'assainissement des propriétés contaminées au Connecticut.	Fonds de l'EPA administrés par l'État en faveur de l'assainissement des zones polluées situées dans n'importe quelle municipalité du Connecticut.	Non disponible.	Programme en cours
Connecticut	Fonds d'assurance spécial en faveur de l'assainissement des propriétés contaminées	Département du développement économique et communautaire du Connecticut	Prêt	Fournir une aide aux municipalités, aux promoteurs ou aux propriétaires pour les études des phases II et III, les plans d'action pour l'assainissement (RAP), la démolition des structures et les activités d'assainissement.	Le propriétaire actuel du site, le futur propriétaire ou le promoteur du site, ou la municipalité dans laquelle se trouve le site.	Le programme fournit un prêt-relais permettant au requérant de procéder à des études, à la démolition et à l'assainissement du site. Les intérêts sont versés pendant la durée du prêt et le principal est remboursé à l'échéance voire ultérieurement, au moment de la location ou de la vente en crédit-bail du site, ou lorsque l'assainissement de l'environnement est terminé.	Programme en cours
Connecticut	Programme d'action pour l'assainissement des sites urbains (USRAP)	Département du développement économique et communautaire du Connecticut	Prêt	En faveur des projets importants pour l'économie et la qualité de vie au Connecticut. Le site doit être situé dans une municipalité en difficulté.	Propriétaires ou promoteurs de propriétés contaminées qui souhaitent étudier et assainir le site et qui sont en mesure de le faire.	Ce programme fournit un capital d'amorçage pour faciliter le transfert, la réutilisation et le réaménagement des propriétés.	Programme en cours
Connecticut	Ligne de crédit en faveur des prêts à terme	Administration du développement du Connecticut	Prêt	Ligne de crédit d'un an se convertissant en prêt à terme avec amortissement total destiné à aider les entreprises du Connecticut à s'étendre au Connecticut.	Secteurs économiques de base.	250 000 dollars à 1 million de dollars avec une durée n'excédant pas sept ans.	Programme en cours
Connecticut	Prêts avec participation	Administration du développement du Connecticut	Prêt	Prêt direct subordonné avec participation consenti par des prêteurs du secteur privé permettant à ceux-ci de satisfaire aux exigences financières de leurs emprunteurs.	Secteurs économiques de base.	250 000 dollars à 5 millions de dollars avec une échéance adaptée à chaque transaction – jusqu'à 20 ans.	Programme en cours
Connecticut	Prêts garantis	Administration du développement du Connecticut	Garantie de prêts	Aider les prêteurs du secteur privé à satisfaire aux exigences financières de leurs clients.	Secteurs économiques de base.	Les garanties peuvent couvrir totalement les pertes à hauteur de 40% du solde du principal.	Programme en cours
Connecticut	Crédit d'impôt de 25% en faveur des installations manufacturières – § 12-217e	Département du développement économique et communautaire du Connecticut	Crédit d'impôt	Encourager les fabricants à s'installer dans une zone d'entreprises ou autre zone bénéficiant des avantages des zones d'entreprises.	Fabricants assujettis à un impôt exigible au titre du chapitre 208 des lois générales du Connecticut (impôt sur les sociétés).	Un crédit d'impôt égal à 25% de l'impôt imputable à une installation manufacturière située dans une communauté d'investissement ciblé ou une zone d'entreprises (ou autre zone bénéficiant des avantages des zones d'entreprises).	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Connecticut	Crédit d'impôt de 50% en faveur des installations manufacturières situées dans une zone d'entreprises (ou autre zone bénéficiant des avantages des zones d'entreprises) – § 12-217e	Département du développement économique et communautaire du Connecticut	Crédit d'impôt	Encourager les fabricants et certaines autres entreprises à s'installer dans une zone d'entreprises ou autre zone bénéficiant des avantages des zones d'entreprises.	Fabricants assujettis à un impôt exigible au titre du chapitre 208 des lois générales du Connecticut (impôt sur les sociétés) et entreprises menant des activités de recherche, de développement ou de production en biotechnologie, en pharmacie ou en photonique, n'ayant pas plus de 300 employés, situées dans une municipalité qui dispose d'un important centre de recherche universitaire proposant des programmes en biotechnologie, en pharmacie ou en photonique, ainsi que d'une zone d'entreprises.	Un crédit d'impôt de 50% sur l'impôt imputable à une installation manufacturière située dans une zone d'entreprises désignée (ou autre zone désignée bénéficiant des avantages des zones d'entreprises) est disponible pour les installations manufacturières qui satisfont à certains critères en matière d'emploi: zones d'entreprises, collectivités ciblées pour l'investissement, zones orientées vers le divertissement, usines manufacturières qualifiées, zones de gare ferroviaire, zones municipales contiguës, zones du corridor d'entreprises, zones d'usines de la défense et zones d'usines manufacturières.	Programme en cours
Connecticut	Crédit d'impôt au titre des zones d'entreprises en faveur des sociétés admissibles – § 12-217v	Département du développement économique et communautaire du Connecticut	Crédit d'impôt	Encourager les entreprises à s'installer dans l'une des zones d'entreprises du Connecticut ou dans une autre zone bénéficiant des avantages des zones d'entreprises.	Entreprises admissibles établies dans une zone désignée comme bénéficiant des avantages des zones d'entreprises qui satisfont à certains niveaux d'emploi et qui sont assujetties à un impôt exigible au titre du chapitre 208 des lois générales du Connecticut (impôt sur les sociétés).	Les entreprises peuvent demander à bénéficier de ce crédit pendant dix ans à compter de la première année suivant la certification. 100% de l'impôt sur le revenu des sociétés exigible pour les années 1 à 3 et 50% de l'impôt sur le revenu des sociétés exigible pour les années 4 à 10.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Connecticut	Crédit d'impôt au titre des dépenses en machines et équipements – §12-217o	Département du développement économique et communautaire du Connecticut	Crédit d'impôt	Encourager les entreprises à réaliser des investissements en machines et équipements dans l'État.	Un crédit d'impôt est disponible pour les dépenses en machines et équipements des entreprises qui n'ont pas plus de 800 employés permanents à temps plein au Connecticut. Le crédit d'impôt est basé sur le pourcentage du montant des dépenses en machines et équipements achetés pour être installés dans une installation située au Connecticut qui excède le montant des dépenses en machines et équipements au cours de l'exercice précédent.	Crédit de 5%: un crédit d'impôt égal à 5% de l'accroissement différentiel des dépenses en machines et équipements est disponible si l'entreprise emploie entre 251 et 800 employés permanents à temps plein dont les traitements, salaires ou autres rémunérations sont versés au Connecticut. Crédit de 10%: un crédit d'impôt égal à 10% de l'accroissement différentiel des dépenses en machines et équipements est disponible si l'entreprise n'emploie pas plus de 250 employés permanents à temps plein dont les salaires, traitements ou autres rémunérations sont versés au Connecticut.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Connecticut	Crédit d'impôt pour dépenses (non cumulatives) de recherche-développement – § 12-217n	Département du service fiscal du Connecticut	Crédit d'impôt	Encourager les entreprises à investir dans la recherche-développement à l'intérieur de l'État.	Entreprises assujetties à un impôt exigible au titre du chapitre 208 des lois générales du Connecticut (impôt sur les sociétés).	Les petites entreprises admissibles peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt provisoire égal à 6% de leurs dépenses de R-D. Les entreprises effectuant un investissement inférieur ou égal à 50 millions de dollars dans la R-D sont admissibles à bénéficier d'un crédit d'impôt de 1%; les entreprises effectuant un investissement supérieur à 50 millions de dollars mais inférieur ou égal à 100 millions de dollars dans la R-D sont admissibles à bénéficier d'un crédit d'impôt de 500 000 dollars + 2% pour toute somme investie au-delà de 50 millions de dollars; les entreprises effectuant un investissement supérieur à 100 millions de dollars mais inférieur ou égal à 200 millions de dollars dans la R-D sont admissibles à bénéficier d'un crédit d'impôt de 1 500 000 dollars + 4% pour toute somme investie au-delà de 100 millions de dollars; et les entreprises effectuant un investissement supérieur à 200 millions de dollars dans la R-D sont admissibles à bénéficier d'un crédit d'impôt de 5 500 000 dollars + 6% pour toute somme investie au-delà de 200 millions de dollars. Les sociétés ayant leur siège dans une zone d'entreprises, dont les recettes sont supérieures à 3 milliards de dollars et dont les effectifs dépassent 2 500 employés peuvent choisir de multiplier par 3,5 leurs dépenses de R-D au lieu d'utiliser le pourcentage de crédit indiqué ci-dessus.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Connecticut	Crédit d'impôt en faveur de la recherche-développement pour les dons destinés aux établissements d'enseignement supérieur -§ 12-217l	Département du service fiscal du Connecticut	Crédit d'impôt	Encourager les entreprises à investir dans la recherche-développement à l'intérieur de l'État	Entreprises assujetties à un impôt exigible au titre du chapitre 208 des lois générales du Connecticut (impôt sur les sociétés).	Un crédit d'impôt est disponible pour l'accroissement différentiel des dépenses consenties par les sociétés pour tout don ou ensemble de dons en faveur de tout établissement d'enseignement supérieur au Connecticut aux fins de la recherche-développement liée à la réalisation d'avancées technologiques.	Programme en cours
Connecticut	Crédit d'impôt sur la commission de garantie en faveur des petites entreprises	Département du service fiscal du Connecticut	Crédit d'impôt	Encourager le développement et la croissance des petites entreprises au Connecticut.	Entreprises admissibles en tant que petites entreprises au titre de la partie 121, 13 CFR, dont les recettes brutes sont inférieures ou égales à 5 millions de dollars pour l'exercice pendant lequel le crédit est accordé pour la première fois et qui sont assujetties à un impôt exigible au titre du chapitre 208 des lois générales du Connecticut (impôt sur les sociétés).	Le montant du crédit est égal au montant payé pendant l'exercice considéré par les petites entreprises à l'Administration fédérale des petites entreprises au titre de la commission de garantie pour l'obtention du financement garanti.	Programme en cours
Connecticut	Zone de développement de Bradley	Département du développement économique et communautaire du Connecticut	Crédit d'impôt	Avantages accordés dans les zones d'entreprises désignées de Windsor, Windsor Locks, East Granby et Suffield.	Sociétés admissibles établies dans une zone désignée à cette fin, atteignant certains niveaux d'emploi et assujetties à un impôt exigible au titre du chapitre 208 des lois générales du Connecticut (impôt sur les sociétés).	Les sociétés peuvent bénéficier de ce crédit pendant dix ans à compter de la première année suivant la certification. Le crédit est limité à 100% de l'impôt sur le revenu des sociétés exigible pour les années 1 à 3 et à 50% de l'impôt sur le revenu des sociétés exigible pour les années 4 à 10.	
Delaware	Programme d'accès du Delaware	Administration du développement économique du Delaware	Prêts	Fournir une source de financement aux entreprises qui, pour diverses raisons (par exemple, solvabilité) ne peuvent pas avoir accès aux sources de financement sous forme de prêts.	Entreprises qui cherchent des capitaux et ont constaté qu'elles ne peuvent pas avoir accès aux sources de financement traditionnelles.	Le montant fait l'objet d'une négociation entre la banque et l'emprunteur. Le programme d'accès du Delaware vise à fournir aux banques un instrument flexible et non bureaucratique leur permettant de financer des prêts commerciaux de nature plus risquée que les prêts bancaires conventionnels tout en satisfaisant à des critères de sécurité et de viabilité.	Supprimé



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Delaware	Fonds stratégique du Delaware	Administration du développement économique du Delaware	Prêt, don et incitation en capital	<p>Le fonds stratégique du Delaware constitue la première source que l'Administration du développement économique de Delaware utilise pour fournir une aide financière adaptée aux projets visant le maintien ou la création d'emplois ou à d'autres projets de développement économique de l'État. L'aide comporte généralement des dispositions relatives à la récupération. Le Fonds peut servir à financer des projets concernant, par exemple:</p> <p>a) des prêts ou des dons en faveur du développement économique; b) des prêts en faveur de l'industrie écologique; c) une aide au développement d'organismes publics; d) des dons-relais dans le cadre du programme SBIR; et e) des dons en faveur des friches industrielles.</p> <p>En général, les demandes d'aide financière adressées au Fonds stratégique sont d'abord examinées par la division du développement commercial du Bureau de développement économique du Delaware.</p>	Chaque projet admissible d'après des critères juridiques, réglementaires et politiques fera l'objet d'un processus comprenant le dépôt d'une demande dûment complétée, l'examen de cette demande du point de vue du personnel et du point de vue juridique, un examen de la demande et des autres documents requis pendant une réunion publique du Conseil de la finance du développement, un examen final du personnel, l'approbation du Président de l'Administration du développement économique du Delaware et enfin de l'établissement d'un contrat stipulant les conditions et modalités.	Variet en fonction des projets.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Delaware	Crédits d'impôt sur le revenu des sociétés	Département des finances du Delaware	Crédits d'impôt	Encourager la construction et l'agrandissement d'installations dans les branches d'activité ciblées au Delaware.	Entreprises des branches d'activités ciblées, dont les suivantes: manufacturiers; grossistes; laboratoires de recherches scientifiques, agricoles ou industrielles, ou de développement ou d'essai; fabricants d'unités centrales d'ordinateurs; sociétés d'ingénierie, services de renseignements sur le crédit de consommateurs; grossistes en logiciels; services de télécommunication et services d'aviation.	Les entreprises des secteurs d'activité ciblée ont droit à des crédits d'impôt sur le revenu des sociétés de 400 dollars pour chaque salarié embauché et de 400 dollars pour chaque nouvel investissement de 100 000 dollars. Si en plus elles s'installent dans une zone ciblée, elles ont aussi droit à un crédit d'impôt de 650 dollars pour chaque salarié embauché et de 650 dollars pour chaque nouvel investissement de 100 000 dollars. Les entreprises doivent investir un minimum de 200 000 dollars et créer au moins cinq nouveaux postes. Le total des crédits d'impôt dans une année d'imposition donnée ne peut excéder 50% de l'impôt exigible. Les crédits non utilisés peuvent être reportés à concurrence des dix ans que dure le programme. Certaines entreprises commerciales et de vente au détail qui s'établissent dans un des 30 secteurs de recensement ciblés et respectent les critères minimaux d'investissement et d'emploi ont droit à des crédits de 400 dollars par salarié embauché et de 400 dollars par investissement de 100 000 dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Delaware	Allègement de la taxe sur les recettes brutes en faveur des entreprises ciblées situées dans une zone ciblée	Département des finances du Delaware	Allègement fiscal	Il s'agit du prolongement des crédits d'impôt sur le revenu des sociétés. Les entreprises des branches d'activité ciblées situées dans une zone ciblée bénéficient d'un allègement supplémentaire de leur taxe sur les recettes brutes pendant 15 ans. L'allègement est de 100% les cinq premières années, 90% la sixième année et baisse de 10% chaque année, sauf la dernière (quinzième) année où il est de 5%.	Entreprises appartenant aux branches d'activités ciblées situées dans une zone ciblée.	Allègement de 100% les cinq premières années. Allègement de 90% la sixième année. Puis, 80% la septième année, etc. jusqu'à la quinzième et dernière année pour laquelle l'allègement est de 5%.	Programme en cours
Delaware	Allègement de la taxe sur les recettes brutes en faveur des entreprises appartenant aux branches d'activités ciblées	Département des finances du Delaware	Allègement fiscal	Il s'agit du prolongement des crédits d'impôt sur le revenu des sociétés. Ce programme complète la mesure d'incitation en accordant un allègement de la taxe sur les recettes brutes pendant dix ans. L'allègement est de 90% pendant la première année, de 80% la deuxième, etc. jusqu'à être de 5% pendant la dernière (dixième) année.	Entreprises appartenant aux branches d'activité ciblées pouvant bénéficier de crédits de l'impôt sur le revenu des sociétés.	Allègement de 90% la première année, de 80% la deuxième année, de 70% la troisième année, etc., jusqu'à la dernière (dixième) année pour laquelle l'allègement est de 5%.	Programme en cours
Delaware	Société de gestion de siège social (HMC)	Département des finances du Delaware	Allègement fiscal	Attirer les activités relevant des sièges sociaux des entreprises.	Siège social: En 2004, le Delaware a approuvé une nouvelle catégorie de société, visant à rendre l'État plus attractif pour la conduite d'activités relevant de sièges sociaux. Cette mesure a été prise en réaction à la pression que de nombreux États ont exercée sur les sociétés de portefeuille du Delaware. Les contribuables doivent créer des emplois ou accroître les dépenses ou accroître les emplois dans les services d'État pour être désignés comme HMC.	Les avantages concédés représentent un allègement de 20% des taxes payables pour chaque nouvel employé du Delaware. Les HMC doivent payer au moins 5 000 dollars d'impôt.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Delaware	Loi sur l'aide aux quartiers	Département des finances du Delaware	Crédits d'impôt	Encourager les entreprises payant leurs impôts dans le Delaware à investir dans des quartiers défavorisés.	Entreprises participantes du Delaware.	Le crédit est égal à 50% du montant investi par une entreprise dans un programme d'aide aux quartiers pour les exercices fiscaux commençant le 1 <sup>er</sup> janvier 2000 ou après, à concurrence de 100 000 dollars. Un total de 500 000 dollars peut être attribué à chaque exercice budgétaire de l'État.	Programme en cours
Delaware	Crédit de la taxe d'enlèvement et de distribution de matériaux recyclés	Département des finances du Delaware	Crédits d'impôt	Encourager le recyclage.	Un contribuable ayant des activités d'enlèvement et de distribution de matériaux recyclés peut bénéficier de crédits à l'emploi et à l'investissement.	Les entreprises ciblées dont les activités de recyclage sont conformes à la définition qui en est donnée reçoivent un crédit d'impôt de 650 dollars par employé et par tranche d'investissement de 100 000 dollars. Les entreprises installées dans une zone ciblée sont en outre admissibles à bénéficier d'un crédit d'impôt de 900 dollars pour chaque salarié embauché et de 650 dollars pour chaque nouvel investissement de 100 000 dollars. Ces crédits ont une durée de dix ans et ne peuvent dépasser 50% de l'obligation fiscale annuelle des sociétés bénéficiaires.	Programme en cours
Delaware	Entreprises non ciblées situées dans une zone ciblée	Département des finances du Delaware	Crédit d'impôt et allègement de la taxe sur les recettes brutes	Encourager les entreprises ayant certaines activités commerciales et de vente au détail à s'installer dans des zones ciblées.	Entreprises commerciales et de vente au détail désignées.	Crédit de l'impôt sur le revenu des sociétés de 400 dollars pour chaque tranche d'investissement de 100 000 dollars et de 400 dollars par employé admissible.	Programme en cours
Delaware	Allègement de la taxe sur les recettes brutes en faveur des entreprises non ciblées situées dans une zone ciblée	Département des finances du Delaware	Allègement fiscal	Encourager les entreprises ayant certaines activités commerciales et de vente au détail à s'installer dans des zones ciblées.	Entreprises commerciales et de vente au détail désignées.	Programme d'une durée de dix ans offrant un allègement de 90% la première année, de 80% la deuxième, etc., jusqu'à la dernière (dixième) année pour laquelle l'allègement est de 5%.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Delaware	Crédits d'impôt sur le revenu des sociétés (branches d'activité et zones ciblées)	Département des finances du Delaware	Crédit d'impôt	Le Delaware a identifié des branches d'activité et des zones ciblées en vue de leur développement économique et prévoit des crédits d'impôt pour les installations nouvelles ou qui s'agrandissent admissibles pendant dix ans au maximum. Ce programme comporte une prescription de création d'emplois.	Les zones ciblées sont définies comme suit: a) bien immobilier détenu par les pouvoirs publics de tout niveau ou l'une de leurs agences; b) bien immobilier détenu par une organisation à but non lucratif gérée et utilisée uniquement dans le but de stimuler le développement économique; c) bien immobilier qui a été approuvé en tant que zone de commerce extérieur du Delaware; et d) l'un des 30 secteurs de faible revenu recensés dans le Delaware.	Les entreprises des secteurs d'activité ciblés ont droit à des crédits d'impôt sur le revenu des sociétés de 400 dollars pour chaque salarié embauché et de 400 dollars pour chaque nouvel investissement de 100 000 dollars. Si en plus elles s'installent dans une zone ciblée, elles ont aussi droit à un crédit d'impôt de 650 dollars pour chaque salarié embauché et de 650 dollars pour chaque nouvel investissement de 100 000 dollars. Les entreprises doivent investir un minimum de 200 000 dollars et créer au moins cinq nouveaux postes. Le total des crédits d'impôt dans une année d'imposition donnée ne peut excéder 50% de l'impôt exigible. Les crédits non utilisés peuvent être reportés à concurrence des dix ans que dure le programme. Certaines entreprises commerciales et de vente au détail qui s'établissent dans un des 30 secteurs de recensement ciblés et respectent les critères minimaux d'investissement et d'emploi ont droit à des crédits de 400 dollars par salarié embauché et de 400 dollars par investissement de 100 000 dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Delaware	Abattements de la taxe sur les services publics pour les usagers industriels	Département des finances du Delaware	Allègement (abattement) de la taxe sur les services publics	Aider les fabricants titulaires d'une licence. Les sociétés remplissant les conditions requises peuvent bénéficier d'un abattement de la taxe sur les services publics perçue sur la consommation nouvelle ou accrue de gaz et d'électricité pendant cinq ans. Le taux de la taxe sur les services publics est de 4,25%. Elle est abaissée à 2% pour la consommation d'électricité des fabricants et des entreprises agro-industrielles ou de transformation des produits alimentaires titulaires d'une licence. En outre, les constructeurs automobiles sont exemptés de la partie de la taxe concernant la consommation d'électricité.	Fabricants titulaires d'une licence remplissant les conditions requises pour pouvoir bénéficier de crédits ciblés.	L'abattement est de cinquante% (50%) de la taxe sur les services publics perçue sur la consommation nouvelle ou accrue de gaz et d'électricité pendant cinq ans.	Programme en cours
Delaware	Programme de promotion cinématographique	Commission cinématographique du Delaware	Exonération de la taxe de l'État sur les ventes	Promouvoir la production de films dans l'État.	Industrie cinématographique.	Pas d'impôt de l'État sur les ventes.	Programme en cours
District de Columbia	Fonds pour la promotion économique de l'industrie cinématographique	Office du film et de la télévision	Don	Promouvoir la production de films commerciaux et d'émissions de télévision.	Industrie du film/de la télévision.	Remboursement des dépenses liées à la production de films et d'émissions de télévision distribués nationalement pour des dépenses à Washington D.C. d'un montant minimum de 500 000 dollars sur cinq jours ou plus. La subvention ne dépasse pas 10% des dépenses admissibles ou 100% des taxes perçues par le District de Columbia sur les dépenses admissibles, le montant le moins élevé étant retenu.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
District de Columbia	Programme des zones d'entreprises	Bureau du maire adjoint chargé de la planification et du développement économique	Crédit d'impôt	Éventail d'incitations fiscales visant à encourager l'activité commerciale dans certains quartiers du district.	Entreprises du district de Columbia. Selon l'adresse, plusieurs critères s'appliquent à chacun des avantages éventuels. Carte des zones d'entreprises: <a href="http://www.dcbiz.dc.gov">www.dcbiz.dc.gov</a> .	Le programme des zones d'entreprises procure les avantages suivants: crédit d'impôt pour employés allant jusqu'à 3 000 dollars par employé résidant dans le district de Columbia (à temps plein ou partiel). Crédits au titre de l'accès à l'emploi allant jusqu'à 2 400 dollars par employé appartenant à l'un des groupes démographiques ciblés. Crédits au titre du bien-être au travail allant jusqu'à 3 500 dollars, puis 5 000 dollars, pour la première et la deuxième années de travail, respectivement, pour les travailleurs recevant, au titre de l'assistance aux familles à long terme, des obligations de zones d'entreprises. Financement des obligations exonérées d'impôt jusqu'à 15 millions de dollars d'emprunts à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché (jusqu'à 200 points de base en dessous du taux du marché). L'exclusion des gains en capital réalisés sur la vente d'actifs de la zone DC permet de retrancher les gains en capital issus de la vente ou de l'échange de biens admissibles du revenu brut (les biens doivent être détenus pendant plus de cinq ans).	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
District de Columbia	Entreprises de haute technologie admissibles	Loi du district de Columbia sur la transformation liée à la nouvelle cyber économie (NET 2000). Administré par l'Administration fiscale du district de Columbia	Incitations fiscales	Ensemble d'incitations réduisant le coût de l'activité commerciale pour les entreprises de haute technologie.	Entreprises qui emploient deux personnes ou plus, qui ont un bureau ou leur siège dans une zone de développement des hautes technologies désignée, et dont la majorité des recettes proviennent d'activités liées à des hautes technologies admissibles. Une carte est disponible à l'adresse <a href="http://dcbiz.dc.gov">dcbiz.dc.gov</a> .	5,8 millions de dollars (2010) Réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, de 9,975% à 6%, et, dans de nombreux cas, suppression de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pendant cinq ans; abattement de l'impôt sur les biens personnels admissibles pendant dix ans; gel de la valeur fiscale des biens immobiliers pendant cinq ans (c'est-à-dire aucune augmentation de l'impôt foncier); remboursements au titre de la relocalisation pouvant aller jusqu'à 5 000 dollars par employé relocalisé dans le District et jusqu'à 7 500 dollars si l'employé y rétablit aussi sa résidence principale; remboursements de salaires pouvant aller jusqu'à 5 000 dollars par personne embauchée; exonération de la taxe du District sur les ventes pour les achats de certains équipements technologiques et exonération de la taxe sur les ventes pour certains biens immatériels et certains services.	Programme en cours
Floride	Incitation financière en faveur de l'industrie du divertissement	Office du film et du divertissement	Remboursement en espèces	Promouvoir la production de films dans l'État.	Industrie du film.	15% du budget total, pour la Floride, d'une émission de divertissement filmée pour des dépenses d'un montant minimum de 850 000 dollars avec un remboursement maximum de 2 millions de dollars.	Programme en cours
Floride	Exonération de la taxe sur les ventes dans le secteur du divertissement en Floride	Office du film et du divertissement	Exonération fiscale	Promouvoir la production de films dans l'État.	Industrie du film.	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage pour l'achat ou la location de certains articles utilisés exclusivement dans le cadre des activités de production en Floride.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Floride	Mesure d'incitation pour les entreprises spécialisées dans les effets numériques et pour les projets de relocalisation	Office du film et du divertissement	Remise en espèces	Promouvoir la production de films dans l'État.	Industrie du film.	Remise de 5% sur les recettes annuelles brutes dans la limite de 100 000 dollars; les projets de relocalisation admissibles peuvent bénéficier d'une remise de 5% sur les recettes brutes réalisées en Floride au cours des 12 premiers mois, dans la limite de 200 000 dollars.	Programme en cours
Floride	Remboursement d'impôt pour la reconversion des friches industrielles	Département de la protection de l'environnement de la Floride	Remboursement d'impôt	Encourager la reconversion des friches industrielles et la création d'emplois.	Prévoit des incitations pour les entreprises qui s'établissent sur des friches industrielles ou commerciaux sous-utilisés en raison de la contamination de l'environnement effective ou perçue.	Les requérants bénéficient de remboursements d'impôt pouvant atteindre 2 500 dollars par emploi créé.	Programme en cours
Floride	Projet visant à stimuler le développement économique en milieu rural	Office du tourisme, du commerce et du développement économique	Différents types de financement	Développement des zones rurales de la Floride.	Projets dans les trois zones rurales désignées qui ont été touchées par des difficultés économiques exceptionnelles ou frappées par des catastrophes naturelles.	Variet en fonction des projets.	Programme en cours
Floride	Accord <i>ad hoc</i>	Commission du développement économique de Jacksonville	Incitations fiscales	Moderniser l'aciérie Gerdau Ameristeel de Baldwin.	Gerdau Ameristeel.	Incitations fiscales d'un montant de 3 millions de dollars.	Programme en cours
Floride	Parc technologique: programme de subventions en faveur de la commercialisation des innovations	Administration de la recherche-développement du comté de Leon	Don	Promouvoir les produits technologiques de différents domaines susceptibles de créer des emplois et de stimuler l'économie locale.	Chercheurs et entrepreneurs du comté de Leon.	Jusqu'à 15 000 dollars peuvent être accordés.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Floride	Crédit d'impôt pour l'investissement	Office du tourisme, du commerce et du développement économique	Crédit d'impôt	Le crédit d'impôt pour l'investissement est un crédit annuel sur l'impôt sur le revenu des sociétés pendant une durée maximale de 20 ans.	Pour être admissible au titre de ce programme, le requérant doit relever d'un secteur à fort impact désigné (actuellement technologie biomédicale, services financiers, technologie de la silicone et fabrication de matériel de transport – codes CTI 372, 376 et 3711; ou technologie de l'information – codes CTI 357, 366, 367, 481, 482 et 737). D'autres secteurs devraient être désignés plus tard.	Le montant du crédit annuel est le moindre des deux montants suivants: jusqu'à 5% des coûts d'investissement admissibles d'un projet admissible, ou un pourcentage spécifié de l'impôt sur le revenu des sociétés exigible généré par le projet. Ces pourcentages sont: 100% pour un projet correspondant à un investissement cumulatif d'au moins 100 millions de dollars; 75% pour un projet correspondant à un investissement cumulatif d'au moins 50 millions de dollars mais inférieur à 100 millions de dollars; et 50% pour un projet correspondant à un investissement cumulatif d'au moins 25 millions de dollars mais inférieur à 50 millions de dollars.	Programme en cours
Floride	Zones d'entreprises: crédit d'impôt pour emplois créés dans les zones d'entreprises (impôt sur le revenu des sociétés)	Office du tourisme, du commerce et du développement économique	Crédit d'impôt	Les entreprises installées dans une zone d'entreprises désignée par la Floride, qui acquittent un impôt sur le revenu des sociétés et créent un nouvel emploi à plein temps, peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu des sociétés pour les salaires versés aux nouveaux employés qui sont employés par l'entreprise depuis au moins trois mois et sont résidents d'une zone d'entreprises de Floride.	Zones d'entreprises désignées par l'État. Les entreprises doivent gagner plus de 5 000 dollars pour bénéficier du crédit.	Le crédit s'élève à 20% des salaires versés aux nouveaux employés qui sont résidents d'une zone d'entreprises de Floride. Si 20% ou plus des employés permanents à plein temps sont résidents d'une zone d'entreprises de Floride, le crédit est de 30%. Le crédit est disponible pendant deux ans maximum par nouvel employé. Dans les "zones d'entreprises rurales", les entreprises bénéficient d'un crédit de 30% versé pour les nouveaux employés à plein temps admissibles qui sont résidents d'un "comté rural". Si 20% ou plus des employés permanents à plein temps sont résidents d'une zone d'entreprises, le crédit est de 45%.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Floride	Crédit d'impôt en faveur de la création d'emplois dans les zones d'entreprises (taxe sur les ventes et l'usage)	Département du fisc de Floride	Crédit d'impôt	Les entreprises installées dans une zone d'entreprises désignée par la Floride, qui collectent ou acquittent la taxe de Floride sur les ventes et l'usage et créent un nouvel emploi à plein temps peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt mensuel sur les salaires versés aux nouveaux employés qui sont employés par l'entreprise depuis au moins trois mois à plein temps et sont résidents d'une zone d'entreprises de Floride.	Zones d'entreprises désignées par l'État.	Le crédit s'élève à 20% des salaires versés aux nouveaux employés qui sont résidents d'une zone d'entreprises de Floride. Si 20% ou plus des employés permanents à plein temps sont résidents d'une zone d'entreprises de Floride, le crédit est de 30%. Le crédit est disponible pendant deux ans maximum par nouvel employé. Dans les "zones d'entreprises rurales", les entreprises bénéficient d'un crédit de 30% versé pour les nouveaux employés à plein temps admissibles qui sont résidents d'un "comté rural". Si 20% ou plus des employés permanents à plein temps sont résidents d'une zone d'entreprises, le crédit est de 45%.	31 décembre 2015
Floride	Zones d'entreprises: crédit d'impôt foncier	Département du fisc de Floride	Crédit d'impôt	Les entreprises nouvelles ou qui s'élargissent situées dans une zone d'entreprises désignée par l'État peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu des sociétés égal à 96% des impôts <i>ad valorem</i> payés sur les propriétés foncières nouvelles ou améliorées.	Zones d'entreprises désignées par l'État. Les entreprises doivent gagner plus de 5 000 dollars pour bénéficier du crédit.	Le crédit d'impôt sur le revenu des sociétés est disponible pendant une durée maximale de cinq ans, il peut atteindre 25 000 dollars par an et être reporté sur cinq ans. Si 20% des employés permanents de l'entreprise résident dans la zone, le montant maximum du crédit peut atteindre 50 000 dollars par an. Les entreprises nouvelles ou qui s'élargissent doivent créer au moins cinq nouveaux emplois.	31 décembre 2015

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Floride	Programme des zones d'entreprises de Floride	Office du tourisme, du commerce et du développement économique et Département du fisc de Floride	Crédit d'impôt	Le Programme des zones d'entreprises de Floride offre des possibilités financières aux entreprises installées dans des zones désignées de collectivités urbaines et rurales.	Les économies d'impôt sont offertes aux entreprises qui sont installées dans une zone d'entreprises désignée et qui emploient des résidents de cette zone, réhabilitent des biens immobiliers ou achètent du matériel. Des crédits d'impôt sont également disponibles pour les entreprises qui acquittent l'impôt de Floride sur le revenu des sociétés ou la taxe de Floride sur les ventes et l'usage.	Les crédits d'impôt suivants sont offerts pour encourager l'investissement privé dans les zones ainsi que les possibilités d'emplois pour leurs résidents: crédit d'impôt en faveur de la création d'emplois dans les zones d'entreprises (taxe sur les ventes et l'usage), crédit d'impôt en faveur de la création d'emplois dans les zones d'entreprises (impôt sur le revenu des sociétés), remboursement de la taxe sur les ventes frappant les matériaux de construction, remboursement de la taxe sur les ventes frappant les machines et les équipements commerciaux, exonération de la taxe sur les ventes frappant l'énergie électrique et crédit d'impôt pour contribution à la vie collective.	31 décembre 2015
Floride	Subvention pour entreprises ayant un grand impact	Office du tourisme, du commerce et du développement économique	Don	La subvention pour entreprises ayant un grand impact (HIPI) est une subvention à la performance négociée accordée à des requérants préalablement approuvés dans certains secteurs ayant un grand impact.	Pour être admissible au titre de ce programme, le requérant doit être actif dans un secteur désigné ayant un grand impact (actuellement technologie biomédicale, services financiers, technologie de la silicone et fabrication de matériel de transport). Les requérants doivent également créer au moins 100 nouveaux emplois à plein temps en Floride sur trois ans et faire un investissement cumulatif d'au moins 100 millions de dollars dans la même période. Pour les installations de R-D, les prescriptions sont moins rigoureuses: 75 emplois à plein temps doivent être créés et un investissement cumulatif d'au moins 75 millions de dollars doit être effectué sur une période de trois ans.	La Section 288.108 3) b) des Statuts de Floride prévoit des directives concernant le montant de la subvention devant être accordé à une entreprise admissible ayant un grand impact.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Floride	Programme de remboursement d'impôt pour les fournisseurs admissibles dans le domaine de la défense	Office du tourisme, du commerce et du développement économique	Remboursement d'impôt	Le Programme de remboursement d'impôt pour les fournisseurs admissibles dans le domaine de la défense prévoit un remboursement d'impôt jusqu'à 5 000 dollars par emploi créé ou préservé en Floride par la conversion d'emplois militaires en emplois civils, l'obtention d'un nouveau contrat de défense ou la consolidation d'un contrat de défense qui entraîne au moins 25% d'augmentation de l'emploi en Floride ou 80 emplois au minimum.	Tous – Pour être admissible au titre du programme, le requérant doit: verser un salaire annuel moyen au moins égal à 115% des salaires de Floride ou locaux moyens; avoir tiré au moins 60% de ses recettes brutes en Floride de contrats avec le Département de la défense l'année précédente et pas moins de 80% pendant les cinq années précédentes; créer au moins une augmentation de 25% de l'emploi en Floride ou 80 nouveaux emplois en cas de projet de consolidation; démontrer que les emplois apportent une contribution significative à l'économie locale; démontrer que le remboursement d'impôt est nécessaire pour que l'entreprise puisse faire face à la concurrence dans le cadre du nouveau contrat ou de la consolidation; et fournir une recommandation de la commission de la municipalité ou du comté en faveur du requérant.	Après avoir été certifié par l'OTTED, le requérant peut recevoir des fonds en fonction du projet sur les taxes qu'il acquitte, y compris l'impôt sur les sociétés, les taxes sur les ventes et le droit d'accise, l'impôt <i>ad valorem</i> et les droits de timbre documentaires, sous réserve des éléments suivants: 1) jusqu'à 25% du remboursement total peut être obtenu par an sous réserve que l'entreprise maintienne les emplois et les niveaux salariaux relatifs au projet, 2) jusqu'à 2,5 millions de dollars peuvent être remboursés à un fournisseur du secteur de la défense sur une année, 3) jusqu'à 7,5 millions de dollars peuvent être remboursés à un fournisseur du secteur de la défense sur toute la durée du programme. La collectivité locale fournit une quote-part correspondant à 20% du remboursement. Une entreprise établie dans un comté visé par le Programme de développement économique rural (REDI) peut choisir d'accepter en lieu et place de la quote-part de la collectivité locale un remboursement égal à 80% du remboursement auquel elle aurait normalement droit.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Floride	Programme de formation rapide	Workforce Florida, Inc.	Don	Les programmes de formation rapide orientés clients fournissent une formation rapide et efficace spécialement adaptée pour répondre aux besoins des entreprises de Floride.	Une attention particulière est accordée aux requérants installés dans des zones urbaines ou rurales en difficulté ou dans des zones d'entreprises. Le financement est accordé en priorité aux entreprises qui créent des emplois hautement qualifiés/à haut salaire, dans des branches d'activités ciblées; des emplois dans des zones de centre-ville ou des zones rurales en difficulté; des emplois dans une zone d'entreprises ou dans la zone de friche industrielle; dont les propositions de subvention ont le meilleur potentiel d'impact économique; qui contribuent à des jumelages en nature et en espèces.	Lorsqu'il est approuvé, un accord de subvention est signé et le requérant peut bénéficier du remboursement des coûts de formation directs, c'est-à-dire salaires des formateurs, élaboration de curriculums et manuels. Les versements sont effectués mensuellement sur la base des remboursements et des performances, selon les termes du contrat de subvention. La durée maximale de la subvention est de 24 mois.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Floride	Programme de remboursement d'impôt pour les branches d'activité ciblées admissibles (QTI)	Office du tourisme, du commerce et du développement économique	Remboursement d'impôt	Le programme de remboursement d'impôt pour les branches d'activité ciblées admissibles (QTI) est un outil mis à disposition des collectivités de Floride pour encourager la croissance des emplois qualifiés dans des entreprises ciblées à forte rémunération.	Les installations manufacturières, les services financiers, l'assurance, le commerce de gros, l'informatique, les services scientifiques et techniques aux entreprises, les services de gestion et de siège social des entreprises, les services administratifs et de soutien (ne doivent pas être régis par les lois du marché).	Les requérants préalablement approuvés qui créent des emplois en Floride bénéficient de remboursements d'impôt à hauteur de 3 000 dollars par nouvel emploi créé; 6 000 dollars dans une zone d'entreprises ou un comté rural. Pour les entreprises qui versent 150% du salaire annuel moyen, ajouter 1 000 dollars par emploi; pour les entreprises qui versent 200% du salaire annuel moyen, ajouter 2 000 dollars par emploi. Les entreprises nouvelles ou prenant de l'expansion dans certains secteurs d'activité ciblées, ainsi que les sièges sociaux, sont admissibles. Les remboursements d'impôt sont versés uniquement après constatation que des emplois ont été créés/maintenus et que les salaires correspondent aux montants fixés. Les communautés locales, à l'exception des comtés ruraux, doivent payer 20% du remboursement.	Programme en cours
Floride	Programme de crédit d'impôt en faveur des emplois ruraux	Office du tourisme, du commerce et du développement économique	Crédit d'impôt	Le montant du crédit d'impôt en faveur des emplois ruraux est de 1 000 dollars par employé admissible, pris sur l'impôt de Floride sur le revenu des sociétés ou la taxe de Floride sur les ventes et l'usage.	La Floride compte 33 comtés ruraux. La liste des branches d'activités admissibles comprend: les fabricants, l'imprimerie et l'édition, les compagnies minières, l'agriculture, les hôtels, les centres de service à la clientèle.	Les entreprises nouvelles doivent créer au moins dix nouveaux emplois. Les entreprises existantes doivent augmenter leur masse salariale de 20% si l'entreprise a moins de 50 employés. Les entreprises de 50 employés et plus doivent créer au moins dix nouveaux emplois. Un montant total de 5 millions de dollars de crédits d'impôt peut être attribué chaque année civile.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Floride	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage de machines et d'équipements	Département du fisc de Floride	Exonération fiscale	L'exonération de la taxe sur les ventes et l'usage de machines et d'équipements est une mesure d'incitation en faveur des entreprises nouvelles ou qui s'élargissent et qui utilisent ces équipements dans des locaux permanents pour la fabrication, le traitement, l'assemblage ou la production de biens meubles corporels en vue de leur vente ou de leur utilisation exclusive pour des activités liées aux stations spatiales.	Machines et équipements de fabrication achetés ou utilisés pour la fabrication, l'assemblage ou la production de biens meubles corporels.	Les opérations de fabrication nouvelles sont totalement exonérées. Les entreprises qui s'élargissent acquittent une taxe sur les ventes ou l'usage de 50 000 dollars pour chaque année civile du projet d'élargissement avant de pouvoir bénéficier de l'exonération ou du remboursement.	Programme en cours
Floride	Exonération de la taxe sur les ventes pour l'électricité utilisée dans une zone d'entreprises	Département du fisc de Floride	Exonération fiscale	Les entreprises installées dans une zone d'entreprises peuvent bénéficier d'une exonération de 50% de la taxe municipale de services publics si la municipalité a adopté un règlement d'exonération de la taxe de services publics dans une zone d'entreprises. De plus, les entreprises sont exemptées de 50% de la taxe de la Floride sur les services publics. Si 20% des employés résident dans la zone, l'entreprise est exonérée de la totalité de la taxe.	Zones d'entreprises désignées par la Floride avec règlement d'exonération de 50% de la taxe municipale de services publics.	Ces exonérations sont accordées pendant cinq ans au maximum.	31 décembre 2015
Floride	Remboursement de la taxe sur les ventes frappant les matériaux de construction utilisés dans une zone d'entreprises	Département du fisc de Floride	Remboursement d'impôt	Les entreprises ou les propriétaires installés dans une zone d'entreprises peuvent bénéficier d'un remboursement pouvant atteindre 5 000 dollars (10 000 dollars si 20% des employés habitent dans la zone d'entreprises) de la taxe sur les ventes frappant les matériaux de construction utilisés pour rénover des biens immobiliers de la zone.	Zones d'entreprises.	Le remboursement accordé par dossier ne pourra pas dépasser 5 000 dollars ou 97% de la taxe payée. Si 20% ou plus des employés permanents à plein temps sont résidents d'une zone d'entreprises de Floride, le remboursement ne pourra dépasser la moindre des sommes suivantes: 10 000 dollars ou 97% de la taxe payée.	31 décembre 2015



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Floride	Remboursement de la taxe sur les ventes de machines et d'équipements commerciaux utilisés dans une zone d'entreprises	Office du tourisme, du commerce et du développement économique	Remboursement d'impôt	Les entreprises installées dans une zone d'entreprises peuvent bénéficier du remboursement de la taxe sur les ventes versée pour l'achat de biens commerciaux nouveaux et existants (par exemple biens meubles corporels tels que matériel de bureau, d'entreposage et certains équipements et machines industriels) qui sont utilisés exclusivement dans une zone d'entreprises pendant au moins trois ans.	Zones d'entreprises désignées par l'État.	Le montant total du remboursement de la taxe sur les ventes doit être d'au moins 500 dollars mais ne doit pas excéder le moindre montant de ceux-ci: 5 000 dollars ou 97% de la taxe payée par parcelle de terrain. Si 20% ou plus des employés permanents à plein temps sont résidents d'une zone d'entreprises de Floride, le remboursement ne pourra dépasser la moindre des sommes suivantes: 10 000 dollars ou 97% de la taxe payée par parcelle.	31 décembre 2015

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Floride	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage frappant les technologies des semi-conducteurs, de la défense ou de l'aérospatiale (SDST)	Office du tourisme, du commerce et du développement économique	Exonération fiscale	Exonération des taxes sur les ventes et l'usage devant normalement être acquittées par les entreprises actives dans les secteurs des semi-conducteurs, de la défense ou de l'aérospatiale sur les machines et équipements utilisés pour la production et la R-D.	Installations destinées aux technologies des semi-conducteurs, de la défense ou de l'aérospatiale.	Technologie des semi-conducteurs Les machines et équipements industriels utilisés dans des installations consacrées à la technologie des semi-conducteurs pour la fabrication, le traitement, l'assemblage ou la production de produits issus de cette technologie en vue de leur vente ou de leur utilisation dans ces installations sont exonérés à 100% de la taxe exigible. Les machines et équipements essentiellement utilisés dans des activités de R-D sur les cartes à semi-conducteurs dans des installations consacrées à la R-D dans le domaine de la technologie des semi-conducteurs sont également totalement exonérés de la taxe exigible. Technologie de la défense ou de l'aérospatiale. Les machines et équipements industriels utilisés dans des installations consacrées aux technologies de la défense ou de l'aérospatiale pour la fabrication, le traitement, l'assemblage ou la production de produits issus de ces technologies en vue de leur vente ou de leur utilisation dans ces installations sont exonérés à 25% de la taxe exigible. Les machines et équipements essentiellement utilisés dans des activités de R-D dans le domaine de la défense ou de l'aérospatiale dans des installations consacrées à la R-D dans ces domaines sont également exonérés à 25% de la taxe exigible.	Programme en cours
Floride	Prêt renouvelable en faveur du développement des communautés rurales	Office du tourisme, du commerce et du développement économique	Don	Favoriser les projets de développement rural dans les zones rurales qui pourront stimuler la croissance économique.	Toutes les entreprises.	Prêt à faible taux d'intérêt	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Floride	Fonds en faveur des centres d'excellence de Floride dans le secteur des technologies	Office du tourisme, du commerce et du développement économique	Don	Les trois centres suivants ont pour but de rapprocher les milieux universitaires et industriels et d'aider à la commercialisation des produits innovants des universités: le Centre d'excellence en biotechnologie régénérative, le Centre d'excellence de Floride en photonique et le centre d'excellence en biotechnologies biomédicale et marine.	Industries de haute technologie.	Chaque centre reçoit 10 millions de dollars et les entreprises ont accès aux ressources de recherche-développement fournies par les universités, généralement trop coûteuses pour les entreprises commerciales.	Programme en cours
Floride	Crédits d'impôt pour la création d'emplois urbains	Office du tourisme, du commerce et du développement économique	Crédit d'impôt	Encourager la création d'emplois dans 13 zones centrales urbaines défavorisées désignées en Floride.	La liste inclura des activités de vente au détail, de manufacture, de centre de services à la clientèle et d'hôtellerie.	Les crédits sont compris entre 500 et 2 000 dollars par emploi admissible et peuvent être déduits de l'impôt sur le revenu des sociétés ou de la taxe sur les ventes et l'usage, mais pas des deux. Un montant total de 5 millions de dollars de crédits d'impôt peut être attribué chaque année civile.	Programme en cours
Floride	Fonds de bouclage à action rapide	Office du tourisme, du commerce et du développement économique	Don	Répondre à des exigences ponctuelles relatives à des projets de création d'emplois afin d'apporter un complément financier précis et chiffrable une fois épuisées les autres ressources disponibles.	Entreprises des secteurs ciblés en Floride versant des salaires élevés et contribuant aux investissements de capitaux.	Varient en fonction des projets.	Programme en cours
Floride	Programme d'incitation à l'innovation	Office du tourisme, du commerce et du développement économique	Don	Fournir des ressources pour des projets de recherche-développement à valeur élevée, pour des projets d'entreprises d'innovation majeure ou pour des projets dans le domaine des énergies de substitution ou des énergies renouvelables créant un nombre important d'emplois et accompagnés d'investissements de capitaux importants.	Il doit s'agir d'un projet de recherche-développement, d'un projet de création d'emplois qualifiants ou d'un projet dans le domaine des énergies de substitution ou des énergies renouvelables.	Varient en fonction des projets. L'État exige au minimum un retour sur investissement permettant d'atteindre l'équilibre financier dans un délai de 20 ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Géorgie	Fonds de crédit renouvelable pour le développement des entreprises de la région des Appalaches	Département des affaires communautaires de Géorgie	Prêts	Attirer des entreprises dans la région des Appalaches.	Entreprises privées à but lucratif de la région des Appalaches.	Fonds de 3 millions de dollars. Prêts pouvant atteindre 200 000 dollars par entreprise remplissant les conditions requises ou 50% du coût total d'un projet. Les prêts sont généralement accordés "à des taux inférieurs à ceux du marché".	Programme en cours
Géorgie	Programme des zones d'entreprises	Département des affaires communautaires de Géorgie	Exonération fiscale	Le programme des zones d'entreprises de l'État vise à apporter des améliorations dans des zones géographiques situées dans des municipalités et des comtés qui souffrent du désinvestissement, d'un développement insuffisant et d'un déclin économique, afin d'encourager les entreprises privées à réinvestir dans ces zones et à les réhabiliter.	Entreprises situées dans des zones d'entreprises désignées (zones de pauvreté, de chômage élevé ou en difficulté économique de manière générale). La superficie des zones ne peut être inférieure à 25 acres pour les zones industrielles, à huit acres pour les zones commerciales et à cinq acres pour les zones résidentielles.	Secteur industriel: une réduction des impôts fonciers <i>ad valorem</i> s'applique sur les produits admissibles en inventaire pendant 25 ans, le taux de réduction étant de 100% les cinq premières années, et de respectivement 80, 60, 40 et 20% pour chaque tranche de cinq ans par la suite; l'exonération de 100% est valable pendant 25 ans sur les produits en inventaire. Secteurs résidentiel et commercial: la zone est créée pour dix ans et les exonérations d'impôts fonciers sont de 100% sur cinq ans; de 80% sur six et sept ans; de 60% sur huit ans; de 40% sur neuf ans; et de 20% sur dix ans. Les immeubles non exemptés sont imposés par la municipalité.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Géorgie	Zones de commerce extérieur	Office des zones de commerce extérieur, zone de commerce extérieur de Géorgie	Imposition mixte	Les zones de commerce extérieur (et plusieurs zones secondaires) bénéficient d'avantages fiscaux en faveur des entreprises qui importent des marchandises étrangères, qui peuvent être admises dans les zones sans versement formel à l'entrée des droits, droits d'accise ou impôts fonciers. Dans les zones, les marchandises peuvent être transformées, consolidées, assemblées, réemballées, présentées, manipulées, ré étiquetées, utilisées dans le processus de fabrication, stockées jusqu'à leur utilisation ou réintroduites sur le territoire des États-Unis, les droits étant acquittés à ce moment-là.	Fabricants, importateurs. Fabricants utilisant des composants d'origine nationale et étrangère.	Redevances douanières exigibles au titre des droits dont le paiement a été évité ou reporté et qui visent les produits assemblés ou distribués aux États-Unis ou provenant des États-Unis. Les zones de commerce extérieur autorisent aussi les exonérations de droits sur les réexportations, et permettent de réaliser des économies hebdomadaires sur les admissions.	Programme en cours
Géorgie	Crédit d'impôt relatif aux sièges sociaux	Département de l'industrie, du commerce et du tourisme de Géorgie	Crédit d'impôt	Les entreprises qui installent ou réinstallent leur siège social en Géorgie peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt si les critères pertinents sont remplis (voir taux, durées, limites).	Les critères suivants doivent être remplis pour être admissible – Les nouveaux emplois créés dans un nouveau siège social doivent être à temps plein (comme défini dans les lois et règlements) et doivent être rémunérés à un niveau supérieur au salaire moyen pour les comtés de la catégorie 1, au moins 105% du salaire moyen des comtés de la catégorie 2, au moins 110% du salaire moyen des comtés de la catégorie 3 et au moins 115% du salaire moyen des comtés de la catégorie 4. Au cours d'une année, l'entreprise doit investir 1 million de dollars et créer 100 emplois dans les locaux du nouveau siège social. -- L'entreprise doit décider de ne pas prendre les crédits d'impôt pour l'emploi ou l'investissement.	Le crédit est égal à 2 500 dollars par an par nouvel emploi à plein temps ou 5 000 dollars si le salaire moyen des nouveaux emplois à plein temps correspond à 200% ou plus du salaire moyen du comté dans lequel les nouveaux emplois sont créés. Les crédits s'appliquent pendant cinq ans à compter de l'année pendant laquelle les emplois ont été créés. Le crédit peut être déduit de l'impôt sur le revenu en Géorgie et des impôts perçus à la source sur l'entreprise. Les crédits peuvent être reportés pendant dix ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Géorgie	Crédit d'impôt pour investissement	Département du fisc de Géorgie	Crédit d'impôt	Partie de la Loi de Géorgie sur l'expansion et le soutien aux entreprises de 1994 qui permet aux entreprises manufacturières et de télécommunication en activité depuis trois ans de bénéficier d'un crédit d'impôt sur les nouveaux investissements.	Toutes les entreprises manufacturières et de télécommunication ayant exploité une installation ou une installation auxiliaire dans l'État pendant au moins trois ans et réalisant un investissement admissible additionnel d'au moins 50 000 dollars par projet/par site sont admissibles à bénéficier du crédit d'impôt.	Les comtés sont classés selon leur taux de chômage, leur revenu par tête et leur niveau de pauvreté (mêmes catégories que le programme de crédit d'impôt en faveur de l'emploi). Les entreprises qui étendent leurs activités dans des comtés de la catégorie 1 sont admissibles à bénéficier d'un crédit de 5%, qui passe à 8% pour les activités de recyclage, de lutte contre la pollution et de reconversion dans le secteur de la défense. Celles qui étendent leurs activités dans des comtés de la catégorie 2 sont admissibles à bénéficier d'un crédit d'impôt de 3%, qui passe à 5% pour les activités de recyclage, de lutte contre la pollution et de reconversion dans le secteur de la défense. Celles qui étendent leurs activités dans des comtés de la catégorie 3 sont admissibles à bénéficier d'un crédit de 1%, qui passe à 3% pour les activités de recyclage, de lutte contre la pollution et de reconversion dans le secteur de la défense.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Géorgie	Crédit d'impôt pour la création d'emplois	Département des affaires communautaires de Géorgie	Crédit d'impôt	Partie de la Loi de Géorgie sur l'expansion et le soutien aux entreprises de 1994 qui prévoit des crédits d'impôt dans l'ensemble de la Géorgie pour les entreprises qui s'installent ou s'élargissent dans l'État.	Les secteurs admissibles comprennent les industries manufacturières, l'entreposage et la distribution, les industries de transformation, le tourisme, les activités de R-D. Les comtés sont classés en différentes catégories selon leur taux de chômage, leur revenu par tête et leur niveau de pauvreté. Les crédits d'impôt pour la création d'emplois et les exigences en matière de création d'emplois sont déterminés par la catégorie dont relève le comté.	Les comtés de la catégorie 1 représentent les comtés les moins développés de l'État. Les entreprises qui créent au moins 5 emplois dans un comté de catégorie 1 peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt de 3 500 dollars. Les entreprises qui créent au moins dix emplois dans un comté de catégorie 2 peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt de 2 500 dollars. Les entreprises qui créent au moins 15 emplois dans un comté de catégorie 3 peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt de 1 250 dollars. Les entreprises qui créent au moins 25 emplois dans un comté de catégorie 4 peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt de 750 dollars. Un crédit supplémentaire de 500 dollars est disponible pour les entreprises qui s'installent sur le territoire d'une autorité conjointe de développement de deux comtés contigus ou plus. Les crédits peuvent être déduits pendant une durée maximale de cinq ans et être reportés sur dix ans. Les crédits peuvent être déduits sur 100% de l'obligation fiscale dans les comtés de la catégorie 1 et appliqués à la retenue sur les salaires une fois l'obligation fiscale entièrement acquittée (jusqu'à 3 500 dollars par emploi). Les crédits peuvent être déduits sur 100% de l'obligation fiscale dans les comtés de la catégorie 2 et sur 50% de l'obligation fiscale dans les comtés des catégories 3 et 4.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
						Des crédits similaires au crédit disponible dans les comtés de catégorie 1 sont potentiellement disponibles pour les entreprises de certains secteurs de recensement moins développés dans les zones métropolitaines de la Géorgie.	
Géorgie	Crédit d'impôt en faveur de l'emploi dans les activités portuaires et pour investissement	Département du fisc de Géorgie	Crédit d'impôt	Créer une incitation fiscale à l'utilisation des ports de Géorgie par des entreprises nouvelles ou en expansion en Géorgie.	En premier lieu, les entreprises doivent être admissibles à bénéficier du crédit d'impôt en faveur de l'emploi ou du crédit d'impôt à l'investissement. Pour bénéficier de la gratification pour activité portuaire, les entreprises doivent avoir augmenté leur tonnage de trafic dans les ports de Géorgie de plus de 10% pendant l'avant-dernière période de 12 mois. Le trafic portuaire de l'année de référence doit être d'au moins 75 tonnes nettes, cinq conteneurs ou dix TEU. Si ce n'est pas le cas, le taux d'augmentation du trafic portuaire sera calculé en prenant pour base 75 tonnes nettes, cinq conteneurs ou dix TEU.	Les montants des crédits d'impôt sont les suivants pour toutes les catégories: un crédit d'impôt à l'embauche de 1 250 dollars par embauche; un crédit d'impôt à l'investissement de 5%; ou un crédit d'impôt à l'investissement facultatif de 10%. Les entreprises qui créent au moins 400 emplois, investissent au moins 20 millions de dollars dans des installations nouvelles ou élargies, et qui augmentent leur trafic portuaire de plus de 20% par rapport à celui de l'année de référence, peuvent bénéficier à la fois de crédits d'impôt en faveur de l'emploi et de crédits d'impôt pour investissement.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Géorgie	Incitations en faveur de l'industrie du divertissement en Géorgie	Office du divertissement du Département du développement économique de Géorgie/ Département du fisc de Géorgie	Crédit d'impôt et exonérations fiscales	Promouvoir la production de films commerciaux, de vidéos et d'œuvres musicales dans l'État.	Projets tels que films cinématographiques, séries télévisées, films publicitaires, vidéoclips, développement de jeux et films d'animation.	Crédit d'impôt à taux unique de 20% sur la base d'un investissement minimal de 500 000 dollars dans des productions admissibles en Géorgie. Il est possible d'obtenir un supplément de 10% au titre de la Promotion du divertissement en Géorgie (GEP) en apposant un logo animé "Géorgie" sur les projets approuvés. Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage pour la production de films, de vidéos, d'émissions de radio et télévision et d'œuvres musicales; économie allant jusqu'à 8% par l'exonération immédiate de la taxe sur les ventes au point d'achat pour la plupart des achats au-dessous de la ligne.	Programme en cours
Géorgie	Fonds de développement de la Commission régionale des Appalaches	Département des affaires communautaires de Géorgie	Dons	Soutenir les projets de développement économique dans le nord de la Géorgie.	Projets destinés aux 37 comtés de la région des Appalaches en Géorgie.	Environ 2 300 000 dollars; Infrastructures: 300 000 dollars; Opérations: 100 000 dollars ou moins.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Géorgie	Exonération de la taxe sur les ventes	Géorgie	Exonération fiscale	La législation de la Géorgie prévoit une exonération fiscale pour les machines et équipements faisant partie intégrante du processus de fabrication et nécessaires à celui-ci; les pièces détachées des machines de fabrication et pièces de rechange; les combustibles (électricité, gaz, etc.)utilisés directement/ indirectement dans l'usine manufacturière; les matières premières qui feront partie intégrante de l'article manufacturé qui sera revendu; les matériaux industriels utilisés pour enduire ou imprégner le produit quel que soit son stade de traitement, de fabrication ou de conversion; les machines et équipements utilisés principalement dans le but de réduire ou d'éliminer la pollution de l'air et de l'eau; les ventes d'eau distribuée par conduites et canalisations; certains équipements de manutention.	Entreprises achetant des produits admissibles à bénéficier de l'exonération.	Dépend du coût de l'équipement admissible. Le taux de la taxe sur les ventes imposée par l'État est de 4%.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Géorgie	Fonds de crédit aux secteurs stratégiques	Administration OneGeorgia	Prêts	Accorder une aide sous forme de prêts à l'achat d'actifs fixes en faveur des requérants admissibles qui envisagent d'acquérir un site de relocalisation ou d'expansion pour une entreprise émergente ou en développement dans un secteur stratégique en Géorgie. Ce fonds est censé n'être utilisé qu'en cas de besoin, pour apporter un complément financier non fourni par le secteur privé.	Les requérants admissibles et les bénéficiaires de l'apport financier fourni au titre de ce programme sont, entre autres, les collectivités locales à vocation générale (municipalités et comtés), les autorités locales et les autorités chargées du développement communes à plusieurs comtés. Les utilisateurs finals sont les entreprises des secteurs stratégiques (lesquels comprennent, entre autres, l'aérospatiale, l'industrie agroalimentaire, l'énergie et l'environnement, la santé, les soins aux personnes âgées, les sciences de la vie, la logistique et les transports) qui envisagent de relocaliser ou d'étendre leurs activités en Géorgie.	Le montant des prêts n'est pas limité. Le montant recommandé devrait figurer dans une lettre de soutien émanant d'une agence ou d'un organisme de l'État dont les compétences légales incluent le développement communautaire et économique ou le renforcement des secteurs stratégiques de la Géorgie. L'approbation finale du montant des prêts est à la discrétion de l'Administration. En règle générale, ces montants ne devraient pas dépasser 20% des besoins en matière d'actifs du site de l'entreprise en Géorgie. Les modalités du prêt seront déterminées pendant le processus de souscription en fonction de la nature des actifs financés, des besoins de l'entreprise bénéficiaire et des risques liés au projet.	Programme en cours
Géorgie	Fonds pour les installations du secteur des sciences de la vie	Département des affaires communautaires de Géorgie/ +Département du développement économique de Géorgie	Prêts	Constituer un programme d'incitations visant à fournir une assistance sous forme de prêts à faible taux d'intérêt pour l'achat d'actifs fixes en vue d'aider à l'extension, au maintien ou à la relocalisation des entreprises du secteur des sciences de la vie ciblées par la Géorgie. Le Fonds pour les installations est censé être utilisé comme mesure d'incitation en cas de besoin pour retenir des entreprises du secteur des sciences de la vie en Géorgie ou leur permettre de s'y établir, ou pour apporter un complément financier non fourni par le secteur privé.	Les requérants admissibles à bénéficier du programme sont les autorités locales chargées du développement, les autorités chargées du développement communes à plusieurs comtés et les collectivités locales. Du reste, la réglementation relative au programme prévoit que des prêts puissent être accordés directement aux entreprises admissibles du secteur.	Le montant des prêts n'est pas limité même si, en règle générale, ce montant ne doit pas dépasser 25% des besoins en matière d'actifs fixes du site de l'entreprise en Géorgie. Chaque projet et chaque entreprise feront l'objet d'une analyse financière, d'un examen du modèle d'entreprise et d'une validation scientifique.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Géorgie	Méga-projet de crédit d'impôt	Département du développement économique de la Géorgie. Loi de Géorgie sur l'expansion et le soutien des entreprises (BEST)	Crédit d'impôt	Crédits d'impôt de l'État sur les bénéfices des sociétés et crédits de l'impôt à la source pour les grands projets qui satisfont à des prescriptions en matière de création d'emplois et d'investissement; en vigueur à compter de 2009.	Entreprises qui réalisent au moins 1 800 nouvelles embauches nettes et qui investissent au moins 450 millions de dollars ou dont la masse salariale annuelle représente au moins 150 millions de dollars. Les crédits s'appliquent d'abord à l'impôt de l'État sur les bénéfices des sociétés, le solde pouvant être déduit de l'impôt prélevé à la source. Les crédits peuvent être reportés sur dix ans.	Possibilité de bénéficier d'un crédit de 5 250 dollars par emploi et par an au cours des cinq premières années d'existence de chaque nouvel emploi.	Programme en cours (a débuté en 2009)
Hawaï	Crédit d'impôt sur le revenu pour la production de films cinématographiques et autres films	Département des affaires, du développement économique et du tourisme	Crédit d'impôt	Chaque contribuable Hawaïen de l'impôt sur le revenu net qui supporte des coûts de production et des coûts de logement provisoire à Hawaï dans le cadre de la production d'un film cinématographique ou télévisuel qui bénéficie à l'économie d'Hawaï peut demander un crédit d'impôt sur le revenu pour les films cinématographiques et autres films pour l'exercice fiscal considéré.	Industrie des films cinématographiques et autres films.	Le crédit d'impôt se compose de deux parties: 1)-un montant pouvant atteindre 4% des coûts supportés à Hawaï pour la production de films cinématographiques ou télévisuels; 2)-un montant pouvant atteindre 7,25% des coûts supportés à Hawaï pour le logement provisoire dans le cadre de la production de films cinématographiques ou télévisuels. Ce crédit d'impôt est également remboursable.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Hawaï	Programme de partenariat pour les zones d'entreprises	Lois révisées de Hawaï, chapitre 209E, Loi n° 143. Administré par le Département des affaires, du développement économique et du tourisme	Incitations fiscales	Effort conjoint de l'État et du Comté visant à favoriser – au moyen d'incitations fiscales et autres – certains types d'activités commerciales, le maintien des emplois et la création d'emplois dans les domaines où c'est le plus approprié et le plus nécessaire. Jusqu'à six zones peuvent être désignées dans chaque comté. Le programme prévoit des allègements fiscaux pour certaines entreprises situées dans les zones désignées.	Pour qu'une entreprise puisse bénéficier du partenariat pour les zones d'entreprises, la moitié au moins de ses recettes annuelles brutes obtenues dans une telle zone doit être issue d'une ou plusieurs des activités ci-après: production ou transformation agricole; production manufacturière; commerce de gros/distribution; réparation ou entretien d'aéronefs ou de navires; systèmes de commutation et systèmes de transmission pour les télécommunications; conception et production dans le domaine des technologies de l'information; recherche médicale, essais cliniques et télémédecine; programmes de formation à but lucratif à la gestion internationale des entreprises ou à la remise en état de l'environnement; recherche, développement, production ou vente dans le domaine des biotechnologies; réparation ou entretien d'équipements fondés sur la technologie; certains types de centres d'appel; producteurs d'énergie éolienne. Les entreprises qui se trouvent déjà dans une zone d'entreprises doivent accroître leur nombre annuel moyen d'employés à temps complet d'au moins 10% d'ici à la fin de la première année, maintenir ce niveau pendant les années 2 et 3, puis accroître le nombre annuel moyen d'employés à temps plein d'au moins 15% chaque année au cours des années 4 à 7.	Avantages fiscaux accordés par l'État pendant sept années consécutives au maximum:  - Exonération de 100% du droit d'accise général chaque année (cette exonération s'applique seulement aux recettes brutes des catégories d'entreprises admissibles implantées au sein d'une zone d'entreprises). Les contractants agréés sont aussi exonérés du droit d'accise général sur les constructions réalisées dans une zone d'entreprises pour une entreprise admissible de la zone.  - Réduction de 80% de l'impôt d'État sur les bénéfices des sociétés la première année (cette réduction diminue de 10% chaque année pendant six années supplémentaires).  - Réduction additionnelle de l'impôt sur les bénéfices des sociétés équivalente à 80% des primes d'assurance chômage la première année (cette réduction diminue de 10% chaque année pendant six années supplémentaires).	

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Hawaï	Crédits d'impôt en faveur de l'investissement dans les entreprises de haute technologie admissibles (QHTB)	Lois révisées de Hawaï §§ 235-110.9, 241-4.8 et 431:7-209	Crédits d'impôt	Procurer un avantage aux entreprises de haute technologie menant des recherches admissibles.	Tout contribuable assujéti à l'impôt sur le revenu, la taxe d'immatriculation, ou à l'impôt sur les primes d'assurance, peut investir dans un nombre illimité de QHTB par année d'imposition et demander un crédit d'impôt non remboursable. Les QHTB sont des entreprises dont plus de 50% de l'ensemble des activités consistent en des recherches admissibles, qui englobent: la recherche-développement relevant du § 41 du Code des impôts (recherche en sciences physiques ou biologiques, en ingénierie ou en informatique), développement de logiciels informatiques, la biotechnologie, les arts de la scène, les technologies des capteurs et technologies optiques, l'océanographie, l'astronomie et les technologies liées aux sources d'énergie non fossiles. Les QHTB peuvent être admises à exclure de l'impôt sur les bénéfices les revenus générés par les redevances et par les stock-options. Au moins 75% des recherches doivent être menées à Hawaï. Plus de 75% des recettes brutes doivent provenir de recherches admissibles.	Crédit d'impôt de l'État de 100% non remboursable pouvant aller jusqu'à 2 millions de dollars: Le crédit diminue progressivement pendant cinq ans (de 35% à 10%) à compter de la date de l'investissement pour les investissements réalisés en 2010. Une partie du crédit demandé sera récupéré auprès du contribuable si la QHTB ne remplit plus les critères nécessaires pour être considérée comme telle.	
Hawaï	Fonds de capital-risque renouvelable	Société de développement stratégique d'Hawaï	Fonds propres	La Société investit des fonds publics dans des sociétés de capital-risque en commandite simple gérées par des professionnels.	Priorité est donnée aux entreprises de haute technologie et d'innovation.	La société a versé une somme de 14 millions de dollars, associée à des capitaux privés, dans sept fonds de capital-risque.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Hawaï	Exonération fiscale sur les redevances	Département du fisc	Exonération fiscale	En vigueur depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2000, les sommes reçues par une personne ou une entreprise de haute technologie admissible au titre de redevances et autres revenus issus de brevets et de droits d'auteur détenus par la personne ou l'entreprise concernée, et élaborés par et provenant d'une entreprise de haute technologie admissible, sont exonérées de l'impôt sur le revenu.	Industrie de haute technologie.	Les redevances et autres revenus issus de brevets et droits d'auteur détenus par la personne ou l'entreprise de haute technologie admissible, et élaborés par et provenant d'une entreprise de haute technologie admissible, sont exonérés de l'impôt sur le revenu.	Programme en cours
Hawaï	Exonération fiscale sur les options sur titres	Département du fisc	Exonération fiscale	Tous les revenus issus d'options sur titres d'une entreprise de haute technologie admissible par un employé normalement imposables en tant que revenus ordinaires ou gains en capital sont exonérés de l'impôt sur le revenu. Une "entreprise de haute technologie admissible" est une entreprise qui effectue des recherches admissibles. L'expression "recherches admissibles" signifie 1) la même définition que dans la section 41 d) du Code des recettes intérieures ou 2) élaborer, concevoir, modifier, programmer des logiciels et délivrer des brevets pour des logiciels.	Industrie de haute technologie.	Tous les revenus issus d'options sur titres d'une entreprise de haute technologie admissible sont exonérés de l'impôt sur le revenu.	Programme en cours
Hawaï	Crédit d'impôt sur le revenu pour la production de films cinématographiques, de supports numériques et autres films	Département des affaires, du développement économique et du tourisme	Crédit d'impôt remboursable	Encourager la production cinématographique.	Industrie du film.	Le crédit est égal à 15% des coûts de production admissibles supportés sur l'île d'Oahu et à 20% sur les îles voisines (Big Island, Kauai, Lanai, Maui, Molokai). Plafond de 8 millions de dollars par production.	Programme en cours
Hawaï	Crédit d'impôt pour investissement dans des entreprises de haute technologie	Département du fisc	Crédit d'impôt sur le revenu non remboursable	Encourager la production cinématographique.	Industrie du film.	Le crédit est égal à 100% du montant de l'investissement et est étalé sur cinq ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Hawaï	Crédit d'impôt pour investissement dans des entreprises	Hawaï, § 235-110	Crédit d'impôt	Promouvoir les entreprises de haute technologie.	Jusqu'au 31 décembre 2010, contribuables qui investissent dans des entreprises de haute technologie. Une "entreprise admissible" est une entreprise dont plus de 50% des activités sont des activités de recherche admissibles (dont 75% sont menées à Hawaï) et dont plus de 75% des revenus (c'est-à-dire les revenus tirés de la vente de produits fabriqués ou produits à Hawaï ou de la vente de services fournis à Hawaï) proviennent d'activités de recherche admissibles. Les "activités de recherche admissibles" sont les activités de recherche qui concernent les technologies liées aux énergies dérivées de sources de combustibles non fossiles.	Le crédit d'impôt est accordé pour l'année au cours de laquelle l'investissement est effectué et pendant les quatre années suivantes. Il est égal à un pourcentage du montant de l'investissement.	31 décembre 2010
Hawaï	Exonération de la taxe sur les ventes de carburants de substitution	Hawaï 237-27.1	Crédit d'impôt	Promouvoir l'utilisation de carburants de substitution dans l'État de Hawaï.	Mélanges de carburants contenant au moins 10% d'alcool carburant mélangé à du pétrole, et alcool carburant à 100%.	Exonération du droit d'accise d'État de 4% sur les ventes au détail.	
Hawaï	Incitation à la production d'éthanol	Hawaï 235-110.3, HI SB 3207, Loi n°40	Crédit d'impôt	Encourager la production d'éthanol.	Installations en fonctionnement avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2012.	Une incitation à la production d'éthanol équivalant à 30% de la capacité nominale est disponible pour les installations produisant entre 500 000 et 15 millions de gallons par an. L'installation doit produire au moins 75% de sa capacité nominale pour pouvoir bénéficier du crédit d'impôt cette année-là. Le crédit d'impôt peut être utilisé pendant huit ans au maximum. Il ne sera disponible que pour les 40 premiers millions de gallons d'éthanol produits chaque année.	



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Idaho	Exonération de la taxe foncière	Commission des impôts de l'Idaho	Exonération fiscale	Encourager l'investissement.	Toutes les entreprises.	Les entreprises investissant dans de nouvelles unités de fabrication peuvent bénéficier d'une exonération partielle ou totale de la taxe foncière auprès du commissaire de comté local. Pour être admissibles, ces entreprises doivent investir au minimum 3 millions de dollars et 80% de l'investissement doit être réalisé à un seul endroit (les terrains ne sont pas inclus).	Programme en cours
Idaho	Plafonnement de la taxe foncière en faveur des grandes entreprises	Commission des impôts de l'Idaho	Exonération fiscale	Attirer et retenir des sièges sociaux d'entreprises.	Toutes les entreprises.	Les entreprises investissant au minimum un milliard de dollars dans l'amélioration des immobilisations bénéficieront d'une exonération de la taxe foncière sur toute propriété dépassant 400 millions de dollars en valeur annuelle.	Programme en cours
Idaho	Plafonnement de la taxe foncière en faveur des grands employeurs	Commission des impôts de l'Idaho	Exonération fiscale	Attirer et retenir des emplois dans le secteur des industries de haute technologie.	Toutes les entreprises.	Les entreprises qui emploient au moins 1 500 personnes dans un comté de l'Idaho peuvent bénéficier d'une exonération de la taxe foncière sur les propriétés dont la valeur dépasse 800 millions de dollars. Pour être admissibles, ces entreprises doivent effectuer un investissement annuel d'au moins 25 millions de dollars dans le comté en question.	Programme en cours
Idaho	Crédit d'impôt de 3% en faveur de la télécommunication à large bande	Commission des impôts de l'Idaho	Crédit d'impôt	Accroître l'investissement du secteur des télécommunications dans les communautés de l'Idaho.	Toutes les entreprises.	Les entreprises qui achètent du matériel à large bande et des infrastructures admissibles à l'intention des utilisateurs finals en Idaho peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu de 3 pour cent allant jusqu'à 750 000 dollars. Ce crédit est transférable et peut être reporté sur 14 ans au maximum.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Idaho	Remboursement au titre de la formation professionnelle accordé par l'Idaho	Département du travail	Don	Le Fonds de formation professionnelle de l'Idaho (WDTF) a été créé pour fournir une formation professionnelle pour des opportunités économiques et des initiatives d'expansion industrielle spécifiques; fournir une formation permettant d'améliorer les compétences de travailleurs menacés de licenciement; et aider les collectivités à attirer et retenir les entreprises appropriées. La formation peut être fournie par des établissements d'enseignement technique publics, des établissements d'enseignement, d'autres organismes de formation publics ou privés, par l'employeur et dans le cadre de partenariats entre ces différentes entités. Un réseau de formateurs à l'échelle de l'État est coordonné par la Division de l'enseignement technique professionnel. Ce réseau peut fournir une formation professionnelle adaptée pour les industries nouvelles et en expansion partout sur le territoire de l'Idaho, ainsi qu'une formation uniforme dans plusieurs lieux simultanément.	Industries de base qui vendent des produits et des services en dehors de l'Idaho, apportant ainsi de nouvelles recettes à l'État et créant de nouveaux emplois. Autres industries qui vendent des produits et services dans la zone locale, permettant ainsi la recirculation de recettes existantes. Ces industries ne sont admissibles que lorsqu'il peut être démontré qu'il existe un avantage économique significatif pour l'État.	Les nouvelles directives adoptées en 2001 prévoient un composant rural qui permet d'augmenter le fonds de formation de 2 000 dollars à 3 000 dollars par employé. Elles annulent la prescription de correspondance et simplifient le processus de demande si l'entreprise est installée dans un comté rural en difficulté. Les industries de base de l'Idaho sont prioritaires par rapport aux autres industries.	Programme en cours
Idaho	Subvention forfaitaire pour les collectivités rurales	Département du commerce	Don	Financer et favoriser la création, l'expansion ou la relocalisation d'entreprises et la création d'emplois.	Comtés ruraux et villes, sauf villes admissibles.	Jusqu'à 500 000 dollars de dons en faveur des communautés rurales de l'Idaho en vue de faciliter le développement, l'expansion ou la relocalisation d'entreprises.	Programme en cours
Idaho	Programme de prêts pour la modernisation des régions rurales	Département de l'agriculture de l'Idaho	Prêts	Offrir un financement et de l'aide en faveur du développement rural.	Particuliers et organisations de l'Idaho ayant des projets de développement des régions rurales par le biais de l'agriculture.	Les montants des prêts sont variables.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Idaho	Exonération de 100% de la taxe sur les ventes	Commission des impôts de l'Idaho	Exonération fiscale	Encourager la production manufacturière.	Toutes les entreprises admissibles.	Les entreprises peuvent obtenir une exonération de la taxe sur les ventes pour les équipements et les matières premières directement utilisés dans des activités de fabrication, de transformation, de minage ou d'exploitation forestière; pour les salles blanches utilisées pour la fabrication de semi-conducteurs et des équipements destinés à la fabrication de semi-conducteurs; pour tout équipement ou matériel utilisés dans des activités de recherche-développement; et pour les matériaux, substances ou produits de base destinés à être transformés en vue de leur utilisation comme combustibles pour la production d'énergie.	Programme en cours
Idaho	Réduction de la taxe sur les ventes	Commission des impôts de l'Idaho	Réduction d'impôt	Encourager la production cinématographique.	Industrie du film.	Réduction de la taxe sur les ventes de 6% sur les biens meubles corporels pour des dépenses d'un montant de 200 000 dollars correspondant aux diverses dépenses admissibles; exonération totale, au-delà de 30 jours, de la taxe de séjour de 2% et de la taxe sur les ventes de 6% sur l'hébergement pour toutes les sociétés de production en déplacement.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Illinois	Programme de fret ferroviaire	Département des transports de l'Illinois	Prêts et dons	Le programme vise principalement à faciliter les investissements dans les services ferroviaires en servant de lien entre les parties intéressées et en acheminant les fonds gouvernementaux vers les projets qui visent le développement économique à l'échelle de l'État.	Apporte une aide financière aux communautés, aux sociétés de chemins de fer et aux expéditeurs en vue de préserver et d'améliorer les services de transport ferroviaire de marchandises en Illinois. L'accent est mis sur les projets qui offrent le plus de possibilités d'améliorer l'accès aux marchés et de continuer à économiser des frais de transport, et là où la participation de l'État suscitera des investissements privés dans le but de trouver des solutions permanentes des problèmes liés aux services de transport ferroviaire. Un ratio avantages/coût est utilisé pour évaluer les projets éventuels concernant le transport ferroviaire de marchandises.	Le Département des transports de l'Illinois accordera en règle générale des prêts à faible taux d'intérêt afin de financer des améliorations ferroviaires et, dans certains cas, des dons.	Programme en cours
Illinois	Programme de récupération de pneumatiques usagés	Département du commerce et des opportunités économiques de l'Illinois	Financement mixte	Prévoit des subventions et des prêts pour des projets de production de matériaux commercialisables issus de pneumatiques usagés, et pour des projets d'utilisation de matériaux issus de pneumatiques usagés dans la fabrication de produits ou la production d'énergie.	Projets de fabrication/transformation et recherche/développement.	Les montants des subventions et des prêts accordés pour les projets de fabrication/transformation peuvent atteindre 500 000 dollars, les montants des subventions accordées pour les projets d'approvisionnement ou de démonstration et de recherche/développement peuvent s'élever à 200 000 dollars et les subventions accordées pour les projets de commercialisation peuvent atteindre 75 000 dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Illinois	Incitations sur l'impôt foncier	Département du commerce et des opportunités économiques de l'Illinois	Exonérations fiscales, abattements	Seuls les biens immobiliers sont assujettis à des impôts fonciers. Les districts d'imposition peuvent accorder des abattements partiels de l'impôt foncier pour des projets de développement commercial ou industriel. Les zones d'entreprises peuvent offrir un abattement total de l'impôt foncier.	Les abattements accordés dans les zones d'entreprises sont limités aux 93 zones d'entreprises de l'Illinois.	Les abattements de l'impôt foncier sont limités à 4 millions de dollars sur dix ans, excepté dans les 93 zones d'entreprises de l'Illinois.	Programme en cours
Illinois	Incitations concernant la taxe sur les ventes	Département du commerce et des affaires communautaires de l'Illinois	Exonération fiscale	Des exonérations de la taxe sur les ventes sont prévues pour les machines agricoles, les produits chimiques pour l'agriculture, les systèmes de lutte contre la pollution, les machines de fabrication, les pièces de rechange pour ces machines, les ordinateurs utilisés pour commander ces machines et les achats dans les zones d'entreprises. Les acquéreurs de machines de fabrication bénéficient d'un crédit égal à 50% de la taxe normalement exigible sur les ventes de machines de fabrication, ce qui permet aux fabricants d'utiliser ces crédits pour compenser toute autre taxe exigible sur les taxes.	Les incitations accordées dans les zones d'entreprises sont limitées aux 93 zones d'entreprises de l'Illinois.	Crédit égal à 50% de la taxe sur les ventes de machines de fabrication normalement exigible.	Programme en cours
Illinois	Districts de financement par de nouvelles taxes (TIF)	Département du commerce et des affaires communautaires de l'Illinois	Prêt	Le financement par de nouvelles taxes permet à une collectivité d'utiliser les augmentations de diverses taxes locales issues d'un projet de réaménagement pour payer les coûts impliqués par le projet.	Les zones ciblées sont des zones en difficulté dont la base d'imposition est en diminution. Les secteurs commerciaux et industriels sont admissibles.	Les districts TIF ont une durée de 23 ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Illinois	Crédit d'impôt pour la production de films dans l'Illinois	Département du commerce et des opportunités économiques de l'Illinois	Crédit d'impôt sur le revenu	Attirer les distributeurs locaux, les dirigeants syndicaux et les cinéastes vers l'industrie cinématographique de l'Illinois en vue de promouvoir la croissance et l'accès à l'emploi et de favoriser la diversité des embauches par la production.	Industrie du film.	Pour une production admissible commençant le 1 <sup>er</sup> mai 2006 ou après, le montant équivaut à: i) 20% des dépenses de production dans l'Illinois pour l'année d'imposition; plus ii) 15% des dépenses de personnel dans l'Illinois générées par l'emploi de résidents de zones très pauvres ou à fort taux de chômage. Pour une production agréée commençant le 1 <sup>er</sup> janvier 2009 ou après, le montant équivaut à: i) 30% des dépenses de production en Illinois pour l'année d'imposition; plus ii) 15% des dépenses de personnel en Illinois générées par l'emploi de résidents de zones très pauvres ou à fort taux de chômage.	Programme en cours
Illinois	Programme de prêts de la Commission des finances de l'Illinois (IFA) en faveur du développement rural	Programme de rétrocession de prêts aux intermédiaires de la Commission des finances et des administrations agricoles locales de l'Illinois	Prêt	Aider les entreprises industrielles établies dans des communautés rurales.	Entreprises industrielles établies dans des communautés rurales de moins de 25 000 habitants. Ces entreprises doivent montrer qu'elles créent des emplois ou préservent les emplois existants et qu'elles n'ont pas accès à un financement classique.	La Commission peut prêter jusqu'à 75% du coût du projet dans la limite d'un montant de 150 000 dollars au taux fixe de 6%.	Programme en cours
Illinois	Programme de prêts en faveur de la participation des microentreprises rurales	Département du commerce et des opportunités économiques de l'Illinois	Prêt	Encourager l'investissement dans les régions rurales de l'État.	Entreprises rurales employant cinq personnes ou moins à plein temps et s'occupant de la production, de la transformation ou de la commercialisation de produits agricoles, de produits forestiers ou de produits artisanaux.	Prêts d'un montant pouvant atteindre 50% du coût du projet.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Illinois	Programme de l'Illinois pour la recherche, le développement et la démonstration concernant les biocarburants	Département du commerce et des opportunités économiques de l'Illinois, 415 ILCS 120/25, Public Act n°93-15	Dons	Dons en faveur des projets de recherche-développement et de démonstration liés à la production de carburants à base d'éthanol et de biodiesel en Illinois. Les programmes visés sont, entre autres, le projet de dons en faveur des plans d'entreprise liés aux biocarburants, les projets de recherche et de démonstration concernant l'éthanol et des dons en faveur de la construction de nouvelles installations de production de biocarburants en Illinois.	Les demandeurs admissibles sont les "entités de l'État et des pouvoirs publics locaux, les associations, les écoles publiques ou privées, les collèges et les universités, les instituts de recherche, les organisations à but non lucratif, les entreprises privées et les individus". Le bénéficiaire de dons en faveur de la construction d'installations doit construire une nouvelle installation de production de biocarburants d'une capacité d'au moins 30 millions de gallons par an, ou agrandir/modifier une installation existante de façon à augmenter sa capacité d'au moins 30 gallons par an.	Le don maximal accordé pour la construction d'une nouvelle installation de production de biocarburants est de 5,5 millions de dollars. Le total du don accordé ne peut pas excéder 10% des coûts de construction totaux de l'installation, ou 0,10 dollar par gallon de la production nouvelle. Le programme de dons en faveur des plans d'entreprise liés aux biocarburants fournit des dons au titre de la planification pouvant aller jusqu'à 25 000 dollars. Pour les projets de démonstration, le don maximal pouvant être demandé pour chaque catégorie de projet admissible s'élève à 225 000 dollars. La durée maximale de la subvention sera déterminée en fonction des projets et n'excèdera pas deux ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Illinois	Programme en faveur de la compétitivité du charbon	Département du commerce et des opportunités économiques (DCEO)	Dons	Améliorer l'efficacité de l'industrie du charbon de l'Illinois, renforcer la position compétitive du charbon de l'Illinois et ouvrir de nouveaux marchés pour le charbon et les produits dérivés du charbon de l'Illinois. Améliorer aussi la sécurité des mineurs ainsi que les systèmes d'extraction, de préparation et de transport du charbon en Illinois.	Toute entité qui 1) produit, prépare, transporte ou utilise du charbon en Illinois, ou 2) qui est juridiquement affiliée à une entité de ce type, peut présenter une demande. Les projets peuvent nécessiter un site hôte, des partenaires privés et publics pour le partage des coûts, etc., avant que la proposition ne soit examinée. Les projets doivent procurer des avantages économiques notables à l'Illinois.	Environ 15 millions de dollars provenant du Fonds d'aide au développement de nouvelles technologies pour le charbon sont alloués chaque année au programme. Généralement, les dons sont compris entre 50 000 et 1 500 000 dollars et représentent jusqu'à 20% du coût total du projet. En règle générale, les dons accordés représenteront jusqu'à 20% des coûts totaux du projet. Les dons visant à moderniser, reconstruire ou réparer des équipements miniers existants seront limités à 10% du coût du projet total. Les dons sont limités à la durée de l'exercice budgétaire de l'État. Au cours de l'exercice budgétaire 2010, le DCEO a accordé 5,1 millions de dollars au titre de financement de l'État pour sept projets de production et d'utilisation du charbon, ce qui a suscité plus de 92,1 millions de dollars d'investissements privés dans la modernisation et l'agrandissement des infrastructures. Depuis 1996, le programme a donné lieu à plus de 1,9 milliard de dollars d'investissements privés dans les infrastructures en Illinois.	Programme en cours (a débuté en 1996)



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Illinois	Programme en faveur de la recherche sur le charbon	Département du commerce et des opportunités économiques (DCEO). Sous la supervision technique de l'Institut de l'Illinois pour le charbon propre	Dons	Promouvoir la recherche sur le charbon dans l'État.	Toute entité peut présenter une demande. La préférence est accordée aux demandeurs de l'Illinois. Sont susceptibles de bénéficier du programme les universités et les instituts de recherche menant des activités de recherche sur le charbon relatives à la gestion du carbone, aux techniques d'extraction du charbon de pointe à la production d'électricité, à l'efficacité des usines, etc.	Dons, représentant au total plus de 68,9 millions de dollars au titre du financement de l'État, de l'État fédéral et des entreprises privées, à plus de 15 universités et autres instituts de recherche menant des activités de recherche axées sur la gestion du carbone, les techniques d'extraction du charbon de pointe, la production d'électricité et l'efficacité des usines, la gazéification du charbon, l'épuration des fumées, la gestion du carbone et la carbochimie. Les dons sont généralement compris entre 60 000 et 250 000 dollars et sont versés par la Southern Illinois University de la ville de Carbondale. La durée de la subvention est limitée à 24 mois. Environ 3 millions de dollars provenant du Fonds d'aide au développement de nouvelles technologies pour le charbon sont alloués pour les projets de recherche. Au cours de l'exercice budgétaire 2010, le DCEO a accordé 3,7 millions de dollars au titre du financement de l'État pour 24 projets de recherche.	Projet en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Illinois	Programme de développement (charbon)	Département du commerce et des opportunités économiques (DCEO). Supervision technique de l'Institut de l'Illinois pour le charbon propre.	Dons	Élaborer les technologies prometteuses relatives au charbon propre au-delà du stade de la recherche, en vue de la commercialisation. Les processus de développement incluent la maturation des technologies, le transfert de technologies et les études connexes.	Toute entité peut présenter une demande; la préférence est accordée aux demandeurs de l'Illinois. Les projets doivent avoir dépassé le stade de la recherche-développement et doivent faire l'objet d'un important partage des coûts. Généralement, la proposition de développement est présentée par un organisme ayant une expertise technique commerciale particulière dans le domaine proposé, mais ce sont les producteurs de charbon et les fournisseurs d'électricité de l'Illinois qui bénéficient du programme.	Le programme fournit un financement à parts égales avec le secteur privé pour contribuer à répondre aux besoins du secteur déterminés par le marché. Les dons sont généralement compris entre 250 000 et 600 000 dollars. La durée de la subvention est limitée à 24 mois. Le fonds reçoit 1/64 <sup>ème</sup> des recettes provenant de la taxe sur les services publics. À ce jour, plus de 13 millions de dollars ont été alloués pour 70 projets. Au cours de l'exercice budgétaire 2010, le DCEO a accordé 105 036 dollars au titre du financement de l'État pour la réalisation de deux projets de développement.	Programme en cours
Illinois	Programme de démonstration (charbon)	Département du commerce et des opportunités économiques (DCEO).	Dons	Aider à financer certains systèmes de démonstration à grande échelle de pointe pour le charbon destinés à être utilisés par les services publics et par l'industrie, introduire sur le marché une nouvelle génération de techniques pour le charbon propre, et apporter des avantages à court terme à l'État et aux communautés locales grâce à une hausse de l'emploi, du revenu des personnes physiques et des recettes fiscales.	Toute entité peut présenter une demande. Les fonds sont destinés à des projets d'équipement menés en Illinois qui apportent des avantages économiques importants à l'État. Les projets nécessitent généralement un site hôte, des accords d'achat d'énergie, des partenaires privés et publics pour le partage des coûts, etc. avant examen de la proposition. Une dotation propre à chaque projet doit être effectuée et les projets sont soumis à l'approbation finale du gouverneur.	Les dons sont généralement compris entre 1 million et 30 millions de dollars. La durée des subventions et les fonds alloués peuvent chevaucher les exercices budgétaires. Le DCEO est autorisé à émettre 185 millions de dollars d'obligations générales pour financer les projets choisis. Depuis le lancement du programme, en 1981, l'Illinois a alloué, au titre du Fonds d'obligations pour le développement du charbon et de l'énergie, plus de 174,3 millions de dollars destinés à 33 projets.	Programme en cours (a débuté en 1981)

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Illinois	Programme de réhabilitation (charbon)	Département du commerce et des opportunités économiques. Loi de l'Illinois sur le développement des ressources et la sécurité énergétique (Public Act 92-0012)	Dons	Aider à développer de nouvelles capacités de production d'électricité à base de charbon, des installations de gazéification du charbon, ou des centrales à cycle combiné à gazéification intégrée du charbon qui génèrent des matières premières pour l'industrie chimique ou des carburants dérivés du charbon pour les transports en Illinois.	Les entreprises qui proposent de construire une nouvelle installation de production d'électricité ou d'agrandir une installation existante, y compris les lignes électriques et les équipements connexes pour la fourniture d'électricité de base, ou de construire une installation de gazéification du charbon. Le projet doit 1) prévoir une capacité de production nominale globale de 400 mégawatts ou plus pour toutes les unités situées sur un même site, et le charbon ou des gaz dérivés du charbon comme source d'alimentation principale de l'installation proposée, et contribuer à la création d'au moins 150 nouveaux emplois dans le secteur de l'extraction du charbon en Illinois, ou 2) concerner la gazéification du charbon ou gazéification intégrée à cycle combiné pour générer des matières premières pour l'industrie chimique, des carburants pour les transports ou de l'électricité.	Le DCEO est autorisé à dépenser 500 millions de dollars au titre du Fonds d'obligations pour le développement du charbon et de l'énergie, en vue de promouvoir le développement de nouvelles capacités de production d'électricité à base de charbon en Illinois. Une aide financière au titre du programme sera accordée sous la forme d'un don basé sur les taxes professionnelles de l'État appliquées aux activités de détail qui seront acquittées sur les achats de charbon de l'Illinois destinés aux nouvelles installations. Les installations admissibles peuvent bénéficier de dons équivalant approximativement à la valeur actuelle des futures taxes sur les ventes de charbon extrait en Illinois qui seront acquittées sur une période de 25 ans jusqu'à concurrence de 100 millions de dollars.	Programme en cours (les règles finales relatives au programme ont été adoptées le 23 août 2002).
Illinois	Programme de dons en faveur de la conversion du biogaz et de la biomasse en énergie	Programme du DCEO relatif aux sources d'énergie renouvelables	Dons	Encourager l'utilisation du biogaz et de la biomasse pour la production d'énergie sur place en Illinois.	Les projets visés sont ceux qui sont conçus pour utiliser du biogaz ou de la biomasse comme combustible pour produire de l'électricité au moyen de systèmes de production combinée de chaleur et d'énergie faisant appel à des techniques de gazéification, de combustion combinée ou de digestion anaérobie.	Les demandeurs peuvent bénéficier d'incitations pouvant représenter jusqu'à 50% du coût total du projet. Le don maximal en faveur des études de faisabilité concernant la conversion du biogaz ou de la biomasse en énergie s'élève à 2 500 dollars. Le don maximal en faveur des systèmes de conversion du biogaz en énergie est de 225 000 dollars et le don maximal pour les systèmes de conversion de la biomasse en énergie est de 500 000 dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Illinois	Programme de prêts en faveur de la participation dans les zones d'entreprises	Département du commerce et des opportunités économiques	Prêts	Encourager le développement économique et la revitalisation des quartiers dans les zones d'entreprises de l'Illinois au moyen d'un financement subordonné inférieur au taux du marché destiné aux entreprises implantées dans une zone d'entreprises de l'Illinois ou qui s'y agrandissent. Le financement au titre du programme peut être utilisé pour les activités des entreprises, telles que l'achat et l'installation de machines et d'équipements, d'actifs circulants, l'achat de terrains, la construction et la rénovation de bâtiments. Les fonds ne peuvent pas être utilisés pour le refinancement de la dette ou le financement d'imprévus.	Toute petite entreprise à but lucratif opérant en Illinois, y compris ses sociétés affiliées, qui compte moins de 500 personnes à temps plein, et qui est située dans une zone d'entreprises désignée en Illinois.	Ce programme est une variante du programme classique de prêts en faveur de la participation, puisque le DCEO propose des prêts par l'intermédiaire des établissements de crédit participantes. Cependant, il permet d'accorder aux petites entreprises situées dans une zone d'entreprises un taux d'intérêt plus attractif qu'un programme de prêts en faveur de la participation classique. La participation fonctionne de la même manière que dans un prêt en faveur de la participation classique, mais offre un taux incitatif inférieur de 200 points de base au taux de référence sur la portion du financement à taux variable fournie par le DCEO – les prêts à taux fixe et les prêts à taux révisable étant comparables aux bons du Trésor américain avec une majoration de 0 à 1 %.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Illinois	Programme des zones d'entreprises	Département du commerce et des opportunités économiques, Loi de l'Illinois sur les zones d'entreprises	Incitations fiscales	Stimuler la croissance économique et la revitalisation des quartiers dans les zones de l'État en difficulté économique au moyen d'incitations fiscales, d'incitations fiscales spéciales au niveau de l'État et au niveau local, d'un allègement de la réglementation et d'une amélioration des services gouvernementaux. Ce programme comprend huit subventions d'État et cinq subventions locales.	Entreprises implantées (ou qui choisissent de s'implanter) dans une zone d'entreprises.	Exonération de la taxe professionnelle acquittée par les détaillants sur les matériaux de construction, crédit d'impôt pour l'investissement de 5% sur les biens admissibles et crédit d'impôt pour chaque emploi créé dans les zones d'entreprises permettant l'embauche d'un travailleur qualifié délocalisé ou d'une personne défavorisée sur le plan économique. Exonérations additionnelles pour les entreprises qui font les investissements réglementaires minimaux permettant de créer ou de maintenir le nombre d'emplois nécessaires: exonération de la taxe d'État sur les ventes étendue aux achats de biens personnels utilisés ou consommés au cours du processus de fabrication ou dans le cadre de l'exploitation d'une installation de lutte contre la pollution et exonération de la taxe d'État sur les services publics pour l'électricité, le gaz naturel et exonération de la redevance administrative et du droit d'accise sur les télécommunications de la Commission du commerce.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Illinois	Programme de crédit d'impôt au titre du développement économique en faveur de la croissance économique (EDGE)	Département du commerce et des opportunités économiques	Crédit d'impôt	Fournir une incitation fiscale spéciale pour encourager les entreprises à implanter ou à étendre leurs activités en Illinois lorsqu'il est sérieusement envisagé de les implanter dans un lieu concurrent dans un autre État.	Entreprises qui prouvent l'existence d'une concurrence avec un autre État et qui acceptent de faire un investissement d'au moins 5 millions de dollars pour améliorer des biens d'équipement dans l'État et de créer au moins 25 emplois à temps plein en Illinois. Une entreprise comptant 100 employés ou moins doit accepter de faire un investissement en biens d'équipement d'un million de dollars et de créer au moins cinq emplois à temps plein en Illinois. Le projet doit avoir pour objet l'agrandissement d'une exploitation existante ou une nouvelle implantation. Les relocalisations d'entreprises en Illinois sont admissibles s'il existe une raison valable pour laquelle leur implantation actuelle est inappropriée. Chaque projet doit comporter l'engagement de réaliser un investissement en biens d'équipement en Illinois d'au moins 5 millions de dollars et de créer au moins 25 emplois (à l'exclusion des rappels, des transferts, etc.); ou les entreprises de moins de 100 employés doivent faire un investissement en biens d'équipement d'au moins un million de dollars et créer au moins 5 emplois, ou le projet doit satisfaire aux prescriptions en matière d'investissement et de création d'emplois et/ou de maintien des emplois établies par le DCEO.	Le montant du crédit d'impôt est calculé au cas par cas. Les crédits d'impôt pourraient atteindre le montant des recettes générées par l'impôt sur le revenu de l'Illinois acquitté par les employés nouvellement embauchés et/ou les employés maintenus dans leur emplois qui travaillent pour l'entreprise relevant du projet. Les crédits non remboursables peuvent être déduits des impôts sur les bénéfices des sociétés exigibles sur une période n'excédant pas dix ans. Bien que chaque montant annuel du crédit d'impôt ne puisse excéder le montant de l'impôt de l'Illinois sur les bénéfices des sociétés exigible (les crédits d'impôt sur les bénéfices ne sont pas remboursables), le crédit peut être reporté sur cinq ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Illinois	Zone de réaménagement des bords de cours d'eau	Département du commerce et des opportunités économiques. Loi sur les zones de réaménagement des bords de cours d'eau	Incitations fiscales, telles qu'exonération de la taxe sur les ventes et abattement de l'impôt foncier	Désigner des zones dans quatre villes: Aurora, East Saint Louis, Elgin et Rockford.	Entreprises implantées dans une zone de réaménagement des bords de cours d'eau.	Crédits d'impôt pour l'investissement: crédit d'impôt de 0,5% pour les actifs amortissables admissibles dans la zone. Crédit additionnel de 0,5% sur la base des actifs admissibles dans une zone visée si les actifs sont mis en service le 1 <sup>er</sup> juillet 2006 ou après, et si le nombre d'employés de l'entreprise en Illinois a augmenté de 1% ou plus au cours de l'année précédente. Crédit d'impôt pour l'emploi: crédit d'impôt de l'État sur les bénéfices des sociétés, de 500 dollars pour chaque emploi créé dans une zone visée lorsqu'un travailleur délocalisé est embauché. Pour satisfaire aux critères, il faut embaucher cinq travailleurs de ce type, qui doivent tous être employés pendant au moins 180 jours consécutifs au rythme de 30 heures par semaine au cours de l'année d'imposition.  Crédit d'impôt pour la remise en état de l'environnement: crédit d'impôt de l'État sur le bénéfices dans le cas de certains coûts admissibles non remboursés afférents à des travaux de remise en état. Le crédit est de 0,25 pour chaque dollar consacré à des dépenses de remise en état non remboursées. Déduction des dividendes, déduction des intérêts perçus, exonération de la taxe sur les ventes de matériaux de construction et abattement de la taxe foncière.	
Illinois	Exonération de la taxe sur l'éthanol	Département du Trésor public 35 Lois compilées de l'Illinois 120/2-10 et 105/3-10	Exonération fiscale	Encourager l'utilisation du carburant éthanol.	Exonération de la taxe sur l'éthanol. Les taxes sur les ventes et l'utilisation ne s'appliquent pas aux carburants à base d'éthanol (contenant entre 70% et 90% d'éthanol).	Exonération à 100% des taxes sur les ventes et l'utilisation des carburants à base d'éthanol. Ces taxes s'appliquent à 100% du produit des ventes réalisées après le 31 décembre 2013.	1 <sup>er</sup> juillet 2003-31 décembre 2013

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Illinois	Programme en faveur du développement des carburants renouvelables de l'Illinois	Département du commerce et des opportunités économiques. HB46 - 20 ILCS 689	Dons	Programme en faveur du développement des carburants renouvelables offrant des dons pour la construction, la modification, l'aménagement ou le rééquipement des usines de production de carburants renouvelables d'une capacité de production minimale de 30 millions de gallons.	Usines ayant une capacité de production de 30 millions de gallons.	Dons pouvant aller jusqu'à 15 millions de dollars par an.	
Illinois	Sources d'énergie renouvelables - Programme de dons en faveur de la conversion du biogaz et de la biomasse en énergie	Département du commerce et des opportunités économiques	Dons	Favoriser l'investissement dans les sources d'énergie renouvelables, leur développement et leur utilisation.	Ce programme vise principalement à soutenir le développement de projets axés sur l'accroissement de l'utilisation de l'énergie renouvelable et à soutenir les technologies d'exploitation des énergies renouvelables. Toutefois, en fonction des demandeurs, un ou plusieurs des projets à plus petite échelle peuvent être sélectionnés pour faire l'objet d'un soutien.	Coûts des projets associés aux équipements et aux études concernant le biogaz et la biomasse. Le montant du don maximal pour une étude de faisabilité concernant la conversion du biogaz ou de la biomasse en énergie s'élève à 2 500 dollars. Le montant du don maximal pour les systèmes de conversion du biogaz en énergie s'élève à 225 000 dollars. Le montant du don maximal pour les systèmes de conversion de la biomasse en énergie est de 500 000 dollars.	Programme en cours
Illinois	Sources d'énergie renouvelables -projet de développement de l'énergie éolienne	Département du commerce et des opportunités économiques	Dons	Favoriser l'investissement dans les sources d'énergie renouvelables, leur développement et leur utilisation.	Ce programme vise principalement à soutenir le développement de projets éoliens à des fins commerciales, d'au moins 5 MW de capacité nominale. Toutefois, en fonction des demandeurs, un projet ou plusieurs projets à plus petite échelle peuvent être sélectionnés pour faire l'objet d'un soutien.	Le montant maximal du don accordé est de 25 000 dollars par projet.	Programme en cours
Illinois	Programme en faveur du développement des carburants renouvelables (RFDP)	Ce programme a été établi en juin 2003 au titre de la Loi générale n° 93-15.	Dons	Promouvoir et encourager la production et l'utilisation de carburants renouvelables tels que le biodiesel, les mélanges à base de biodiesel et les carburants essentiellement à base d'éthanol.	Dons en faveur de la construction de nouvelles installations de production de biocarburants d'une capacité d'au moins 30 millions de gallons par an.	Le montant maximal du don au titre de ce programme est de 5,5 millions de dollars par installation.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Indiana	Mesures d'incitation <i>ad hoc</i>	Comté de Spencer	Abattement fiscal	L'objectif de ce programme était d'accompagner la construction d'un nouveau laminoir à profilés de 285 millions de dollars dans le comté de Whitley. Abattements fiscaux du comté de Spencer.	Steel Dynamics.	Jusqu'à 59 millions de dollars d'abattements fiscaux.	dix ans
Indiana	Exonération de la taxe de séjour (hôtel)	Code de l'Indiana, 6-9-3-4	Exonération fiscale	Encourager la production de films dans l'État.	Industrie du film.	Exonération de la taxe de séjour de 6% pour les sociétés de production dont la durée du séjour est de plus de 30 jours.	Programme en cours
Indiana	Désignation de parcs technologiques certifiés	Indiana, Code 36-7-32	Recettes fiscales	L'implantation d'activités de haute technologie et d'infrastructures publiques dans un parc technologique sert un objectif d'intérêt public et contribue au bien-être général en encourageant l'investissement, la création d'emplois et la préservation des emplois existants, ainsi que la croissance et la diversité économiques.	Le Département du commerce de l'Indiana peut désigner une zone comme étant un parc technologique certifié s'il est satisfait à certains critères, notamment le ferme engagement d'au moins une entreprise exerçant une activité de haute technologie de créer un nombre important d'emplois. Les "activités de haute technologie" comprennent les technologies de pointe relatives aux véhicules, à savoir les technologies concernant les véhicules électriques, les véhicules électriques hybrides ou les véhicules à carburants de substitution, ou les composants utilisés pour la construction de ces véhicules.	Non disponible.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Indiana	Programme de zones d'entreprises	Société de développement économique de l'Indiana (IEDC)	Différentes exonérations fiscales	Le programme de zones d'entreprises vise à encourager les entreprises à étendre ou à implanter leurs activités en Indiana.	Les zones d'entreprises sont situées dans des zones sinistrées sur le plan économique, souvent des zones traditionnelles du centre-ville ou des zones industrielles et manufacturières anciennes qui ont connu une période de déclin prolongée.	Crédit d'impôt pour l'investissement, crédit d'impôt pour la création d'emplois, exemptions au titre du zonage, déductions de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, crédit au titre de la formation pour employés, décisions sur le zonage accéléré, crédit de relance industrielle, crédit d'impôt sur le revenu des employés, aide à l'élaboration de plans d'entreprises, statut de zone exonérée d'impôt (zones à revitaliser), crédit d'impôt sur l'assurance maladie, prêts à faible taux d'intérêt, réduction de la taxe sur les ventes acquittée par le consommateur, incitations en faveur des employés en matière de garde d'enfants, utilisation à des conditions de faveur de biens excédentaires de l'État, exonération de la taxe sur les ventes pour les services publics, améliorations d'établissements d'enseignement public, crédit d'impôt sur les bénéfices des prêteurs pour les prêts aux entreprises des zones d'entreprises, crédit d'impôt sur les bénéfices au titre de la contribution aux établissements d'enseignement publics, abattements de la taxe foncière, garde d'enfants, exonération de l'impôt sur les biens pour les machines et équipements, modernisation des services publics dans les zones d'entreprises (pompiers, police), exonération de la taxe sur les ventes pour l'achat de machines et d'équipements, prévention ciblée de la criminalité et de la toxicomanie.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Indiana	Abattement fiscal et assistance	Ville de Chicago Est	Abattement fiscal	Moderniser les machines et équipements d'ISG Burns Harbor.	International Steel Group (a été vendu en 2005 à Mittal Steel; qui est par la suite devenu Arcelor-Mittal en 2006).	74 millions de dollars EU sur dix ans.	2003
Indiana	Mesures d'incitation <i>ad hoc</i>	Comté d'Erié, Agence de l'Indiana pour le développement industriel	Dégrèvement de la taxe sur les ventes et dégrèvement fiscal au titre des intérêts sur prêt hypothécaire	Aider Delaco Steel Corp.	Delaco Steel Corp.	520 000 dollars.	2005
Indiana	Programmes de garanties de prêt	Société de développement économique de l'Indiana (IEDC)	Garantie	Elles doivent créer ou conserver des emplois dans l'Indiana.	Des garanties de prêt sont disponibles pour financer l'acquisition de terrains, l'acquisition ou l'amélioration de bâtiments, de structures, de machines, d'équipements, d'installations, ainsi que l'acquisition de capital circulant. Les entreprises admissibles sont des entreprises de haute technologie/à forte croissance, des entreprises agro-industrielles et certaines entreprises manufacturières.	Si la caution est constituée de biens immobiliers, la garantie peut aller jusqu'à 90% du solde du prêt ou 90% de la valeur du marché estimée, en prenant le moindre des deux montants. Si la caution est constituée de biens mobiliers corporels, la garantie peut aller jusqu'à 75% du solde du prêt ou 75% de la valeur du marché, en prenant le moindre des deux montants. Des garanties limitées pour le capital circulant sont disponibles pour les entreprises de haute technologie. Montants variables. Pour les projets de développement rural et les projets agricoles à valeur ajoutée, la garantie maximale est de 300 000 dollars. Elle peut être plus élevée pour les projets des entreprises à forte croissance/de haute technologie et les projets des entreprises manufacturières.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Indiana	Mesures d'incitation <i>ad hoc</i>	Comté de DeKalb	Crédits d'impôt/obligations	L'objectif de ce programme était d'accompagner le lancement d'une nouvelle mini-usine de 370 millions de dollars à Butler. Cette subvention se composait de crédits d'impôt, d'abattements fiscaux, d'obligations et de recettes de l'impôt sur le revenu pour le développement économique du comté affectées au projet (novembre 1995). Programmes d'incitations fiscales en cours notifiés antérieurement.	Steel Dynamics.	Incitations fiscales du comté de DeKalb de 77,84 millions de dollars; obligations du comté de DeKalb de 11,1 millions de dollars; obligations du comté de DeKalb devant être remboursées par des impôts fonciers de 5,6 millions de dollars; subvention du comté de DeKalb issue des recettes de l'impôt sur le revenu pour le développement économique de 12,5 millions de dollars. Montant total: 107,4 millions de dollars.	Dix ans
Indiana	Crédit d'impôt des Districts d'amélioration et de revitalisation des collectivités (CRED)	Société de développement économique de l'Indiana (IEDC)	Crédit d'impôt	Encourager des investissements pour revitaliser les zones CRED désignées.	Disponible uniquement pour les entreprises implantées dans des districts CRED. Il existe actuellement dix districts CRED en Indiana.	Jusqu'à 25% des investissements admissibles.	Programme en cours
Indiana	Fonds TECH	Société de développement économique de l'Indiana (IEDC)	Don	Les activités de formation admissibles pour le remboursement doivent entraîner la certification exportable d'un employé à plein temps dans les domaines de la gestion des systèmes, l'ingénierie des systèmes ou le développement de logiciels; ou une autre certification dans des applications avancées de commerce électronique.	Entreprises de l'Indiana ou entreprises à but non lucratif qui emploient des résidents de l'Indiana (citoyens américains uniquement) dans des activités avancées dans le domaine des technologies de l'information. Les non-résidents et les employés contractuels ou à temps partiel ne sont pas admissibles. Les entreprises doivent être en activité depuis au moins un an avant la date de demande et être en règle avec l'Indiana.	Les fonds sont disponibles sur une base de remboursement. L'entreprise doit soumettre des rapports trimestriels sur l'état d'avancement de la formation des employés. Montants: jusqu'à 50% des coûts de formation admissibles. Le montant des fonds pour la formation peut atteindre 50 000 dollars. Pour 30 employés ou moins: jusqu'à 50% des coûts de formation admissibles; de 30 à 100 employés: jusqu'à 40% des coûts de formation admissibles; de 100 à 200 employés: jusqu'à 30% des coûts de formation admissibles; 200 et plus: jusqu'à 10% des coûts de formation admissibles.	Le fonds TECH a pris fin en 2009.

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Iowa	Zones d'entreprises	Département du développement économique	Crédit d'impôt mixte	28 comtés et 18 villes peuvent établir des zones d'entreprises pour les fabricants et les autres entreprises qui s'élargissent ou exercent de nouvelles activités.	Entreprises situées dans les zones en difficulté économique de l'Iowa. Les entreprises établies dans une zone d'entreprises doivent investir au moins 500 000 dollars, embaucher au moins dix personnes aux niveaux ciblés de salaire et d'avantages sociaux, et ne pas être des établissements de vente au détail.	Les zones d'entreprises apportent les avantages suivants aux entreprises admissibles: 1) Exonération de l'impôt foncier pendant une période pouvant aller jusqu'à dix ans. 2) Crédit d'impôt pour l'investissement pouvant atteindre 10% de l'impôt sur le revenu des sociétés. 3) Remboursement des taxes sur les ventes ou l'usage accordé aux entrepreneurs durant la construction. 4) Crédit supplémentaire de 3% ou 10% au titre des activités de recherche pour les activités de recherche admissibles. 5) Crédit d'impôt additionnel de 1,5% (pouvant atteindre 3% dans le cadre du programme de formation professionnelle des entreprises).	Programme en cours
Iowa	Programme d'assistance aux initiatives entrepreneuriales (EVA)	Département du développement économique	Prêt	Le Programme d'assistance aux initiatives entrepreneuriales (EVA) prévoit des fonds d'aide financière pouvant atteindre 20 000 dollars et des fonds d'assistance technique pouvant atteindre 5 000 dollars en faveur d'une entreprise active dans un secteur de l'économie de l'Iowa ayant le plus grand potentiel de démarrage et de croissance pour l'Iowa.	Biotechnologie; matériaux de recyclage; développement de logiciels et produits informatiques; matériaux avancés; industries manufacturières avancées; instruments médicaux et chirurgicaux.	Un montant pouvant atteindre 50 000 dollars peut être attribué à un seul requérant, sous forme d'aide financière. Le remboursement des fonds peut se faire sous forme d'investissement de redevance ou de prêt à faible taux d'intérêt, forme qui est déterminée lors de l'approbation. Un montant pouvant atteindre 10 000 dollars peut être attribué à un seul requérant, sous forme d'assistance technique. Les fonds d'assistance technique sont considérés comme une subvention et n'exigent pas de remboursement.	Programme en cours
Iowa	Mesures d'incitation <i>ad hoc</i>	État de l'Iowa	Incitations fiscales	Les incitations ont été accordées par l'État de l'Iowa à Ipsco pour la construction d'une nouvelle fabrique de tôles de 360 millions de dollars.	Ipsco.	Montant fixe de 73 millions de dollars, dont 3 millions sous forme de subvention de l'État et 70 millions de dollars sous forme d'incitations fiscales.	20 ans

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Iowa	Exonération de la redevance sur les biens de l'État	Département du développement économique de l'Iowa	Exonération de redevance	Aider à promouvoir la production de films dans l'État.	Industrie du film.	Aucune redevance n'est perçue pour l'utilisation de biens de l'État pour les tournages.	Programme suspendu
Iowa	Exonération de la taxe sur le logement	Département du développement économique de l'Iowa	Exonération fiscale	Encourager la production cinématographique.	Industrie du film.	Exonération de la taxe de séjour pour les séjours en hôtel/motel d'au moins 30 jours d'affilée pour autant que la durée du contrat soit de 30 jours ou plus.	Programme en cours
Iowa	Fonds de démonstration en faveur d'industries ciblées	Département du développement économique de l'Iowa (Code administratif de l'Iowa, chapitre 105)	Dons et prêts	Encourager la commercialisation des innovations en favorisant les entreprises compétitives et bénéficiaires créatrices d'emplois bien rémunérés et de richesse en Iowa.	Entreprises des trois secteurs industriels ciblés: sciences de la vie, industries de pointe et technologies de l'information. Les requérants doivent pouvoir démontrer que le produit est prêt à la commercialisation et à la mise sur le marché. Les requérants doivent en outre montrer leur aptitude à mettre au point et à commercialiser des produits ainsi qu'à gérer avec succès une nouvelle entreprise. Les sociétés candidates doivent subir une procédure rigoureuse de diligence raisonnable et leur candidature est appréciée au regard de la qualité commerciale du projet, de son retour sur investissement et de son effet sur le développement économique.	L'aide disponible peut atteindre 150 000 dollars par projet. Le plus souvent, cette aide prend la forme d'un prêt de complaisance.	Programme en cours; financement actuel prévu pour huit ans à compter de l'exercice 2008
Iowa	Fonds pour les coentreprises des technologies de l'information	Département du développement économique de l'Iowa (Code administratif de l'Iowa, chapitre 102)	Dons et prêts	Encourager les entreprises de l'Iowa à travailler ensemble à la mise au point d'innovations ciblées dans le domaine des technologies de l'information (TI).	Entreprises basées en Iowa et relevant des secteurs des industries de pointe, des sciences de la vie ou des TI qui souhaitent s'associer à une autre entreprise des TI basée en Iowa. Les projets doivent déboucher sur un produit ou un service disponible dans le commerce et ne pas se limiter à une innovation réservée à l'usage interne de l'entreprise utilisatrice des TI.	L'aide disponible peut atteindre 100 000 dollars par projet et prendre la forme d'un don ou d'un prêt de complaisance.	Programme en cours; début du programme en 2007

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Iowa	Programme de développement de la chaîne d'approvisionnement	Département du développement économique de l'Iowa (Code administratif de l'Iowa, chapitre 15.411(10))	Dons	Encourager les initiatives de développement de la chaîne d'approvisionnement manufacturière des secteurs ciblés.	Les secteurs ciblés des sciences de la vie, des technologies de l'information et de l'industrie de pointe bénéficieront d'une assistance technique au développement de leur chaîne d'approvisionnement. Les moyens de cette assistance seront les suivants: amélioration des liens avec les fournisseurs de l'Iowa et des aptitudes et capacités de production des secteurs ciblés; programmes d'amélioration des résultats; services de commercialisation des technologies.	L'aide disponible ne peut dépasser 100 000 dollars par projet.	Programme en cours
Iowa	Programme de prêt pour les carburants de substitution	Centre de l'énergie de l'Iowa	Prêt	Encourager les projets relatifs aux énergies de substitution.	Les installations de production de carburants doivent être situées en Iowa.	Le programme offre des prêts sans intérêt couvrant jusqu'à la moitié du coût des projets de production de carburants liés à la biomasse ou aux carburants de substitution, jusqu'à un maximum de 250 000 dollars par installation. Les autres prêts sont accordés par les prêteurs participants à un taux d'intérêt négocié.	Programme en cours
Iowa	Taxe en faveur des carburants de substitution	Code administratif de l'Iowa, 452A	Crédit d'impôt	Encourager l'utilisation de carburant à l'éthanol.	Les personnes mélangeant un carburant conventionnel à de l'éthanol peuvent demander le remboursement de la différence entre les taxes sur les ventes versées sur le carburant acheté pour produire l'essence mélangée à l'éthanol et la taxe due sur l'essence mélangée à l'éthanol.	Le carburant E85 est taxé à un taux réduit de 0,17 dollar le gallon contre 0,203 dollar le gallon pour l'essence conventionnelle. Le gaz naturel comprimé utilisé comme carburant est taxé à 0,16 dollar les 100 pieds cubes.	Expiration de ces incitations fiscales: 30 juin 2007

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Iowa	Programme de partage des coûts pour les infrastructures de ravitaillement en éthanol		Don	Le Programme de partage des coûts pour les infrastructures de ravitaillement en éthanol est un programme d'État mis en place pour offrir des incitations financières à l'installation ou à la conversion d'infrastructures de ravitaillement en carburant E85 et d'infrastructures nécessaires pour créer des installations terminales de stockage du biodiesel destiné à être distribué aux stations-service. Ce programme permettra la création d'au moins 30 points de vente au détail de carburant E85 nouveaux ou convertis et quatre installations terminales nouvelles ou converties.		Le montant maximal prévu par le programme est de 325 000 dollars par an.	Exercice budgétaire allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2011.



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Kansas	Zone d'entreprises	Département du commerce	Crédit d'impôt/exonérations fiscales	La Loi sur les zones d'entreprises prévoit des crédits de l'impôt sur le revenu perçu par l'État ainsi que des exemptions de taxes sur les ventes perçues par l'État et les autorités locales à l'échelle de l'État. Ce programme n'est pas fondé sur des critères géographiques spécifiques, sauf dans certains cas. Les types de crédits et d'exemptions et les montants crédités dépendent: 1) du type d'entreprise (activités de fabrication, de distribution, liées à certains services ou autres activités désignées); 2) du nombre de nouveaux emplois nets créés et de l'investissement en capital. Les comtés non métropolitains peuvent offrir des crédits à l'emploi supplémentaires si certaines conditions sont remplies. L'exemption de la taxe sur les ventes peut être accordée aux entreprises de vente au détail situées dans des villes de moins de 2 500 habitants ou dans des comtés de moins de 10 000 habitants.	Dans l'ensemble de l'État, à l'exception de: 1) 99 comtés non métropolitains qui peuvent bénéficier de crédits à l'emploi supplémentaires s'ils remplissent certaines conditions; 2) toutes les entreprises, y compris les entreprises de vente au détail, situées dans des villes de moins de 2 500 habitants ou des comtés de moins de 10 000 habitants qui peuvent bénéficier d'une exemption de la taxe sur les ventes.	Les incitations sont les suivantes: 1) exonération de la taxe sur les ventes lors de l'achat de machines, d'équipements ou de services associés à un projet de construction, d'expansion ou de rénovation créant de nouveaux emplois nets; 2) crédit d'impôt à la création d'emplois (crédit de base 1 500 dollars, crédit bonifié 2 500 dollars) à soustraire de l'impôt du Kansas exigible sur le revenu pour chaque emploi net créé; et 3) crédit d'impôt à l'investissement (1 000 dollars) à soustraire de l'impôt du Kansas sur le revenu exigible pour chaque tranche ou partie importante de tranche de 100 000 dollars d'investissement. Il s'agit d'un crédit unique pouvant être reporté indéfiniment. Le montant maximal du crédit pour une année donnée correspond à 100% de l'impôt exigible lors d'un investissement commercial admissible.	Programme en cours
Kansas	Loi sur la croissance économique du Kansas	Office des sciences de la vie du Kansas	Dons/dette convertible	Créé par la Loi de 2004 sur la croissance économique du Kansas, l'Office des sciences de la vie du Kansas (KBA) investit dans le secteur des sciences de la vie pour stimuler la création d'emplois, attirer les fonds privés, de capital-risque, favoriser la recherche et accroître les investissements dans l'État.	Le KBA oriente des ressources vers les secteurs des sciences de la vie dans lesquels le Kansas dispose d'un leadership national et de compétences reconnues. Ces secteurs comprennent la santé animale, la bioénergie, les biomatériaux, la biologie végétale ainsi que la découverte et la délivrance de médicaments. Les investissements sont effectués dans la croissance des sciences de la vie tout au long du cycle d'entreprise – de la recherche-développement à la commercialisation ainsi qu'à l'extension et à l'attraction des activités.	Programmes d'investissement du KBA: Programme de bons en faveur de la recherche-développement: financement en faveur des entreprises des sciences de la vie pour des activités probatoires de recherche-développement menées dans des établissements de recherche et des entreprises du Kansas. Programme d'extension et d'attraction: financement destiné à favoriser l'extension des entreprises des sciences de la vie présentant un fort potentiel de croissance et à les attirer.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Kansas	Programme de financement obligataire en faveur des énergies éolienne et solaire	Département du commerce du Kansas	Incitation fiscale	Ce programme prévoit un financement obligataire en faveur des fabricants admissibles situés au Kansas afin d'y encourager la croissance de la production d'équipements d'énergie renouvelable.	Le programme est proposé aux fabricants d'équipements éoliens et solaires présentant des projets satisfaisant à certaines conditions minimales en matière d'emploi, de rémunération et d'investissements.	Les fabricants admissibles d'équipements éoliens et solaires peuvent recevoir jusqu'à 5 millions de dollars en obligations. L'impôt ordinaire sur le revenu qui est retenu sur les salaires des employés est utilisé pour rembourser le principal et les intérêts des obligations.	Ce programme expire le 1 <sup>er</sup> juillet 2013.
Kentucky	Groupements de construction et d'investissement dans le domaine de la haute technologie	Conseil du développement économique, Département de la commercialisation et de l'innovation du Kentucky	Prêts et dons	Le groupement de construction dans le domaine de la haute technologie est utilisé pour des projets axés sur la création d'emplois de haute technologie et d'entreprises basées sur le savoir. Le groupement d'investissement dans le domaine de la haute technologie est utilisé pour créer et promouvoir des réseaux d'industries axées sur la technologie et la recherche afin de créer des groupes d'industries innovantes au Kentucky.	Entreprises, groupes ou réseaux axés sur la technologie et la recherche et basés sur le savoir.	Le commissaire recommande le financement d'entreprises à la KEDFA pour approbation.	Programme en cours
Kentucky	Loi du Kentucky sur le développement économique rural (KREDA)	Conseil du développement économique, Département des incitations financières du Kentucky. KRS 154.22-010 <i>et seq.</i>	Crédit d'impôt	Les entreprises dont les projets ont été approuvés en vertu de la KREDA bénéficient de crédits d'impôt sur le revenu accordés par l'État et d'aides à l'emploi.	Les projets doivent créer de nouveaux emplois dans des comtés en difficulté économique. Ce programme est principalement axé sur l'industrie manufacturière.	Les entreprises dont les projets ont été approuvés en vertu de la KREDA sont susceptibles de bénéficier de crédits d'impôt sur les bénéfices accordés par l'État et d'aide à l'emploi pouvant représenter jusqu'à 100% pour l'investissement dans les terrains, les immeubles, l'aménagement du site, les équipements des bâtiments et les équipements nécessaires à un projet. L'entreprise peut obtenir une aide à l'emploi représentant 4% du salaire brut de chaque salarié dont l'emploi a été créé dans le cadre du projet approuvé et qui est soumis à l'impôt sur le revenu au Kentucky. Le salarié bénéficie à ce titre d'un crédit d'impôt sur le revenu.	Programme interrompu en 2009

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Kentucky	Zone d'opportunités économiques du Kentucky	Conseil du développement économique du Kentucky. KRS 154.22-010 <i>et seq.</i>	Crédit d'impôt	Une zone admissible se compose d'un (1) à cinq (5) secteurs de recensement contigus situés entièrement dans un comté, une autorité de comté urbain ou une ville de 1 <sup>ère</sup> catégorie. Les comtés certifiés par la KREDA sont dispensés des critères relatifs aux secteurs de recensement, l'ensemble de leur territoire peut être certifié en tant que zone. Une (1) seule zone admissible est autorisée par comté. Les entreprises éligibles comprennent les industries manufacturières, les sociétés de services ou les industries techniques nouvelles ou qui s'élargissent. Elles doivent investir au moins 100 000 dollars dans le projet et créer au moins dix (10) nouveaux emplois à plein temps pour les résidents de la zone.	La Loi du Kentucky sur les zones d'opportunités économiques (KEOZ) porte sur le développement des zones ayant des niveaux de chômage et de pauvreté élevés.	Une entreprise approuvée peut recevoir jusqu'à 100% de crédit sur l'impôt sur le revenu du Kentucky exigible issu des recettes imposables générées par le(s) projet(s). L'entreprise peut reporter les crédits pendant la durée convenue, qui est de dix (10) ans.	Programme interrompu en 2009

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Kentucky	Loi du Kentucky sur le développement industriel (KIDA)	Conseil du développement économique, Département des incitations financières du Kentucky	Crédit d'impôt	Favoriser l'implantation d'entreprises agro-industrielles, de centrales électriques ou d'installations de production dans l'État, afin d'y créer des emplois et de nouvelles sources de recettes fiscales pour financer les services publics.	Les investissements dans des projets nouveaux ou d'agrandissement dans le secteur manufacturier peuvent être admissibles au bénéfice de crédits d'impôt. Les sociétés qui créent au moins 15 emplois à temps plein et investissent au moins 100 000 dollars dans des projets approuvés en vertu de la KIDA peuvent bénéficier de crédits d'impôt de l'État sur les bénéfices jusqu'à concurrence de 100% des investissements admissibles dans les terrains, les immeubles, l'aménagement du site, les installations sanitaires des immeubles et les équipements utilisés dans un projet; ou encore la société peut percevoir une redevance d'emploi de 3% du salaire brut de chaque employé occupant un poste créé dans le cadre du projet approuvé et qui est assujetti à l'impôt sur le revenu du Kentucky.	Coût approuvé maximal déterminé par négociation.	Programme interrompu en 2009
Kentucky	Programme du Kentucky de réductions de la taxe sur les films	Conseil du commerce, Département du tourisme	Réduction d'impôt	Encourager la production de films commerciaux et d'émissions de télévision dans l'État.	Industrie du film/de la télévision.	Les sociétés de production de films cinématographiques et d'émissions de télévision bénéficient d'une réduction de la taxe sur les ventes et l'usage de 6% pour les dépenses engagées en rapport avec la production, ou d'un crédit d'impôt sur les bénéfices remboursable égal à 20% des dépenses approuvées.	Programme en cours
Kentucky	Commonwealth Seed Capital LLC	Conseil du développement économique, Département de la commercialisation et de l'innovation du Kentucky	Prise de participation ou dette convertible	Faciliter la commercialisation d'idées et de technologies novatrices développées au Kentucky.	Le CSC, entité privée n'appartenant pas à l'État mais financée par celui-ci, injecte des fonds d'État dans les entreprises technologiques du Kentucky.	Le Commonwealth Seed Capital LLC (CSC) fournit un capital de départ aux entreprises technologiques du Kentucky.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Kentucky	Crédit d'impôt pour grands projets de recyclage	Service fiscal du Kentucky	Incitations fiscales	Un contribuable ayant un ou plusieurs projets a droit à un crédit d'impôt égal au total de chaque grand projet de recyclage.	Un "grand projet de recyclage" est un projet dans le cadre duquel le contribuable: 1) investit plus de 10 millions de dollars dans des équipements de recyclage ou de compostage; 2) emploie au moins 750 personnes à plein temps touchant plus de 300% du salaire minimum fédéral; et 3) a des installations et des équipements d'une valeur totale de plus de 500 millions de dollars.	Pour chaque année d'imposition, le montant des crédits demandés pour l'ensemble des grands projets de recyclage est limité à 1) 50% de l'excédent du total de chaque obligation fiscale par rapport à l'obligation fiscale de base du contribuable; ou 2) 2,5 millions de dollars, le montant le moins élevé étant retenu.	Programme en cours
Kentucky	Crédit pour les équipements de recyclage	Service fiscal du Kentucky	Crédit d'impôt sur le revenu	Faciliter l'achat d'équipements de recyclage.	Il est accordé des crédits d'impôt sur le revenu pouvant représenter jusqu'à 50% du coût installé des équipements utilisés exclusivement pour le recyclage ou le compostage des déchets de consommation (à l'exclusion des déchets secondaires et des gravats) et des machines utilisées exclusivement pour la fabrication de produits constitués essentiellement de matériaux issus de déchets de consommation.	Pour l'année au cours de laquelle les équipements sont achetés, le crédit est limité à 10% du crédit total autorisé et à 25% de l'impôt sur le revenu exigible dans l'État. La part non utilisée du total des crédits autorisés pour les équipements de recyclage peut être reportée sur les exercices fiscaux suivants, le crédit demandé pour un exercice fiscal étant limité à 25% de l'impôt sur le revenu exigible dans l'État.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Kentucky	Programme de fonds de contrepartie SBIR-STTR	Conseil du développement économique, Département de la commercialisation et de l'innovation du Kentucky	Dons	Aider les petites entreprises de haute technologie.	Ce programme accorde des fonds de contrepartie correspondant aux aides fédérales accordées aux petites entreprises de haute technologie pour la recherche concernant l'innovation et le transfert de technologie en faveur des petites entreprises (SBIR-STTR).	Les bénéficiaires d'aides au titre des programmes SBIR et STTR établis au Kentucky peuvent demander des fonds de contrepartie d'un montant maximum de 100 000 dollars pour soutenir l'étude de Phase 1 de l'intérêt technique ou de la faisabilité d'un projet ou d'une technologie. Le Commonwealth versera chaque année, en contrepartie des aides fédérales de Phase 2, qui soutiennent les activités de recherche-développement à grande échelle, un montant pouvant aller jusqu'à 500 000 dollars. Des fonds de Phase 0 et de Phase 00 sont disponibles pour aider à élaborer des propositions pour les aides de Phase 1 et de Phase 2, respectivement.	Programme en cours
Kentucky	Loi du Kentucky sur la préservation des emplois (KJRA)	Commission des finances du Kentucky chargée du développement économique. KRS 154.27-010 <i>et seq.</i>	Incitations fiscales	Encourager les constructeurs automobiles en place à moderniser leurs installations et à préserver les emplois existants.	Constructeurs automobiles en place au Kentucky.	Jusqu'à 50% du montant des nouveaux investissements peut être récupéré par une réduction dans le temps des cotisations sociales si le constructeur investit au moins 100 millions de dollars. Par ailleurs, le montant récupéré peut aller jusqu'à 75% pour des investissements effectués sur plusieurs sites.	Programme en cours
Kentucky	Loi du Kentucky sur le réinvestissement (KRA)	Conseil du développement économique du Kentucky. KRS 154.34-010 <i>et seq.</i> (révision: 2009)	Crédit d'impôt	Encourager le réinvestissement dans les installations du Kentucky.	Toute entreprise exerçant des activités manufacturières dans une installation située dans le Commonwealth et opérant dans celui-ci, à titre permanent, pendant une durée raisonnable précédant la demande. L'investissement minimal admissible est de 2,5 millions de dollars.	Les bénéficiaires du programme KRA peuvent obtenir un crédit représentant au maximum 100% de l'impôt sur le revenu au Kentucky généré par le projet.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Kentucky	Incitations en faveur de l'indépendance énergétique (2007)	KRS 154.27-010 <i>et seq.</i>	Remboursement de la taxe sur les ventes et l'usage, crédit d'impôt sur le revenu ou incitations à l'évaluation salariale	Encourager des projets visant à renforcer l'indépendance énergétique.	Entreprises présentant des projets dans le domaine de la gazéification, des énergies de substitution ou des énergies renouvelables. Sont exigés des investissements d'au moins 25 millions de dollars pour les installations à combustible de substitution utilisant de la biomasse, et d'au moins 100 millions de dollars pour celles utilisant du charbon, comme intrant principal. Des investissements d'au moins 1 million de dollars sont exigés pour les installations à énergie renouvelable satisfaisant à des normes minimales en matière de production électrique, en fonction de la source d'énergie.	Les incitations négociées ne peuvent dépasser 50% des dépenses d'équipement. Les incitations peuvent inclure: le remboursement des taxes sur les ventes et l'usage payées sur les biens meubles corporels; un crédit pour l'impôt sur le revenu et pour la taxe sur les sociétés à responsabilité limitée dus par l'entreprise; et des incitations à l'évaluation salariale pouvant atteindre 4% du salaire brut de chaque employé dont l'emploi aura été créé dans le cadre de ce projet.	Programme en cours
Kentucky	Fonds de capital-risque du Kentucky en faveur des nouvelles énergies (KNEV)	KRS 154.20-400 <i>et seq.</i>	Capital d'amorçage – dons et investissements.	Soutenir la mise au point et la commercialisation au Kentucky de combustibles de substitution et de produits, procédés et services liés aux énergies renouvelables.	Entreprises admissibles basées au Kentucky qui utilisent le fonds pour des activités de développement.	Dons de 30 000 dollars et investissements allant de 250 000 dollars à plus de 750 000 dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Louisiane	Loi de 2005 sur la zone d'opportunité du Golfe	Département du développement économique de la Louisiane	Incitations fiscales et dispositions relatives aux obligations	Incitations fiscales et dispositions relatives aux obligations en faveur de la reconstruction des économies locales et régionales dévastées par les ouragans Katrina et Rita.	Les dispositions de la Loi sur la zone d'opportunités du Golfe s'appliquent à 37 comtés de Louisiane définis comme constituant la "zone sinistrée principale" et appelée "Zone d'opportunité du Golfe". Les comtés situés en Louisiane du Sud-Est sont Plaquemines, St. Bernard, Orléans, Jefferson, St. Charles, St. Tammany, St. James, St. John the Baptist, Tangipahoa et Washington.	Financement obligataire exonéré d'impôt: accès aux capitaux à des taux inférieurs de 1,5 à 2% au financement obligataire conventionnel pour l'acquisition, la construction et la rénovation des biens immobiliers admissibles. Amortissement supplémentaire: 50% la première année. Les biens immobiliers et personnels admissibles utilisés dans la "conduite active d'un commerce ou d'une entreprise" et mis en service avant le 31 décembre 2008 peuvent être admis à bénéficier d'une annulation de 50% de leur assiette pendant la première année d'exploitation. Renforcement des dispositions relatives aux pertes nettes d'exploitation: les pertes nettes d'exploitation admissibles subies pendant cinq ans (y compris l'amortissement supplémentaire de 50% pour les biens immobiliers et personnels admissibles) peuvent désormais être reportées cinq ans en arrière pour être compensées par les revenus tirés des activités des années précédentes, que ces activités aient été menées ou non dans la Zone d'opportunité du Golfe. Crédits d'impôt pour employeurs: les employeurs établis dans la Zone d'opportunité du Golfe et engageant des travailleurs dont le "domicile principal" était situé dans la Zone d'opportunité du Golfe le 28 août 2005 peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt fédéral égal à 40% de la première tranche de 6 000 dollars versés en salaires aux employés admissibles engagés avant le 28 août 2007.	En vigueur jusqu'en 2010 ou jusqu'à épuisement des fonds



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Louisiane	Incitations en faveur du parc de recherche-développement biomédical (NORMC)	Département du développement économique	Imposition mixte	Les entreprises médicales admissibles peuvent obtenir des exonérations de l'impôt de l'État sur le bénéfice des sociétés et de la taxe d'immatriculation. Le montant total des abattements et/ou exonérations d'impôts de Louisiane ne dépassera pas 30% de l'impôt sur le revenu et sur les concessions et des taxes de la Louisiane sur les ventes et l'usage de l'exercice budgétaire précédant celui pour lequel les exonérations sont accordées, à moins qu'un autre montant n'ait été fixé par contrat. Les entreprises médicales admissibles peuvent également bénéficier de crédits d'impôt sur le bénéfice des sociétés et sur la taxe d'immatriculation. Ces crédits, qui peuvent être reportés sur cinq ans maximum, ne doivent pas dépasser le coût d'achat par l'entreprise des machines et équipements scientifiques utilisés dans les locaux de l'entreprise médicale installée dans le parc, qui se situe dans une zone appelée Centre médical régional de la Nouvelle-Orléans (NORMC).	Centre médical régional de la Nouvelle-Orléans.	Les exonérations, abattements et/ou crédits d'impôt sont soumis aux restrictions suivantes: le montant total des réductions et/ou exonérations d'impôt de Louisiane ne dépassera pas 30% de l'impôt sur le bénéfice des sociétés, de la taxe d'immatriculation et des taxes de la Louisiane sur les ventes et l'usage de l'exercice budgétaire précédant celui pour lequel les exonérations et/ou réductions sont accordées, à moins qu'un autre montant n'ait été fixé par contrat. Le montant total des abattements et/ou exonérations d'impôts locaux ne dépassera pas 100% des taxes locales sur les ventes et l'usage devant être acquittées par l'entreprise médicale à cette autorité pour l'exercice budgétaire précédant celui pour lequel les abattements sont accordés, à moins qu'un autre montant n'ait été fixé par contrat.	Programme en cours
Louisiane	Crédit d'impôt dans le secteur de la biotechnologie	Département du développement économique de la Louisiane	Crédit d'impôt	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage sur les dépenses d'équipement pour l'achat de nouveau matériel de recherche par les jeunes entreprises de biotechnologie.	Entreprises de biotechnologie.	Non disponible.	Programme en cours
Louisiane	Crédit d'impôt en faveur de l'élaboration de logiciels personnalisés	Département du développement économique de la Louisiane	Crédit d'impôt	Mise en place progressive d'exonérations de la taxe de la Louisiane sur les ventes et l'usage de certains logiciels personnalisés sur une période de quatre ans.	Sociétés technologiques.	Le taux actuel de 4% de la taxe sur les ventes sera abaissé de 1% par an jusqu'à ce qu'il atteigne 0% le 1 <sup>er</sup> juillet 2005.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Louisiane	Programme de primes en faveur du développement économique	Département du développement économique	Don	Subventions accordées aux entités publiques ou quasi publiques et aux autorités locales pour financer des infrastructures publiques dans le cadre de projets de développement industriels ou commerciaux.	La préférence sera donnée aux projets situés dans des zones de l'État à fort taux de chômage et aux projets ayant pour objectif d'agrandir, d'améliorer ou de mettre en place des infrastructures de base qu'exploiteraient l'entreprise et la communauté environnante. Aucune aide ne sera accordée aux entreprises de Louisiane qui s'implantent dans un autre bassin d'emploi (tel que défini par le Bureau des statistiques des États-Unis) de Louisiane, sauf si les entreprises apportent des preuves suffisantes qu'autrement elles s'implanteraient probablement en dehors de l'État.	Les demandes concernent des subventions d'un montant minimum de 25 000 dollars. Les projets doivent créer ou sauvegarder au moins dix emplois permanents en Louisiane. La part du coût total du projet financée par la subvention ne peut excéder 90% pour les projets situés dans des comtés dont le niveau de revenu par habitant est inférieur au niveau moyen des comtés; 75% pour les projets situés dans des comtés dont le taux de chômage est supérieur à la moyenne de l'État; ou 50% pour tous les autres projets.	Programme en cours
Louisiane	Programme des zones d'entreprises	Département du développement économique	Crédit d'impôt	Le programme des zones d'entreprises est un programme d'incitations en faveur de l'emploi qui prévoit l'octroi, aux entreprises qui créent un nombre minimum de nouveaux emplois nets, de crédits d'impôt sur le bénéfice et sur la taxe d'immatriculation en Louisiane. Ce programme prévoit également des réductions des taxes locales et d'État sur les ventes et l'usage (sauf lorsque les taxes locales sur les ventes sont affectées au paiement d'obligations ou consistent en des taxes scolaires) perçues lors de l'achat de matériaux, de machines et d'équipements de construction par des entreprises qui construisent ou rénovent des installations dans les zones d'entreprises de la Louisiane.	Les zones d'entreprises sont des zones où le taux de chômage est élevé, le niveau des revenus bas ou où un pourcentage important de la population touche une forme quelconque d'aide sociale. La Louisiane compte 1 670 zones d'entreprises, dans des zones urbaines comme rurales. Les crédits en faveur de l'emploi sont de 5 000 dollars pour les numéros de code CTI 3721, 3724, 3728, 3761, 3764 et 3769.	Ce programme prévoit l'octroi d'un crédit d'impôt unique de 2 500 dollars pour chaque nouvel emploi permanent net créé au sein d'entreprises qui s'établissent ou s'agrandissent dans une zone d'entreprises désignée. Les crédits peuvent concerner l'impôt perçu par la Louisiane sur le bénéfice des sociétés ou la taxe d'immatriculation. Les réductions de la taxe sur les ventes ne sont accordées que pendant la durée de la période initiale de construction (deux ans au maximum). Le programme des zones d'entreprises accorde aux constructeurs d'automobiles et d'aéronefs un crédit d'impôt égal au double du crédit d'impôt de 2 500 dollars généralement accordé.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Louisiane	Abattement fiscal en faveur des activités de restauration	Département du développement économique	Abattement fiscal/réduction d'impôt	Le programme d'abattement fiscal en faveur des activités de restauration a été créé pour que les municipalités et les autorités locales puissent offrir des incitations afin de promouvoir les activités d'expansion, de restauration, d'amélioration et de développement de structures commerciales existantes et de résidences occupées par leurs propriétaires situées dans les districts de développement de centre-ville, les districts de développement économique ou les districts historiques.	Les bâtiments doivent être situés dans un district de développement de centre-ville, un district historique ou un district de développement économique, ou être inscrits au Registre national des lieux historiques.	Les impôts fonciers peuvent être réduits en fonction du montant des améliorations apportées aux structures existantes, pendant une période de cinq ans, qui peut être prorogée de cinq ans supplémentaires.	Programme en cours
Louisiane	Exonérations et crédits d'impôt sur le revenu et la taxe d'immatriculation pour les centres universitaires de recherche-développement	Département du développement économique	Imposition mixte	Les entreprises installées dans des centres universitaires de R-D peuvent bénéficier d'exonérations d'impôt sur le bénéfice des sociétés et la taxe d'immatriculation en Louisiane. Les entreprises installées dans des centres universitaires de R-D peuvent bénéficier de crédits d'impôt sur le bénéfice des sociétés et sur la taxe d'immatriculation en Louisiane. Ces crédits, qui peuvent être reportés sur cinq ans, ne doivent pas dépasser le coût d'achat par l'entreprise des machines et équipements scientifiques utilisés dans ses locaux.	Centres universitaires de recherche-développement.	Le montant total des réductions et/ou exonérations d'impôt de Louisiane ne dépassera pas 30% de l'impôt sur le revenu, de la taxe d'immatriculation et des taxes de la Louisiane sur les ventes et l'usage de l'exercice budgétaire précédant celui pour lequel les exonérations sont accordées, à moins qu'un autre montant n'ait été fixé par contrat.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Louisiane	Réductions de la taxe sur les ventes et l'usage pour les centres universitaires de recherche-développement	Département du développement économique	Remboursement d'impôt	Les entreprises admissibles installées dans les centres universitaires de R-D peuvent bénéficier de réductions des taxes étatiques et/ou locales sur les ventes et l'usage de machines et équipements utilisés par le requérant, sur les matériaux et fournitures de construction destinés à la réparation, la reconstruction, la modification ou la construction d'installations et sur les matériaux et fournitures nécessaires ou utilisés pour la fabrication du produit du requérant. Des réductions de la taxe sur les ventes et l'usage peuvent également être obtenues sur les autres marchandises et services utilisés ou consommés par le requérant.	Centres universitaires de recherche-développement.	Les exonérations, abattements et/ou crédits d'impôt sont soumis aux restrictions suivantes: le montant total des réductions et/ou exonérations d'impôt de Louisiane ne dépassera pas 30% de l'impôt sur le bénéfice des sociétés, de la taxe d'immatriculation et des taxes de la Louisiane sur les ventes et l'usage de l'exercice budgétaire précédant celui pour lequel les exonérations et/ou réductions sont accordées, à moins qu'un autre montant n'ait été fixé par contrat. Le montant total des abattements et/ou exonérations d'impôts locaux ne dépassera pas 100% des taxes locales sur les ventes et l'usage devant être acquittées par l'entreprise médicale à cette autorité pour l'exercice budgétaire précédant celui pour lequel les abattements sont accordés, à moins qu'un autre montant n'ait été fixé par contrat.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Louisiane	Programme de formation et de perfectionnement de la main-d'œuvre	Département du développement économique	Don	Financement de programmes de formation de la main-d'œuvre à la carte pour améliorer la compétitivité et la productivité de la main-d'œuvre et des entreprises de Louisiane et aider ces dernières à assurer la stabilité de l'emploi. Les activités de formation admissibles au titre du programme comprennent: 1) la formation des nouveaux employés. Ce sous-programme accorde une aide à la formation aux entreprises qui cherchent des candidats possédant des compétences suffisantes pour occuper les postes qu'elles créeront; 2) le perfectionnement interne.	Entreprises de Louisiane prenant de l'expansion dans l'État par l'ouverture d'un autre site dans une nouvelle zone, entreprises de Louisiane en activité depuis moins de trois ans et entreprises non implantées en Louisiane qui s'établissent dans l'État. L'expansion d'une entreprise de Louisiane qui existe déjà par l'introduction d'une nouvelle technologie ou ligne de produits peut être prise en considération. La préférence est donnée aux requérants actifs dans des secteurs identifiés par la Louisiane comme étant des secteurs cibles et aux requérants établis dans des zones de la Louisiane où le taux de chômage est élevé.	La prime pour la formation des nouveaux employés peut couvrir jusqu'à 100% des coûts de formation admissibles, sans toutefois dépasser 500 000 dollars. La prime pour le perfectionnement interne peut couvrir jusqu'à 50% des coûts de formation admissibles, sans toutefois dépasser 500 000 dollars.	Programme en cours
Louisiane	Programmes de parc de recherche-développement biomédical ou universitaire	Département du fisc de la Louisiane	Crédit d'impôt sur le revenu	Prévoit des crédits d'impôt sur le revenu des personnes physiques en Louisiane pour les personnes qui mettent en place des activités de recherche dans un parc de recherche-développement biomédical ou universitaire.	Le programme de parc de recherche-développement biomédical prévoit des exonérations et crédits d'impôt sur le bénéfice des sociétés et sur la taxe d'immatriculation en Louisiane pendant au maximum cinq ans pour les entreprises du secteur médical qui s'établissent sur ce site de la Nouvelle-Orléans.	Les exonérations ou crédits peuvent correspondre au coût des machines et du matériel scientifique utilisés sur place.	Programme en cours
Louisiane	Programme d'incitations fiscales concernant les supports numériques	Département du développement économique de la Louisiane	Crédit d'impôt	Soutenir la production de supports numériques en Louisiane.	Concepteurs de jeux vidéo.	Pour les projets certifiés avant 2010, les crédits d'impôt sur le revenu représentent 20% de l'investissement effectué en Louisiane pendant les deux premières années du projet, 15% pendant les deux années suivantes et 10% pendant les deux dernières années.	Programme en cours
Louisiane	Exonération fiscale pour le matériel ferroviaire roulant	Département du fisc de la Louisiane	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage	Attirer des entreprises de réparation ferroviaire en Louisiane.	Constructeurs établis en Louisiane qui emploient au moins 400 personnes dans l'État.	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage perçue par l'État et les autorités locales pour le matériel ferroviaire roulant vendu ou loué en Louisiane.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Louisiane	Crédits d'impôt pour la commercialisation de technologies	Département du développement économique de la Louisiane	Crédit d'impôt	Soutenir l'investissement dans la technologie et la commercialisation de produits.	Entreprises associées à des universités de la Louisiane pour la mise au point de nouveaux produits et de nouvelles technologies.	Crédit d'impôt annuel, pendant au maximum huit ans, égal à 15% du total des coûts liés à la mise au point du produit.	Programme en cours
Louisiane	Crédit d'impôt en faveur des investisseurs dans les films cinématographiques	Loi de la Louisiane sur l'incitation fiscale en faveur des films cinématographiques	Crédit d'impôt	Améliorer la viabilité financière des projets cinématographiques en Louisiane.	La Loi prévoit une incitation sous forme de crédit d'impôt en faveur des productions admissibles basées en Louisiane, organisées dans le cadre d'une société à responsabilité limitée et ayant recours à des banques locales et à des résidents locaux.	Ce programme instaure un crédit d'impôt transférable égal à 30% des investissements supérieurs à 300 000 dollars pour toutes les dépenses de production basées en Louisiane.	Programme en cours
Louisiane	Crédit d'impôt en faveur des nouveaux marchés	Développement économique de la Louisiane	Crédit d'impôt	Le programme de crédit d'impôt en faveur des nouveaux marchés encourage l'investissement dans les zones urbaines et rurales à faible revenu afin de soutenir le financement de projets de développement communautaire, de stimuler la croissance économique et de créer des emplois. Les investisseurs du secteur privé bénéficient d'un crédit sur l'impôt fédéral sur le revenu. Le programme permet aux contribuables, qu'il s'agisse d'individus ou d'entreprises, de bénéficier d'un crédit sur l'impôt fédéral sur le revenu pour réaliser des prises de participation admissibles dans des entités de développement communautaire (CDE). Ce crédit peut être obtenu chaque année pendant laquelle l'investissement est effectué, durant sept ans au maximum.	Investisseurs du secteur privé réalisant des prises de participation admissibles dans des entités de développement communautaire (CDE).	Les prises de participation réalisées dans les zones à revenu faible à moyen sont admissibles au bénéfice d'un crédit d'impôt fédéral de 39% grâce à une allocation fédérale spéciale pour la Zone d'opportunité du Golfe de Louisiane. Les projets admissibles peuvent en outre tirer parti du programme fédéral dans le cadre d'un crédit d'impôt d'État supplémentaire de 25% (crédit total de 64%). Peut être utilisé comme un capital pour le financement de la dette.	Programme en cours
Maine	Incitation à la production de biocarburants	Lois révisées du Maine, titre 36, article 5219-X	Crédit d'impôt	Accroître la production de biocarburants.	Producteurs de biocarburants destinés aux véhicules à moteur.	L'État accorde un crédit d'impôt sur le revenu de 0,05 dollar le gallon pour la production commerciale des biocarburants destinés aux véhicules à moteur ou utilisés autrement comme substituts des carburants liquides.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Maine	District de financement par de nouvelles taxes (TIF)	Département du développement économique et communautaire	Réduction de l'impôt foncier	Un district de financement par de nouvelles taxes (TIF) est une zone d'une municipalité qui est désignée comme étant un district de développement pour permettre à la municipalité d'apporter un soutien financier à un programme de développement d'entreprises en utilisant les recettes fiscales issues de nouveaux impôts fonciers.	La durée maximale d'un district TIF est de 30 ans, sauf lorsque la municipalité émet des obligations pour financer un projet, auquel cas la durée maximale est de 20 ans.	Non disponible.	Programme en cours
Maine	Crédit d'impôt pour les investissements dans le domaine de la haute technologie	Département du développement économique et communautaire	Crédit d'impôt	Crédit d'impôt en faveur des entreprises menant des activités dans le domaine de la haute technologie.	Entreprises dont les activités principales appartiennent au domaine de la haute technologie. Les activités dans le domaine de la haute technologie comprennent la conception, la création et la production de logiciels, de matériel informatique, d'outils de communication et d'autres accessoires directement liés au matériel informatique; elles comprennent également la fourniture de services Internet ou services de télécommunication avancée.	Le montant du crédit est égal à la base ajustée du matériel admissible mis en service dans le Maine moins les paiements au titre de la location reçus pendant l'année d'imposition; le crédit ne peut réduire l'impôt exigible en deçà du montant exigible de l'exercice fiscal précédent après octroi de crédits ni lui conférer une valeur négative; les parts du crédit non utilisées peuvent être reportées pendant cinq ans; le crédit ne peut excéder 100 000 dollars par an; aux bénéfices doit s'ajouter tout montant de base de crédit déclaré en tant que dépense professionnelle. Ce crédit ne peut être utilisé en tandem avec le remboursement de la taxe sur les biens d'équipement professionnel.	Programme en cours
Maine	Exonérations de la taxe sur les ventes – Biotechnologie	Département du développement économique et communautaire	Incitations fiscales	Encourager le développement de la biotechnologie.	Entreprises actives dans le secteur de la biotechnologie.	Non disponible.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Maine	Institut technologique du Maine	Institut technologique du Maine	Dons	L'Institut technologique du Maine (MTI) financera les activités de recherche-développement d'entreprises et d'organismes de recherche à but non lucratif de l'État du Maine afin de favoriser la commercialisation de produits et de services liés aux nouvelles technologies permettant de créer et de soutenir des emplois durables et de haute qualité dans le Maine.	Les subventions sont accordées par adjudication suite à un appel d'offres concurrentiel et encouragent des activités dans chacun des sept domaines technologiques ciblés dans l'État: technologies de pointe des domaines forestiers et agricoles; technologies de l'aquaculture et de la mer; biotechnologie; technologie des matériaux composites; technologie environnementale; technologie de l'information; technologie de fabrication de précision.	Tous les programmes du MTI nécessitent une contrepartie d'un montant égal à la subvention octroyée et ils sont accordés en fonction du mérite scientifique ou technique du projet, de sa faisabilité commerciale et de ses retombées économiques potentielles dans l'État. Le MTI propose trois programmes de primes, versées de manière suivie: 1) des primes de développement adjudgées deux fois par an suite à un appel d'offres concurrentiel et pouvant atteindre 500 000 dollars par projet; 2) des subventions aux semences adjudgées quatre fois par an suite à un appel d'offres concurrentiel et pouvant atteindre 10 000 dollars par projet soutenant au tout début des activités de développement et de commercialisation de produits ou de planification et d'expansion commerciale; 3) des primes au renforcement des groupes accordées suite à un appel d'offres concurrentiel accordant jusqu'à 100 000 dollars à des projets menés en collaboration qui stimuleront et soutiendront la création et l'expansion d'entreprises technologiques et de leurs infrastructures.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Maine	Zones de développement de l'État	Département du développement économique et communautaire	Zone franche	Le Maine accorde des avantages fiscaux importants aux entreprises admissibles du secteur manufacturier, du secteur des services financiers et de secteurs technologiques ciblés qui s'établissent dans une des zones récemment désignées dans l'État. Des renseignements détaillés sont disponibles en ligne à l'adresse suivante: <a href="http://www.mainebiz.org/why_maine/pine_tree_zones.asp">http://www.mainebiz.org/why_maine/pine_tree_zones.asp</a> .	Entreprises certifiées qui s'établissent dans une zone de développement (PTDZ).	Les entreprises certifiées qui s'établissent dans une PTDZ peuvent bénéficier des avantages suivants pendant une durée maximale de dix ans: 1) 100% de crédit d'impôt sur les bénéfices des sociétés pendant cinq ans et 50% pour les cinq années suivantes; 2) remboursement à hauteur de 80% des retenues de l'impôt sur le revenu de leurs employés; 3) exonération de la taxe sur les ventes à l'achat de matériaux de construction et de biens mobiliers admissibles; et 4) accès à d'autres programmes d'incitations de l'État et locaux.	31 décembre 2018
Maryland	Crédit d'impôt en faveur des entreprises qui créent de nouveaux emplois	Département du fisc du Maryland	Crédit d'impôt	Les entreprises situées dans le Maryland qui créent de nouveaux emplois et établissent des installations dans l'État ou agrandissent les installations existantes peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt. Ce programme n'est disponible que dans certains comtés.	L'entreprise doit créer au moins 25 nouveaux emplois dans une installation nouvelle ou agrandie (5 000 pieds carrés au minimum) dans l'État du Maryland. Les entreprises situées dans de petits comtés (30 000 habitants au maximum) doivent créer au moins dix nouveaux emplois.	Les crédits représentent un pourcentage de l'impôt foncier perçu sur la nouvelle installation ou sur la partie agrandie de l'installation existante. Ces pourcentages sont les suivants: • 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>ème</sup> exercices fiscaux: 52% • 3 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> exercices fiscaux: 39% • 5 <sup>ème</sup> et 6 <sup>ème</sup> exercices fiscaux: 26% • exercices fiscaux restants: 0% Crédit d'impôt au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou des sociétés ou de l'impôt sur les primes d'assurance: • 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>ème</sup> exercices fiscaux: 28% • 3 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> exercices fiscaux: 21% • 5 <sup>ème</sup> et 6 <sup>ème</sup> exercices fiscaux: 14% • exercices fiscaux restants: 0%	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Maryland	Crédits pour la production de biocarburants	Office de promotion des carburants renouvelables	Crédit d'impôt	En vertu de la Loi de 2005 sur la promotion des carburants renouvelables, les producteurs d'éthanol et de biodiesel peuvent demander des crédits en faveur de la production d'éthanol et de biodiesel auprès de l'Office de promotion des carburants renouvelables.	Des crédits peuvent être accordés aux producteurs certifiés d'éthanol ou de biodiesel dans le Maryland pour l'éthanol et le biodiesel produits à compter du 31 décembre 2007.	Les crédits en faveur de la production d'éthanol sont accordés comme suit: a) 0,20 dollar par gallon d'éthanol produit à partir de céréales à petits grains comme le blé, le seigle, le triticale, l'avoine et l'orge, décortiqué ou non; b) 0,05 dollar par gallon d'éthanol tiré d'autres produits agricoles. L'Office ne peut pas garantir l'octroi de crédits en faveur de la production d'éthanol pour un total supérieur à 15 millions de gallons par année civile, dont au moins 10 millions doivent être produits à partir de céréales à petits grains.	L'Office ne peut pas accorder de crédit pour l'éthanol et le biodiesel produits après le 31 décembre 2017.

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Maryland	Crédits pour la production de biocarburants	Loi de 2005 sur la promotion des carburants renouvelables	Crédit d'impôt	Les producteurs d'éthanol et de biodiesel peuvent demander des crédits en faveur de la production d'éthanol et de biodiesel auprès de l'Office de promotion des carburants renouvelables. Pour être admissible au bénéfice d'un crédit, un producteur doit d'abord présenter une demande à l'Office en vue d'obtenir le statut de producteur certifié.	Producteurs d'éthanol et de biodiesel.	Les crédits en faveur de la production d'éthanol sont accordés comme suit: a) 0,20 dollar par gallon d'éthanol produit à partir de céréales à petits grains; b) 0,05 dollar par gallon d'éthanol tiré d'autres produits agricoles. L'Office ne peut pas garantir l'octroi de crédits en faveur de la production d'éthanol pour un total supérieur à 15 millions de gallons par année civile, dont au moins 10 millions doivent être produits à partir de céréales à petits grains. Les crédits en faveur de la production de biodiesel sont accordés comme suit: a) 0,20 dollar par gallon de biodiesel produit à partir d'huile de soja (l'huile de soja doit être produite dans une installation ou grâce à l'extension d'une installation dont l'exploitation a débuté après le 31 décembre 2004); b) 0,05 dollar le gallon pour le biodiesel tiré d'autres matières premières (y compris l'huile de soja produite dans une installation dont l'exploitation a débuté le 31 décembre 2004 au plus tard).	Programme en cours
Maryland	Crédit d'impôt pour l'investissement dans les biotechnologies	Département des affaires et du développement économique	Crédit d'impôt	Ce programme de crédit d'impôt offre des incitations à l'investissement dans les entreprises de biotechnologie appartenant au secteur privé et se trouvant en gestation ou en phase initiale de développement.	Le programme de crédit d'impôt pour l'investissement dans les biotechnologies du Maryland prévoit des crédits d'impôt sur le revenu équivalant à 50% des investissements admissibles, en faveur des personnes investissant dans une entreprise de biotechnologie du Maryland réunissant les conditions requises. Le crédit est accordé selon le principe du "premier arrivé, premier servi".	La valeur du crédit est égale à 50% des investissements admissibles réalisés dans une entreprise de biotechnologie du Maryland réunissant les conditions requises, au cours de l'année d'imposition considérée, jusqu'à hauteur de 250 000 dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Maryland	Crédit d'impôt incitatif en faveur des énergies propres	Administration de l'énergie du Maryland	Crédit d'impôt	Les entreprises utilisant certaines sources d'énergie renouvelable ou certains déchets réutilisables pour produire de l'électricité vendue à des personnes non liées peuvent être admises à bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu.	<p>L'entreprise doit produire de l'électricité au cours de l'exercice fiscal considéré en utilisant principalement des "ressources énergétiques admissibles" (voir le Code des impôts, §45), incluant tous déchets solides, non dangereux et cellulotiques, séparés d'autres déchets et tirés:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de ressources forestières, y compris les résidus des scieries (à l'exception de la sciure et des copeaux) et des opérations d'élagage forestier, les déchets d'abattage et les broussailles, mais à l'exclusion du bois d'œuvre issu de forêts anciennes;</li> <li>• de déchets de palettes, de caisses et de bois de calage, et de résidus de la taille paysagère et de la taille sur les voies publiques;</li> <li>• de ressources agricoles (vergers, vignobles, cultures céréalières, maraichères et sucrières, et autres produits dérivés ou résidus de récoltes).</li> </ul>	Le crédit est de 0,85 cent pour chaque kilowatt-heure d'électricité produite dans une installation située au Maryland en utilisant des ressources énergétiques admissibles pendant les cinq années suivant la première mise en service de cette installation.	Programme en cours
Maryland	Exonération de la taxe sur les ventes pour les producteurs de films/vidéos	Office du film du Maryland	Exonération fiscale	Encourager la production de films dans l'État.	Projets admissibles concernant la réalisation de longs métrages, d'émissions de télévision, d'émissions par câble, de publicités, de documentaires, de vidéoclips, etc.	Exonération de la taxe du Maryland sur les ventes de 5% pour les biens et services utilisés dans le cadre d'un tournage.	Programme en cours
Maryland	Programme d'abattements sur les salaires	Office du film du Maryland	Abattement sur les salaires	Encourager la production de films dans l'État.	Industrie du film/de la télévision.	Abattements de 50%, dans la limite de 25 000 dollars, sur les salaires par employé pour les productions dont les dépenses dans l'État du Maryland sont supérieures à 500 000 dollars. Les salaires des employés gagnant plus de 1 million de dollars ne sont pas admissibles.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Maryland	Commission des finances du Maryland chargée du développement des petites entreprises (MSBDFA)	Département des affaires et du développement économique (DBED)	Financement mixte	Financement accordé aux petites entreprises et à celles dont les propriétaires sont des personnes socialement et économiquement désavantagées.	Petites entreprises.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme de financement de contrats – garanties de prêts, capital circulant et prêts d'équipement aux entreprises socialement ou économiquement désavantagées qui ont conclu des contrats principalement financés par des organismes gouvernementaux et/ou des services publics.</li> <li>• Programme d'investissement en prise de participation – prêts directs, prises de participations et garanties de prêts en faveur des entreprises détenues par des personnes socialement ou économiquement désavantagées concernant le franchisage, les industries fondées sur la technologie et pour l'acquisition d'entreprises rentables.</li> <li>• Programme de garantie à long terme – offre des garanties de prêts et soutient les taux d'intérêt.</li> <li>• Programme de cautionnement – aide les petites entreprises de sous-traitance à obtenir des cautions pour des contrats essentiellement financés par l'État ou les services publics et nécessitant des cautions de soumission, des garanties de bonne fin et des cautionnements de paiement.</li> </ul>	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Maryland	Programme en faveur des investissements	Département des affaires et du développement économique (DBED)	Fonds propres	Ce programme offre un financement aux nouvelles entreprises et couvre une partie des coûts initiaux nécessaires à l'introduction de nouveaux produits sur le marché.	Les conditions à remplir sont notamment les suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les entreprises ne doivent pas employer plus de 25 personnes et leur chiffre d'affaires annuel ne doit pas dépasser 1 million de dollars.</li> <li>• Elles doivent co-investir une contrepartie minimale d'un montant égal à celui du financement accordé.</li> <li>• Les requérants potentiels sont limités aux entreprises de haute technologie dont le principal établissement commercial se trouve au Maryland.</li> <li>• Les entreprises doivent rester au Maryland au moins trois ans.</li> </ul>	Les investissements initiaux peuvent atteindre 50 000 dollars, accompagnés d'investissements supplémentaires d'un montant maximum de 150 000 dollars. Ces investissements supplémentaires sont accordés en fonction des résultats obtenus par le client et de sa capacité à accomplir les objectifs fixés par le Groupe de financement des investissements lors de l'accord initial. Les décisions d'investir ou pas sont fondées sur la rentabilité potentielle de l'investissement, sur le marché potentiel, sur l'expérience et la crédibilité de l'équipe de gestion et sur l'incidence qu'aura le projet sur l'économie du Maryland. Elles se fondent également sur les garanties entourant la technologie (par exemple les brevets, les innovations faisant l'objet d'un droit de propriété élevé étant préférées). Les entreprises bénéficiant de ce programme doivent payer une redevance de 2% sur les bénéfices supérieurs à 500 000 dollars accumulés sur une période de dix ans. Elles doivent aussi payer une redevance de 1% sur les fonds propres levés excédant 500 000 dollars. Les paiements au titre de ces redevances ne peuvent dépasser un montant égal à trois fois l'investissement accordé dans le cadre du programme.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Maryland	Incitations en faveur des zones à revitaliser	Société de gestion de la zone à revitaliser de Baltimore	Imposition mixte	Zone à revitaliser désignée au niveau fédéral et située à Baltimore, d'une surface de 6,8 miles carrés, dans trois zones distinctes de la ville, deux d'entre elles comprenant des sites affectés de l'industrie lourde. La zone à revitaliser est également une zone d'entreprises du Maryland.	Toutes les entreprises situées dans la zone à revitaliser.	Les incitations en faveur des zones à revitaliser comprennent: des crédits d'impôt fédéral sur le revenu, un amortissement accru sur les équipements, des financements par obligations exonérées et des ressources pour la formation professionnelle.	Ce programme a pris fin le 31 décembre 2010
Maryland	Fonds d'investissement pour les entreprises	Département des affaires et du développement économique du Maryland (DBED)	Fonds propres	Ce programme prévoit des prises de participation directes dans des entreprises de technologie émergentes ayant des produits ou des procédés de fabrication brevetés ou propres et une stratégie de commercialisation en place. Le fonds d'investissement pour les entreprises fonctionne avec des entreprises émergentes afin de les aider à atteindre l'étape de développement suivante en tant qu'entreprises viables.	Les conditions à remplir sont notamment les suivantes: • Les requérants doivent être spécialisés dans une technologie. Les technologies concernées comprennent la biotechnologie, les télécommunications, les technologies de l'information, les sciences de la vie et les matériaux de pointe. • Les requérants doivent accepter de maintenir leur établissement commercial principal dans le Maryland pendant cinq ans. • Un investisseur averti doit financer une contrepartie minimale d'un montant égal à trois fois celui du financement accordé. Un investisseur averti peut être une société de capital-risque, une entreprise d'investissement stratégique ou des personnes considérées comme des connaisseurs de la branche d'activité en question.	Le montant des investissements est compris entre 150 000 dollars et 500 000 dollars. Les investissements en faveur des entreprises sont généralement effectués sous forme de prise de participation, par exemple émissions obligataires, effectuées par l'investisseur principal. Pour pouvoir bénéficier d'un programme, les entreprises doivent présenter un plan d'entreprise complet et remplir les conditions requises.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Maryland	Crédits d'impôt pour les zones d'entreprises	Département des affaires et du développement économique du Maryland (DBED)	Crédit d'impôt	Les zones d'entreprises du Maryland offrent des possibilités d'installation intéressantes pour les entreprises industrielles et commerciales. Certaines parties des zones d'entreprises qui remplissent des critères d'admissibilité plus rigoureux peuvent être déclarées zones désignées.	Les entreprises installées dans une zone d'entreprises du Maryland peuvent bénéficier de crédits d'impôt sur le revenu et de crédits d'impôt foncier en échange des créations d'emplois et des investissements effectués dans la zone. Il existe 28 zones d'entreprises et deux zones désignées dans l'État.	Crédits d'impôt foncier; crédits d'impôt sur le revenu; crédits d'impôt renforcés à la création d'emplois; accès prioritaire aux programmes de financement du Maryland. Les avantages supplémentaires accordés dans les zones désignées comprennent des crédits d'impôt foncier; des crédits d'impôt sur les biens personnels; et des crédits d'impôt sur le revenu. Outre les 30 zones désignées par le Maryland, l'État compte trois zones à revitaliser fédérales qui ont le statut de zone d'entreprises. Ces zones représentent différentes activités industrielles et commerciales qui correspondent à la situation et aux préférences d'entreprises nouvelles ou qui s'élargissent.	Programme en cours. Une zone d'entreprises conserve ce statut pour une période de dix ans; une zone désignée conserve ce statut pendant cinq ans.



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Maryland	Crédit d'impôt pour la création d'emplois	Département des affaires et du développement économique du Maryland (DBED)	Crédit d'impôt	Le programme de crédits d'impôt du Maryland pour la création d'emplois (JCTC) accorde des crédits d'impôt sur le revenu aux entreprises qui créent de nouveaux emplois afin de les encourager à se développer ou à se relocaliser dans le Maryland. L'entreprise bénéficiaire doit créer au moins 60 nouveaux emplois admissibles; le nombre des emplois est réduit à 30 s'ils sont à "salaire élevé" et à 25 si l'entreprise s'établit dans une zone de financement prioritaire JCTC.	Les installations nouvelles ou agrandies doivent servir à une activité admissible, définie comme suit: fabrication, transport ou communication, agriculture, sylviculture, pêche ou exploitation minière, service public, entreposage, recherche, développement ou essai, biotechnologie, programmation informatique, technologies de l'information ou autres services informatiques, services financiers centraux, services immobiliers ou d'assurance, fonctionnement de bureaux administratifs centraux ou du siège social d'une entreprise, services aux entreprises (uniquement les entreprises implantées dans une "zone de financement prioritaire JCTC"). L'entreprise peut également avoir des activités dans les secteurs du divertissement, des loisirs, de la culture ou du tourisme dans des installations à usages multiples implantées dans une zone à revitaliser si ces installations créent au minimum 1 000 nouveaux emplois équivalents temps plein dans un délai de deux ans.	Dans la plupart des cas, le crédit accordé est égal à 2,5% des salaires annuels versés pour tous les nouveaux emplois à plein temps dans la limite de 1 000 dollars par nouvel emploi. Dans une zone d'entreprises du Maryland, une zone fédérale à revitaliser ou un quartier désigné par le Département du logement et du développement communautaire du Maryland, le crédit est porté à 5% des salaires annuels versés pour tous les nouveaux emplois à plein temps dans la limite de 1 500 dollars par nouvel emploi. Le crédit dont bénéficie une entité commerciale admissible ne peut dépasser 1 million de dollars par an.	Le crédit d'impôt pour la création d'emplois reste en vigueur jusqu'au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 à moins qu'il ne soit prorogé par l'Assemblée générale.

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Maryland	Fonds d'ajustement économique du Maryland (MEAF)	Département des affaires et du développement économique (DBED)	Prêt	Le MEAF a été établi en tant que fonds permanent renouvelable afin d'accorder des prêts aux entreprises nouvelles ou existantes installées dans des collectivités touchées par des pertes d'emplois en raison d'ajustements dans le domaine de la défense. Les entreprises peuvent ainsi moderniser leurs installations de fabrication, élaborer des applications commerciales dans le secteur des technologies ou pénétrer de nouveaux marchés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les requérants doivent démontrer leur solvabilité, leur capacité à rembourser le prêt et leur incapacité à obtenir un financement à des conditions abordables par les voies habituelles.</li> <li>• Les lieux admissibles désignés dans l'État comprennent la ville de Baltimore et les comtés de Baltimore, Howard, Anne Arundel, Harford, Queen Anne, Somerset, Worcester, Dorchester, Allegany et Washington.</li> <li>• Un prêt ne peut pas être utilisé pour déplacer des emplois d'une zone à une autre.</li> </ul>	Le programme est administré conformément aux directives imposées par la Loi sur le développement économique du gouvernement fédéral (EDA). Le montant maximum d'un prêt accordé à un emprunteur est de 500 000 dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Maryland	Commission de développement économique et fonds d'aide du Maryland (MEDAAF)	Département des affaires et du développement économique (DBED)	Financement mixte	Fournir une aide aux milieux d'affaires et aux entités politiques.	L'aide du MEDAAF est réservée aux entreprises établies dans une zone de financement prioritaire et appartenant à une branche d'activité admissible.	<p>Ce programme d'incitations offre cinq possibilités de financement. Il détermine le niveau et le type d'aide financière accordés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Importantes possibilités de développement économique stratégique: Projet qui offre aux branches d'activité admissibles une importante possibilité de développement économique au niveau de l'État ou au niveau régional.</li> <li>• Possibilités de développement économique local: Entreprise qui offre une importante possibilité de développement économique pour la collectivité dans laquelle elle est établie et qui constitue une priorité pour les autorités de cette collectivité.</li> <li>• Aide directe aux collectivités locales ou à la MEDCO: Le DBED peut accorder une aide financière à une collectivité locale pour les besoins du développement économique local.</li> <li>• Fonds régionaux ou locaux de crédit renouvelable: Subventions aux collectivités locales pour aider à constituer des fonds locaux de crédit renouvelable.</li> <li>• Prêt à des fins spécifiques: Ce prêt est destiné aux initiatives de financement spécifiques considérées comme essentielles pour la santé et le développement économiques de l'État (services de garde d'enfants, technologie pour le traitement des déchets d'origine animale, friches industrielles, aquaculture et secteurs des arts et du divertissement).</li> </ul>	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Maryland	Crédits d'impôt pour le développement économique du Maryland	Département des affaires et du développement économique (DBED)	Crédit d'impôt	Encourager les projets de développement économique dans les comtés en difficulté économique du Maryland.	Les entreprises doivent être situées dans une "zone de financement prioritaire": la ville de Baltimore ou les comtés suivants: Allegany, Caroline, Dorchester, Garrett, Somerset et Worcester. Les installations de l'entreprise doivent être essentiellement consacrées à l'un ou plusieurs des secteurs admissibles: secteur manufacturier, agriculture, essais, programmation d'ordinateurs, mines, pêche, recherche, services informatiques, transport, sylviculture, développement, technologies de l'information, services centraux d'assurance, biotechnologie, communications, siège social d'entreprise, services centraux en matière de finances, services commerciaux, services publics, bureaux administratifs centraux, services centraux en matière d'immobilier, entreposage, tournage de films et activités de divertissement/loisirs. L'entreprise doit engager des frais admissibles et créer au moins 25 nouveaux emplois admissibles. La liste des comtés répondant à la définition d'un "comté à financement prioritaire" peut être modifiée et doit être vérifiée par le DBED.	Les entreprises peuvent obtenir jusqu'à 5,5 millions de dollars de crédit au titre du Programme de crédit d'impôt du Maryland. Une entreprise admissible peut demander un crédit d'impôt de lancement et un crédit d'impôt en faveur d'un projet. Les crédits d'impôt peuvent concerner l'impôt du Maryland sur le revenu, les primes d'assurance ou la taxe d'immatriculation d'établissements financiers. Les crédits d'impôt en faveur d'un projet peuvent atteindre 5 000 000 de dollars et sont fondés sur les coûts et dépenses admissibles générés par l'entreprise dans le cadre de l'acquisition, la construction, la réhabilitation, l'installation et l'équipement d'un projet de développement économique admissible. Le montant des coûts admissibles d'un projet doit être d'au moins 500 000 dollars et le projet doit entraîner la création d'au moins 25 nouveaux emplois admissibles. Les crédits d'impôt de lancement peuvent atteindre 500 000 dollars et sont fondés sur les coûts de fourniture et d'équipement de la nouvelle installation pour des activités d'entreprise ordinaires, et sur les coûts de déménagement depuis une zone hors du Maryland vers un comté désigné en difficulté. (50 nouveaux emplois admissibles sont nécessaires pour bénéficier du crédit maximum de 500 000 dollars.).	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Maryland	Programme de développement des entreprises de proximité	Département du logement et du développement communautaire (DHCD)	Prêts	Le programme de développement des entreprises de proximité prévoit un financement complémentaire flexible par l'octroi de prêts aux petites entreprises.	Petites entreprises commençant leur activité ou se développant dans des zones de revitalisation désignées localement dans l'ensemble de l'État.	Des prêts d'un montant de 25 000 dollars à 500 000 dollars sont accordés aux petites entreprises à des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché. Des prêts et des subventions sont en outre accordés aux organisations à but non lucratif dont les activités contribuent à un plus large effort de revitalisation.	Programme en cours
Maryland	Crédit d'impôt du Maryland en faveur de la recherche-développement sur l'éthanol cellulosique	Département des affaires et du développement économique (DBED)	Crédit d'impôt	Promouvoir la recherche-développement dans la technologie de l'éthanol cellulosique et accroître le montant des dépenses consacrées à la recherche dans ce domaine.	Les entreprises effectuant des dépenses admissibles de recherche-développement dans la technologie de l'éthanol cellulosique dans le Maryland peuvent être admises à bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu accordé par l'État.	Le montant du crédit d'impôt est égal à 10% des "dépenses admissibles de recherche-développement" effectuées ou encourues par un individu ou une entreprise au cours de l'exercice fiscal précédent pour investir dans la technologie de l'éthanol cellulosique, dans la limite de 250 000 dollars.	Le crédit d'impôt est disponible pour les exercices fiscaux prenant fin avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2017.
Massachusetts	Programme d'incitations au développement économique (EDIP)	Office du développement des entreprises du Massachusetts	Crédit d'impôt	Le Programme d'incitations au développement économique (EDIP) est un programme d'incitation fiscale visant à encourager la création d'emplois à plein temps et à stimuler la croissance des entreprises dans l'ensemble du Commonwealth. Les entreprises participantes peuvent bénéficier d'incitations fiscales accordées par l'État et les autorités locales en échange d'engagements en matière de création et de maintien d'emplois à plein temps et d'investissement privé.	Zones économiques ciblées désignées	Le Programme d'incitations au développement économique (EDIP) est un programme d'incitation fiscale visant à encourager la création d'emplois et à stimuler la croissance des entreprises dans l'ensemble du Commonwealth. Les entreprises participantes peuvent bénéficier d'incitations fiscales accordées par l'État et les autorités locales en échange d'engagements en matière de création d'emplois, de maintien d'emplois dans le secteur manufacturier et d'investissement privé. Les crédits d'impôt incitatifs peuvent s'élever jusqu'à 10%, voire 40% dans certains cas. En outre, une déduction de 10% de l'impôt sur les immeubles abandonnés est possible dans certains cas.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Massachusetts	Crédit d'impôt pour l'investissement	Office du développement des entreprises du Massachusetts	Crédit d'impôt	Le Massachusetts offre aux entreprises admissibles un crédit d'impôt pour l'investissement de 3% sur le droit d'accise qui leur est imposé par cet État. Ce crédit doit être utilisé pour l'achat et la location des actifs corporels admissibles utilisés dans le cadre des opérations commerciales.	Les entreprises manufacturières, certaines entreprises de recherche-développement et les entreprises actives principalement dans l'agriculture ou la pêche commerciale bénéficient d'un crédit pour les actifs corporels personnels loués dans le cadre d'un bail d'exploitation.	Les fabricants enregistrés bénéficient également d'exonérations de l'impôt sur les biens personnels, d'une exonération de la taxe sur la vente et l'usage, d'un crédit d'impôt pour la recherche-développement et d'une répartition du facteur ventes unique.	Programme en cours
Massachusetts	Programme de prêts en faveur du secteur des produits de la mer	Mass Development	Prêt	Le Programme de prêts en faveur du secteur des produits de la mer a été créé pour renforcer la compétitivité de l'industrie de transformation des produits de la mer du Massachusetts, qui représente 1 milliard de dollars. Le programme prévoit des prêts directs pour le financement d'immobilisations, y compris l'achat de terrains, bâtiments, équipement et la construction ou la rénovation d'installations. Les fonds ne peuvent pas être utilisés pour un capital circulant renouvelable ni pour l'achat de bateaux de pêche.	Industrie de transformation des produits de la mer.	Le montant maximum est de 200 000 dollars, avec une durée de dix ans pour les prêts immobiliers et une durée de sept ans pour les prêts en matière d'équipements. Les prêts peuvent être amortis pendant une durée maximale de 20 ans, ils peuvent avoir un taux d'intérêt préférentiel fixe ou variable plus une prime.	Programme en cours
Massachusetts	Fonds de crédit renouvelable en faveur du secteur des produits de la mer	Mass Development	Prêts/financement non traditionnel	Le Fonds de crédit renouvelable en faveur du secteur des produits de la mer prévoit des financements en coopération avec des établissements de prêt privés, pour les bateaux de pêche et les installations à terre. Pour être admissible, une entreprise doit démontrer qu'elle a été lésée par les réglementations fédérales sur la pêche adoptées pour reconstituer les stocks de cabillaud, haddock et limande à queue jaune. Le fonds est financé par une subvention de l'Administration du développement économique, avec des fonds correspondants fournis par Mass Development.	Industrie des produits de la mer.	Le fonds de crédit utilise deux types de financement. Le premier est un micro-prêt d'un montant maximal de 50 000 dollars destiné à aider les entreprises qui ne sont pas en mesure d'obtenir un financement bancaire classique. Le second prêt fournit un financement complémentaire pouvant atteindre 100 000 dollars. Les prêts ont un taux fixe de 8% pour la durée de prêt initiale. Conformément aux conditions du prêt, l'entreprise doit être installée dans les comtés de Barnstable, Bristol, Nantucket, Norfolk, Plymouth ou Suffolk. Les jeunes entreprises ne sont pas admissibles.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Massachusetts	Fonds pour les technologies émergentes	Agence de financement du développement du Massachusetts (Mass Development)	Prêt	Le fonds pour les technologies émergentes prévoit des garanties de prêt pour augmenter le financement privé de la dette pour les installations de R-D et de manufacture spécialisées. Deux types de projet sont admissibles pour le financement: 1) le fonds peut être utilisé pour augmenter le financement privé de la construction d'installations de pointe dans les secteurs manufacturier et R-D; 2) le fonds peut être utilisé pour accorder des subventions de contrepartie aux universités et aux institutions privées pour des activités avancées de R-D et le développement de technologies nouvelles et émergentes dans le Massachusetts.	Sociétés technologiques.	Le montant maximum de la garantie est le moindre des deux montants suivants: 1 500 000 dollars ou une participation à hauteur de 50% de la dette globale. Le montant maximum du prêt pour des installations est le moindre des deux montants suivants: 2 500 000 dollars ou une participation à hauteur de 33,3% de la dette globale. Le montant maximum du prêt pour des biens d'équipement est le moindre des deux montants suivants: 500 000 dollars ou une participation à hauteur de 33,3% de la dette globale.	Programme en cours
Massachusetts	Incitations financières à la création d'emplois	Office du logement et du développement économique	Don	Les entreprises admissibles de biotechnologie et de fabrication d'appareils médicaux peuvent bénéficier d'incitations financières à la création d'emplois.	Les incitations financières à l'emploi peuvent être versées à des entreprises créant des emplois manufacturiers dont l'activité principale est la recherche, le développement, la production ou la fourniture de biotechnologie ou la fabrication d'appareils médicaux ou d'instruments, d'appareils ou de fournitures chirurgicaux, ou bien d'appareils électromédicaux, électrothérapeutiques ou d'irradiation.	Les sociétés de biotechnologie ou fabricant des appareils médicaux admissibles qui créent dix emplois admissibles ou plus dans le Massachusetts au cours d'une année civile bénéficieront d'une incitation financière égale à 50% du salaire des emplois admissibles multiplié par le taux de l'impôt sur le revenu applicable aux personnes nouvellement embauchées. Ces incitations financières seront payées en trois versements égaux chacune des trois années suivantes.	A pris fin durant la période considérée

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Massachusetts	Incitation fiscale du Massachusetts en faveur des œuvres cinématographiques	Département du fisc du Massachusetts	Crédit d'impôt/exonération fiscale	Encourager la production de films dans l'État.	Industrie cinématographique.	Crédit d'impôt de 20% basé sur le total des salaires dans l'État – crédit d'impôt de 25% basé sur les dépenses de production dans l'État, à condition que la moitié du tournage ait lieu dans l'État ou que la moitié des dépenses soient engagées dans l'État. Crédits d'impôt reportés pendant cinq ans ou cédés. Les dépenses de production dans l'État au-delà de 250 000 dollars sont exonérées de taxe sur les ventes. Crédit d'impôt total par production plafonné à 7 millions de dollars.	Programme en cours
Massachusetts	Centre du Massachusetts pour les énergies propres – Énergie hydraulique du Commonwealth	Loi de 2008 sur les emplois verts	Dons	Accroître la production des installations hydrauliques du Commonwealth par des dons en faveur des projets écologiquement appropriés qui peuvent être mis en œuvre rapidement et efficacement.	Aide généralement limitée aux projets dont il est possible de démontrer qu'ils sont très probablement admissibles au titre des normes en matière de portefeuille d'énergies renouvelables du Massachusetts.	Les dons sont plafonnés à 600 000 dollars, à 50% des coûts effectifs, ou à 1 dollar par kilowatt-heure annuel supplémentaire, le plus petit de ces montants étant retenu. Les dons accordés pour les études de faisabilité sont plafonnés à 40 000 dollars ou 80% des coûts effectifs, le plus petit de ces montants étant retenu.	Programme en cours
Massachusetts	Centre du Massachusetts pour les énergies propres – Énergie éolienne commerciale du Commonwealth	Loi de 2008 sur les emplois verts	Dons et prêts	Développement des installations de production d'électricité à but commercial implantées dans le respect de l'environnement et employant des technologies éoliennes. Apport de financement pour les évaluations de site, les évaluations des ressources éoliennes, les études de faisabilité et les activités de développement, y compris l'interconnexion.	Propriétaires fonciers et promoteurs de nouveaux projets éoliens, pour les projets de centrales au sol d'une capacité supérieure à 2 MW et ne pouvant pas faire l'objet d'une facturation nette. Le projet doit prévoir au moins trois turbines. Les requérants peuvent être des entités privées ou publiques, comme les pouvoirs publics locaux, les pouvoirs publics des États et les pouvoirs publics fédéraux.	Jusqu'à 55 000 dollars de dons par projet pour les études de faisabilité. Jusqu'à 250 000 dollars de prêts non garantis rémunérés au taux d'intérêt de base plus 2% pour les activités de développement. Un partage des coûts est requis.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Massachusetts	Centre du Massachusetts pour les énergies propres – Initiative du Commonwealth d'échelon communautaire pour l'énergie éolienne	Loi de 2008 sur les emplois verts	Dons	Dons pour la réalisation de projets éoliens, y compris les études de faisabilité approfondies ainsi que l'élaboration et la réalisation des projets admissibles.	Les projets admissibles sont ceux proposés par toute entité résidentielle, commerciale, industrielle, institutionnelle ou publique du Massachusetts. La capacité nominale du système énergétique projeté doit être supérieure ou égale à 100 kW, et le compteur d'énergie doit être relié au réseau. Il est nécessaire de démontrer qu'au moins 50% de l'énergie renouvelable produite seront utilisés hors compteur ou attribués conformément aux dispositions de la Loi sur les communautés vertes en matière de facturation nette, sur la base de la production annuelle et de la consommation estimée.	Les montants diffèrent en fonction des dimensions et d'autres caractéristiques du projet éolien. Un partage des coûts de 20%, lié au don, est imposé aux entités non publiques.	Programme en cours
Massachusetts	Centre du Massachusetts pour les énergies propres – Investissements dans la création d'emplois	Loi de 2008 sur les emplois verts	Financement	Croissance des dépenses d'équipement qui favorisent l'expansion des activités des entreprises productrices d'énergie propre dans le Massachusetts.	Entreprises productrices d'énergie propre pouvant démontrer leur contribution importante à la création d'emplois et au développement économique dans le Commonwealth.	La structure et le montant de l'investissement dépendent de l'évolution et de la géographie de la croissance du requérant.	Programme en cours
Massachusetts	Centre du Massachusetts pour les énergies propres – Investissements dans les avancées technologiques	Loi de 2008 sur les emplois verts	Financement	Investissements de capital-risque dans des entreprises productrices d'énergie propre du Massachusetts, prometteuses, se trouvant au stade initial de leur développement, qui développent et commercialisent des technologies contribuant au progrès de diverses technologies de production d'énergie propre ou économes en énergie.	Entreprises productrices d'énergie propre se trouvant au stade initial de leur développement et contribuant au progrès d'une ou plusieurs technologies de production d'énergie propre ou économes en énergie, y compris l'énergie solaire photovoltaïque, l'énergie thermique solaire, l'énergie éolienne, la géothermie, les biocarburants et l'hydrogène.	Investissements d'amorçage allant jusqu'à 500 000 dollars sous la forme d'un instrument de capitaux propres approprié, en fonction de la situation du requérant.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Massachusetts	Centre du Massachusetts pour les énergies propres – Programme catalyseur	Loi de 2008 sur les emplois verts	Dons	Favoriser la démonstration de la viabilité commerciale des technologies de production d'énergie propre. Le financement n'est pas accordé pour perfectionner la technologie considérée mais pour permettre son développement jusqu'au stade où ses caractéristiques peuvent être mises en évidence afin qu'un financement supplémentaire puisse être obtenu pour sa commercialisation.	Les requérants admissibles doivent être des chercheurs principaux ayant divulgué une technologie à une institution hôte située dans le Massachusetts.	La somme maximale accordée est de 40 000 dollars.	Programme en cours
Michigan	Incitations en faveur des comtés frontaliers	Société de développement économique du Michigan	Abattement fiscal	Encourager les entreprises situées dans les comtés frontaliers.	Entreprises établies dans un comté limitrophe d'un autre État ou du Canada.	Abattement de 100% de l'impôt foncier sur les personnes physiques pour les nouveaux investissements.	Programme en cours
Michigan	Certificats d'exonération de l'impôt sur les installations industrielles (IFTE)	Société de développement économique du Michigan	Incitations fiscales	Les certificats d'exonération de l'impôt sur la propriété industrielle servent à encourager la rénovation et l'expansion des usines manufacturières vieillissantes et la construction de nouvelles usines.	Sociétés de haute technologie.	Les exonérations sont approuvées par les autorités locales et accordées par l'État; l'impôt sur la propriété pour les bâtiments, les machines et équipements est réduit d'environ 50% pour les nouvelles installations et de 100% pour les projets de rénovation. Les exonérations sont disponibles pendant 12 ans au maximum.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Michigan	Abattement de l'impôt sur la propriété industrielle (P.A. 198 de 1974)	Société de développement économique du Michigan	Abattement de l'impôt sur la propriété	Des incitations concernant l'impôt sur la propriété sont disponibles pour les entreprises admissibles à des fins de rénovation ou d'expansion des usines manufacturières vieillissantes ou à des fins de construction de nouvelles usines.	Entreprises admissibles.	Ce programme permet de réduire l'impôt sur la propriété (immobilière et mobilière) pendant 12 ans au maximum. En cas de remplacement ou de restauration d'une usine ou d'une machine obsolète, cela entraîne une exonération de 100% de l'impôt sur la propriété sur la valeur de l'amélioration. L'impôt sur les installations industrielles (IFT) frappant une nouvelle usine et/ou de nouvelles machines ou de nouveaux équipements est calculé sur la base de la moitié du taux de l'impôt local sur la propriété exprimé en millième, auquel s'ajoute l'impôt du Michigan sur l'éducation. Cela équivaut à une réduction de l'impôt sur la propriété d'environ 50%.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Michigan	Crédits d'impôt de la MEGA en faveur des hautes technologies	Société de développement économique du Michigan	Crédit d'impôt	Favoriser le développement des entreprises de haute technologie dans les secteurs traditionnels et émergents en accordant un crédit d'impôt sur la taxe du Michigan sur les entreprises (MBT) et aider à la diversification de l'économie du Michigan.	Les activités admissibles répondant à la définition des hautes technologies donnée par la loi sont les suivantes: informatique de pointe utilisée dans la conception et la mise au point de matériels et logiciels informatiques, télématique, technologies de l'information et production de films et de médias numériques; matériaux de pointe; biotechnologies; technologie des dispositifs électroniques; ingénierie ou essais en laboratoire relatifs à la mise au point d'un produit; technologies contribuant à évaluer ou à prévenir les menaces ou les dommages à l'environnement; technologie des dispositifs médicaux; recherche-développement de produits; véhicules de pointe, c'est-à-dire technologies contribuant à la recherche-développement de véhicules électriques, hybrides ou utilisant des énergies de substitution; fabrication d'outillages; médias numériques; production musicale; films et vidéos.	En vertu de la Loi sur la MBT, les entreprises de haute technologie admissibles sont autorisées à bénéficier de 200% de la somme des salaires et des prestations de santé pendant les trois premières années de la durée du crédit, multipliée par le taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.	Les entreprises qui reçoivent le crédit de 200% suivant ce scénario accéléré ne peuvent en bénéficier pendant plus de sept ans.
Michigan	Fonds du Michigan en faveur des technologies émergentes (METF)	Société de développement économique du Michigan	Don	Accroître les chances des entreprises technologiques du Michigan d'obtenir un financement fédéral au titre de l'innovation et de la recherche-développement.	L'entreprise bénéficiaire doit être une entreprise du Michigan. Elle ne peut pas avoir reçu plus de deux subventions fédérales SBIR/STTR de la phase II au cours des cinq années précédentes, ni bénéficier de plus de deux aides du Fonds par période de 12 mois. Secteurs technologiques: sciences de la vie, sécurité intérieure et défense, construction et matériaux automobiles avancés, énergies de substitution.	Le Fonds complètera 25% des aides BIR/STTR de la phase I jusqu'à hauteur de 25 000 dollars et 25% des aides SBIR/STTR de la phase II jusqu'à hauteur de 125 000 dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Michigan	Crédits d'impôts de la MEGA au titre de la création d'emplois dans le secteur rural	Société de développement économique du Michigan	Crédit d'impôt	Il s'agit de la réponse du Michigan à la concurrence entre États dans le domaine des extensions et des relocalisations d'entreprises: un crédit d'impôt remboursable sur la taxe du Michigan sur les entreprises (MBT) peut être accordé aux entreprises qui étendent ou relocalisent leurs activités dans l'État.	Les crédits d'impôt de la MEGA pour le secteur rural sont disponibles pour les entreprises situées dans des comtés de moins de 90 000 habitants. Les exigences en matière de création d'emplois sont les suivantes: cinq nouveaux emplois avant la fin de la première année du crédit et 25 nouveaux emplois avant la fin de la cinquième année du crédit, selon ce que déterminera la MEGA, ainsi que le maintien du niveau d'emploi de départ.	Chaque crédit peut être accordé pour 20 ans au maximum, à hauteur de 100% des salaires et des prestations de santé versés par l'employeur multipliés par le taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.	Programme en cours
Michigan	Programme d'incitations du Michigan	Office cinématographique du Michigan	Réduction d'impôt	Encourager la production de films dans l'État.	Industrie cinématographique.	Échelle graduée d'abattements en fonction des dépenses effectuées dans l'État: 200 000 dollars – 1 million de dollars (12%); 1 million de dollars – 5 millions de dollars (16%); 5 millions de dollars – 10 millions de dollars (20%); > 10 millions de dollars (20% sur les dix premiers millions de dollars dépensés).	En vigueur à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2007

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Michigan	Stratégie de diversification de l'industrie manufacturière du Michigan	Société de développement économique du Michigan	Don	Aider 400 entreprises manufacturières dans le processus de diversification pendant la première année du programme. Aider 100 entreprises à obtenir la certification de systèmes de qualité pour quatre nouveaux marchés prometteurs. Promouvoir les compétences manufacturières du Michigan dans les manifestations nationales. Créer une base de données en ligne permettant aux fabricants du Michigan d'être en liaison avec les fabricants d'équipements originaux nationaux. En priorité, conclure pour 1 milliard de dollars de nouveaux contrats pluriannuels avant la fin de la première année du programme.	Secteurs industriels en croissance: énergies éoliennes et de substitution; défense et sécurité intérieure; aérospatiale; instruments médicaux.	Jusqu'à 10 000 dollars en fonds de contrepartie à utiliser pour la reconversion des travailleurs et le repositionnement de l'entreprise.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Michigan	Zones avancées (Smart zones) du Michigan	Société de développement économique du Michigan	Diverses	Stimuler la croissance des entreprises et des emplois dans le secteur des technologies en aidant à la création de groupements reconnus d'entreprises nouvelles et émergentes, essentiellement spécialisées dans les idées de commercialisation, les brevets et autres opportunités liées aux efforts de R-D des universités et des instituts de recherche privés.	Le programme SmartZone a permis d'identifier onze zones dans l'ensemble du Michigan qui possèdent les ressources nécessaires pour soutenir la croissance des entreprises de technologie, dans des domaines qui vont de la R-D avec les universités jusqu'à la formation entrepreneuriale. Les zones avancées sont situées dans les lieux suivants: Ann Arbor/Ypsilanti (Université du Michigan), Battle Creek (Université du Michigan occidental), Detroit (Université de Wayne State), Grand Rapids (Université de Grand Valley State/Institut Van Andel), Houghton/Hancock (Université technique du Michigan), Kalamazoo (Université du Michigan occidental), Lansing/E. Lansing (Université de l'État du Michigan), Mt. Pleasant (Université du Michigan central), Muskegon (Université de Grand Valley State), Comté d'Oakland (Université d'Oakland) et Pinnacle Aeropark.	Les services visant à accélérer la création d'entreprises incluent les suivants, sans y être limités: mentorat en faveur du développement des entreprises; événements en faveur de la constitution de réseaux; études de faisabilité pour les entreprises; planification d'entreprises; formation à la création d'entreprises; rédaction de demandes de dons; places en incubateurs et places de laboratoires; recrutement des cadres; analyse du marché; développement de produits; aide à la recherche et à l'innovation en faveur des petites entreprises (SBIR); aide au transfert de technologie en faveur des petites entreprises (STTR); évaluations des choix techniques; exploitation des technologies; préparation et mise en place du capital risque.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Michigan	Zones à revitaliser	Société de développement économique du Michigan	Crédit d'impôt	Ces zones sont désignées pour fournir aux collectivités choisies une incitation importante fondée sur le marché – aucune taxe – afin d'encourager la création d'emplois et l'investissement.	Les zones franches à revitaliser du Michigan sont composées de 152 zones géographiques de l'État. Il y a aussi des zones destinées à des secteurs spécifiques: entreprises de transformation des produits agricoles, énergies renouvelables, transformation des produits de la sylviculture et secteur de l'outillage.	En vertu de la loi, les zones à revitaliser ouvrent droit à l'exonération des impôts et taxes du Michigan et des administrations locales suivants: impôt unifié du Michigan sur les entreprises; impôt du Michigan sur le revenu des personnes physiques; impôt du Michigan sur l'éducation; impôt foncier local des personnes physiques; impôt foncier local; impôt local sur le revenu; taxe d'utilisation des services publics. Ces impôts et taxes représentent pratiquement toutes les impositions du Michigan et locales qui frappent les entreprises du Michigan.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Michigan	Administration du Michigan en charge des nouvelles énergies (MNEA)	Département du Trésor du Michigan	Incitations fiscales	Promouvoir le développement des technologies énergétiques de substitution et fournir des incitations fiscales en faveur des activités et des biens des entreprises liés à la recherche, au développement et à la fabrication de ces technologies.	Contribuables menant des activités de recherche, de développement ou de fabrication de technologies énergétiques de substitution et certifiés comme étant admissibles par la MNEA.	Les contribuables menant des activités de recherche, de développement ou de fabrication de technologies énergétiques de substitution et certifiés comme étant admissibles par la MNEA peuvent demander un crédit d'impôt unifié exigible sur les entreprises non remboursable. Les biens mobiliers certifiés par la MNEA comme étant des "biens mobiliers à énergie de substitution" sont exonérés d'impôt sur les biens mobiliers. Une zone "énergies de substitution" (AEZ) a été créée au sein du parc technologique pour la recherche de l'Université de Wayne State à Détroit afin de promouvoir la recherche, le développement et la fabrication des technologies énergétiques de substitution. Les entreprises menant l'une de ces activités admissibles et situées dans l'AEZ bénéficieront de l'ensemble des avantages fiscaux associés aux zones à revitaliser. Les entreprises de technologies énergétiques de substitution situées dans l'AEZ peuvent aussi être admissibles à un crédit d'impôt unifié sur les entreprises renouvelable au titre de l'emploi.	L'exonération de l'impôt sur les biens mobiliers s'applique aux taxes perçues après le 31 décembre 2002 et avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2013
Michigan	Programme de regroupement des terrains urbains	Société de développement économique du Michigan	Prêt	Le Programme de regroupement des terrains urbains accorde des prêts à faible taux d'intérêt aux villes pour leur permettre d'acheter des terrains destinés à des projets de développement économique. Les fonds peuvent être utilisés pour acquérir des terrains industriels ou des terrains situés dans un district de développement de centre-ville.	Projets situés dans des villes dont le taux de chômage local est supérieur à 70% du taux de chômage moyen annuel du Michigan; croissance de la population locale inférieure à 75% du taux de croissance de la population du Michigan; ou modification de la valeur corrigée locale/État inférieure à 50% de la moyenne du Michigan sur cinq ans.	Montants déterminés au cas par cas.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Michigan	Crédit au titre de la zone d'attache	Société de développement économique du Michigan	Crédit d'impôt	Diversifier l'économie du Michigan tout en créant des emplois importants dans la chaîne de valeur.	Contribuable admissible qui a été désigné par la MEGA comme entreprise d'attache au cours des cinq dernières années et qui a incité un ou plusieurs fournisseurs ou clients admissibles à ouvrir, installer ou étendre leur négoce dans un rayon de 10 miles autour de la société d'attache dans une installation propre au site et à y mener des activités commerciales.	Un contribuable admissible peut demander un crédit d'impôt sur les sociétés du Michigan (MBT) égal à la somme représentant jusqu'à 5% de la valeur imposable des biens imposables de chaque fournisseur ou de chaque client admissible situés dans un rayon de 10 miles autour du contribuable admissible et soumis à prélèvement au titre de la Loi relative à l'impôt général sur la propriété, pour cinq ans au maximum, comme l'a établi la MEGA.	Programme en cours
Michigan	Crédit d'impôt sur les sociétés du Michigan accordé par la MEGA au titre de la passation de marchés avec la Défense	Société de développement économique du Michigan	Crédit d'impôt	Les crédits d'impôt sur les sociétés du Michigan au titre de la passation de marchés avec la Défense sont destinés à diversifier l'économie du Michigan et à permettre la création d'emplois importants dans la chaîne de valeur. Ce crédit aidera les entreprises à combler l'écart avec les soumissionnaires extérieurs à l'État et à aider les entreprises lors de leur première soumission, afin d'accroître le nombre d'entreprises passant des marchés avec les pouvoirs publics.	Les entreprises du Michigan qui ont obtenu des contrats fédéraux avec le Département de la défense, le Département de l'énergie ou le Département de la sécurité intérieure.	Les crédits d'impôt sur les sociétés du Michigan au titre de la Défense sont disponibles pendant sept ans au maximum et sont accordés au titre des emplois créés dans le cadre du marché conclu par l'entreprise et les pouvoirs publics fédéraux.	Programme en cours
Michigan	Crédit de la MEGA au titre du maintien des emplois	Société de développement économique du Michigan	Crédit d'impôt	Aider les entreprises du Michigan qui envisagent de fermer.	Les entreprises qui conservent au moins 50 nouveaux emplois à temps plein rémunérés à 150% du salaire minimum fédéral et qui investissent au moins 50 000 dollars par emploi maintenu bénéficient du crédit, tel qu'il est établi par l'Agence pour la croissance économique du Michigan.	En fonction de l'investissement global, chaque crédit peut être accordé pour 20 ans au maximum, à hauteur de 100% des salaires et des prestations de santé versés par l'employeur multipliés par le taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Le pourcentage est déterminé en fonction du montant de l'investissement par emploi, l'investissement minimal étant de 50 000 dollars par emploi maintenu.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Michigan	Crédit du Michigan en faveur de la production de films	Office cinématographique du Michigan	Crédit d'impôt	Encourager la production de films dans l'État.	Industrie cinématographique.	Le crédit en faveur de la production de films est un crédit d'impôt remboursable, cessible, allant jusqu'à 42% du montant des dépenses qu'une société de production (en fonction du type) engage pour la production d'un film ou autre projet de divertissement audiovisuel au Michigan.	Programme en cours
Michigan	Crédit en faveur de la collaboration technologique	Société de développement économique du Michigan	Crédit d'impôt	Développer des partenariats stratégiques entre des sociétés technologiques émergentes et les entreprises plus grandes bien établies, en incitant les entreprises plus grandes à investir dans les entreprises plus petites tout en contribuant à la diversification de l'économie du Michigan.	L'entreprise plus grande, bien établie assume le rôle de contribuable admissible qui propose d'apporter son financement, son soutien et sa collaboration à la recherche-développement et à l'innovation technologique d'une société admissible située au Michigan. Un seul crédit par an peut être accordé à un contribuable qualifié.	Ce crédit est disponible pour une période de trois ans. Il s'applique à 30% de la valeur de la contribution du contribuable admissible en faveur de l'entreprise admissible; le crédit maximal est de 300 000 dollars.	En 2010
Michigan	Formation professionnelle au titre du développement économique	Société de développement économique du Michigan	Don	Fournir aux employeurs une aide à la formation professionnelle.	Industries manufacturières de pointe, technologies de l'information et technologies des sciences de la vie/biotechnologies.	Le programme du Michigan relatif à la formation professionnelle au titre du développement économique (EDJT) fournit environ 7 millions de dollars de dons accordés par mise en concours aux sociétés qui ont besoin de former ou de reconverter leurs employés pour satisfaire aux besoins du marché. Les dons avoisinent 500 dollars par employé. L'employeur doit verser un abondement correspondant à 25% du don de l'État. L'abondement peut être en nature.	Ce programme a pris fin en 2010

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Michigan	Crédits d'impôt de la MEGA au titre de la création d'emplois dans la haute technologie	Agence pour la croissance économique du Michigan	Crédit d'impôt	Promouvoir une croissance économique de qualité et la création d'emplois.	Employeurs du secteur de l'électronique, de la communication, des sciences médicales, de la production de films et de programmes pour les médias.	Chaque crédit peut être accordé pendant 20 ans et à hauteur de 100% de l'impôt unifié supplémentaire du Michigan sur les entreprises et/ou de l'impôt sur le revenu imputable au projet. En vigueur depuis mars 2000, les frais de dossier ont été augmentés à 5 000 dollars pour les entreprises qui demandent des crédits d'impôt au titre de la MEGA. Ces frais sont perçus lorsque l'entreprise dépose sa demande de crédit finale. Sont également perçus des frais administratifs de 0,5 à 1% de la valeur estimée de la subvention. Ces frais sont payables lorsque l'entreprise certifie son admissibilité au titre des subventions et se limitent à 100 000 dollars au maximum.	Programme en cours
Michigan	Fonds en faveur des emplois du XXI <sup>e</sup> siècle	Société de développement économique du Michigan	Dons et prêts	Encourager les nouveaux investissements, la création de sociétés et d'emplois dans le secteur de la haute technologie afin de diversifier l'économie grâce à des investissements en faveur de la recherche fondamentale dans les universités et les instituts de recherche à but non lucratif, de la recherche appliquée, du transfert universitaire de technologie et de la commercialisation des produits, procédés et services.	Une préférence est accordée aux propositions qui peuvent contribuer à la diversification économique ou à la création de possibilités d'emploi au Michigan. Les quatre technologies conférant un avantage concurrentiel sont les suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>• sciences de la vie;</li> <li>• énergies de substitution;</li> <li>• fabrication et matériaux de pointe dans l'industrie automobile;</li> <li>• sécurité/défense du territoire.</li> </ul> Bénéficient également d'un soutien les secteurs ci-après: informatique de pointe ou technologie des dispositifs électroniques, conception, ingénierie, essais, diagnostics, ou recherche-développement sur les produits liés à l'un quelconque des quatre technologies conférant un avantage concurrentiel.	394 millions de dollars alloués pour l'exercice 2005-2006, 80,7 millions en 2007-2008 et 63,25 millions en 2008-2009. Allocations annuelles de 75 millions de dollars pour les exercices 2009-2010 à 2014-2015.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Michigan	Incitations fiscales relatives aux friches industrielles	Société de développement économique du Michigan	Crédit d'impôt	Encourager la reconversion des friches industrielles.	Les biens admissibles doivent être désignés dans un plan concernant les friches industrielles, approuvé au niveau local et élaboré au titre de la Loi sur le financement de la reconversion des friches industrielles. S'ils se trouvent dans des collectivités locales admissibles, les biens peuvent être reconnus comme étant contaminés, sinistrés ou fonctionnellement obsolètes. Dans le cas contraire, ils doivent être contaminés et définis comme des "installations".	Crédits représentant jusqu'à 12,5% des investissements admissibles (20% pour certains projets de zone de développement urbain déterminés par la Commission pour la croissance économique du Michigan).	Programme en cours
Michigan	Programme de centres d'excellence dans le domaine de l'énergie	Société de développement économique du Michigan	Dons	Favoriser un développement plus rapide et durable du secteur de l'énergie dans le Michigan.	Les dons au titre de ce programme ne peuvent être accordés qu'à des entreprises à but lucratif démontrant qu'elles favorisent des secteurs nouveaux et en développement dans le domaine de l'énergie au Michigan dans lesquels l'État a un avantage concurrentiel et où il existe des obstacles à la commercialisation de la technologie.	Le versement de 30 millions de dollars au total par le Fonds d'affectation spéciale pour l'emploi au XXI <sup>e</sup> siècle a été autorisé. Les dons accordés équivalent au financement fédéral pouvant atteindre 50% du coût total du projet.	Programme en cours
Michigan	Fonds du Michigan en faveur des technologies émergentes	Société de développement économique du Michigan	Dons	Accroître les possibilités de financement des entreprises technologiques du Michigan menant des activités de recherche-développement innovatrices au niveau fédéral.	L'entreprise bénéficiaire doit être une entreprise du Michigan ou avoir son principal établissement commercial au Michigan avant le versement des fonds. Les secteurs technologiques admissibles sont les suivants: sciences de la vie, sécurité intérieure et défense, construction et matériaux automobiles avancés, énergies de substitution.	Les fonds de contrepartie correspondent aux éléments suivants: 25% des montants accordés au titre de la phase I "recherches innovatrices des petites entreprises/transfert de technologie en faveur des petites entreprises", jusqu'à hauteur de 25 000 dollars; 25% des montants accordés au titre de la phase II "recherches innovatrices des petites entreprises/transfert de technologie en faveur des petites entreprises", jusqu'à hauteur de 125 000 dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Michigan	Allègement de l'impôt sur les biens personnels dans les zones en difficulté	Société de développement économique du Michigan	Exonération fiscale	Accorder aux collectivités, ainsi qu'aux chefs-lieux et à certaines communautés frontalières de comtés en difficulté un abattement de l'impôt sur les biens personnels frappant les nouveaux investissements effectués par les entreprises admissibles.	Sont admissibles les entreprises situées dans un comté frontalier qui ont été approuvées. Elles doivent se trouver dans une collectivité locale bénéficiant d'au moins quatre des services suivants: eau, égouts, police, pompiers, voirie ou recyclage.	La collectivité locale et l'entreprise négocient la durée de l'abattement appliqué au nouvel impôt sur les biens personnels.	Programme en cours
Michigan	Zones à revitaliser (énergies renouvelables)	Société de développement économique du Michigan	Exonération fiscale	Aider au développement d'un secteur des énergies renouvelables robuste dans le Michigan.	Les zones peuvent être situées n'importe où dans le Michigan et les entreprises doivent posséder des installations fonctionnant avec des énergies renouvelables.	Les entreprises situées dans une zone à revitaliser ne paient pas l'impôt du Michigan sur les entreprises, l'impôt pour l'éducation publique, l'impôt sur les biens personnels et fonciers et l'impôt local sur les bénéfices.	Programme en cours
Michigan	Exonération de l'impôt sur les biens personnels pour le développement de carburants de substitution	Article 207.552 et 207.803 ( <i>Michigan Compiled Laws</i> )	Exonération fiscale	Certaines exonérations de l'impôt sur les biens s'appliquent aux biens industriels utilisés, entre autres choses, pour des activités de haute technologie ou pour la fabrication ou la synthèse de carburant biodiesel.	Les activités de haute technologie en question comprennent celles qui sont liées aux produits technologiques automobiles avancés, tels que les véhicules électriques, les véhicules hybrides et ceux qui fonctionnent avec des carburants de substitution ainsi que leurs parties. Pour pouvoir bénéficier de l'exonération fiscale, un certificat d'exonération visant le bien industriel doit être obtenu auprès de la Commission fiscale de l'État.		Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Minnesota	Zones de renforcement des possibilités d'emploi (JOBZ)	Département de l'emploi et du développement économique	Remboursement des dépenses de production engagées au Minnesota telles qu'elles sont définies par la Loi 116U.2 du Minnesota	Stimuler les activités de développement économique dans les zones rurales du Minnesota en accordant des exonérations d'impôts au niveau local et au niveau de l'État.	Les entreprises admissibles incluent les entreprises en expansion dans une Zone, les entreprises en phase de démarrage dans une Zone, les entreprises en phase de relocalisation qui viennent d'autres États et celles qui viennent du Minnesota, si elles accroissent l'emploi de cinq postes ou de 20% au moins, le chiffre le plus élevé étant retenu, au cours de leur première année complète d'activité dans la Zone.	Les entreprises qui se développent ou s'établissent dans une Zone de renforcement des possibilités d'emploi peuvent bénéficier de l'une des exonérations fiscales suivantes: - taxe d'immatriculation des sociétés; - impôt sur le revenu des opérateurs et investisseurs, y compris l'impôt sur les gains en capital; - impôt sur les ventes des biens et services utilisés dans la Zone si ces biens et services ont été achetés pendant la durée d'existence de la Zone; - impôt foncier sur les améliorations commerciales et industrielles mais non sur les terrains; - taxe sur la production d'énergie éolienne; - crédit d'impôt à l'emploi pour les emplois bien rémunérés.	L'expiration du programme JOBZ est prévue pour le 31 décembre 2015.
Minnesota	Réduction au titre de la production (Snowbate)	Conseil du cinéma et de la télévision du Minnesota	Incitations fiscales	Créer de nouveaux emplois dans le secteur de la production au Minnesota.	Industrie cinématographique/télévisuelle.	Un remboursement allant jusqu'à 15% des coûts de production engagés au Minnesota en faveur des producteurs de films cinématographiques, de séries télévisées nationales, de documentaires, de vidéoclips et de films publicitaires, tournés sur pellicule, en vidéo ou en numérique, qui créent directement de nouveaux emplois dans le secteur de la production au Minnesota.	Les fonds au titre du programme Snowbate sont disponibles jusqu'au 30 juin 2010, ou jusqu'à ce que les fonds alloués soient dépensés, selon ce qui intervient en premier lieu.
Minnesota	Exonération de la taxe sur les ventes pour les films publicitaires	Conseil du cinéma et de la télévision du Minnesota	Exonération fiscale	Encourager la production de films publicitaires pour la télévision.	Industrie des films publicitaires pour la télévision.	Dépenses de production et de postproduction de films publicitaires pour la télévision exonérées de la taxe sur les ventes.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Minnesota	Programme de prêts pour les installations de production d'éthanol	Département de l'emploi et du développement économique	Prêt	Fournir des capitaux pour les installations de production d'éthanol.	Producteurs d'éthanol.	Le programme prévoit des prêts garantis ou non, des prêts avec participation et des garanties de prêt concernant des biens fonciers ou personnels comprenant tout ou partie d'une installation de production d'éthanol, ainsi que le paiement des frais encourus par l'autorité compétente pour établir et administrer le programme.	Programme en cours
Minnesota	Incitation à la production d'éthanol	Législation du Minnesota, article 41A.09	Don	Accroître la production d'éthanol.	Cette incitation s'applique uniquement aux installations de production d'éthanol admissibles dont l'activité a débuté le 30 juin 2000 au plus tard.	Incitation à la production d'éthanol de 0,20 dollar par gallon. Les versements sont plafonnés à 3 millions de dollars par an et par producteur.	A pris fin le 30 juin 2010.
Minnesota	Programme en faveur de l'éthanol	Département de l'agriculture du Minnesota	Don	La législation établissant un versement de 20 cents par gallon d'éthanol produit fournit la garantie dont les prêteurs ont besoin pour investir dans des installations de production d'éthanol appartenant à de petits exploitants.	Producteurs d'éthanol.	Versement d'une incitation à la production d'éthanol de 20 cents par gallon, plus: 1. Versement de 550 millions de dollars pour couvrir les frais de construction d'installations de production d'éthanol de maïs et les coûts de lancement. 2. Financement du secteur privé de 370 millions de dollars, dépendant des capitaux locaux. 3. Levée de 180 millions de dollars de capitaux locaux par plus de 8 000 agriculteurs et entreprises.	Programme en cours
Minnesota	Programme de prêts en faveur des produits agricoles à valeur ajoutée (Programme de prêts de valeurs mobilières)	Département de l'emploi et du développement économique	Prêt	Aider les agriculteurs à financer l'achat d'une participation dans une coopérative afin de construire ou d'acheter et de faire fonctionner des installations de transformation des cultures agricoles.	Producteurs d'éthanol.	Le prêt peut être utilisé pour financer l'achat de participations dans diverses coopératives appartenant à des agriculteurs, y compris des installations de production d'éthanol.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Mississippi	Incitation à la production de biocarburants	Code du Mississippi, article 69-51-5	Don	Soutien à la production d'éthanol et de biodiesel.	Le Commissaire à l'agriculture et au commerce du Mississippi est habilité à effectuer des versements directs aux producteurs d'éthanol et de biodiesel établis dans le Mississippi pour l'éthanol ou le biodiesel produit pendant les dix années suivant la date de début de production.	Les versements correspondent à 0,20 dollar par gallon produit, jusqu'à concurrence de 30 millions de gallons par an et par producteur, pour une période maximale de dix ans. Aucun versement ne sera effectué pour une production postérieure au 30 juin 2015 et le versement total annuel ne peut pas dépasser 6 millions de dollars par producteur.	Programme en cours
Mississippi	Administration des impacts économiques majeurs	Administration du développement du Mississippi	Obligation	Ce programme permet au Mississippi, par l'émission d'obligations générales, d'aider les collectivités locales à remplir les prescriptions de développement inhérentes aux grands projets de capitaux, en générant un investissement en faveur de la qualité de vie de ces collectivités.	Les projets admissibles comprennent des projets industriels ou commerciaux, des installations de R-D, d'entreposage, de distribution, de transport, d'exploitation minière, des projets fédéraux et des installations touristiques.	Les projets admissibles au titre de l'administration des impacts économiques majeurs peuvent être des projets nouveaux ou d'expansion d'installations existantes, pour un investissement initial minimum de 300 millions de dollars par le secteur privé ou le gouvernement fédéral.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Mississippi	Programme de cautionnement pour les fournisseurs minoritaires	Administration du développement du Mississippi	Garantie	Ce programme a été créé pour permettre aux sous-traitants membres de groupes minoritaires qui ne remplissent pas les critères de garantie de base de l'industrie d'obtenir des garanties de soumission et d'exécution sur des contrats avec les agences de l'État et les subdivisions politiques du Mississippi.	Les propriétaires d'entreprises membres de groupes minoritaires admissibles incluent les femmes et les minorités qui satisfont aux critères ci-après: * exercer une activité dans le secteur de la construction ou du bâtiment; * être une entreprise commerciale appartenant à des membres de groupes minoritaires certifiée par la Division des entreprises commerciales des minorités de l'Administration du développement du Mississippi; * être en activité depuis au moins un an au moment de la demande; * avoir son établissement principal au Mississippi; * satisfaire à des critères en matière de finances et d'expérience adaptés au contrat; * accepter de ne pas sous-traiter plus de 75% d'un contrat admissible; * montrer que l'entreprise est raisonnablement dans l'incapacité d'obtenir des cautions dans les conditions normales du marché dans le cadre des contrats relatifs à des projets de construction admissibles avec les autorités fédérales, les autorités de l'État ou les autorités locales.	Le cautionnement maximum est le moindre des deux montants suivants: 75% de la garantie de bonne exécution ou 112 500 dollars. Le fournisseur peut obtenir plus d'un cautionnement, sous réserve que le total ne dépasse pas 112 500 dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Mississippi	Crédit d'impôt sur le revenu du port de l'État du Mississippi	Administration du développement du Mississippi	Crédit d'impôt	Ce crédit d'impôt a pour objet d'encourager l'utilisation accrue des ports et des installations connexes dans l'État, en particulier par les contribuables qui ne pourraient pas les utiliser sans les avantages offerts par le crédit d'impôt, et d'augmenter le nombre d'emplois liés aux activités portuaires et les autres avantages en termes de développement économique associés à une utilisation accrue de ces ports et de leurs installations connexes.	Contribuables qui utilisent les installations portuaires de l'État, des comtés et des municipalités au Mississippi.	Impositions que le contribuable peut demander au titre du crédit: droit de réception dans le port, droit de manutention sur un bâtiment, droit de quai. Montant du crédit: le crédit ne peut pas dépasser 50% du montant de la taxe imposée au contribuable pour l'exercice fiscal, moins la somme de tous les crédits admissible pour le contribuable. toute part du crédit non utilisée peut être reportée sur les cinq années suivantes; le crédit cumulé maximum qui peut être demandé par le contribuable est limité à 1 million de dollars pour la période allant du 1 <sup>er</sup> janvier 1994 au 31 décembre 1998.	Programme en cours
Mississippi	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage	Administration du développement du Mississippi	Exonération fiscale	Aider les entreprises manufacturières nouvelles ou en expansion dans les comtés les moins développés.	Entreprises manufacturières nouvelles ou en expansion dans les comtés les moins développés.	Les fabricants nouveaux ou en expansion installés dans les comtés les moins développés sont exonérés des taxes sur les ventes pour: 1) les matériaux de construction, ou 2) les achats de machines et d'équipements associés à l'implantation ou l'expansion, si les matériaux de construction ou les équipements sont achetés directement auprès d'un fournisseur. Les fabricants nouveaux ou en expansion installés dans les comtés moyennement développés ou développés acquittent: 1) une taxe sur les ventes de 3,5% pour les achats de matériaux de construction et les machines ou équipements neufs non utilisés directement dans le processus de fabrication, et 2) une taxe sur les ventes de 0,75% pour les achats de toutes les machines et équipements utilisés directement dans le processus de fabrication.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Mississippi	Réduction du taux de la taxe sur les ventes pour les entreprises à forte intensité technologique	Administration du développement du Mississippi (MDA)	Incitations fiscales	Soutenir les entreprises technologiques dans l'État.	Une entreprise à forte intensité technologique est une entreprise qui emploie au moins dix nouveaux employés à temps plein et dont 10% au moins de la main-d'œuvre est composée de scientifiques, d'ingénieurs ou d'informaticiens. Les entreprises admissibles incluent les fabricants de matières plastiques, de produits chimiques, d'automobiles, d'aéronefs, d'ordinateurs ou de produits électroniques; les installations de recherche-développement, les installations de conception par ordinateur ou installations connexes, les installations d'édition de logiciels ou autres installations ou entreprises à forte intensité technologique telles qu'elles sont définies par la MDA.	Un taux réduit de 1,5% est appliqué sur les ventes de machines et de pièces détachées pour usines, uniquement lorsque ces machines et pièces détachées sont destinées à être utilisées exclusivement et directement dans l'État à des fins industrielles, y compris, mais pas exclusivement, pour la fabrication ou pour des activités de recherche-développement. Un taux de 1,5% est aussi appliqué pour l'électricité, le courant, l'énergie, la vapeur, le charbon, le gaz naturel, le gaz de pétrole liquéfié ou autre combustible vendu à une entreprise à forte intensité technologique ou utilisé par celle-ci.	Programme en cours
Mississippi	Prêts en faveur de la recherche-développement et des entreprises technologiques	Administration du développement du Mississippi	Prêt	Soutenir la recherche-développement et les entreprises technologiques dans l'État.	La société doit employer au moins dix personnes à temps plein.	Le montant maximal du prêt n'excède pas 750 000 dollars. Le taux sera le taux associé à l'émission la plus récente d'obligations générales d'État à 20 ans qui a lieu avant la date à laquelle le prêt est effectué.	Abrogé à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Mississippi	Programme d'incitations en faveur des emplois avantageux	Administration du développement du Mississippi	Réduction d'impôt	Ce programme est conçu pour aider les entreprises admissibles qui s'engagent à développer notablement l'économie de l'État du Mississippi grâce à la création d'emplois de qualité.	Pour bénéficier des avantages de ce programme, une entreprise doit être en mesure de démontrer que la création d'emploi proposée procurera un bienfait direct à l'État. Pour être admissible, l'entreprise doit satisfaire aux critères ci-après au moment de la présentation de la demande: être une entreprise quelconque, à l'exception d'un commerce de détail ou un établissement de jeux, qui crée et maintient au minimum dix emplois à temps plein dans un comté de la catégorie 3 ou 25 emplois à temps plein dans un comté de la catégorie 1 ou 2; être une entreprise de traitement des données ou de l'information qui verse un salaire annuel moyen égal à 100% du salaire du comté ou de l'État, le chiffre le moins élevé étant retenu; être un fabricant ou un distributeur qui verse un salaire annuel moyen égal à 110% du salaire du comté ou de l'État, le chiffre le moins élevé étant retenu; être une entreprise de recherche-développement qui verse 150% du salaire de l'État ou du comté, le salaire le moins élevé étant retenu; ou être une entreprise à forte intensité technologique qui verse 150% du salaire de l'État.	Remise d'impôt à la source pour les employeurs admissibles pendant une période maximale de dix ans.	Programme en cours
Mississippi	Initiative aérospatiale	Administration du développement du Mississippi	Exonération fiscale	Ce programme est conçu pour aider les entreprises admissibles qui s'engagent à développer notablement l'économie de l'État du Mississippi grâce à la création d'emplois de qualité.	Entreprises manufacturières ou d'assemblage ou fournissant des services de recherche-développement ou de formation dans le secteur de l'aérospatiale. Les entreprises doivent investir au moins 30 millions de dollars et créer au moins 100 emplois dans l'État.	Sont prévues pendant dix ans une exonération de l'impôt sur le bénéfice des sociétés et de la taxe d'immatriculation ainsi qu'une exonération de la taxe sur les ventes entre le début du projet et les trois mois qui suivent le démarrage de la production commerciale sur le site de l'entreprise.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Mississippi	Initiative énergie propre	Administration du développement du Mississippi	Exonération fiscale	Ce programme est conçu pour aider les entreprises admissibles qui s'engagent à développer notablement l'économie de l'État du Mississippi grâce à la création d'emplois de qualité.	Entreprises fabricant des systèmes ou des composants utilisés dans la production d'énergies renouvelables ou de substitution. Les entreprises doivent investir au moins 50 millions de dollars et créer au moins 250 emplois dans l'État.	Sont prévues pendant dix ans une exonération de l'impôt sur le bénéfice des sociétés et de la taxe d'immatriculation ainsi qu'une exonération de la taxe sur les ventes entre le début du projet et les trois mois qui suivent le démarrage de la production commerciale sur le site de l'entreprise.	Programme en cours
Missouri	Fonds du Missouri en faveur des producteurs admissibles d'éthanol-carburant	Département de l'agriculture et Département du fisc du Missouri	Don	Promouvoir la production de biocarburants dans l'État par des coopératives, afin d'augmenter la production locale d'éthanol et de biocarburants.	51% au moins des entreprises productrices doivent appartenir à des producteurs agricoles activement engagés dans des activités de production agricole menées dans l'État à des fins commerciales.	Les incitations en faveur de l'éthanol comprennent le versement de 20 cents par gallon pour les 12,5 premiers millions de gallons produits et de 5 cents par gallon pour les 12,5 millions de gallons suivants.	60 mois (cinq ans)

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Missouri	Programme "Build" du Missouri	Département du développement économique/Conseil de financement du développement du Missouri	Crédit d'impôt	Le programme d'incitation en faveur des entreprises pour le développement à grande échelle du Missouri, ou programme "Build" (Business Use Incentives for Large-Scale Development - BUILD) prévoit une incitation financière pour les projets d'implantation ou d'expansion de grandes entreprises.	Le programme prévoit des crédits sur l'impôt du Missouri sur le bénéfice des sociétés, sous forme de paiements au titre du service de la dette pour les obligations-recettes industrielles liées à une partie des coûts du projet. Les entreprises admissibles sont les suivantes: 1) entreprises manufacturières, de transformation, d'assemblage, de recherche-développement, de transformation de produits agricoles ou de services dans le secteur du commerce entre les États, entreprises qui doivent investir un montant minimum de 15 millions de dollars dans les améliorations apportées aux immobilisations et créer au moins 100 nouveaux emplois dans un délai de trois ans; 2) les projets de bureau (sièges sociaux régionaux, nationaux ou internationaux, télécommunications, activités informatiques, compagnies d'assurance, centres de facturation et de traitement des cartes de crédit) sont également admissibles si les améliorations apportées aux immobilisations dépassent 10 millions de dollars et qu'au moins 500 nouveaux emplois sont créés dans un délai de trois ans. Les services de vente de détail, de santé ou professionnels, les réimplantations ou déplacements d'installations entre États ne sont pas admissibles.	Les obligations sont vendues aux entreprises qui en deviennent détentrices. La subdivision politique qui bénéficie du projet ou d'autres entités locales doivent s'engager à accorder des subventions locales significatives. Ces incitations peuvent inclure des abattements fiscaux, des redevances pour services publics réduites et autres. Émission d'obligations minimale: 500 000 dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Missouri	Réaménagement de l'attribution des impôts fonciers nouveaux (TIF)	Département du développement économique	Prêt	Un financement par de nouvelles taxes peut être utilisé dans l'ensemble des villes et comtés du Missouri. Ce programme, qui sert d'incitation en faveur des investissements dans des zones devant être réaménagées, réhabilitées ou revitalisées, aide les petites collectivités à financer la construction des améliorations publiques nécessaires telles que les égouts et les routes. Pour encourager ce développement, les recettes de l'impôt foncier et 50% des recettes fiscales sont versés dans un fonds d'attribution spécial qui peut être utilisé pour supporter les coûts de réaménagement. Les recettes fiscales versées au fonds sont attribuées pour la plus-value des améliorations apportées aux biens immobiliers dans les zones désignées. Lors de la mise en œuvre d'un financement TIF pour une zone particulière, jusqu'à 100% du montant accru des impôts fonciers et 50% d'autres taxes générées par le nouvel aménagement dans la zone (principalement des taxes sur les ventes) sont versés dans un fonds d'attribution spécial. Ces fonds peuvent être utilisés par la municipalité ou une entité privée pour les coûts du projet de réaménagement.	Zone, telle qu'elle est définie par une municipalité, qui bénéficie des améliorations. Il n'existe pas de restriction particulière sur les limites de la zone, excepté que la zone doit être déterminée par la municipalité ou le comté comme une zone délabrée ou une zone à protéger.	À compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1998, certaines zones délabrées avec plans et projets approuvés pour recevoir les montants appropriés du nouveau fonds de financement par de nouvelles taxes du Missouri, jusqu'à 50% des "nouvelles recettes d'État", définies soit comme 1) taxes du Missouri sur les ventes, à l'exception des taxes définies dans la Constitution, les taxes de scolarité du fonds d'affectation spéciale, les taxes sur les ventes et l'usage de véhicules automobiles, remorques, bateaux et moteurs hors-bord, et les futures taxes sur les ventes affectées à une fin spéciale par la législation, ou 2) retenues d'impôt du Missouri sur le revenu. L'affectation annuelle globale des recettes issues des nouvelles taxes du Missouri pour les zones de réaménagement à grande échelle est limitée à 15 millions de dollars. La durée des projets de réaménagement ne doit pas dépasser 23 ans. La session législative de 2005 a relevé le plafond du programme à 32 millions de dollars.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Missouri	Programme de crédits d'impôt à la production de raisins et de vin	Département du développement économique	Crédit d'impôt	Attirer les entreprises dans le Missouri.	Vignobles et producteurs de vins.	Crédit d'impôt du Missouri sur le revenu pour les contribuables, qu'ils soient des personnes physiques, des sociétés en commandite ou des sociétés anonymes, d'un montant égal à 25% du prix d'achat de tous les nouveaux équipements et matériaux servant directement à la culture du raisin ou à la production de vin au Missouri. Plafond du programme: 8 millions de dollars.	Programme en cours
Missouri	Crédit d'impôt au développement économique	Département du développement économique	Crédit d'impôt	Faciliter un projet d'entreprise afin de créer des emplois.	Les projets prioritaires concernent les entreprises engagées principalement dans des activités manufacturières, de services, de transformation et d'assemblage qui versent des salaires supérieurs à la moyenne régionale et prévoient des prestations. L'approbation de projets d'un autre type peut être envisagée si des crédits d'impôt sont encore disponibles vers la fin de l'exercice budgétaire. Le projet doit être situé dans une zone sinistrée ou une zone à protéger ou être considéré comme tel.	Les contribuables faisant des versements en faveur d'une société sans but lucratif se voient offrir des crédits d'impôt de l'État d'un montant de 50% de leurs versements. Les crédits autorisés au titre de ce programme sont limités à 4 millions de dollars par exercice budgétaire.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Missouri	Zones d'entreprises améliorées	Département du développement économique	Crédit d'impôt	Le Programme de zones d'entreprises améliorées est un programme discrétionnaire qui offre des crédits d'impôt de l'État et un abattement de l'impôt foncier local aux entreprises améliorées. L'objet de cette mesure est d'accorder des crédits d'impôt aux entreprises nouvelles ou qui s'élargissent dans une zone d'entreprises améliorées du Missouri.	Pour être admissible, un projet doit être situé dans une zone d'entreprises améliorées du Missouri. Les zones d'entreprises améliorées sont des zones géographiques spécifiées désignées par les autorités locales et certifiées par le Département du développement économique (DED). La désignation d'une zone est fondée sur certains critères démographiques, sur le potentiel de création d'emplois durables dans un secteur cible et sur la démonstration d'une incidence sur le développement des pôles industriels locaux. L'admissibilité d'une entreprise donnée sera déterminée par la zone sur la base de la création d'emplois durables dans un secteur cible ou de la démonstration d'une incidence sur le développement des pôles industriels locaux. Les établissements de jeu, les commerces de détail et les lieux de restauration et débits de boissons ne sont pas autorisés à bénéficier des crédits d'impôt de l'État. Les activités de services peuvent être admissibles si la majorité de leurs recettes annuelles est tirée de services fournis à l'extérieur de l'État.	Les crédits d'impôt de l'État représenteront un montant autorisé par le DED d'après le nombre des nouveaux emplois et les nouveaux investissements productifs auquel le projet donne lieu. L'abattement de la taxe immobilière est déterminé par la communauté de tutelle et peut être de l'ordre de 50 à 100% des améliorations immobilières, sur une durée pouvant aller jusqu'à 25 ans. Les crédits d'impôt accordés au titre de ce programme sont limités à 24 millions de dollars par an.	Programme en cours
Missouri	Production de films	Département du développement économique	Crédit d'impôt	Accorder des incitations fiscales pour faciliter la production de films dans le Missouri.	Les crédits d'impôt de l'État sont accordés aux sociétés de production admissibles qui ont reçu le préavis favorable du Département du développement économique.	Les crédits d'impôt sont accordés pour un montant allant jusqu'à 35% des dépenses effectuées dans le Missouri au titre d'activités de production ou d'activités connexes. Le plafond annuel du programme est de 4,5 millions de dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Missouri	Loi du Missouri sur la promotion économique des centres villes (MoDESA)	Département du développement économique, Conseil de financement du développement du Missouri	Prêt	Une partie des nouveaux impôts de l'État et des impôts locaux générés par un projet peut être affectée au financement d'infrastructures publiques admissibles et des coûts afférents pour une durée allant jusqu'à 25 ans. La quote-part de la collectivité locale doit être, au minimum, de 50% du montant de la nouvelle taxe locale sur les ventes (de l'impôt sur le revenu à St. Louis et Kansas City) et de 100% du montant du nouvel impôt foncier généré chaque année par le projet, ou d'un montant comparable de fonds locaux provenant de la ville/du comté ou d'une organisation à but non lucratif.	Municipalités dans lesquelles le revenu moyen des ménages est inférieur ou égal à 62 000 dollars. "Quartiers d'affaires centraux" classés soit "zone sinistrée", soit "zone à préserver". Au moins 50% des immeubles doit être vieux de 35 ans ou plus. D'autres restrictions sont applicables. Les projets peuvent viser soit à la "promotion communautaire" soit à la "création d'emplois". Les minima fixés pour le coût total du projet et/ou la création d'emplois sont fondés sur la population de la municipalité.	Un projet de développement ne reçoit pas de fonds avant de générer un accroissement des recettes fiscales. Un projet de développement ne peut pas recevoir plus de la moitié du montant supplémentaire de la taxe de l'État sur les ventes et/ou de l'impôt sur le revenu qu'il génère. Ce programme est limité en toute année au montant approprié déterminé par l'Assemblée générale. La législation n'autorise pas d'affectation budgétaire supérieure à 108 millions de dollars, mais le montant effectif disponible chaque année dépend du montant effectivement affecté par l'Assemblée générale. Au cas où les affectations provenant du fonds ne permettent pas de couvrir les dépenses approuvées, les projets reçoivent une part des impôts générés calculée au prorata.	Programme en cours
Missouri	Loi du Missouri sur la promotion économique des zones rurales	Département du développement économique, Département de l'agriculture du Missouri	Prêt	Une partie des nouveaux impôts de l'État et des impôts locaux générés par le projet d'installation de production peut être affectée au financement de la construction d'infrastructures publiques admissibles et des coûts afférents pour une durée allant jusqu'à 25 ans. Le financement local doit être, au minimum, de 50% du montant de la nouvelle taxe locale sur l'activité économique (taxe sur les ventes et sur les services publics, etc.) et de 100% du montant du nouvel impôt foncier généré chaque année par le projet, ou d'un montant comparable de fonds locaux provenant de la municipalité ou d'une organisation privée à but non lucratif.	Toute ville ou tout village ou comté du Missouri constitués le 1 <sup>er</sup> janvier 2001 au plus tard, ayant une population inférieure ou égale à 99 999 habitants. Une zone de développement contiguë et "sinistrée" ne couvrant pas plus de 10% de la superficie d'une municipalité admissible. Les projets doivent porter sur la création d'une installation de production de combustible renouvelable ou d'une autre installation de transformation de nouvelle génération, d'un coût d'au moins 3 millions de dollars et prévoyant la création d'au moins 30 emplois.	Un projet doit générer de nouvelles recettes fiscales avant de pouvoir bénéficier du financement. Un projet peut recevoir jusqu'à la moitié du montant supplémentaire de la taxe de l'État sur les ventes et/ou de l'impôt sur le revenu qu'il génère. Ce programme est limité en toute année au montant approprié déterminé par l'Assemblée générale. La législation actuelle prévoit un montant maximum de 12 millions de dollars par an. Si les affectations ne permettent pas de couvrir les dépenses, les projets reçoivent une part des impôts générés calculée au prorata.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Missouri	Reconstruction de communautés	Département du développement économique	Crédit d'impôt	Stimuler l'activité des entreprises dans les "communautés en difficulté" du Missouri en accordant des crédits d'impôts aux entreprises admissibles qui s'établissent, se réimplantent ou s'élargissent dans une communauté en difficulté.	Les entreprises bénéficiaires doivent compter plus de 75% d'employés travaillant dans l'installation située dans la communauté en difficulté; compter moins de 100 employés au total dans toutes leurs installations sur l'ensemble du territoire national; et exercer leur activité principale dans les secteurs de la production manufacturière, de la technologie biomédicale, des instruments médicaux, de la recherche scientifique, de la recherche sur les animaux, de la conception ou de la mise au point de logiciels, de la programmation d'ordinateurs, des télécommunications, ou être un cabinet professionnel.	Les entreprises nouvelles ou qui se réimplantent peuvent choisir entre un crédit d'impôt de 40% pour l'achat d'équipements et un crédit d'impôt de 40% sur le revenu exigible et leurs employés peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt pour employés de 1,5%. Les entreprises admissibles déjà établies dans une communauté en difficulté peuvent être admissibles à bénéficier d'un crédit d'impôt de 25% pour l'achat d'équipements.	Programme en cours
Missouri	Crédit d'impôt pour la production de films	Article 135.750 de la Loi révisée du Missouri (RSMo)	Crédit d'impôt	Fournir des incitations fiscales afin de favoriser la production de films dans l'État.	Industrie cinématographique.	Crédit d'impôt du Missouri sur le revenu pouvant aller jusqu'à 50% applicable aux dépenses des sociétés dans l'État, pour les sociétés qui dépensent plus de 300 000 dollars dans l'État. Jusqu'à 1 million de dollars disponibles par projet.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Missouri	Zones d'entreprises	Département du développement économique	Crédit d'impôt	Le Département du développement économique peut recommander l'établissement de zones d'entreprises dans des zones en difficulté économique qui ne pourraient se développer autrement. Les recommandations sont présentées au Comité législatif conjoint sur la politique et la planification du développement économique, qui peut désigner la zone concernée comme zone d'entreprises. Les zones d'entreprises offrent de nombreux types de crédits, exonérations, abattements et remboursements d'impôts aux contribuables qui créent ou élargissent des installations dans toute zone d'entreprises désignée.	Les zones désignées comme zone à revitaliser ou communautés d'entreprises fédérales obtiennent automatiquement le statut de zone d'entreprises du Missouri. Pour être admissible pour l'exonération d'impôt sur le revenu ou le crédit pour l'investissement, le contribuable doit, outre les critères ci-dessus, se conformer au "test des 30 pour cent". Pour s'y conformer, au moins 30% des nouveaux employés de l'installation nouvelle ou élargie doivent résider dans la zone d'entreprises ou avoir été au chômage pendant au moins 90 jours avant d'être embauchés dans cette installation, ou être admissibles au titre de l'AFDC ou du "General Relief", ou une combinaison de ces critères. Le Département du développement économique peut déroger à cette prescription ou la réduire pendant un an s'il y a 20 employés ou moins dans l'installation.	Les avantages fiscaux peuvent inclure: 400 dollars pour chaque nouvel emploi créé; 400 dollars pour chaque employé admissible qui réside dans la zone d'entreprises; 400 dollars pour chaque employé admissible qui était soit au chômage depuis au moins 90 jours avant son embauche dans l'installation nouvelle ou élargie, soit qui était admissible au titre de l'AFDC ou du "General Relief" avant son embauche dans l'installation nouvelle ou élargie; jusqu'à 400 dollars pour chaque employé admissible qui suit une formation payée par les fonds propres de l'employeur; une exonération éventuelle égale à la moitié du revenu attribué à la partie nouvelle ou élargie de l'installation; un crédit d'impôt pour l'investissement éventuel égal à 10% de la première tranche de 10 000 dollars du nouvel investissement, 5% de la tranche suivante de 90 000 dollars et 2% de l'investissement total sur 100 000 dollars; jusqu'à 75 000 dollars de remboursement pour les crédits d'impôt non utilisés pour une installation nouvelle; un abattement de l'impôt foncier d'au moins 10% sur dix ans si l'installation est utilisée pour des activités de manufacture, d'exploitation minière, de vente en gros, de distribution ou d'entreposage.	Ce programme a pris fin pendant la session législative de 2004 et a été remplacé par le programme de zones d'entreprises améliorées

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Missouri	Des emplois de qualité pour le Missouri	Département du développement économique du Missouri	Crédit d'impôt	Afin de faciliter la création d'emplois dans l'État, prévoir des incitations fiscales en faveur des entreprises qui offrent des salaires égaux ou supérieurs au salaire moyen du comté dans lequel leur site est établi ou au salaire moyen de l'État. L'entreprise doit offrir des prestations de santé à ses employés et prendre en charge au moins 50% des primes d'assurance maladie par personne.	L'entreprise doit créer un nombre minimal de nouveaux emplois sur le site en projet, selon le type de projet: petites entreprises/entreprises en expansion - zones rurales: au moins 20 nouveaux emplois dans les deux ans; - zones non rurales: au moins 40 nouveaux emplois dans les deux ans; entreprises technologiques (selon le classement de la NAICS): au moins dix nouveaux emplois dans les deux ans; entreprises ayant un grand impact: au moins 100 nouveaux emplois dans les deux ans suivant la première embauche, laquelle doit avoir lieu dans l'année qui suit l'approbation du projet.	Petites entreprises/entreprises en expansion: les avantages découlant du programme consistent dans la rétention de l'impôt à la source prélevé par l'État sur les nouveaux emplois. Entreprises technologiques ou ayant un grand impact: les avantages découlant du programme sont les suivants: a) rétention de l'impôt à la source prélevé par l'État sur les nouveaux emplois; et b) crédits d'impôt de l'État, remboursables, transférables et/ou cessibles. Ces avantages sont basés sur un pourcentage des salaires associés aux nouveaux emplois. Les avantages ne sont accordés que lorsque le seuil minimal de nouveaux emplois est atteint, et que la société satisfait aux prescriptions moyennes en matière de salaires et d'assurance maladie. Plafond du programme: 80 millions de dollars. L'avantage lié à la rétention est illimité.	Programme en cours
Montana	Exonération fiscale en faveur des installations de production d'éthanol	Article 15-6-138 du Code annoté du Montana	Exonération fiscale	Soutenir la production d'éthanol.	Fabricants d'éthanol.	Loi exonérant d'impôt l'ensemble des machines, appareils, équipements et outils utilisés pour la production d'éthanol à partir de céréales lors de la construction d'une installation de production d'éthanol et pendant dix ans à compter de sa production initiale d'éthanol.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Montana	Crédit d'impôt remboursable en faveur de la production de films	Office cinématographique du Montana/ Département du fisc	Crédit d'impôt remboursable	Prévoir des incitations fiscales pour attirer la production de films dans l'État.	Industrie cinématographique.	Crédit d'impôt remboursable de 14% sur les salaires des techniciens et artistes locaux, crédit d'impôt remboursable de 9% sur les dépenses de production engagées au Montana, exonération de 7% de la taxe de séjour pour les sociétés de production séjournant plus de 30 jours dans le même hôtel.	Programme en cours
Montana	Programme pour le développement de l'infrastructure aérospatiale et technologique	Bureau du Gouverneur	Obligation	Le Montana détient les améliorations financées et loue les infrastructures au district de financement par l'accroissement des recettes fiscales de l'autorité locale ou à l'entreprise concernée. Le montant de la location est fixé à une juste valeur modique, en tenant compte des emplois créés et des recettes fiscales globales générées par le projet. La législation prévoit le remboursement du principal et des intérêts des obligations au moyen de l'accroissement des recettes fiscales généré par les projets financés.	Entreprises aérospatiales et technologiques.	Le Montana peut émettre et vendre jusqu'à 20 millions de dollars d'obligations générales pour les projets de développement d'infrastructures dans le domaine du transport aérospatial et des technologies.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Montana	Exonérations de l'impôt foncier en option locale	Département du fisc	Exonération fiscale	Exonération pour les pépinières d'entreprises (option locale): Si elle est approuvée par les autorités locales, une pépinière d'entreprises détenue ou louée par une organisation de développement économique local est admissible pour une exonération des impôts fonciers (MCA 15-24-18). Parcs industriels (option locale): S'il est approuvé par les autorités locales, un parc industriel détenu et géré par une organisation de développement économique local est admissible pour une exonération des impôts fonciers (MCA 15-24-19). Suspension, annulation d'arriérés d'impôt (option locale): si cela est approuvé par les autorités locales, les arriérés d'impôts fonciers sur des locaux commerciaux peuvent être suspendus pour faciliter l'achat et la poursuite des activités de l'entreprise qui utilise les locaux commerciaux. (MCA 15-24-17)	Secteurs d'activité dans l'ensemble de l'État.	Il existe de nombreuses incitations fiscales spécialisées, qui peuvent être déterminées avec le Département du fisc au cas par cas.	Programme en cours
Montana	Abattements de l'impôt sur la propriété	Département du fisc	Abattement fiscal	Si cela est approuvé par les autorités locales, une industrie à valeur ajoutée existante qui s'élargit pour inclure des équipements à valeur ajoutée peut bénéficier d'une baisse du taux d'imposition sur les machines et équipements à valeur ajoutée.	Machines et équipements "à valeur ajoutée".	Les machines utilisées dans la transformation de l'huile de colza sont admissibles pour un taux d'évaluation d'imposition de 2% pour l'exercice fiscal 2001, de 1% pour l'exercice fiscal 2002 et de 0,0% par la suite.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Nebraska	Financement des améliorations communautaires	Département du développement économique	Prêt	Le financement des améliorations communautaires est une adaptation au financement par de nouvelles taxes (TIF) au Nebraska. Il s'agit d'une méthode de financement des améliorations publiques associées à un projet d'aménagement privé dans une zone sinistrée, en utilisant l'augmentation prévue des recettes issues de l'impôt foncier qui résulteront du projet d'aménagement privé.	Les obligations des collectivités publiques peuvent être émises pour financer tout ou partie des améliorations publiques de préconstruction du site. Les améliorations publiques comprennent l'achat de terrains, la libération et la vente, la construction de rues, de trottoirs, de services publics, de parcs ou autres espaces publics nécessaires pour la préparation du site. Le financement des améliorations communautaires peut en fait réduire la capitalisation des projets d'aménagement à un niveau qui rend l'investissement réalisable.	Non disponible.	Programme en cours
Nebraska	Loi sur la promotion de l'emploi et de l'investissement	Département du fisc	Crédits et remboursements d'impôt mixtes	L'objectif de la Loi sur la promotion de l'emploi et de l'investissement (LB775) est d'encourager la création d'emplois ainsi que les investissements et l'expansion des entreprises, grâce à la fourniture d'incitations fondées sur les performances aux entreprises admissibles.	Les entreprises actives dans des secteurs tels que les industries manufacturières, transformation, installations de R-D, compagnies d'assurance et financières, de télécommunications et sièges administratifs de ces sociétés sont admissibles pour les incitations fiscales lorsqu'elles remplissent les critères minimums de nombre d'embauches et d'investissement. Les entreprises admissibles peuvent bénéficier de crédits pendant une période de sept ans, les crédits accumulés pouvant être reportés sur 15 ans. Si les niveaux d'investissement et d'embauche requis ne sont pas respectés ou maintenus pendant une période de sept ans, tout ou partie des incitations sera refusée ou récupérée.	Trois niveaux d'incitations sont disponibles pour les entreprises admissibles.	Terminé pour les nouvelles demandes présentées à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2006
Nebraska	Crédits d'impôt au titre de l'éthanol	Département du fisc	Crédits d'impôt	Soutenir les producteurs d'éthanol.	Crédit d'impôt disponible pour les producteurs d'éthanol.	18 cents le gallon.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Nebraska	Obligations pour le développement industriel émises localement	Administration du financement des investissements du Nebraska	Obligation	Des obligations de développement industriel (IDB) peuvent être émises par les comtés, les villes incorporées et les villages pour fournir un financement exonéré d'impôt aux entreprises privées. L'autorité locale peut émettre des obligations pour des projets hors ou à l'intérieur de sa juridiction politique.	Sauf dans le cas des zones sinistrées, l'admissibilité pour le financement IDB est limitée aux installations manufacturières ou industrielles. Les critères de sélection utilisés par les autorités locales pour trier les requérants admissibles peuvent varier selon les collectivités.	La période d'émission maximale est de 30 ans. Toutefois, les projets ont une durée moyenne généralement comprise entre 15 et 20 ans. L'entreprise qui utilise l'installation est responsable de toutes les taxes perçues par le Nebraska et les autorités locales. Les arrangements entre l'émetteur et l'entreprise qui utilise l'installation peuvent se faire sous forme de location. Les prêts et les contrats de vente à tempérament sont admissibles uniquement si le projet est situé dans une zone sinistrée.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Nebraska	Loi du Nebraska sur l'investissement	Département du fisc	Crédit d'impôt	Cette loi prévoit des crédits de la taxe sur les salaires et avantages en faveur des entreprises qui atteignent des niveaux spécifiés d'investissement, de création d'emplois et de salaires pour les nouveaux employés.	Les crédits peuvent être accordés aux entreprises des secteurs suivants: la recherche-développement; l'informatique, les télécommunications ou l'assurance; les services financiers; les industries manufacturières; l'entreposage et les centres administratifs et sièges sociaux.	Pour les projets situés dans des comtés de moins de 100 000 habitants, les seuils minimums d'admissibilité sont les suivants: 25 nouveaux emplois, 10 millions de dollars d'investissement nouveau et salaires des nouveaux emplois au moins égaux au salaire annuel moyen du Nebraska. Pour les projets situés dans des comtés de plus de 100 000 habitants, les seuils minimums d'admissibilité sont les suivants: 500 nouveaux emplois et 50 millions de dollars d'investissement nouveau, ou 250 nouveaux emplois et 100 millions de dollars d'investissement nouveau, et salaires des nouveaux emplois au moins égaux à 110% du salaire annuel moyen du Nebraska. Si la compensation moyenne pour le nouvel emploi est inférieure à 20 000 dollars par an, le crédit n'est pas disponible. Si elle est comprise entre 20 000 dollars et 30 000 dollars, le crédit est de 3%; entre 30 000 dollars et 40 000 dollars, le crédit est de 4%; et si elle est supérieure à 40 000 dollars, le crédit est de 5%.	Terminé pour les nouvelles demandes présentées à compter du 1 <sup>er</sup> juin 2005
Nebraska	Exonération de la taxe sur le logement	Département du développement économique	Exonération fiscale	Fournir des incitations fiscales afin de favoriser la production de films dans l'État.	Industrie cinématographique.	Pas de taxe sur le logement ni les chambres d'hôtel pour les sociétés de production après 30 jours.	Programme en cours
Nebraska	Loi du Nebraska sur le crédit d'impôt en faveur des microentreprises	Département du fisc	Crédits d'impôt	Cette loi prévoit des incitations à l'intention des entreprises ayant cinq employés ou moins.	Entreprises ayant cinq employés ou moins situées dans des zones de l'État en difficulté économique.	Les bénéficiaires disposent d'un crédit d'impôt remboursable égal à 20% de l'augmentation des investissements ou des emplois, dans la limite de 10 000 dollars par contribuable et de 2 millions de dollars par an au total.	Programme en cours jusqu'en 2010.

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Nebraska	Loi sur le réaménagement du Nebraska	Département du développement économique	Prêt	Ce programme permet aux villes de déclarer comme sinistrées des terrains situés jusqu'à 10 miles de leurs limites territoriales. Les impôts fonciers sur les biens immobiliers améliorés peuvent alors être utilisés afin de rembourser des entreprises qui achètent des terrains ou développent des projets. Cette loi autorise le financement des améliorations communautaires, également appelé financement par de nouvelles taxes, pour les biens immobiliers et les équipements d'un projet qui implique au moins 500 nouveaux emplois et 50 millions de dollars d'investissement nouveau.	L'emplacement est admissible au titre des zones sinistrées et sous-développées s'il répond aux conditions suivantes: jusqu'à 10 miles en dehors des limites d'une métropole ou d'une ville de catégorie primaire, jusqu'à 6 miles en dehors d'une ville de première catégorie et jusqu'à 3 miles en dehors des villes de seconde catégorie ou des villages.	Ce type de financement permet de réintroduire dans le projet les nouveaux impôts fonciers issus des nouveaux investissements afin de contribuer à financer les coûts de réhabilitation, d'acquisition et de réaménagement par l'intermédiaire d'obligations. Ce financement s'applique pendant 15 ans. Les recettes des impôts fonciers existants continuent d'être utilisées à des fins de financement général.	Terminé pour les demandes présentées à compter du 1 <sup>er</sup> février 2000
Nebraska	Loi du Nebraska en faveur du développement rural	Département du fisc	Crédit d'impôt	Il s'agit d'un programme qui fournit des crédits d'impôt aux entreprises admissibles ordinaires dans les zones rurales de l'État qui satisfont à certaines prescriptions minimales en matière de salaire.	Entreprises qui s'élargissent dans des comtés de 25 000 habitants maximum ou projets de modernisation des élevages dans toutes les zones de l'État. Les activités admissibles sont les suivantes: 1) stockage, entreposage ou distribution de biens mobiliers corporels; 2) production animale; 3) recherche-développement; 4) traitement des données ou établissements financiers; 5) industries manufacturières; ou 6) siège.	Ce programme prévoit des crédits d'impôt remboursables pour les entreprises qui créent au moins cinq nouveaux emplois et effectuent un nouvel investissement de 250 000 dollars dans des comtés de 25 000 habitants au maximum ou qui créent deux emplois et effectuent un investissement de 125 000 dollars dans des comtés de 15 000 habitants au maximum. La prescription relative aux salaires sera indexée chaque année sur le salaire rural hebdomadaire moyen du Nebraska.	Programme en cours
Nevada	Pas d'impôt d'État sur le revenu	Commission du développement économique (Office cinématographique du Nevada)	Exonération fiscale	Fournir des incitations fiscales afin de favoriser la production de films dans l'État.	Industrie cinématographique.	Pas d'impôt sur le revenu des sociétés ou des personnes physiques.	Programme en cours
Nevada	Réduction de la taxe sur le logement	Commission du développement économique (Office cinématographique du Nevada)	Exonération fiscale	Fournir des incitations fiscales afin de favoriser la production de films dans l'État.	Industrie cinématographique	Taxe réduite sur les chambres d'hôtel. L'exonération d'impôt n'a pas lieu avant le 31 <sup>ème</sup> jour du séjour.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Nevada	Fonds de crédit renouvelable	Commission du développement économique	Prêt	Le Fonds de crédit renouvelable du Nevada (NRLF) a été créé pour aider les entreprises à but lucratif qui ont besoin d'un financement "complémentaire" pour achever leurs projets d'entreprise. Le financement du Fonds de crédit renouvelable provient du programme CDBG.	Ménages à faible et moyen revenus dans les zones rurales du Nevada.	Un montant pouvant atteindre 100 000 dollars est disponible pour les entreprises du Nevada lorsqu'elles démarrent ou s'élargissent. Le Fonds NRLF est un programme de prêt à taux fixe, généralement inférieur au taux préférentiel. Les durées de remboursement peuvent se prolonger sur 15 ans. Le taux et la durée sont fixés en fonction de la capacité de remboursement de l'entreprise sur ses bénéfices.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Nevada	Réduction de l'impôt sur les sociétés modifié	Commission du développement économique du Nevada	Exonération fiscale	Encourager les entreprises, conformément au Plan d'État pour le développement et la diversification industriels de la Commission.	Deux des trois critères ci-après doivent être remplis. Exigence en matière de salaire: le salaire horaire moyen payé par l'entreprise dans le Nevada doit être égal ou supérieur au moindre des montants suivants: 100% du salaire horaire moyen du comté ou 100% du salaire horaire moyen de l'État. Nombre d'emplois requis: pour les comtés de plus de 100 000 habitants ou les villes de plus de 60 000 habitants, l'entreprise doit avoir créé au moins 75 emplois permanents à temps plein au Nevada à l'horizon du quatrième trimestre d'activité et au moins conserver ce nombre minimum; pour les comtés de moins de 100 000 habitants ou les villes de moins de 60 000 habitants, l'entreprise doit avoir créé au moins 15 emplois permanents à temps plein au Nevada à l'horizon du quatrième trimestre d'activité et au moins conserver ce nombre minimum. Exigence en matière de dépense d'investissement: pour les comtés de plus de 100 000 habitants ou les villes de plus de 60 000 habitants, une dépense d'investissement de 1 million de dollars est requise; pour les comtés de moins de 100 000 habitants ou les villes de moins de 60 000 habitants, une dépense d'investissement de 250 000 dollars est requise.	Les employeurs admissibles peuvent demander une réduction de 50% de l'impôt sur les sociétés modifié autrement dû pour les quatre premières années de leurs activités.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Nevada	Réduction de l'impôt sur la propriété	Commission du développement économique du Nevada	Exonération fiscale	Encourager les entreprises, conformément au Plan d'État pour le développement et la diversification industriels de la Commission.	Exigence en matière de salaire: le salaire horaire moyen payé par l'entreprise dans le Nevada doit être égal ou supérieur à 100% du salaire horaire moyen du comté ou à 100% du salaire horaire moyen de l'État. Nombre d'emplois requis: pour les comtés de plus de 100 000 habitants ou les villes de plus de 60 000 habitants, l'entreprise doit avoir créé au moins 75 emplois permanents à temps plein au Nevada à l'horizon du quatrième trimestre d'activité et au moins conserver ce nombre minimum; pour les comtés de moins de 100 000 habitants ou les villes de moins de 60 000 habitants, l'entreprise doit avoir créé au moins 15 emplois permanents à temps plein au Nevada à l'horizon du quatrième trimestre d'activité et au moins conserver ce nombre minimum. Exigence en matière de dépense d'investissement: pour les comtés de plus de 100 000 habitants ou les villes de plus de 60 000 habitants, l'entreprise doit effectuer une dépense d'investissement de 50 millions de dollars s'il s'agit d'une entreprise industrielle ou manufacturière ou d'au moins 5 millions de dollars dans le cas contraire.	Les entreprises qui implantent ou développent leurs activités dans le Nevada peuvent bénéficier d'une réduction partielle de l'impôt sur les biens personnels. La réduction peut atteindre 50% des impôts dus sur une période maximale de dix ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Nevada	Réduction de la taxe sur les ventes et l'usage	Commission du développement économique du Nevada	Exonération fiscale	Encourager les entreprises, conformément au Plan d'État pour le développement et la diversification industriels de la Commission.	Exigence en matière de salaire: le salaire horaire moyen payé par l'entreprise dans le Nevada doit être égal ou supérieur au moindre des montants suivants: 100% du salaire horaire moyen du comté ou 100% du salaire horaire moyen de l'État. Nombre d'emplois requis: pour les comtés de plus de 100 000 habitants ou les villes de plus de 60 000 habitants, l'entreprise doit avoir créé au moins 75 emplois permanents à temps plein au Nevada à l'horizon du quatrième trimestre d'activité et au moins conserver ce nombre minimum; pour les comtés de moins de 100 000 habitants ou les villes de moins de 60 000 habitants, l'entreprise doit avoir créé au moins 15 emplois permanents à temps plein au Nevada à l'horizon du quatrième trimestre d'activité et au moins conserver ce nombre minimum. Exigence en matière de dépense d'investissement: pour les comtés de plus de 100 000 habitants ou les villes de plus de 60 000 habitants, une dépense d'investissement de 1 million de dollars est requise; pour les comtés de moins de 100 000 habitants ou les villes de moins de 60 000 habitants, une dépense d'investissement de 250 000 dollars est requise.	Des réductions partielles de la taxe sur les ventes et l'usage sont disponibles pour des achats de biens d'équipement. La réduction ramène le taux d'imposition applicable à 2%.	Programme en cours
New Hampshire	Crédit d'impôt en faveur des zones de revitalisation économique	Département des ressources et du développement économique du New Hampshire (DRED)	Crédit d'impôt	Accroître le nombre et la qualité des emplois et stimuler les investissements dans les immeubles existants ainsi que les nouvelles constructions.	Toute localité ou ville peut présenter une demande. Une fois celle-ci approuvée, toute entreprise située dans le district approuvé peut demander à bénéficier du crédit d'impôt. Ce crédit est fonction des nouveaux emplois créés et des nouveaux investissements réalisés au New Hampshire.	Jusqu'à 200 000 dollars sur cinq ans, avec un plafonnement de 40 000 dollars par an. Le crédit est appliqué à l'impôt sur le bénéfice des sociétés.	Ce programme devrait prendre fin en 2011 sauf s'il est renouvelé par l'organe législatif du New Hampshire.



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New Hampshire	Crédit d'impôt en faveur de la recherche-développement	Administration fiscale du New Hampshire	Crédit d'impôt	Stimuler la croissance des entreprises et de l'emploi dans le domaine des nouvelles technologies.	Toute entreprise qui verse au New Hampshire de nouveaux salaires dans le domaine de la recherche-développement qui sont admissibles et déclarés en tant que crédits par l'organisation commerciale au titre de l'article 41 du Code des impôts.	Le montant du crédit est le moindre des montants suivants: 10% des dépenses admissibles de recherche-développement de l'organisation commerciale ou 50 000 dollars. Au cas où le montant cumulé du crédit demandé dépasse 1 million de dollars au cours d'un exercice budgétaire donné, tous les crédits applicables pour l'exercice en question seront réduits en proportion.	Programme en cours
New Hampshire	Crédit d'impôt en faveur de la création d'emplois dans le comté de Coos	Département des ressources et du développement économique du New Hampshire (DRED)	Crédit d'impôt	Contribuer à attirer de nouvelles entreprises et favoriser la croissance des entreprises déjà présentes qui créent de nouveaux emplois dont la rémunération est supérieure à un certain seuil.	Toute entreprise établie dans le comté de Coos (nord du New Hampshire).	Ce programme consiste en un crédit d'impôt en faveur des entreprises qui engagent de nouveaux employés dans le comté de Coos et versent des salaires représentant au moins 200% du salaire minimum (7,25 dollars par heure). Ce crédit est de 1 000 dollars pour tout nouvel emploi à plein temps et à l'année; il est appliqué à l'impôt sur les entreprises commerciales. Toute part non utilisée du crédit peut être reportée sur l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Tous les nouveaux emplois créés après la date d'entrée en vigueur du projet de loi sont admissibles à bénéficier du crédit et le nombre des nouveaux emplois créés n'est pas plafonné. Les avantages inutilisés peuvent être reportés sur cinq ans.	Programme en cours
New Jersey	Programme d'assainissement des friches industrielles et des sites contaminés	Office du développement économique du New Jersey	Don	Réaménagement des sites vacants ou sous-utilisés qui ont subi une pollution ou qui subissent une pollution.	Promoteurs.	Remboursement allant jusqu'à 75% des coûts d'assainissement.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New Jersey	Programme d'Incitation à l'embauche par les entreprises (BEIP)	Office du développement économique du New Jersey	Don	La loi prescrit à l'Office du développement économique du New Jersey (EDA) de verser directement des aides, sous la forme de subventions, aux entreprises qui s'agrandissent ou se relocalisent et qui créent de nouveaux emplois dans le New Jersey. Les entreprises doivent être économiquement viables et prouver que cette subvention d'incitation est un facteur déterminant pour leur décision de s'installer ou de s'agrandir dans le New Jersey.	Disponible dans l'ensemble de l'État. Les points de vente au détail ne sont pas éligibles pour ces subventions d'incitation. Annuellement l'entreprise concernée doit créer au moins 25 emplois ou dix emplois technologiques. Les entreprises candidates doivent maintenir un projet dans le New Jersey pendant au moins 1,5 fois le nombre d'années de la subvention.	La subvention d'incitation qui peut être octroyée pendant une durée allant jusqu'à dix ans, équivaudra à 10 à 80% du montant total des impôts sur le revenu dans l'État, retenus par l'entreprise pendant l'année calendaire pour les nouveaux employés recrutés. Aucune subvention ne sera déboursée avant que le Trésorier ne se soit assuré que le montant des retenues reçues de l'entreprise est au moins égal au montant de la subvention. Les entreprises qui reçoivent des subventions de relocalisation ne sont pas éligibles, sauf accord contraire du Trésorier de l'État. L'aide sous forme de subvention dans le cadre de ce programme ainsi que dans le cadre d'autres programmes, ne peut dépasser 80% des montants retenus par une entreprise donnée, sauf approbation contraire du Trésorier.	Programme en cours
New Jersey	Aide au maintien et à la relocalisation des entreprises (BRRAG)	Office du développement économique du New Jersey	Crédit d'impôt	Encourager le développement économique et la création d'emplois et préserver les emplois qui existent actuellement au New Jersey mais qui risquent d'être relocalisés dans des locaux situés en dehors de l'État.	Entreprises qui ont le projet de se relocaliser dans l'État et d'y maintenir un certain nombre d'emplois à temps plein.	Une entreprise qui relocalise plus de 2 000 emplois à temps plein dans un centre urbain désigné bénéficie d'une gratification représentant 50% du crédit d'impôt initial; non applicable si les emplois proviennent d'une zone d'entreprises urbaine. Une entreprise qui relocalise au moins 50 emplois bénéficie d'un crédit égal au total des coûts de relocalisation admissibles, ainsi que de toute gratification applicable. Le crédit d'impôt n'excède pas 80% des recettes fiscales projetées provenant des emplois à temps plein maintenus par l'accord concernant le projet, sous réserve d'une limite annuelle globale de 20 millions de dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New Jersey	Prêts directs	Autorité de développement du réinvestissement des casinos	Prêt	Les prêts directs de réinvestissement des casinos pour les immobilisations sont disponibles aux entreprises dans des municipalités ciblées.	Les zones urbaines de l'État, avec un accent particulier sur Atlantic City.	Non disponible.	Programme en cours
New Jersey	Prêts directs	Office du développement économique du New Jersey	Prêt	Sont éligibles les entreprises qui ne peuvent obtenir seules des crédits bancaires suffisants ou même par le biais d'une garantie du groupe de prêt de l'État ou de l'EDA; elles peuvent demander des emprunts pour des immobilisations et pour le capital circulant. Préférence est donnée aux entreprises implantées dans les zones économiquement ciblées ou représentant des secteurs ciblés.	Entreprises dans des zones ou des secteurs ciblés.	Les prêts sont octroyés jusqu'à 1 250 000 dollars pour les immobilisations et jusqu'à 750 000 dollars pour le capital circulant sur une durée maximale de cinq ans. Le taux d'intérêt est égal au taux d'escompte fédéral au moment de l'approbation ou de la fermeture, mais ne peut être inférieur à 2%.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New Jersey	Programme de don pour le réaménagement et la croissance économiques (ERG)	Office du développement économique du New Jersey	Dons	L'ERG fournit des incitations sous forme de don aux promoteurs, aux entreprises et aux propriétaires afin de combler les déficits de financement de projets de réaménagement.	Promoteurs de projets concernant: la Zone de planification n° 1 (centre-ville), la Zone de planification n° 2 (banlieue) ou un centre désigné conformément au Plan de développement et de réaménagement de l'État; une zone de croissance régionale de la réserve de <i>Pinelands</i> , une zone de gestion urbaine de la réserve de <i>Pinelands</i> , un village de la réserve de <i>Pinelands</i> ou une zone fédérale comportant des installations, établis au titre du Plan de gestion globale de <i>Pinelands</i> ; un village de transit (incitations locales seulement) ou un site fédéral dont la Commission fédérale pour la fermeture et le réaménagement des bases a approuvé la fermeture. Le programme ERG est disponible pour des projets de construction qui sont prêts mais n'ont pas encore été lancés sur le site de réaménagement proposé avant la soumission d'une demande. Le promoteur/propriétaire doit réaliser une dépense d'investissement au moins égale à 20% du coût total du projet.	Le programme finance jusqu'à 20% du coût total du projet durant une période maximale de 20 ans.	Programme en cours
New Jersey	Fonds Edison en faveur de la fabrication d'énergies propres et de l'innovation	Office du développement économique du New Jersey/Conseil des services publics	Financement mixte	Encourager les entreprises de certains secteurs des énergies renouvelables à s'implanter au New Jersey.	Certains secteurs des énergies renouvelables qui investissent dans des installations de fabrication.	3 millions de dollars sous forme de prêts – intérêt à taux zéro, échéance à dix ans – pour soutenir les améliorations de sites, l'achat d'équipements et la construction et l'achèvement d'installations. Le versement d'un abondement correspondant à 50% au moins, par l'octroi de dons, de prêts ou de fonds propres ne provenant pas de l'État, est requis.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New Jersey	Fonds Edison en faveur de la commercialisation et de l'innovation	Office du développement économique du New Jersey	Prêt	Encourager la croissance dans le secteur technologique.	Sociétés technologiques.	Jusqu'à 200 000 dollars sous forme d'obligations convertibles subordonnées avec bons de souscription détenus par l'État.	Programme en cours
New Jersey	Crédit d'impôt Edison en faveur des médias numériques et de l'innovation	Office du développement économique du New Jersey	Crédit d'impôt	Accroître l'emploi dans le domaine des médias numériques.	Sociétés engagées dans la production de médias numériques dont les dépenses atteignent au moins 2 millions de dollars.	Crédit d'impôt de 20% applicable aux dépenses de production de contenus admissibles à concurrence de 5 millions de dollars par an (allocation totale).	Programme en cours
New Jersey	Fonds Edison en faveur de la croissance et de l'innovation	Office du développement économique du New Jersey	Prêt	Encourager la croissance dans le secteur technologique.	Sociétés technologiques.	Jusqu'à 1 million de dollars avec un abondement équivalent. La société doit avoir démontré la validité du concept.	Programme en cours
New Jersey	Fonds Edison en faveur de l'innovation et de la recherche-développement	Office du développement économique du New Jersey et Commission scientifique et technologique du New Jersey	Financement mixte	Dons et prêts pour soutenir les activités liées à la recherche-développement.	Sociétés technologiques.	Jusqu'à 500 000 dollars.	Programme en cours
New Jersey	Programme d'exonération de la taxe sur les ventes en faveur de l'énergie dans les zones d'entreprises urbaines et dans certains comtés (comté de Salem)	Office du développement économique du New Jersey	Exonération fiscale	Étendre l'admissibilité au bénéfice de l'exonération de la taxe sur les ventes et l'usage pour les achats d'énergie et de services publics effectués par certaines entreprises à forte intensité manufacturière situées dans des zones d'entreprises urbaines et dans certains comtés où la taxe sur les ventes est réduite.	Les fabricants situés dans des zones d'entreprises urbaines et dans certains comtés - actuellement seulement le Comté de Salem - qui emploient au moins 250 et 50 personnes, respectivement, dont au moins la moitié sont directement employés dans le processus de fabrication.	50% du montant de la taxe sur les ventes.	Programme en cours
New Jersey	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage pour l'énergie et les services publics dans les zones d'entreprises	Office du développement économique du New Jersey	Exonération fiscale	Avantage fiscal pour les entreprises des zones d'entreprises qui emploient au moins 500 personnes.	Entreprises situées dans des zones d'entreprises qui ont au moins 500 employés, dont au moins 50% sont employés directement dans la fabrication.	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage pour l'achat d'énergie et de services publics.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New Jersey	Crédit d'impôt en faveur des films	Office du développement économique du New Jersey	Crédit d'impôt	Encourager la production de films publicitaires.	Industrie cinématographique.	Crédit d'impôt de 20% pour les dépenses de production admissibles répondant à certains critères: 1) au moins 60% des dépenses totales, à l'exclusion des frais de postproduction sont engagées au titre de services rendus et de marchandises consommées dans l'État et; 2) les images première équipe d'un projet commencent dans les 150 jours suivant l'approbation de la demande de crédit.	Programme en cours
New Jersey	Programme de prêt et de subvention pour assainissement des sites de décharges dangereuses	Office du développement économique du New Jersey	Aide mixte	Les entreprises peuvent demander des prêts allant jusqu'à 1 million de dollars, sur des périodes allant jusqu'à dix ans, afin d'analyser et de nettoyer les sites. Les municipalités qui possèdent ou détiennent des certificats de vente pour taxe sur une propriété donnée peuvent demander des subventions et des prêts pour des montants allant jusqu'à 2 millions de dollars par an afin de financer des activités d'étude et d'assainissement.	Sont admissibles les entreprises industrielles qui doivent entreprendre ces activités d'assainissement du fait d'une fermeture de l'exploitation ou d'un transfert de propriété ou de l'exploitation et qui n'ont pas une source de financement; les personnes qui ont déversé une substance dangereuse ou sont responsables de ladite substance et qui ne disposent pas de source de financement; ainsi que les municipalités et les personnes qui entreprennent volontairement des actions d'assainissement.	Il est admis d'utiliser des subventions pour des évaluations préliminaires, des études de site et des études d'assainissement des sites éligibles. Des prêts peuvent être utilisés aux mêmes fins ou pour le nettoyage d'un site. L'intérêt sera égal au taux d'escompte fédéral au moment de l'approbation ou de la fermeture selon que l'un ou l'autre est le plus faible, avec un minimum de 2%. Le DEP facture les frais administratifs et de suivi.	Programme en cours
New Jersey	Programme en faveur de l'amorçage de pépinières d'entreprises	Office du développement économique du New Jersey	Don	Ce programme vise à apporter un complément financier en cas d'insuffisance du capital d'amorçage destiné aux entreprises de technologie en croissance.	Sociétés technologiques.	Les prêts vont de 20 000 à 50 000 dollars.	Programme en cours
New Jersey	Investir au New Jersey	Office du développement économique du New Jersey	Don	Incitation économique.	Disponible dans l'ensemble de l'État pour les entreprises exerçant une activité depuis deux ans (pour les dons au titre de la création d'emplois, l'entreprise doit exercer des activités dans l'État du New Jersey depuis deux ans).	3 000 dollars par emploi créé, jusqu'à 500 000 dollars par employeur. 7% des améliorations apportées aux immobilisations, jusqu'à 1 million de dollars.	1 <sup>er</sup> janvier 2011

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New Jersey	Fond de financement du développement local (LDFP)	Office du développement économique du New Jersey	Prêt	Des prêts de 25 000 dollars à 2 millions de dollars peuvent être octroyés à des projets commerciaux et industriels dans des communautés ciblées. Le financement se présente sous la forme d'un prêt hypothécaire subordonné à long terme octroyé à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché. La municipalité où se trouve l'entreprise doit parrainer la demande d'aide financière.	Les projets doivent se trouver dans les communautés désignées d'aide urbaine de l'État et bénéficier d'un soutien de la municipalité.	Le minimum exigé est de 1 dollar public pour 1 dollar privé mais en général le financement se limite au maximum à 25% du coût du projet.	Programme en cours
New Jersey	Fonds de croissance en faveur des entreprises du New Jersey	Office du développement économique du New Jersey	Garantie	Donner accès à des capitaux aux petites et moyennes entreprises qui créent des emplois dans l'État.	Fabricants, technologie des services aux entreprises/aux personnes, transport et commerce de gros.	Prêts allant jusqu'à 2 millions de dollars accordés par la banque PNC avec une garantie de l'Office de développement économique du New Jersey représentant jusqu'à 50%.	Programme en cours
New Jersey	Programme de prêts à l'échelle de l'État	Office du développement économique du New Jersey	Financement mixte	Donner accès à des capitaux aux entreprises du New Jersey.	Entreprises ou entités à but non lucratif situées dans une municipalité d'aide urbaine de l'État qui créent un emploi pour 50 000 dollars d'aide.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prêts au titre des immobilisations corporelles – 1,25 million de dollars.</li> <li>• Prêts au titre du fonds de roulement – 750 000 dollars</li> <li>• Garanties: 1,5 million de dollars</li> </ul>	Programme en cours
New Jersey	Programme de transfert de certificat de crédit d'impôt pour les entreprises technologiques	Office du développement économique du New Jersey	Incitations fiscales	Les entreprises bénéficiaires peuvent revendre leur report de perte d'exploitation nette non utilisé et leur report de crédit d'impôt pour la recherche-développement non utilisé à toute société contribuable établie dans l'État pour au moins 75% de la valeur des avantages fiscaux. Elles peuvent affecter le montant obtenu pour le capital circulant à l'achat d'équipements ou d'installations ou à d'autres dépenses d'exploitation.	Les entreprises technologiques ou biotechnologiques doivent compter au maximum 224 employés dont 75% au moins doivent être établis dans le New Jersey, et répondre à certains autres critères.	Jusqu'à 60 millions de dollars alloués chaque année.	Programme en cours – Programme disponible chaque année au 30 juin

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New Jersey	Prêts pour cuves de stockage enterrées	Office du développement économique du New Jersey	Financement mixte	L'EDA et le Département de protection de l'environnement administrent conjointement un fonds qui octroie des prêts et des subventions aux propriétaires ou exploitants éligibles de réservoirs de pétrole réglementés, pour aider à financer les coûts liés à la réhabilitation, la fermeture et l'assainissement des cuves. Des subventions exceptionnelles qui ne doivent pas dépasser 500 000 dollars sont mis à la disposition des propriétaires/exploitants à concurrence de 100% des coûts du projet. Le montant de la subvention est fondé sur la partie des coûts que EDA considère que le demandeur ne devrait pas raisonnablement prendre en charge.	Entreprises qui possèdent ou exploitent moins de dix réservoirs enterrés de stockage du pétrole dans le New Jersey; ont une valeur nette de patrimoine de moins de 2 millions de dollars et démontrent qu'elles sont incapables d'obtenir un prêt commercial pour tout ou partie des coûts correspondants. Pour pouvoir solliciter l'octroi de subventions exceptionnelles, le demandeur doit avoir un revenu imposable inférieur à 250 000 dollars ou une valeur nette du patrimoine inférieure à 500 000 dollars, non compris sa résidence principale et ses fonds de pension, et il doit satisfaire à un critère relatif à une situation financière exceptionnelle. Le bénéficiaire doit rester en activité 15 années après l'octroi de la subvention; dans le cas contraire, une partie de la subvention calculée au prorata doit être remboursée.	Jusqu'à 100% des coûts admissibles. Les prêts ne peuvent dépasser 1 million de dollars par installation. Le taux d'intérêt est déterminé par l'Office du développement économique du New Jersey et peut aller de 2% au taux principal. La durée du prêt ne peut dépasser dix années.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New Jersey	Programme des zones d'entreprises urbaines	Affaires communautaires	Imposition mixte	Le New Jersey dispose de 32 zones d'entreprises urbaines dans lesquelles les entreprises qui s'établissent bénéficient d'incitations et d'avantages importants.	Le New Jersey dispose de 32 zones d'entreprises urbaines dans lesquelles les entreprises qui s'établissent bénéficient d'incitations et d'avantages importants.	Réduction de 50% de la taxe sur les ventes de l'État du New Jersey pour les achats "en personne"; exemptions de taxe sur les ventes pour les biens matériels et les biens meubles corporels. Autres avantages de la zone: crédit ponctuel de l'impôt des sociétés de 1 500 dollars pour l'embauche à temps plein de résidents d'une ville où la zone est située ou de 500 dollars pour l'embauche de résidents de la zone au sein d'une autre zone ou d'une municipalité admissible; subventionnement des coûts de cotisation chômage, pour certains nouveaux employés qui gagnent moins de 4 500 dollars; crédit d'impôt d'incitation de 8% de l'investissement dans la zone par accord agréé en remplacement pour certaines firmes éligibles; et priorité accordée pour l'aide financière dans le cadre du Programme de financement du développement local et de formation à l'emploi du New Jersey.	Programme en cours
New Jersey	Zones urbaines plus	Office du développement économique du New Jersey	Prêt	Réaménagement des principales zones urbaines de Trenton, Newark, Elizabeth, Jersey City, New Brunswick, Camden, Atlantic City, E. Orange et Paterson.	Promoteurs et sociétés qui créent de nouveaux emplois au New Jersey.	Prêt à terme pouvant aller jusqu'à 3 millions de dollars pour financer jusqu'à 50% du coût du projet. Taux d'intérêt égal à 50% du taux d'escompte de la Réserve fédérale avec un plancher de 2%. Échéances allant jusqu'à dix ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New Jersey	Programme de crédit d'impôt au titre des pôles de transit urbains	Office du développement économique du New Jersey	Crédit d'impôt	Les entreprises admissibles situées dans des pôles de transit urbains peuvent bénéficier de crédits d'impôt égaux à 100% de l'investissement en capitaux admissible, qui peuvent être appliqués sur l'impôt exigible sur les sociétés, l'impôt exigible sur les primes d'assurance ou l'impôt exigible sur le revenu brut.	Entreprises admissibles situées dans des pôles de transit urbain - Camden, East Orange, Elizabeth, Hoboken, Jersey City, Newark, New Brunswick, Paterson et Trenton.	1,5 milliard de dollars pendant la durée de vie du programme, ou 150 millions de dollars par an pendant dix ans. Le programme de crédit d'impôt est destiné aux entreprises qui réalisent au moins 50 millions de dollars d'investissements en capitaux admissibles en faveur d'une seule installation d'entreprise située dans un pôle de transit urbain et qui emploient au moins 200 personnes dans cette installation.	Programme en cours pour dix ans
Nouveau-Mexique	Programme de réduction en faveur de la production de films	Office cinématographique /Département du développement économique du Nouveau-Mexique	Remboursement d'impôt	Attirer les entreprises et l'investissement dans l'État.	Industrie cinématographique.	Réduction d'impôt au titre des dépenses de production (y compris la main-d'œuvre provenant du Nouveau-Mexique) soumises à imposition par l'État du Nouveau-Mexique. Plafonné par projet.	Programme en cours
Nouveau-Mexique	Crédit d'impôt en faveur des fabricants de produits des énergies de substitution	Département du développement économique et Département du fisc et des recettes publiques du Nouveau-Mexique	Crédit d'impôt	Soutenir les fabricants de véhicules électriques ou hybrides, de systèmes de piles à combustible, de systèmes à énergie renouvelable, de systèmes de gazéification intégrée à cycle combiné et d'équipements de séquestration du carbone.	Entreprises des énergies de substitution.	Les fabricants de véhicules électriques ou hybrides, de systèmes de piles à combustible, de systèmes à énergie renouvelable, de systèmes de gazéification intégrée à cycle combiné et d'équipements de séquestration du carbone peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt allant jusqu'à 5% de leurs dépenses d'équipement.	Programme en cours
Nouveau-Mexique	Crédit d'impôt dans les zones à revitaliser	Département du développement économique et Département du fisc et des recettes publiques du Nouveau-Mexique	Crédit d'impôt au titre des salaires	Les entreprises situées dans des zones désignées peuvent demander un crédit d'impôt au titre des salaires admissibles correspondant à 20% de la première tranche de 15 000 dollars versée par salarié.	Entreprises situées dans des zones désignées dont des employés sont admissibles (employés en poste ou nouvelles recrues qui vivent et/ou travaillent dans la zone à revitaliser).	Crédit de 20% sur la première tranche de 15 000 dollars des salaires admissibles versée par employé.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Nouveau-Mexique	Zones d'entreprises	Département du développement économique du Nouveau-Mexique	Imposition mixte	Les municipalités, comtés et réserves indiennes peuvent désigner une zone admissible comme zone d'entreprises. La zone doit présenter un niveau général de difficultés telles que: taux de chômage élevé, détérioration des structures résidentielles et commerciales, pauvreté et autres critères de difficultés. Avant qu'une autorité désigne une zone, un plan stratégique complet doit être élaboré avec une implication au niveau local. Le programme est non concurrentiel.	Dans l'ensemble de l'État, zones en difficulté.	Crédit d'impôt maximal de 50 000 dollars pour la modernisation d'installations admissibles; financement par de nouvelles taxes foncières de projets locaux de zones d'entreprises; abattement de l'impôt foncier local pendant dix ans pour certaines propriétés; fonds spéciaux du CDBG pour des subventions en matière d'infrastructures et des prêts à faible taux d'intérêt en faveur du développement économique; assistance technique par l'intermédiaire d'ateliers et de réunions directes pour aider les autorités locales à coordonner les efforts de développement ciblés; remboursement à hauteur de 65% des coûts de formation interne pour les entreprises remplissant les conditions voulues.	Programme en cours
Nouveau-Mexique	Programme en faveur du perfectionnement du personnel des équipes cinématographiques	Office cinématographique /Département du développement économique du Nouveau-Mexique	Fonds de remboursement pour la formation professionnelle	Le Programme d'incitations en faveur de la formation professionnelle affecte directement une part des crédits à l'industrie cinématographique.	Industrie cinématographique.	Remboursement de 50% des salaires au titre de la formation en cours d'emploi des résidents du Nouveau-Mexique occupant des postes techniques spécialisés dans une équipe.	Programme en cours
Nouveau-Mexique	Programme de prêts en faveur de l'investissement cinématographique	Office cinématographique /Département du développement économique du Nouveau-Mexique	Prêt	Attirer les entreprises et l'investissement dans l'État.	Industrie cinématographique.	Prêt à taux d'intérêt fixe (entre 500 000 et 15 millions de dollars) pour les films cinématographiques ou les projets de programmes télévisés admissibles. La durée de remboursement ne doit pas dépasser deux ans. Un garant est requis.	Programme en cours
Nouveau-Mexique	Déduction fiscale pour recettes brutes de production de films	Bureau d'information sur la fiscalité	Exonération fiscale	Les sociétés de production admissibles qui effectuent des tournages dans le Nouveau-Mexique peuvent acheter certains services et matériaux sans acquitter la taxe de l'État sur les recettes brutes appliquée à ces services et matériaux.	Industrie cinématographique.	Une société de production admissible peut exécuter des certificats de transactions non imposables avec ses fournisseurs de biens mobiliers corporels ou de services. Ceux-ci peuvent alors déduire leurs recettes de l'impôt sur les bénéfices bruts.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Nouveau-Mexique	Crédit d'impôt en faveur des hauts salaires	Département du développement économique et Département du fisc et des recettes publiques du Nouveau-Mexique	Crédit d'impôt	Les employeurs admissibles peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt pour chaque création d'emploi à salaire élevé (au moins 28 000 dollars dans les collectivités de moins de 40 000 habitants et au moins 40 000 dollars dans les collectivités de plus de 40 000 habitants). Il doit s'agir d'une entreprise admissible satisfaisant aux prescriptions en matière de salaire et aux conditions d'emploi.	Les employeurs admissibles peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt pour chaque création d'emploi à salaire élevé (au moins 28 000 dollars dans les collectivités de moins de 40 000 habitants et au moins 40 000 dollars dans les collectivités de plus de 40 000 habitants).	Le crédit est égal à 10% du salaire et des prestations sociales payés pour chaque nouvel emploi et peut être pris pendant une durée allant jusqu'à quatre ans; il est appliqué à la taxe sur les recettes brutes et déduit des impôts dus. Tout crédit excédentaire doit être remboursé et le crédit ne pourra pas dépasser 12 000 dollars par an et par emploi.	Programme en cours
Nouveau-Mexique	Programme d'incitation à la formation professionnelle	Département du développement économique du Nouveau-Mexique	Don	Le programme d'incitation à la formation professionnelle (JTIP) rembourse aux entreprises les coûts de formation et les salaires des employés pendant une période allant jusqu'à six mois. La formation peut être fournie par un établissement d'enseignement ou personnalisée pour répondre aux besoins spécifiques de l'entreprise. Les stagiaires doivent résider au Nouveau-Mexique et un emploi à temps plein doit leur être garanti à l'issue de leur formation. Le programme est administré par l'intermédiaire du Département du développement économique de l'État.	Dans les zones rurales, les salaires sont remboursés à un niveau plus élevé que dans les zones urbaines.	Avantages maximaux dans le cadre du programme: 30 à 400% des salaires versés aux stagiaires sont remboursés à l'entreprise, en fonction de la zone considérée, pendant les heures de formation. Les heures de formation ne doivent pas dépasser 1 040 heures par stagiaire, sur la base de la semaine de travail de l'entreprise et leur calcul est fondé sur la zone d'emploi et d'autres critères d'admissibilité. Le programme doit être demandé et approuvé par le Conseil du JTIP.	Programme en cours
Nouveau-Mexique	Abattement de l'impôt foncier du Nouveau-Mexique	Pouvoirs publics des comtés ou des municipalités et Département du développement économique du Nouveau-Mexique	Exonération fiscale	Les biens immobiliers et les biens mobiliers corporels sont évalués et les taxes sont perçues au niveau local.	Dans l'ensemble de l'État – Terrains, bâtiments et équipements associés à un projet admissible en faveur du développement économique.	Avantages maximaux dans le cadre du programme: les terrains, bâtiments et équipements associés à un projet admissible sont exonérés de l'impôt <i>ad valorem</i> , généralement pour promouvoir le développement économique. Durée du prêt: jusqu'à 30 ans. Taux: variables selon les collectivités.	Programme en cours
Nouveau-Mexique	Pas d'impôt de l'État sur les ventes	Office cinématographique du Nouveau-Mexique	Exonération fiscale	Attirer les entreprises et l'investissement dans l'État.	Industrie cinématographique. Vise les publicités locales et les autres productions non admissibles au bénéfice du crédit d'impôt de 25%.	Pas d'impôt de l'État sur les ventes. Ne doit pas être appliqué conjointement avec le crédit d'impôt de 25%.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Nouveau-Mexique	Taux d'imposition préférentiel pour les petites caves vinicoles et brasseries	Département du fisc du Nouveau-Mexique	Abattement ou dégrèvement fiscal	Taux d'imposition préférentiel pour les petites caves vinicoles et brasseries.	Cave vinicole/brasserie.	Avantages maximaux dans le cadre du programme: Le vin produit par les petites caves vinicoles est imposable à hauteur de 10 cents par litre sur la première tranche de 80 000 litres; 20 cents pour une production supérieure à ce niveau. Le taux d'imposition de base pour le vin est de 45 cents par litre. La bière produite par une microbrasserie est imposable à hauteur de 25 cents par gallon. Le taux d'imposition de base pour la bière est de 41 cents par gallon.	Programme en cours
Nouveau-Mexique	Crédit d'impôt en faveur de la production d'énergie renouvelable	Département du développement économique et Département du fisc du Nouveau-Mexique	Crédit d'impôt	Soutenir la production d'énergie renouvelable.	Entreprises des énergies renouvelables.	Pour chaque générateur d'énergie renouvelable d'un mégawatt ou plus, il est possible d'obtenir un crédit d'impôt sur le revenu (des personnes physiques ou des sociétés) de 2,7 cents (en moyenne) par kilowatt-heure pour la première tranche de 400 000 mégawatt-heures (soit 400 millions de kilowatts) d'électricité produite, pendant dix années consécutives, à compter de la première année de production. Ce crédit est entièrement remboursable.	Programme en cours
Nouveau-Mexique	Crédit d'impôt en faveur de l'emploi rural	Département du développement économique et Département du fisc et des recettes publiques du Nouveau-Mexique	Crédit d'impôt	Encourager la création d'emplois dans les collectivités rurales.	Collectivités rurales de l'État. Les zones rurales sont définies comme étant les collectivités qui ne sont pas situées dans une Zone statistique métropolitaine ("MSA") ni dans un rayon de 10 miles d'une MSA. Pour être admissible, l'employeur doit satisfaire à certains critères.	Le crédit maximal est de 1 000 dollars par emploi. Crédit d'impôt de 6,25% sur la première tranche de 16 000 dollars de salaires versés pour un emploi admissible. Le crédit s'étend sur quatre ans dans un comté de la catégorie 1 et sur deux ans dans un comté de la catégorie 2. Tout excédent peut être reporté jusqu'à trois ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Nouveau-Mexique	Financement par de nouvelles taxes foncières	Département du fisc et des recettes publiques du Nouveau-Mexique	Financement non spécifié	Mobilisation de fonds aux fins du développement économique, au moyen de nouvelles taxes foncières. Les recettes fiscales additionnelles issues de l'augmentation de la valeur des biens sont redistribuées pour financer des projets situés dans une zone d'entreprise.	Entreprises situées dans une zone d'entreprises désignée.	Les recettes fiscales additionnelles issues de l'augmentation de la valeur des biens sont redistribuées pour financer le projet.	Programme en cours
Nouveau-Mexique	Crédit d'impôt en faveur de l'emploi technologique	Département du développement économique et Département du fisc du Nouveau-Mexique	Crédit d'impôt	Il s'agit d'un crédit en deux parties, chaque partie équivalant à 4% des dépenses admissibles de recherche admissible dans une installation admissible. Le montant du crédit est doublé pour les dépenses effectuées dans des installations situées dans les zones rurales du Nouveau-Mexique. Le crédit est pris sur les recettes brutes de l'entreprise, les impôts étant compensés et retenus à la source jusqu'à ce que le crédit soit épuisé.	Activités de recherche admissibles.	Le crédit additionnel est obtenu et doublé lorsque l'entreprise accroît sa masse salariale.	Programme en cours
New York	Crédit pour la production de biocarburants	Projet de loi n° 6460 du Sénat Article 28 de la Loi sur les impôts	Crédit d'impôt	Chaque année, les producteurs de biocarburants admissibles bénéficient d'un crédit d'impôt remboursable de 15 cents par gallon de biocarburant produit dans une usine de production de biocarburant après que les 40 000 premiers gallons ont été mis sur le marché. Le crédit ne peut pas dépasser 2,5 millions de dollars par contribuable et par année fiscale et ne peut pas être accordé plus de quatre années fiscales consécutives pour une même usine.	Fabricants de biocarburants admissibles (éthanol et biodiesel essentiellement).	Le crédit pour la production de biocarburants s'élève à 0,15 dollar par gallon après la production des 40 000 premiers gallons mais ne peut pas dépasser 2,5 millions de dollars par contribuable et par année fiscale et ne peut pas être accordé plus de quatre ans pour une même usine.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New York	Programme "Empire Zones"	Département du développement économique de l'État de New York	Incitations fiscales	Le programme "zones empire" de l'État de New York a été créé pour stimuler la croissance économique au moyen de diverses incitations fiscales visant à attirer de nouvelles entreprises à New York et à permettre aux entreprises présentes de s'étendre et de créer de nouveaux emplois.	Les biens doivent être situés dans une zone empire identifiée comme telle par le Bureau de désignation des zones empire de l'État de New York (géré par le Département du développement économique de l'État de New York).	Dans les zones empire, les incitations financières comprennent: 1) crédit d'impôt pour l'investissement, 2) crédit d'impôt sur les salaires, 3) crédit d'impôt sur le capital investi dans la zone, 4) remboursement de la taxe sur les ventes de l'État de New York, 5) réduction des tarifs des services publics, 6) abattement de l'impôt foncier, 7) remboursement de la taxe locale sur les ventes, 8) des incitations sur l'énergie sont disponibles pour les entreprises admissibles qui s'installent ou sont installées dans des zones empire. Elles incluent des réductions du taux d'imposition sur les services du gaz et de l'électricité. De nombreux services publics offrent à certaines entreprises certifiées des zones empire des réductions de taux de 3% à 60% sur les charges nouvelles; des réductions de taux sur le téléphone de 5% pendant la durée de vie de la zone empire, sur les communications à l'intérieur de l'État, pour les entreprises certifiées qui utilisent NY Telephone ou GTE; des réductions de taux de 5% sont également disponibles pour les entreprises certifiées de NYNEX et Citizens Telecom.	Le programme a pris fin le 30 juin 2010 et a été remplacé par le programme Excelsior pour l'emploi

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New York	Programme de zones d'habilitation	Entreprise des zones d'habilitation de New York (NYEZC)	Financement mixte	Établi par la loi américaine sur la réconciliation des revenus de 1993, il s'agit d'une initiative fédérale visant à stimuler la croissance économique dans les zones en grande difficulté par le moyen d'incitations fiscales et d'encouragement au financement. La zone d'habilitation de l'État de New York (EZ) est constituée de Harlem Est, Central et Ouest, de parties de Washington Heights et South Bronx. L'État de New York et la ville de New York se sont chacun engagés à hauteur de 100 millions de dollars sur les dix prochaines années pour rapprocher l'engagement fédéral pour un total de 300 millions de dollars. Le financement est également disponible pour l'achat de biens et de terrain dans la zone qualifiée utilisé à des buts afférents dans les zones.	Les entreprises qualifiées sont généralement tous les commerces à l'exception de ceux consistant principalement au développement ou à la détention d'incorporels pour la vente ou la licence, terrains de golf, studios de massages, clubs sportifs, cuves thermales ou installations de bronzage, installations de courses hippiques/jeux de hasard, magasins d'alcool ou de fermes dont l'actif est supérieur à 500 000 dollars à la fermeture de l'année fiscale.	Obligation de crédit de zone d'entreprises à triple exonération d'impôts financées à des taux d'intérêts inférieurs à ceux du marché. Le total des obligations de crédits de zone d'entreprises en circulation alloué aux entreprises ne peut pas excéder 3 millions de dollars par EC ou 20 millions de dollars pour toutes zones dans l'ensemble du pays. Au moins 95% du produit net de l'émission d'obligation doivent être utilisés pour financer les biens de la zone qualifiée.	Programme en cours
New York	Centre de produits énergétiques	Office de la R-D sur l'énergie de l'État de New York	Assistance technique	Promouvoir des sources d'énergie plus efficaces et plus propres.	Entreprises travaillant au développement de technologies, de produits ou de services générant de nouvelles sources d'énergie plus efficaces et plus propres. Afin de recevoir un prêt, les personnes doivent être clientes de l'une des sociétés de services publics suivantes: Central Hudson Gas & Electric Corporation, Consolidated Edison Company de New York, New York State Electric & Gas Corporation, Niagara Mohawk Power Corporation ou Orange and Rockland Utilities, Inc. Les clients doivent avoir identifié un projet d'amélioration admissible, disposer de la documentation nécessaire et d'un engagement de prêt de la part d'un soumissionnaire participant.	Financement jusqu'à 500 000 dollars, sur la base d'un cofinancement à 50%. Le financement du projet est prévu au budget à l'avance par thème de programme et est spécifique dans chaque "notification de possibilité de projet". Les fonds du programme sont répartis entre les projets choisis. Les soumissionnaires de l'État de New York fournissent des prêts avec un taux d'intérêt de 4,5%. Le coût moyen d'un projet financé s'élève à 200 000 dollars.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New York	Communautés d'entreprises	Société de développement de l'État de New York	Financement mixte	Soutenir la croissance dans certaines communautés désignées.	Pour stimuler la croissance économique dans les zones en difficulté, chaque communauté reçoit 2 947 368 dollars sur deux ans sous forme de subventions fédérales forfaitaires de sécurité sociale. L'État de New York s'est engagé à rapprocher les subventions fédérales, pour un montant total de 5 894 736 dollars par communauté d'entreprises. Les entreprises admissibles doivent être établies dans une communauté d'entreprises. Soixante-cinq Communautés d'entreprises fédérales ont été désignées par le Département américain du logement et du développement (HUD) à la fin de l'année 1994, par la Loi sur la réconciliation des revenus (1993). Quatre communautés d'entreprises sont établies dans l'État de New York: Buffalo, Rochester, Albany-Schenectady-Troy, Kingston-Newburgh.	Financement également disponible pour l'achat de biens de zone d'entreprises qualifiées par des obligations de crédit de zone d'entreprises qualifiées: obligation de crédit de zone d'entreprises à triple exonération d'impôts financées à des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché. Au moins 95% du produit net de l'émission d'obligation doivent être utilisés pour financer les biens des communautés d'entreprises qualifiées. le total des obligations de crédit de zone d'entreprises en circulation alloué aux entreprises ne peut pas excéder 3 millions de dollars par communauté d'entreprises ou 20 millions de dollars pour toutes les communautés d'entreprises.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New York	Programme Excelsior pour l'emploi	Société de développement de l'État de New York	Crédit d'impôt	Créé en 2010 pour remplacer le programme "Empire Zones", ce programme accorde des incitations à la création d'emplois et à l'investissement aux entreprises de secteurs ciblés, tels que les secteurs biotechnologique et pharmaceutique, la haute technologie, les technologies propres, les technologies vertes, les services financiers, l'agriculture et le secteur manufacturier. Les entreprises de ces secteurs qui créent et maintiennent des emplois ou réalisent des investissements financiers importants pourront demander à bénéficier de quatre nouveaux crédits d'impôt au maximum. Le programme encouragera les entreprises à s'étendre et à se relocaliser dans l'État de New York tout en respectant des normes de comptabilité rigoureuses afin de garantir le respect de leurs engagements en matière d'emplois et d'investissement.	Entreprises des secteurs biotechnologique, pharmaceutique, de la haute technologie, des technologies propres, des technologies vertes, des services financiers, agricole et manufacturier.	<p>La Société de développement de l'État de New York peut accorder jusqu'à 50 millions de dollars par an sous forme de crédits d'impôts remboursables aux contribuables admissibles pour une durée maximale de dix ans. Le financement total du programme est plafonné à 2,25 milliards de dollars. Quatre types de crédits d'impôts sont prévus:</p> <p><b>Crédit d'impôt Excelsior pour l'emploi:</b> 6,85% des salaires bruts versés pour chaque nouvel emploi net créé dans l'État de New York;</p> <p><b>Crédit d'impôt Excelsior pour l'investissement:</b> 2% des investissements admissibles;</p> <p><b>Crédit d'impôt Excelsior pour la recherche-développement:</b> 50% du crédit fédéral accordé pour la recherche-développement, plafonné à 3% des dépenses de l'État de New York liées aux activités de recherche réalisées dans cet État; et</p> <p><b>Crédit d'impôt Excelsior pour les biens immobiliers:</b> concerne les entreprises situées dans certaines zones en difficulté et les entreprises de secteurs ciblés qui respectent des seuils plus élevés en matière d'emploi et d'investissement (projets régionalement importants).</p>	Le Programme a été lancé en 2010 et le financement a commencé en 2011; programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New York	Financement du développement général	Administration pour le développement de l'emploi	Prêt	Aide aux projets qui créent ou maintiennent les emplois ou augmentent l'activité commerciale réalisée dans la fabrication, les sociétés de services en gros, installations de sièges sociaux d'entreprises actives dans l'industrie du détail, les entreprises de vente de détail établies dans les zones en difficulté, et les entreprises développant des installations de loisirs ou à caractère culturel ou historique visant à attirer les touristes. (Pour connaître la liste des zones désignées en difficulté dans la ville de New York, contactez le département de revitalisation économique ESD.)	Les projets admissibles créent ou maintiennent les emplois ou augmentent l'activité commerciale réalisée dans la fabrication, les sociétés de services en gros, installations de sièges sociaux d'entreprises actives dans l'industrie du détail, les entreprises de vente de détail établies dans les zones en difficulté, et les entreprises développant des installations de loisirs ou à caractère culturel ou historique visant à attirer les touristes.	Prêts de 75 000 à 2 000 000 de dollars allant jusqu'à 40% du coût total du projet avec des taux d'intérêt ne pouvant être inférieurs à 3% et une durée allant jusqu'à 20 ans pour les biens immobiliers et sept ans pour les machines et les équipements. Le taux d'intérêt des prêts sera fixé au moment de l'approbation des directeurs concernant la demande relative au projet; les taux reflèteront les conditions du marché, la capacité du requérant à rembourser et les exigences nécessaires pour rendre le projet réalisable mais ne seront généralement pas inférieurs à 3%. Garanties de prêt allant de 75 000 dollars à 2 000 000 de dollars ou jusqu'à 60% du montant total du crédit, selon la valeur la plus faible. Subvention de la bonification des intérêts allant de 75 000 à 500 000 dollars pendant une période allant jusqu'à cinq ans; les subventions ne peuvent faire baisser le taux d'intérêt effectif en dessous de 3%. Les subventions de capital peuvent également être disponibles pour les coûts essentiels et les coûts accessoires relatifs, ainsi que pour le capital circulant. Prêts de capital circulant pour les montants à déterminer sur une base du cas par cas pour les dépenses liées au capital telles que les comptes débiteurs et l'inventariage. Prêts et garanties de prêts pour une durée allant jusqu'à quatre ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New York	Fonds métropolitain de revitalisation économique (MERF)	Société de développement de l'État de New York	Prêt	Financement de projets permettant de maintenir ou de créer un nombre significatif d'emploi dans le secteur privé dans les zones en difficulté économique. Les requérants peuvent être des entreprises à but lucratif ou à but non lucratif ou des villages, des petites agglomérations, des villes ou des gouvernements de comtés investissant dans les zones en difficulté économique de l'État de New York et appartenant à la zone de service de l'autorité portuaire de New York et du New Jersey. Ces zones comprennent la ville de New York et des parties de comtés de Nassau, Westchester et Rockland.	Les entreprises admissibles doivent maintenir ou créer un nombre significatif d'emploi dans le secteur privé dans les zones en difficulté économique. Les requérants peuvent être des entreprises à but lucratif ou à but non lucratif ou des villages, des petites agglomérations, des villes ou des gouvernements de comtés investissant dans les zones en difficulté économique de l'État de New York et appartenant à la zone de service de l'autorité portuaire de New York et du New Jersey. Ces zones comprennent la ville de New York et des parties de comtés de Nassau, Westchester et Rockland.	Prêts d'un montant allant jusqu'à un maximum de 5 000 000 de dollars ou 10% du coût total du projet, selon la valeur la plus faible, pour l'acquisition ou l'amélioration de terrains et/ou bâtiments, la construction et la rénovation, et pour l'achat de machines et d'équipements. Un minimum de 10% de fonds propres de l'emprunteur est requis. Les taux d'intérêt seront déterminés par les conditions du marché, la capacité du requérant à rembourser, les exigences du projet et fixés au moment de l'approbation des directeurs de l'ESD. La durée des prêts pour les projets n'excèdera pas 20 ans pour les biens immobiliers et sept ans (ou durée de vie utile du nantissement) pour les machines et les équipements.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New York	Aide au développement du cinéma et de la télévision	Bureau pour le développement du cinéma et de la télévision	Incitations fiscales	Le Bureau pour le développement du cinéma et de la télévision favorise et encourage la localisation et l'expansion du cinéma, de la télévision, de la publicité, de la vidéo et des entreprises de pré- et postproduction et de distribution de l'État de New York. En outre, le Bureau travaille avec les théâtres et les industries des nouveaux médias. Ceci est réalisé par le biais de divers programmes d'aides aux entreprises et de commercialisation et la révision de la politique de réglementation et de la politique fiscale. Le programme favorise et encourage la localisation et l'expansion du cinéma, de la télévision, de la publicité, de la vidéo et d'autres projets y afférents.	Industrie cinématographique.	Crédit en faveur de la production de films dans l'État de New York. Crédit d'impôt entièrement remboursable de 30% à 35% des dépenses admissibles pendant des tournages effectués dans l'État de New York. En 2010, le programme a coûté 123 millions de dollars. 420 millions de dollars ont été alloués pour chaque année de la période 2010-2014. Crédit d'impôt en faveur de la production de films publicitaires: crédits d'impôt remboursables pour les films publicitaires admissibles, des incitations supplémentaires étant prévues pour les entreprises qui augmentent leur volume d'activités à New York. Exonérations de la taxe sur les ventes: activités/dépenses de production cinématographique exonérées des taxes locales et de l'État de New York sur les ventes et l'usage. Crédit d'impôt pour investissement: jusqu'à 5% sur les investissements dans les travaux de construction et de modernisation des installations de production cinématographique admissibles. PLUS des crédits d'impôt d'incitation à l'embauche pendant deux années supplémentaires.	Programme en cours. Des crédits sont disponibles chaque année fiscale jusqu'au 31 décembre 2014.

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New York	Crédits d'impôts des Sociétés qualifiées de technologies émergentes (QETC)	État de New York	Crédit d'impôt	Crédits d'impôts pour les sociétés qualifiées de technologies émergentes (QETC): 1. crédit d'emploi en faveur des QETC (remboursable); 2. crédit d'impôt sur le capital des QETC; 3. crédit applicable aux installations, aux activités, et à la formation en faveur des QETC (remboursable).	En vertu de l'article 3102-e du Droit sur les autorités publiques (Public Authorities Law - PAL), une société de technologie émergente qualifiée est une société établie dans l'État de New York dont le total de la vente annuelle de produits atteint 10 millions de dollars ou moins, et remplit l'un des critères suivants: 1) ses principaux produits ou services sont classés parmi les technologies émergentes en vertu de l'article 3102-e(1)(b) du PAL; ou 2) elles mènent des activités de recherches et de développement dans l'État de New York et le taux de financement des recherches et développement par rapport aux ventes nettes est égal ou supérieur au taux moyen de toutes les sociétés interrogées et classées (tel que déterminé par la National Science Foundation (NSF) dans les résultats les plus récemment publiés de son enquête sur la recherche et le développement industriel, ou une enquête ultérieure comparable telle que déterminée par le Département du fisc).	Prêts accordés aux adjudicataires des pouvoirs publics certifiés et admissibles.	Les volets 1 et 2 sont en cours; le volet 3 prend fin le 31 décembre 2011.

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New York	Incitations des entreprises de zones de développement économiques qualifiées (Qualified Empire Zone Enterprise)	Département du développement économique de l'État de New York/ Département des impôts et des finances	Crédit d'impôt	Les entreprises certifiées de la "Empire Zone" qui sont établies et augmentent l'emploi dans les "Empire Zones" ("Qualified Empire Zone Enterprises" ou QEZE) peuvent être qualifiées pour bénéficier d'un crédit d'impôt renforcé sur les ventes, foncier et commercial. Ces avantages renforcés comprennent: exonérations de la taxe sur les ventes; QEZE Crédit pour les impôts fonciers; QEZE Crédit de réduction d'impôt.	Toutes les entreprises qualifiées établies dans une zone d'entreprises de New York.	Les entreprises sont pratiquement exonérées d'impôts pendant dix ans au maximum. Remboursements de la taxe sur les ventes: remboursement de la part de la taxe sur les ventes de la localité et de l'État pour tous les biens et services (y compris les services énergétiques et les services publics) utilisés directement et principalement dans la zone. La part du remboursement qui émane de l'État n'est disponible que si la localité concernée offre aussi de rembourser la part locale de la taxe sur les ventes. Crédit pour les impôts fonciers: crédit sur les taxes foncières fondé sur une formule qui tient compte de la création d'emplois, des salaires et prestations sociales et des investissements effectués dans la zone. Crédit de réduction d'impôt: crédit déductible égal à un pourcentage de l'impôt sur les bénéfices en faveur d'une entreprise de la zone, en fonction de la croissance de ses emplois dans la zone.	Le programme "Empire zone" prend fin le 30 juin 2010. Actuellement, les entreprises certifiées peuvent continuer à bénéficier des avantages pour le reste de la période fixée.

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New York	Fonds d'orientation pour les régions extra-métropolitaines et Fonds de revitalisation métropolitain	Société de développement de l'État de New York	Prêts	Le Fonds d'orientation pour les régions extra-métropolitaines (Fonds extra-métropolitain ou "Upstate Fund") et le Fonds de revitalisation métropolitain (Fonds métropolitain ou "Downstate Fund") visent à favoriser le développement économique en finançant des investissements dans l'État de New York. Bien que le financement soit offert avant le démarrage des projets à titre incitatif, les versements se font généralement pour rembourser des dépenses déjà effectuées. Les deux fonds sont très similaires quant à leur finalité et à leur utilisation, mais différent sur le plan géographique, l'un concernant les régions de l'État situées hors de New York ("Upstate") et l'autre concernant l'agglomération de New York ("Downstate").	Admissibilité: Des entités de types très divers sont admissibles au bénéfice de cette aide, notamment: les entreprises à but lucratif; les sociétés à but non lucratif; les districts d'amélioration commerciale; les sociétés de développement local; les sociétés d'intérêt public (y compris les agences de développement industriel); les organismes de développement économique; les établissements universitaires et de recherche, les pépinières; les parcs technologiques; les municipalités; les comtés; les conseils de planification régionale; les sites touristiques; les installations communautaires. En règle générale, les entreprises type "jeune pousse" ne bénéficieront pas de ce financement. Les requérants au titre de la Filière "investissements des entreprises" doivent en règle générale faire état d'au moins trois ans d'activité.	Aide aux pépinières.	L'acte établissant les deux fonds a été promulgué en 2008 et la première série d'aides annoncée en octobre 2009.



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New York	Programme de dépôts liés (LDP)	Société de développement de l'État de New York	Prêts	<p>Ce programme aide les entreprises existantes de l'État de New York à obtenir des financements à taux réduit pour leur permettre de mettre en œuvre des projets destinés à améliorer leur compétitivité, leur accès aux marchés et le développement de leurs produits; à moderniser leur équipement et/ou étendre leurs installations pour accroître leur productivité ou introduire de nouvelles technologies; à faciliter les transferts de propriété; et à favoriser la création ou le maintien d'emplois.</p> <p>Le programme prend la forme d'un partenariat public-privé qui permet aux entreprises d'accéder au capital dans des conditions abordables au moyen de prêts bancaires à taux d'intérêt réduit. Ces prêts bancaires sont subventionnés par des dépôts de l'État "liés" correspondants.</p>	<p>2% de réduction du taux d'intérêt pour: les entreprises manufacturières comptant au plus 500 employés à plein temps dans l'État de New York.</p> <p>3% de réduction du taux d'intérêt pour: les entreprises certifiées "Empire Zone" comptant au plus 100 employés à plein temps; les entreprises situées dans des secteurs de recensement fortement défavorisés et comptant au plus 100 employés à plein temps; les entreprises situées dans une zone à revitaliser fédérale, dans une zone d'entreprises ou dans une communauté de renouveau et comptant au plus 100 employés à plein temps; les entreprises certifiées comme appartenant à des personnes des minorités ou à des femmes (MWBE) et qui ont besoin d'un financement pour honorer un marché conclu avec l'État ou avec l'État fédéral; les entreprises industrielles de la défense dont au moins 25% des recettes brutes sont tirées de contrats ou de la sous-traitance dans le secteur de la défense et qui investissent pour réduire leur dépendance envers ce secteur en diversifiant leur production vers des marchés autres que militaires.</p>	Le programme prévoit des économies de deux ou trois points de pourcentage sur le taux d'intérêt en vigueur pour les "prêts liés", afin de rendre l'emprunt moins onéreux avec un montant maximal de prêt de 500 000 dollars pendant quatre ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
New York	Crédit d'impôt de la ville de New York en faveur des biotechnologies	<i>NYC Finance</i>	Crédit d'impôt	Favoriser le secteur biotechnologique dans la ville de New York.	L'entreprise doit avoir des activités dans le secteur biotechnologique et: a) être une entreprise de technologie émergente ou une entreprise dont le ratio R-D/chiffre d'affaires est égal ou supérieur au ratio moyen de l'ensemble des entreprises étudiées par la Fondation nationale pour les sciences; b) ne pas avoir plus de 100 employés à temps plein, dont au moins 75% travaillent dans la ville de New York; c) avoir un ratio R-D/chiffre d'affaires égal ou supérieur à 6% pour l'année civile pertinente; d) avoir un chiffre d'affaires annuel égal ou inférieur à 10 millions de dollars; e) avoir des revenus bruts, y compris ceux des "sociétés affiliées" et des "entités connexes", ne dépassant pas 20 millions de dollars pour l'année civile pertinente.	Crédit d'impôt pour des dépenses englobant: a) l'achat de biens: 18% du coût des équipements de recherche-développement achetés et mis en service pendant l'année civile pertinente; b) la recherche: 9% des dépenses admissibles effectuées ou encourues durant l'année civile pertinente au titre de la recherche; c) la formation professionnelle: jusqu'à 100% des dépenses liées à des formations concernant les hautes technologies encourues pendant l'année civile pertinente. Le crédit est limité à 4 000 dollars par employé et par année civile. Seules sont admissibles les dépenses concernant des personnes employées à temps plein pendant la durée de la formation et conservant leur emploi pendant au moins 180 jours après cette formation.	2010-2012
Caroline du Nord	Crédit d'impôt de 15%	Département du commerce	Crédit d'impôt	Encourager le développement des entreprises dans l'État.	Industrie cinématographique.	Crédit d'impôt de 15% sur les productions de plus de 250 000 dollars, le crédit n'excédant pas 7,5 millions de dollars par projet.	Abrogé le 10 juillet 2010

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Caroline du Nord	Crédit d'impôt pour le développement technologique au titre de l'article 3F	Département du commerce, paragraphes 105 à 129.50 des Lois générales	Crédit d'impôt	Encourager le développement des entreprises dans l'État.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Petites entreprises (recettes annuelles inférieures à 1 million de dollars): si le contribuable entre dans la catégorie des petites entreprises le dernier jour de l'exercice fiscal, un crédit de 3,25% est accordé à l'entreprise.</li> <li>• Recherche: un crédit de 3,25% est accordé aux entreprises au titre des recherches menées dans un comté de catégorie 1.</li> <li>• Parc éco-industriel: un crédit de 35% est accordé aux entreprises pour les recherches menées dans un parc éco-industriel certifié au titre des paragraphes 143B à 437.08 des Lois générales de Caroline du Nord.</li> </ul>	Les crédits d'impôt pour le développement technologique peuvent être utilisés pour réduire l'impôt sur le revenu ou la taxe locale d'immatriculation imposés par l'État de 50% au maximum, après déduction de tous les autres crédits touchant cet impôt. Les contribuables peuvent choisir de déduire le crédit de l'impôt sur le revenu ou de la taxe d'immatriculation. Toute partie inutilisée des crédits peut être reportée sur une période de 15 ans.	Expiration en 2014

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Caroline du Nord	Crédit d'impôt pour investissement dans des biens commerciaux au titre de l'article 3J	Département du fisc	Crédit d'impôt	Encourager le développement des entreprises dans l'État.	<p>1. Activités admissibles: entretien et réparation d'aéronefs; plaque tournante pour les services de messageries aériennes; activités de siège d'entreprise qui créent au moins 75 nouveaux emplois; centres d'appels pour le service à la clientèle; commerce de détail en ligne et entreprises de vente par correspondance; technologies et services de l'information; industrie manufacturière; installations de sports mécaniques; équipes de compétition mécanique; recherche-développement; entreposage; et commerce de gros.</p> <p>2. Le salaire moyen à plein temps doit être égal ou supérieur à la norme salariale locale.</p> <p>3. Assurance maladie admissible pour tous les postes à plein temps et payer au moins 50% des primes.</p> <p>4. Aucune atteinte significative à l'environnement relevée par le Département de l'environnement et des ressources naturelles au cours des cinq années qui précèdent.</p> <p>5. Absence d'infraction "intentionnelle" aux règles de l'OSHA ou de persistance dans l'infraction au cours des trois années qui précèdent.</p> <p>6. Absence d'arriérés d'impôts.</p>	Les contribuables admissibles peuvent demander un crédit sur la base d'un pourcentage du coût des biens meubles corporels capitalisés qui sont mis en service pendant l'exercice fiscal considéré, dépassant un certain seuil. Ce crédit s'articule en versements égaux répartis sur les quatre ans qui suivent l'année pendant laquelle les biens sont mis en service pour la première fois. Le pourcentage et le seuil de crédit dépendent de la catégorie dont relève le comté où le bien est mis en service.	Programme en cours; expiration en 2013

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Caroline du Nord	Crédit d'impôt pour la création d'emplois au titre de l'article 3J	Département du fisc Lois générales §105-129.80	Crédit d'impôt	Encourager le développement des entreprises dans l'État.	<p>1. Activités admissibles: entretien et réparation d'aéronefs; plaque tournante pour les services de messageries aériennes; activités de siège d'entreprise qui créent au moins 75 nouveaux emplois; centres d'appels pour le service à la clientèle; commerce de détail en ligne et entreprises de vente par correspondance; technologies et services de l'information; industrie manufacturière; installations de sports mécaniques; équipes de compétition mécanique; recherche-développement; entreposage; et commerce de gros.</p> <p>2. Le salaire moyen à plein temps doit être égal ou supérieur à la norme salariale locale.</p> <p>3. Assurance maladie admissible pour tous les postes à plein temps et payer au moins 50% des primes.</p> <p>4. Aucune atteinte significative à l'environnement relevée par le Département de l'environnement et des ressources naturelles au cours des cinq années qui précèdent.</p> <p>5. Absence d'infraction "intentionnelle" aux règles de l'OSHA ou de persistance dans l'infraction au cours des trois années qui précèdent.</p> <p>6. Absence d'arriérés d'impôts.</p>	Les contribuables admissibles qui créent un nombre minimal d'emplois à plein temps au cours de l'exercice fiscal considéré peuvent demander un crédit pour chaque emploi créé. Le crédit s'articule en versements égaux répartis sur les quatre ans qui suivent l'année de la création des emplois. Le nombre minimal d'emplois et le montant du crédit par emploi dépendent de la catégorie dont relève le comté où les emplois sont créés.	Programme en cours
Caroline du Nord	Incitations économiques pour les entreprises fabriquant des ordinateurs	Département du commerce	Dons/incitations fiscales	Encourager le développement des hautes technologies et créer des emplois dans l'État de Caroline du Nord.	Entreprises fabriquant des ordinateurs.	Pour chaque année pendant laquelle l'entreprise atteint les objectifs de résultats qui ont été fixés, l'État lui accorde un don égal à 75% de l'impôt à la source prélevé par l'État sur le revenu des personnes généré par la création de nouveaux emplois.	Programme abrogé le 1 <sup>er</sup> juillet 2010

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Caroline du Nord	Crédit d'impôt incitatif en faveur de la production de films	Département du commerce Lois générales §105 130.47	Crédit d'impôt	Encourager le développement des entreprises dans l'État.	Industrie cinématographique.	Crédit d'impôt de 25%, d'un montant maximum de 20 millions de dollars, pour les productions dont les dépenses admissibles dans l'État s'élèvent à plus de 250 000 dollars.	Programme en cours; expiration en 2014
Caroline du Nord	Crédit d'impôt pour les médias numériques interactifs	Département du commerce, Lois générales §105-129.56	Crédit d'impôt	Encourager le développement des entreprises dans l'État.	Contribuables de Caroline du Nord qui développent des médias numériques interactifs dans l'État. Ces produits sont utilisés pour la diffusion de médias électroniques, y compris le téléchargement de fichiers sur Internet; incluent un univers virtuel contrôlé par voie informatique permettant à l'utilisateur du programme d'interagir en vue d'atteindre un objectif; et/ou contiennent un volume important d'au moins trois des cinq types de données suivants: images animées, images fixes, son, texte et géométrie 3D. Il s'agit notamment de jeux de plate-forme, de moteurs de jeu et de jeux dont les applications sont à la fois ludiques et sérieuses.	Les crédits sont accordés aux contribuables pour les dépenses supérieures à 50 000 dollars effectuées l'année fiscale considérée, pendant les différentes phases de développement du produit et ne peuvent pas dépasser 7,5 millions de dollars. Les pourcentages applicables aux dépenses sont les suivants: - 15% des indemnités et salaires versés aux employés à plein temps et autres dépenses admissibles; - 20% des dépenses de recherche engagées auprès des universités ou des collèges communautaires participants de Caroline du Nord.	Programme en cours
Caroline du Nord	Fonds pour le maintien des emplois et l'équipement (JMAC)	Département du commerce Lois générales §143B-437.012	Don	Ce programme vise à stimuler l'activité économique et à apporter des avantages aux citoyens de Caroline du Nord en favorisant le maintien d'un nombre important d'emplois bien rémunérés et de haute qualité et d'investissements en biens d'équipement à grande échelle, en élargissant l'assiette fiscale globale et en augmentant les recettes de l'État et de ses subdivisions administratives.	Les pouvoirs publics locaux doivent prévoir des incitations équivalant à un crédit d'impôt de 50% des taxes <i>ad valorem</i> additionnelles supplémentaires dues par le bénéficiaire pour l'investissement demandé, sur une période allant de cinq à dix ans. Le requérant ne doit pas avoir d'arriérés d'impôts et ne doit pas avoir reçu d'avertissement de la part de l'OSHA ni du Département de l'environnement et des ressources naturelles.	Au total, cinq (5) dons peuvent être accordés au titre du programme. L'Assemblée générale a ouvert 5 millions de dollars de crédits pour l'exercice budgétaire 2008-2009. Les versements annuels aux bénéficiaires dépendront, le cas échéant, des allocations budgétaires futures. Les dons peuvent être effectués pour une période allant jusqu'à dix ans. Les versements annuels seront plafonnés à 4 millions de dollars. La somme de tous les dons accordés au titre du programme ne peut dépasser 60 millions de dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Caroline du Nord	Crédit d'impôt sur les taxes portuaires	Département du commerce, Lois générales §105-130.41	Crédit d'impôt	Encourager le développement des entreprises dans l'État.	Utilisateurs – entreprises ou particuliers – des installations portuaires de Caroline du Nord (Morehead City et Wilmington), assujettis à l'impôt sur le revenu dans l'État de Caroline du Nord. Le crédit d'impôt est obtenu sur les redevances de mise à quai et de manutention des marchandises entrant ou sortant du port perçues par les autorités portuaires de Caroline du Nord.	Le crédit s'applique directement à l'impôt sur le revenu recouvré par l'État, à concurrence de 50% de l'impôt total exigible pour chaque exercice fiscal. Tout crédit inutilisé peut être reporté pendant une période de cinq ans. Le crédit cumulé dont peut bénéficier un contribuable ne peut dépasser 2 millions de dollars. Ce crédit correspond au montant du dépassement des redevances de l'année en cours par rapport à la moyenne des redevances des trois années précédentes. Il est soumis à certaines limitations. Par exemple, il ne s'applique pas aux cargaisons en vrac transitant par le port de Wilmington.	Expiration en 2014
Caroline du Nord	Crédit d'impôt pour les biens générateurs d'énergie renouvelable	Département du commerce Lois générales 105-129.15 et 105-129.16A	Crédit d'impôt	Les contribuables qui construisent, achètent ou louent des biens générateurs d'énergie renouvelable sont admissibles au bénéfice d'un crédit d'impôt équivalant à 35% du coût des biens.	Les biens générateurs d'énergie renouvelable incluent: les équipements utilisant des ressources de la biomasse pour la production d'éthanol, de méthanol, de biodiesel ou de méthane provenant du biogaz produit en réacteur anaérobie utilisant des déchets agricoles et animaux ou des ordures; et les appareils connexes de transformation, conditionnement et stockage des carburants liquides et gaz produits avec ces équipements.	Un plafond de 2 500 000 dollars par installation est appliqué aux biens générateurs d'énergie renouvelable mis en service à des fins autres que résidentielles.	Programme en cours; expiration en 2016

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Caroline du Nord	Remboursements de la taxe sur les ventes et de la taxe d'utilisation	Département du fisc, Lois générales N.C. §105-164.14A & B	Remboursements de la taxe sur les ventes et de la taxe d'utilisation	Encourager le développement des entreprises dans l'État.	Secteurs admissibles: services de messagerie aérienne; biotraitement; services financiers, transactions sur valeurs mobilières et développement de systèmes connexes; fabrication de véhicules automobiles; fabrication de papier à partir de pâte de bois; fabrication de produits pharmaceutiques et médicaments, et distribution de ces produits; fabrication de semi-conducteurs; fabrication de matériaux générateurs d'électricité d'origine photovoltaïque et fabrication de turbines.	Le propriétaire d'une installation admissible peut bénéficier d'un remboursement annuel de la taxe sur les ventes et de la taxe d'utilisation pour les achats de matériaux, dispositifs et équipements de construction, sous réserve que le coût des installations soit d'au moins 50 millions de dollars dans les comtés relevant de la catégorie n° 1 et d'au moins 100 millions de dollars dans les comtés relevant des catégories n° 2 et 3.	Fin, en 2013, du remboursement de la taxe sur les ventes, et en 2038, du remboursement de la taxe d'utilisation.
Dakota du Nord	Crédit d'impôt pour l'investissement dans les installations de transformation des produits agricoles	Département du fisc/Division du développement économique et des finances du Département du commerce	Crédit d'impôt	Le Dakota du Nord offre aux entreprises un climat fiscal propice qui favorise la croissance et les perspectives au moyen d'incitations fiscales classiques et de nouvelles possibilités innovantes.	Octroi d'un crédit d'impôt sur le revenu à des individus, domaines, fiduciaires, sociétés en commandite, sociétés anonymes ou sociétés à responsabilité limitée pour investir dans une installation de transformation de produits agricoles située dans le Dakota du Nord et certifiée par la Division du développement économique et des finances du Département du commerce. Dans le cas d'une entité intermédiaire, telle qu'une société en commandite ou une société anonyme, le crédit est transmis aux propriétaires de l'entité proportionnellement à leur part de propriété.	Le crédit est égal à 30% de l'investissement jusqu'à hauteur de 50 000 dollars par an. Pour un même contribuable, le total des crédits ne peut dépasser 250 000 dollars pour l'ensemble des années fiscales. Les crédits inutilisés peuvent être reportés sur dix ans au maximum.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Dakota du Nord	Crédits d'impôt en faveur du biodiesel	Département du fisc	Crédits d'impôt	Encourager la production de biodiesel.	Producteurs, fournisseurs et vendeurs de biodiesel.	Crédit d'impôt sur le revenu versé sur une période de cinq ans et équivalant à 10% par an des coûts d'établissement, d'adaptation ou de rénovation d'une installation destinée à produire ou mélanger du carburant contenant au moins 2% de biodiesel. Tout crédit inutilisé pour l'impôt exigible de l'année en cours peut être reporté pendant cinq années fiscales. Le crédit cumulé est limité à 250 000 dollars pour l'ensemble des années fiscales. Depuis le 31 décembre 2004, un fournisseur de carburant détenteur d'une licence, qui produit des mélanges contenant au moins 5% de biodiesel peut bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu de 5 cents par gallon de carburant. Le crédit inutilisé peut être reporté pendant cinq années fiscales. Depuis le 31 décembre 2004, un vendeur de carburant à teneur en biodiesel d'au moins 2% peut bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu pendant une période de cinq ans, équivalant à 10% par an des coûts directs induits par l'adaptation de ses équipements ou l'ajout de nouveaux équipements nécessaires à la vente de mélange à base de biodiesel.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Dakota du Nord	Programme PACE pour les biocarburants	Bank of North Dakota	Bonifications d'intérêts	Encourager la production de biocarburants. Critères concernant la production: - L'installation de production doit être située dans le Dakota du Nord. - L'installation doit produire de l'éthanol dénaturé dérivé de l'agriculture ou du carburant liquide biodégradable à partir d'huile végétale ou de graisse animale. - Le carburant doit pouvoir être mélangé avec un produit pétrolier pour être utilisé dans les moteurs à combustion interne - La participation doit être la suivante: les agriculteurs détiennent au moins 10% de l'installation et les résidents du Dakota du Nord au moins 50%.	Producteurs d'éthanol et de biodiesel.	Le programme PACE pour les biocarburants (partenariat pour les biocarburants destiné à favoriser le développement des collectivités) a été mis en place pour abaisser les taux d'intérêt appliqués aux prêts accordés pour les installations de production de biodiesel et d'éthanol et pour les activités d'élevage. Bonification d'intérêts de 5,0% par rapport au taux normal. Pas de complément des collectivités. Sur les 5 millions de dollars alloués au programme PACE, un maximum de 4,5 millions de dollars financera la production d'éthanol, la production de biodiesel, des opérations d'engraissement et des opérations relatives aux produits laitiers.	Programme en cours
Dakota du Nord	Programme d'incitations en faveur de la production d'éthanol	Département du commerce	Dons	Encourager la production d'éthanol.	Producteurs d'éthanol.	L'incitation est fondée sur un calcul qui prend en compte la différence entre les prix de base de l'éthanol et du maïs et les prix trimestriels moyens de l'éthanol et du maïs pratiqués dans l'État du Dakota du Nord. Les producteurs peuvent demander à bénéficier de ces incitations sur une base trimestrielle, en justifiant du nombre de gallons d'éthanol produit. L'incitation totale cumulée disponible pour l'ensemble des producteurs admissibles ne peut dépasser 1,6 million de dollars par an. En outre, pendant la durée de vie de son installation de production, un producteur ne peut recevoir plus de 10 millions de dollars d'incitations.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Dakota du Nord	Fonds de crédit renouvelable pour le développement des zones rurales régionales	Fonds de développement du Dakota du Nord	Financement mixte	Le programme prévoit un "crédit complémentaire" souple permettant le financement des projets par l'intermédiaire de la dette subordonnée, des fonds propres et des divers partenariats mis en place.	Ce fonds est alloué de manière égale entre les huit régions économiques de l'État pour les projets concernant une implantation à plus de 5 miles terrestres à l'extérieur des limites d'une ville dont la population est inférieure à 8 000 habitants.	Investissement maximal de 300 000 dollars. La dette et l'apport de capitaux propres sont calculés sur la base du risque/rendement approprié. Durée moyenne de l'endettement: capital circulant, trois à cinq ans; machines/équipements, cinq à sept ans; biens immobiliers commerciaux, dix à 25 ans. Autonomie des fonds propres: cinq à dix ans. Taux interne de rendement négocié au cas par cas. En 2009, le coût total du programme s'est élevé à 5,6 millions de dollars.	Programme en cours
Dakota du Nord	Exonération de la taxe sur les ventes et de la taxe d'utilisation pour les matériaux de construction des usines de traitement des produits agricoles	Département du fisc	Exonération fiscale	Le Dakota du Nord offre aux entreprises un climat fiscal favorable qui encourage la croissance et les perspectives au moyen d'incitations fiscales classiques et de nouvelles possibilités innovantes.	Les matériaux de construction utilisés pour construire une installation de transformation de produits agricoles sont exonérés de la taxe sur les ventes et de la taxe d'utilisation. Le transformateur doit demander au Commissaire à l'impôt le remboursement de la taxe payée par l'entreprise de construction. Au sens du texte instaurant la taxe sur les ventes, une installation de transformation de produits agricoles admissible s'entend d'une installation de transformation servant à la production de produits commercialisables élaborés à partir de matières premières agricoles.	L'exonération de la taxe sur les ventes se traduit, le cas échéant, par une exonération de 5% de la taxe sur les ventes sur la base du coût des matériaux de construction pour une installation de transformation de produits agricoles admissible.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Ohio	Programme pour les énergies avancées	Département du développement de l'Ohio	Don	Utiliser les mesures et technologies économes en énergie.	Les projets doivent être mis en œuvre dans l'Ohio et dans les zones desservies par l'une des quatre entreprises de distribution d'électricité participantes: American Electric Power, Duke Energy, Dayton Power and Light et First Energy. Les entreprises admissibles peuvent bénéficier de dons au titre des trois programmes de financement suivants: Projet concernant les ressources énergétiques distribuées (DERP), Rendement énergétique des installations de production manufacturière (MFEE) et Programme pour les énergies renouvelables (REP).	DERP: 25% du coût du projet, à concurrence de 100 000 dollars. MFEE: 25% du coût du projet, à concurrence de 50 000 dollars. REP: 50% du coût du projet, à concurrence de 150 000 dollars.	Programme en cours
Ohio	Zones de réinvestissement communautaire	Département du développement	Exonération de l'impôt foncier	Accorder un abattement fiscal aux entreprises établies dans une zone de réinvestissement communautaire désignée.	Entreprises effectuant de nouveaux investissements fonciers dans une zone de réinvestissement communautaire désignée. Les entreprises doivent avoir conclu un accord formel avec la communauté locale avant de présenter le projet admissible.	Exonération fiscale pouvant aller jusqu'à 100% de la valeur des améliorations de biens immobiliers, pour une période maximale de 15 ans. Les autorités législatives locales en établissent les modalités et les taux.	Programme en cours
Ohio	Zones d'entreprises	Département du développement	Exonération de l'impôt foncier	Incitations fiscales locales et de l'État de l'Ohio pour les entreprises qui prennent de l'expansion ou qui s'établissent dans des zones désignées de l'Ohio.	Les entreprises doivent mettre au point un accord de zone d'entreprises avant de mettre en œuvre le projet, convenir du maintien ou de la création d'emplois et établir, agrandir, rénover ou occuper une installation dans une zone d'entreprises.	Exonération pouvant aller jusqu'à 100%, pendant un maximum de 15 ans. Dans certains cas, l'agrément du conseil scolaire local peut être requis.	Le programme prend fin le 15 octobre 2011
Ohio	Crédit d'impôt pour la production cinématographique	Département du développement	Crédit d'impôt	Encourager et renforcer une industrie cinématographique forte dans l'État.	Le crédit est destiné aux entreprises de production cinématographique admissibles, telles que les définit la loi. Pour être admissible au bénéfice du crédit, un projet doit engendrer des dépenses supérieures à 300 000 dollars.	Ce programme prévoit un crédit d'impôt remboursable pouvant aller jusqu'à 25% des dépenses admissibles, à concurrence de 5 millions de dollars par projet. Le total des crédits d'impôt disponibles s'élève à 10 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 2010 et à 20 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 2011.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Ohio	Subventions du Bureau du Gouverneur des Appalaches	Département du développement	Don	Le Bureau du Gouverneur des Appalaches (GOA), concerné par la planification à court et à long terme, facilite le développement et se veut le défenseur de la région des Appalaches (29 comtés de l'Ohio) en élaborant une politique et en favorisant des projets et des propositions spécifiques formulés par des résidents de la région.	Divers secteurs.	Le GOA reçoit une subvention annuelle d'environ 4 millions de dollars de la Commission régionale des Appalaches (ARC) pour administrer le programme de cette dernière mis au point pour l'État de l'Ohio et pour financer le développement de projets spéciaux.	Programme en cours
Ohio	Fonds de prêts de l'Ohio pour l'innovation	Département du développement	Prêt	Fournir des ressources financières pour la commercialisation de produits des sociétés technologiques chefs de file.	Entreprises établies en Ohio dont l'activité est avérée depuis un certain temps et réalisant un projet d'investissement dans l'un des secteurs industriels cibles suivants: matériaux avancés; instruments, dispositifs de contrôle et électronique; énergie et propulsion; bioscience; et technologies de l'information.	Le Fonds peut financer jusqu'à 75% des coûts admissibles d'un projet au moyen de prêts allant de 500 000 dollars à 3 millions de dollars.	Programme en cours
Ohio	Pas de taxe sur les ventes	Département du développement	Exonération fiscale	Encourager le développement de l'industrie des films commerciaux dans l'État.	Industrie cinématographique.	Pas de taxe sur les ventes pour les séjours à l'hôtel de plus de 30 jours.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Ohio	Programme "Ohio Third Frontier"	Département du développement	Dons et prêts	Développer les capacités de l'Ohio en matière de recherche sur les hautes technologies, encourager l'innovation et la formation au sein de l'entreprise et créer des emplois hautement rémunérés.	Entreprises ou organisations proposant des projets relevant de l'une des catégories suivantes: - Programmes sur les énergies avancées et sur les piles à combustible - Programme de signature d'entreprise - Fonds de prêts de l'Ohio en faveur de l'innovation - Programmes de stages - Programmes de dons de l'Ohio pour la commercialisation des produits de la recherche - Programme pour les chercheurs de l'Ohio - Initiatives menées par le Fonds pour la phase de pré-amorçage et la phase d'amorçage - Programmes de recherche et de commercialisation - Programme d'attractivité de secteurs ciblés - Centres d'innovation Wright - Projets Wright.	14 millions de dollars pour le financement de projets.	Programme en cours
Ohio	Programme de garanties en faveur de la main-d'œuvre de l'Ohio	Département du développement	Dons	Offrir aux travailleurs et entreprises de l'Ohio la possibilité de rester compétitifs dans leur domaine d'activité tout en suivant les évolutions de ce dernier. Le programme de garanties en faveur de la main-d'œuvre de l'Ohio peut être utilisé par les entreprises pour faire en sorte que leurs employés se maintiennent à la pointe de leur domaine d'activité.	Les entreprises qui appartiennent à l'un des secteurs industriels suivants: énergies avancées et technologies environnementales; aérospatiale et aviation; agriculture et agroalimentaire; sciences et produits biologiques; services d'entreprise et professionnels; distribution et logistique; instruments, dispositifs de contrôle et électronique; fabrication de véhicules automobiles et pièces détachées.	Au titre du Programme de garanties en faveur de la main-d'œuvre de l'Ohio, les bénéficiaires se verront rembourser le coût de la formation agréée dispensée aux employés à plein temps rémunérés au moins 10,88 dollars/heure, hors prestations. Le total des dons accordés au titre du programme s'élevait à 11,6 millions de dollars et plus de 13 millions de dollars en 2009 et 2010, respectivement.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Ohio	Prêt pour les zones industrielles rurales	Département du développement	Prêt	Accorder des prêts directs et garanties de prêts aux communautés rurales et locales en difficulté, ainsi qu'aux autres requérants admissibles qui se sont engagés à créer des zones industrielles à planification appropriée.	Organismes à but non lucratif qui favorisent le développement économique dans les zones rurales; autorités locales pouvant demander le financement des améliorations d'infrastructures publiques hors site (à savoir canalisations d'eau, égouts, routes); et promoteurs privés.	Le prêt maximum pouvant être accordé est de 1 million de dollars et ne peut excéder 75% des coûts admissibles totaux.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Oklahoma	Crédits d'impôt pour les employeurs d'ingénieurs dans l'industrie aérospatiale	Commission des impôts; Commission de l'aéronautique; projet de loi 3239	Crédit d'impôt	Améliorer la capacité de l'État à attirer et retenir une main-d'œuvre extrêmement qualifiée pour l'industrie aérospatiale de l'Oklahoma.	Le projet de loi n° 3239 dispose que les "employés admissibles" et "employeurs admissibles" peuvent bénéficier de ces crédits d'impôt. Un "employeur admissible" s'entend de toute entité commerciale légalement reconnue, telle qu'une société en nom collectif ou en commandite simple, une société anonyme, ou une entité publique dont l'activité commerciale principale concerne le secteur aérospatial.	Le crédit d'impôt accordé à l'employeur peut prendre deux formes: Crédit d'impôt à l'employeur pour les indemnités versées: crédit d'impôt sur le revenu annuel d'une durée maximale de cinq ans à l'intention des employeurs admissibles, correspondant à 10% des indemnités versées à un employé admissible diplômé d'une université ou d'un collège de l'Oklahoma et à 5% si l'employé est diplômé d'un établissement situé hors de l'État; le crédit ne peut dépasser 12 500 dollars par an et par employé admissible. Crédit d'impôt à l'employeur pour le remboursement des frais de scolarité: crédit d'impôt sur le revenu annuel d'une durée maximale de quatre ans à l'intention des employeurs admissibles pour le remboursement des frais de scolarité des employés admissibles; ce crédit équivaut à 50% des frais de scolarité remboursés à un employé admissible mais ne peut dépasser 50% des frais de scolarité annuels moyens occasionnés par un programme admissible d'une université publique de l'Oklahoma. Ce crédit ne peut être accordé que si l'employé admissible a obtenu son diplôme de premier ou deuxième cycle dans l'année suivant son embauche par l'employeur admissible.	Programme en cours depuis 2009. Le programme est actuellement visé par un moratoire en vigueur depuis le 1 <sup>er</sup> juillet 2010, jusqu'au 30 juin 2011. Le programme sera à nouveau mis en œuvre à partir du 1 <sup>er</sup> juillet 2011.



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Oklahoma	Crédits d'impôt pour les sources d'énergie de substitution	Commission des impôts; 68 O.S. 2357.32A et B	Crédit d'impôt	Encourager la production de carburants de substitution à zéro émission.	Producteurs d'électricité utilisant des carburants de substitution à zéro émission et fabricants de petites éoliennes.	Les producteurs peuvent recevoir 0,0075 dollar par kWh. Depuis 2003, les fabricants de petites éoliennes peuvent bénéficier d'un crédit de 25 dollars par pied carré de surface balayée par le rotor. Les crédits peuvent être transférés librement et reportés pendant une période de dix ans.	Programme en cours. Les crédits accumulés entre le 1 <sup>er</sup> juillet 2010 et le 30 juin 2011 peuvent être demandés à partir de l'année fiscale 2011, via la déclaration de revenus.
Oklahoma	Matériaux de construction	Commission des impôts de l'Oklahoma	Remboursement de la taxe sur les ventes	Encourager le développement dans l'État.	Les fabricants admissibles incluent: 1) les installations dont les coûts de construction excèdent 5 millions de dollars qui créent 100 nouveaux emplois dans le secteur manufacturier et les maintiennent pendant au moins 36 mois. Les coûts de construction incluent les coûts des bâtiments et de la construction, ainsi que les frais d'ingénieur et d'architecte, mais pas les frais juridiques; 2) les installations dont les coûts de construction excèdent 10 millions de dollars et dont les coûts totaux combinés des matériaux, de la construction et des machines excèdent 50 millions de dollars, qui engagent 75 nouveaux employés maintenus en poste pendant 36 mois; 3) les installations dont les coûts de construction excèdent 300 millions de dollars qui maintiennent un niveau d'emplois d'au moins 1 750 équivalents temps plein; 4) les installations de maintenance et de révision d'aéronefs nouvelles ou agrandies admissibles qui créent 250 emplois ou plus, dont la construction représente au moins 5 millions de dollars au total.	Montant du remboursement sur les frais admissibles.	Programme en cours depuis 1981

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Oklahoma	Crédit d'impôt à la construction	Office des films et de la musique de l'Oklahoma	Crédit d'impôt	Encourager le développement de l'industrie des films commerciaux dans l'État.	Industrie cinématographique.	Accorde aux sociétés construisant des installations de production en Oklahoma des crédits d'impôt de l'État sur le revenu allant de 10% pour les projets de construction de 500 000 dollars au minimum à 25% pour les projets de plus de 1 million de dollars.	Programme en cours
Oklahoma	Zones d'entreprises	Département du commerce	Financement mixte	L'État de l'Oklahoma a désigné des zones d'entreprises pouvant être soit des comtés en difficulté économique, soit des centres urbains. Ces zones prévoient trois incitations principales à l'implantation d'entreprises. Le crédit d'impôt à l'investissement ou à la création d'emplois peut être doublé et des prêts à faible taux d'intérêt peuvent être consentis par l'intermédiaire du fonds de prêts aux entreprises du district. Les autorités de gestion d'un district d'entreprises instaurées dans chaque district d'entreprise sont habilitées à mettre en place des programmes de prêts de capital-risque et à solliciter les propositions des entreprises cherchant à implanter ou à développer des installations dans les zones concernées. Les fonds accordés à ces programmes proviennent, par essence, de l'émission d'emprunts de collectivités locales par le district concerné.	Tout type d'entreprise de fabrication qui s'établit dans des zones à faible revenu, à forte migration ou à taux de chômage élevé.	Le montant de ces prêts peut atteindre 100% des coûts estimatifs de l'immeuble et du matériel.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Oklahoma	Crédits d'impôt pour la production d'éthanol	Projet de loi n° 1556 (2005)	Crédit d'impôt	Crédit en faveur de la production d'éthanol, déductible de l'impôt exigible au titre des articles 2355 et 2370 du Titre 68 et des articles 624 et 628 du Titre 36.	Installation de production d'éthanol qui affecte au moins 25% de sa capacité nominale initiale à la production d'éthanol non dénaturé, au 31 décembre 2008 ou avant cette date, et qui maintient cette part à 25% en moyenne, pendant au moins 6 mois de la période où elle est admissible au bénéfice du crédit. L'expression "installation de production d'éthanol" s'entend d'une usine ou installation dont l'activité principale est la production d'éthanol ou d'alcool éthylique à partir de composants céréaliers, coproduits ou sous-produits.	Crédit de 0,20 dollar/gallon d'éthanol produit, pendant 60 mois à compter du premier mois où l'installation/entreprise est admissible et se terminant au plus tard le 31 décembre 2010. Un crédit additionnel de 0,20 dollar/gallon est accordé pour l'éthanol produit au-delà de la capacité initiale grâce au développement de l'installation, pendant une période de 60 mois se terminant au plus tard le 31 décembre 2010. Le crédit d'impôt est plafonné à 25 millions de gallons par an et à un total de 125 millions de gallons pour l'ensemble des 60 mois. À partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2011, un crédit de 0,075 dollar/gallon est accordé pour la nouvelle production, pendant une durée maximale de 36 mois consécutifs et dans la limite de 10 millions de gallons par an.	Exercices fiscaux 2004 à 2010 et 2011 à 2013. En raison d'un moratoire, aucun crédit ne peut être accordé pour l'éthanol produit entre le 1 <sup>er</sup> juillet 2010 et le 30 juin 2012.

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Oklahoma	Crédits d'impôt pour la production d'éthanol	Projet de loi du Sénat n° 429 (2003)	Crédit d'impôt	Crédit en faveur de la production d'éthanol, déductible de l'impôt exigible au titre de l'article 2355 du Titre 68.	Installation de production d'éthanol qui affecte au moins 25% de sa capacité nominale initiale à la production d'éthanol non dénaturé, au 31 décembre 2006 ou avant cette date, et qui maintient cette part à au moins 25% en moyenne, pendant au moins six mois de la période où elle est admissible au bénéfice du crédit. L'expression "installation de production d'éthanol" s'entend d'une usine ou installation dont l'activité principale est la production d'éthanol ou d'alcool éthylique à partir de composants céréaliers, coproduits ou sous-produits.	Crédit de 0,20 dollar/gallon d'éthanol produit, pendant 60 mois à compter du premier mois où l'installation/entreprise est admissible et se terminant au plus tard le 31 décembre 2010. Un crédit additionnel de 0,20 dollar/gallon est accordé pour l'éthanol produit au-delà de la capacité initiale et grâce au développement de l'installation, pendant une période de 60 mois se terminant au plus tard le 31 décembre 2010. Le crédit d'impôt est plafonné à 25 millions de gallons par an et à un total de 125 millions de gallons pour l'ensemble des 60 mois. À partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2011, un crédit de 0,075 dollar/gallon est accordé pour la nouvelle production, pendant une durée maximale de 36 mois consécutifs et dans la limite de 10 millions de gallons par an.	Exercices fiscaux 2004 à 2010 et 2011 à 2013. En raison d'un moratoire, aucun crédit ne peut être accordé pour l'éthanol produit entre le 1 <sup>er</sup> juillet 2010 et le 30 juin 2012.

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Oklahoma	Exonérations de l'impôt foncier <i>ad valorem</i> sur cinq ans pour le secteur manufacturier et la recherche-développement	Commission des impôts de l'Oklahoma; Titre 68 O.S. 2001 article 2902	Exonération fiscale	Encourager certains fabricants à s'établir en Oklahoma ou à y développer leurs installations.	Certains nouveaux fabricants/fabricants en expansion, entreprises de recherche-développement, entreprises de services informatiques et de traitement de données dont les ventes hors Oklahoma sont importantes, entreprises de réparation d'aéronefs, raffineries de pétrole, et certaines centrales éoliennes; pendant une durée allant jusqu'à cinq ans. Prescriptions en matière de seuil: investissement minimum de 250 000 dollars et augmentation de la masse salariale annuelle de 250 000 dollars dans les comtés de 75 000 habitants et moins. Si l'entreprise est établie dans un comté plus grand, cette augmentation doit être d'au moins 1 000 000 dollars. Les centrales éoliennes relevant de la classe 221119 du SCIAN sont exemptées de la prescription en matière de masse salariale si les dépenses consacrées à l'amélioration des immobilisations ont augmenté de 2 millions de dollars ou plus et la masse salariale est maintenue ou augmentée. Les biens admissibles peuvent inclure les terrains, les bâtiments, des aménagements, les machines, les dispositifs et les équipements utilisés directement et exclusivement pour l'activité ou le processus principal du site.	L'incitation est égale à l'impôt <i>ad valorem</i> (impôt foncier) normalement exigible sur les biens immobiliers, recouvré par les gouvernements des comtés. Le taux effectif moyen pour un bien évalué localement correspond à environ 1% de la valeur du bien.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Oklahoma	Crédit d'impôt sur le revenu pour investissement et création d'emplois	Commission des impôts de l'Oklahoma	Crédit d'impôt	Le crédit d'impôt sur le revenu pour investissement et création d'emplois accorde aux fabricants ou aux installations d'entretien d'aéronefs qualifiées un crédit maximal de 1% par année d'investissement en biens amortissables admissibles pour l'année de mise en service desdits biens, ou un crédit de 500 dollars par an pour chaque nouvel emploi supplémentaire uniquement dans les domaines de la fabrication ou de la transformation. Pour être admissible, le bien amortissable doit avoir un coût plancher d'au moins 50 000 dollars. Le crédit pour la création d'emplois doit s'appliquer à chaque ouvrier à temps plein dont le salaire annuel est au moins de 7 000 dollars pour chaque année d'application du crédit. Le contribuable qui investit dans des biens admissibles et qui contribue également à la création de nouveaux emplois envisage généralement le crédit d'impôt de deux manières différentes (dépenses d'investissement totales si le crédit est supérieur à 50 000 dollars ou augmentation nette du nombre équivalent d'employés à temps plein) et accepte le crédit le plus important. Le crédit est doublé dans les zones d'entreprises. Les sociétés qui se prévalent du crédit d'impôt sur les bénéfices pour investissement et création d'emplois n'ont pas droit au remboursement en argent pour emploi rémunérateur d'une durée de dix ans.	Entreprises de fabrication, installations d'entretien des aéronefs et diverses industries de services informatiques.	Le crédit pouvant être alloué à tout moment est limité à l'obligation fiscale de l'employeur. Tout crédit non utilisé peut être reporté indéfiniment. La documentation appropriée du crédit peut nécessiter de conserver les dossiers concernés pendant une durée de dix ans.	Programme en cours, les crédits non utilisés peuvent être reportés indéfiniment. Les crédits accumulés entre le 1 <sup>er</sup> juillet 2010 et le 30 juin 2012 peuvent être demandés à partir de l'année fiscale 2012, via la déclaration de revenus.

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Oklahoma	Districts bénéficiant d'incitations locales	Département du commerce; gouvernements locaux; 62 O.S. 860	Exonération fiscale	Encourager les nouveaux investissements dans les collectivités locales.	Entreprises établies dans des districts bénéficiant d'incitations désignés au niveau local. L'exonération concerne uniquement les nouveaux investissements et ne peut être accordée aux établissements dont l'activité principale est la vente au détail.	L'incitation est égale à l'impôt <i>ad valorem</i> (impôt foncier) normalement exigible sur les biens immobiliers, recouvré par les gouvernements des comtés. Les exonérations sont accordées pour une période de cinq ans, sauf si l'entreprise est établie dans une zone d'entreprises, auquel cas cette période peut aller jusqu'à six ans. L'exonération peut être prolongée pour une sixième année uniquement sur accord de toutes les entités du fisc locales. Les entreprises bénéficiant de l'exonération sur cinq ans en faveur des fabricants en vertu du titre 68 des lois de l'Oklahoma, § 2902, ne sont pas admissibles au bénéfice de l'incitation locale, de même que les entreprises qui transfèrent leurs activités dans les limites de l'État.	Programme en cours
Oklahoma	Remise en faveur de la promotion des films dans l'Oklahoma	Office des films et de la musique de l'Oklahoma	Remise	Encourager le développement de l'industrie des films commerciaux dans l'État.	Industrie cinématographique.	Remise de 35 à 37% sur les dépenses de production effectuées en Oklahoma, pour les sociétés qui tournent dans l'État. Plafonnée à 5 millions de dollars par an. Remise additionnelle de 2% lorsque 20 000 dollars sont dépensés pour l'enregistrement de musique en Oklahoma.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Oklahoma	Remboursement en argent pour emploi rémunérateur d'une durée de dix ans	Département du commerce	Remboursement d'impôt	Utiliser le nouveau programme d'emplois de qualité de l'État d'Oklahoma qui offre un nouvel investissement salarial supérieur ou égal à 2,5 millions de dollars. Programme facilement accessible qui prévoit des incitations monétaires directes (sur la base des nouveaux salaires rémunérés) pour les entreprises pendant une durée de dix ans. Le programme prévoit des paiements en espèces trimestriels d'un montant de 5% des nouveaux salaires imposables directement aux entreprises admissibles pendant une durée de dix ans. À compter de 2003, les emplois inclus dans le seuil de 2,5 millions de dollars doivent être rémunérés à une valeur au moins égale au salaire moyen observé dans le comté d'implantation de la société, sans toutefois dépasser la somme de 25 965 dollars, indexée annuellement. Les entreprises ne peuvent recourir au crédit d'impôt en faveur de l'emploi ou de l'investissement, aux exonérations de la taxe sur les ventes à des fins de construction, ni même à toute une série de crédits d'impôts et d'exonérations supplémentaires.	Entreprises à croissance rapide relevant des codes CAE 20-39.	Les paiements se limitent généralement à 5% du salaire et se situent, pour la plupart des entreprises, dans une fourchette de 4 à 5%. En 2009, le programme a coûté au total 60,6 millions de dollars.	Programme en cours
Oklahoma	Crédit d'impôt en faveur du réinvestissement	Office des films et de la musique de l'Oklahoma	Crédit d'impôt	Encourager le développement de l'industrie des films commerciaux dans l'État.	Industrie cinématographique.	Accorde aux contribuables de l'État qui investissent dans des projets cinématographiques ou musicaux produits dans l'État un crédit d'impôt sur le revenu de 25% lorsque les bénéfices en question sont réinvestis dans un autre projet de film ou de musique produit en Oklahoma.	Le pouvoir législatif a imposé un moratoire d'une durée indéterminée en juin 2010



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Oklahoma	Exonération de la taxe sur les ventes	Office des films et de la musique de l'Oklahoma	Exonération fiscale	Encourager le développement de l'industrie des films commerciaux dans l'État.	Industrie cinématographique.	Exonération de la taxe au point de vente en faveur des productions admissibles, pour les taxes sur les ventes acquittées sur les biens ou services utilisés pour la production.	Programme en cours
Oklahoma	Remboursement de la taxe sur les ventes pour les produits informatiques	Service fiscal de l'Oklahoma	Remboursement d'impôt	L'État de l'Oklahoma accorde le remboursement de la taxe sur les ventes frappant les ordinateurs, équipements de traitement de données ou périphériques connexes, ainsi que les services ou le matériel de télégraphie ou de télécommunication.	Les entreprises admissibles comprennent: a) Les nouvelles installations d'entretien et de fabrication d'aéronefs – ou des installations à plus grande échelle – qui créent 250 emplois ou plus, avec un investissement dans la construction d'une valeur de 5 millions de dollars et des achats d'ordinateurs et autres équipements recensés, d'une valeur d'au moins 2 millions de dollars. b) Les entreprises de recherche et développement ou de services informatiques (CAE 7372-7375, 8731-8734). (CAE 7374 doit atteindre un montant minimum de 100 000 dollars d'achats), lorsqu'au moins 50% des recettes brutes annuelles sont générés par les ventes de produits ou de services à un acheteur ou client hors du territoire de l'État (y compris les autorités fédérales); 75% du revenu brut annuel provient des services informatiques/du traitement des données ou des activités de recherche et développement; et l'entreprise emploie au moins dix nouveaux salariés à une rémunération moyenne de 35 000 dollars pendant au moins trois ans.	Non disponible.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Oregon	Fonds de développement des entreprises	"Business Oregon"	Prêt	Fonds de crédit renouvelable destiné à aider les entreprises à financer l'acquisition de terrains, d'immeubles, d'équipements et de capital circulant. La préférence est donnée aux entreprises comptant moins de 50 employés situées dans des zones rurales ou des zones "défavorisées".	Toute entreprise non détaillante.	Participation maximale du Fonds pour le développement d'entreprises de l'État d'Oregon de 40%. Le montant maximal du prêt est de 750 000 dollars. La durée du prêt ne peut dépasser 20 ans ou la durée de vie utile du nantissement, la durée la plus brève étant retenue. La valeur du taux d'intérêt se situe un point au-dessus du produit actuel des valeurs mobilières du Trésor des États-Unis d'une durée comparable.	Programme en cours
Oregon	Installations énergétiques des entreprises (BETC)	Département de l'énergie de l'Oregon (ORS 315.354)	Crédit d'impôt sur le revenu	Inciter les entreprises à investir dans les économies d'énergie, le recyclage, les sources d'énergie renouvelables et les combustibles de transport moins polluants.	Les propriétaires de commerces, d'entreprises ou d'immeubles locatifs qui paient des impôts sur site en Oregon sont admissibles au bénéfice du crédit. Celui-ci est utilisable par l'entreprise, ses partenaires ou ses actionnaires. Le requérant doit être le propriétaire ou l'acheteur contractuel du projet. L'entreprise doit utiliser l'équipement aux fins du projet ou le louer en vue de son utilisation sur un autre site en Oregon.	Le crédit d'impôt est de 35% des coûts admissibles du projet, à prendre sur cinq ans: 10% pour la première et la deuxième années et 5% pour chacune des années suivantes. Les coûts admissibles du projet qui sont inférieurs ou égaux à 20 000 dollars peuvent bénéficier du crédit d'impôt pour une année, mais ce crédit n'est pas remboursable et ne peut dépasser l'impôt exigible. Certaines installations utilisant ou produisant des sources d'énergie renouvelables peuvent bénéficier d'un crédit de 50% des coûts admissibles du projet, imputables à raison de 10% chaque année pendant cinq ans. Le coût total du programme était de 71,9 millions de dollars en 2009.	Expiration: 1 <sup>er</sup> janvier 2012

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Oregon	Service de conservation des entreprises	"Business Oregon"	Aide aux entreprises	Le Service de conservation des entreprises de l'État d'Oregon (OBRS) est un service au niveau de l'État qui passe des contrats avec des consultants privés pour aider les entreprises de l'Oregon confrontées soit à des difficultés financières, soit traversant une période difficile en termes de croissance, de changements de marché ou de propriété. Par ailleurs, l'OBRS a assuré un financement partiel des études de faisabilité relatives à un désintéressement potentiel des employés, ainsi qu'un financement partiel des études examinant la faisabilité d'une réouverture des installations industrielles fermées.	Toute entreprise non détaillante.	Les honoraires du consultant sont pris en charge par le Département, mais l'entreprise est tenue de rembourser le coût du service dans un délai de deux ans. Aucun intérêt ne sera imputé et la capacité de remboursement sera prise en considération. Les entreprises contributives bénéficient d'une prestation de conseil de gestion pour une valeur de 4 000 dollars ou une durée approximative de 40 heures. Le requérant d'une étude de faisabilité relative à une installation industrielle fermée doit financer 25% du coût de l'étude en termes de liquidités. La contribution du Département, qui se présente sous forme de subvention, ne peut excéder 30 000 dollars.	Programme en cours
Oregon	Greenlight Labor Rebate	Office du Gouverneur pour le développement du cinéma et de la télévision	Remise en espèces	Encourager le développement des entreprises dans l'État.	Productions cinématographiques ou télévisuelles admissibles.	Remises supplémentaires en espèces pour les productions admissibles pouvant atteindre 6,2% des salaires versés au personnel de production.	Programme en cours
Oregon	Crédit d'impôt en faveur des installations en zones d'entreprises rurales à long terme	"Business Oregon"/Office du Gouverneur et Département du fisc	Crédit sur le droit d'accise acquitté par les sociétés/ Crédit d'impôt sur les revenus des sociétés	Stimuler des investissements industriels importants dans les zones rurales de l'État ayant le taux de chômage le plus élevé.	Toute entreprise propriétaire d'une installation exonérée des impôts fonciers au titre d'un programme de zone d'entreprises sœurs.	Crédit égal à 62,5% de la masse salariale brute de l'installation sur une période de cinq à 15 ans. Le crédit ne peut être utilisé que pour compenser les paiements d'impôts excédant l'impôt minimal, jusqu'à hauteur de 1 million de dollars pour une année quelle qu'elle soit, et réparti entre les installations.	Expiration: 1 <sup>er</sup> juillet 2012
Oregon	Exonération en faveur des installations en zones d'entreprises rurales à long terme	Autorités locales/tribales, Département du fisc et "Business Oregon"	Abattement de l'impôt foncier	Contribuer à stimuler des investissements industriels importants dans les zones rurales de l'État ayant le taux de chômage le plus élevé.	Toute entreprise répondant à des critères spéciaux située dans une zone rurale et dans un comté présentant un chômage chronique ou un faible revenu, indépendamment du type d'entreprise.	L'incitation consiste à accorder sept à 15 années consécutives d'exonération complète d'évaluation de toutes les taxes foncières locales sur le terrain où se trouve le nouveau site. L'approbation/l'accord des autorités locales est obligatoire.	Expiration: 30 juin 2013

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Oregon	Avantage en faveur de l'investissement en Oregon	"Business Oregon" et Département du fisc	Réduction de l'impôt sur le revenu	Encourager le développement de nouvelles entreprises dans les comtés relativement défavorisés de l'État, ce qui concerne actuellement 22 comtés sur 36.	Dans un comté admissible, les entreprises de tout type qui sont en outre établies dans une petite ville, et tout type d'activité industrielle établie ailleurs dans le comté.	Pendant dix ans, l'installation peut être certifiée et le revenu qui lui est attribuable soustrait au (exonéré du) revenu imposable par l'État.	Programme en cours
Oregon	Fonds d'investissement de l'Oregon dans la production	Office du Gouverneur pour le développement du cinéma et de la télévision	Remise en espèces	Encourager la production de films dans l'État.	Productions cinématographiques ou télévisuelles admissibles.	Remises de 10% sur les dépenses de production (y compris la main-d'œuvre) engagées dans l'Oregon.	Programme en cours
Oregon	Crédit en faveur des activités de recherche admissibles	Département du fisc (ORS 317.152 à 317.154)	Crédit sur le droit d'accise acquitté par les sociétés / Crédit d'impôt sur les revenus des sociétés	Encourager les activités de recherche admissibles et la recherche fondamentale en Oregon.	Toute entreprise menant des recherches admissibles ou engageant des dépenses pour la recherche fondamentale en Oregon.	Le crédit d'impôt est de 5% des dépenses annuelles admissibles excédant un certain montant de base conformément à l'article 41 du Code des impôts des États-Unis, jusqu'à hauteur de 2 millions de dollars par an.	Expiration: 1 <sup>er</sup> janvier 2012
Oregon	Exonération standard en faveur des zones d'entreprises	Autorités locales/tribales, Département du fisc et "Business Oregon"	Abattement de l'impôt foncier	Créer des emplois en encourageant les investissements des entreprises dans les zones de l'État dont l'économie est stagnante.	Toute entreprise non détaillante établie dans l'une des 59 (ou plus) zones d'entreprises désignées situées dans l'ensemble de l'État.	Une entreprise qui augmente ses embauches est admissible à bénéficier d'un abattement de 100% sur les dépenses admissibles relatives aux nouvelles installations et aux nouveaux équipements. La durée des exonérations varie de trois à cinq ans, en fonction de critères d'approbation locaux spécifiques.	Expiration: 30 juin 2013

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Oregon	Programme d'investissement stratégique	Autorités locales/tribales, Département du fisc et "Business Oregon"	Abattement de l'impôt foncier	Encourager les investissements importants à haute teneur en capital en Oregon.	Toute entreprise non détaillante.	Exonération de la taxe foncière sur les nouveaux investissements excédant la part imposable. Cette part correspond à une valeur marchande réelle de 25 millions de dollars dans les zones rurales et de 100 millions de dollars dans les zones urbaines. Les entreprises doivent payer une redevance pour services communautaires égale à 25% des économies d'impôt annuelles jusqu'à hauteur de 500 000 dollars dans les zones rurales et de 2 millions de dollars dans les zones urbaines. Des exigences supplémentaires sont habituellement applicables au niveau local.	Programme en cours
Oregon	Construction de navires de transit	Département du fisc (ORS 315.315)	Crédit d'impôt sur le revenu	Encourager l'embauche dans le secteur de la construction de ferries en Oregon.	Constructeurs de navires.	Le plus petit des deux montants suivants: 5 000 dollars ou 15% des salaires correspondant aux nouvelles embauches pour la construction de navires admissibles/susceptibles de bénéficier d'une licence et ayant une capacité supérieure ou égale à 50 passagers.	Expiration: 1 <sup>er</sup> janvier 2012
Pennsylvanie	Dons incitatifs en faveur des carburants de substitution	Loi 178	Dons	Créer de nouveaux marchés pour les biocarburants en Pennsylvanie.	Producteurs admissibles de carburants renouvelables.	Remboursement allant jusqu'à 0,05 dollar/gallon de carburant renouvelable produit pendant une année civile, à concurrence de 12,5 millions de gallons au total.	Programme en cours depuis le 1 <sup>er</sup> juillet 2004.
Pennsylvanie	Ben Franklin Technology Development Authority (BFTDA) – Programme d'investissement en faveur des entreprises de technologie	Département du développement économique et communautaire	Prêt	Répondre aux besoins de financement des entreprises à vocation technologique en fournissant aux entreprises de technologie des fonds à investir et du capital-risque supplémentaire.	Entreprises relevant de codes SIC ou NAICS spécifiques et fonds de capital-risque.	Les montants sont variables.	Programme en cours
Pennsylvanie	Ben Franklin Technology Development Authority (BFTDA) – Programme de financement de capital-risque	Département du développement économique et communautaire	Prêt	Financement de partenariats de capital-risque investissant dans des entreprises de technologie de Pennsylvanie qui démarrent.	Entreprises ayant des activités dans le secteur des technologies ou celui des sciences de la vie.	Variable.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Pennsylvanie	Ben Franklin Technology Partners	Département du développement économique et communautaire	Prêts/dons	Promouvoir le développement des technologies et la recherche-développement.	Jeunes entreprises ou entreprises existantes à vocation technologique ou menant des activités de recherche-développement.	Compris entre 5 000 dollars et 250 000 dollars (varie en fonction des centres et des projets).	Programme en cours
Pennsylvanie	Building PA – Fonds de développement immobilier	Organisme de financement communautaire	Prêt	Sélectionner une société de placement qui utilisera les fonds comme un financement mezzanine pour achever des projets entrepris dans des communautés de petite et moyenne taille mal desservies depuis longtemps.	Centré sur les projets industriels, commerciaux et à vocation multiple, ce programme soutient les activités d'acquisition, de développement, de redéploiement et de revitalisation communautaire. En outre, afin d'orienter les capitaux vers des zones mal desservies depuis longtemps, 50% des fonds ont été spécialement affectés à des projets immobiliers situés dans des zones autres que des villes des première et deuxième classes.	Compte de 300 millions de dollars – Building PA fournissant 150 millions de dollars qui sont complétés par un montant équivalent apporté par les investisseurs privés pour faciliter l'exécution de projets dans l'État.	Programme en cours
Pennsylvanie	Fonds pour les possibilités commerciales (BOF)	Département du développement économique et communautaire	Prêt	Prêts à remboursements échelonnés, lignes de crédit et assistance technique en faveur des entreprises appartenant à des personnes des minorités et à des femmes et des petites entreprises.	Toutes les petites entreprises peuvent présenter leur candidature, mais le programme donnera la priorité aux petites entreprises ayant besoin de capitaux et d'une assistance technique afin de pouvoir concourir pour l'adjudication de contrats avec des organismes du secteur public ou du secteur privé. Ce programme est ouvert aux entreprises établies dans les comtés suivants: Adams, Allegheny, Armstrong, Beaver, Berks, Butler, Chester, Clarion, Crawford, Cumberland, Dauphin, Erie, Fayette, Franklin, Greene, Indiana, Lancaster, Lawrence, Lebanon, Lehigh, Mercer, Montgomery, Northampton, Perry, Washington, Westmoreland et York.	Il n'existe pas de montant minimal ou maximal pour les prêts.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Pennsylvanie	Banque d'emplois	Département du développement économique et communautaire	Prêt	Promouvoir l'investissement dans l'État.	Activités manufacturières, industrielles et de distribution admissibles en Pennsylvanie et entreprises sélectionnées qui créent un emploi à plein temps pour chaque 40 000 dollars empruntés.	Prêt allant de 1 million de dollars à 10 millions de dollars. Les prêts ne peuvent dépasser 75% du coût du projet. Les prêts pour l'acquisition/le remaniement de bâtiments sont limités à 75% de la valeur estimée.	Programme interrompu en 2009
Pennsylvanie	Programme de prêts en faveur du développement économique communautaire	Département du développement économique et communautaire	Prêt	Prêts à faible taux d'intérêt en faveur de projets situés dans des communautés défavorisées. Acquisition de terrains et de bâtiments; construction et rénovation; acquisition et installation de machines et d'équipements; capital circulant.	Petites entreprises (100 employés au maximum) à but lucratif situées dans une communauté défavorisée désignée par le DCED, zones de possibilités économiques.	Prêts: Prêts allant jusqu'à 100 000 dollars ou 50% de l'ensemble des coûts admissibles d'un projet, selon la valeur la plus faible; taux d'intérêt de 2%; conditions souples.	Programme en cours
Pennsylvanie	Programme des zones d'entreprises	Département du développement économique et communautaire	Dons/prêts	Conçu pour aider les communautés financièrement pénalisées dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de développement d'entreprises dans des zones d'entreprises municipales.	Autorités locales, offices de réaménagement, organisations à but non lucratif pour le développement économique, entreprises du secteur privé.	Planification de subventions aux municipalités jusqu'à un montant de 50 000 dollars; subventions de base jusqu'à hauteur de 75 000 dollars; subventions-prêts pour les entreprises jusqu'à un montant de 350 000 dollars.	Programme en cours
Pennsylvanie	Programme de crédit d'impôt en faveur des films	Département du développement économique et communautaire	Crédit d'impôt	La Loi 55 de 2007 sur le crédit d'impôt en faveur des films a autorisé l'octroi de 75 millions de dollars en crédits d'impôt dans le but de stimuler les activités des entreprises de production cinématographique, télévisuelle et autres en Pennsylvanie.	Les projets admissibles à bénéficier d'un crédit d'impôt au titre du programme incluent les productions suivantes: films cinématographiques, téléfilms, séries d'émissions-débat ou de jeux télévisés, publicités télévisées, pilotes ou chacun des épisodes de séries télévisées dont la programmation est prévue pour un public national.	Le montant du crédit d'impôt disponible pour un projet admissible est égal à 25% des dépenses de production admissibles en Pennsylvanie.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Pennsylvanie	Zones d'innovations économiques (KIZ)	Département du développement économique et communautaire	Don	Prévoir des fonds de subvention en faveur de partenariats communautés/universités pour assurer la croissance de l'emploi par des transferts de technologie et le développement des entreprises. Le programme est centré sur les campus et les terrains situés près des établissements universitaires. Les fonds de subvention seront utilisés pour la coordination de la zone, la planification stratégique, les frais de personnel, l'engagement de consultants et l'administration de la zone. Les entreprises établies dans les zones fiscales, en activité depuis moins de huit ans et relevant des secteurs ciblés sont admissibles à bénéficier d'un crédit d'impôt de l'État.	Les partenariats peuvent inclure les établissements d'enseignement supérieur, les organisations de développement économique, les entreprises du secteur privé, les organisations d'aide aux entreprises, les établissements de prêts commerciaux, les établissements de capital-risque et les fondations. Les partenaires recommandés incluent les organismes des autorités locales et les organismes de formation professionnelle. La zone doit être identifiée géographiquement par ses liens avec des établissements d'enseignement supérieur.	Pour la première année, le montant maximum est de 250 000 dollars. Les années suivantes, l'apport de fonds diminue, les activités devant avoir lieu sans financement de l'État après trois ans. Les projets et les entreprises situés dans les zones d'innovations économiques sont examinés à titre prioritaire dans le cadre de divers programmes du DCED.	Programme en cours depuis mars; il fait actuellement l'objet d'une réévaluation.
Pennsylvanie	Zone de possibilités économiques (KOZ)	Département du développement économique et communautaire	Abattement fiscal/réduction d'impôt	Prévoit un abattement fiscal au niveau de l'État de Pennsylvanie et au niveau local pour les entreprises, les propriétaires fonciers et les résidents qui s'établissent dans l'une des 12 zones désignées à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1999.	Entreprises, propriétaires fonciers ou résidents implantés dans l'une des 12 zones désignées.	Abattement de la taxe sur les ventes, de l'impôt sur les sociétés et d'autres impositions. Les projets concernant les zones de possibilités économiques sont examinés en priorité en vue d'une aide au titre de différentes initiatives de développement communautaire et économique.	Programme en cours
Pennsylvanie	Assistance voisinage, crédit d'impôt en faveur des zones d'entreprises (NAP-EZP)	Département du développement économique et communautaire	Crédit d'impôt	Programme incitatif qui prévoit des crédits d'impôt en faveur d'entreprises privées investissant dans la réhabilitation, l'extension ou l'amélioration de bâtiments ou de terrains situés dans des zones d'entreprises désignées.	Toute entreprise privée ayant investi dans une zone d'entreprises.	Crédits d'impôt équivalant à 25% du montant investi. Le total des crédits d'impôt peut atteindre 500 000 dollars par projet. Le crédit d'impôt peut aller jusqu'à 35% pour un projet prioritaire.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Pennsylvanie	Programme de prêts de la Banque pour le développement communautaire de Pennsylvanie	Département du développement économique et communautaire	Prêt	Financement de la dette pour les établissements financiers pour le développement communautaire; Fonds publics (25%) combinés aux fonds du secteur privé (75%) en vue de la création d'un groupement d'organismes de prêt afin de promouvoir le développement économique et la création d'emplois. Prêts directs accordés intégralement par la Banque pour le développement communautaire de Pennsylvanie à des établissements financiers pour le développement communautaire.	Les établissements financiers pour le développement communautaire accrédités par l'État de Pennsylvanie sont admissibles.	Prêts de trois, cinq et sept ans d'un montant variant entre 250 000 dollars et 5 millions de dollars. Le remboursement du principal et des intérêts s'effectue sur une base trimestrielle; le taux d'intérêt est une modulation entre le taux public de 50 points de base et le taux privé du Trésor des États-Unis plus 100 points de base; nécessité d'un nantissement.	Programme toujours en cours; le financement a été supprimé en 2009. Le programme pourrait prendre fin à l'avenir, car tous les fonds ont été dépensés.
Pennsylvanie	Office du développement industriel de Pennsylvanie (PIDA)	Département du développement économique et communautaire	Prêt	Financement au moyen de prêts à faible taux d'intérêt par l'intermédiaire de sociétés de développement industriel pour l'acquisition, la construction et la rénovation de terrains et de bâtiments, si cela débouche sur la création ou le maintien d'emplois.	Entreprises manufacturières; industrielles; de recherche-développement; de transformation des produits agricoles; établissant un siège national ou régional. Centres d'opérations informatiques/de bureau.	Prêts pouvant atteindre 2 millions de dollars (dans les zones d'entreprises, les communautés industrielles relevant de la Loi 47, et les friches industrielles; 2,25 millions de dollars dans les zones de possibilités économiques); pas plus de 30% à 70% de l'ensemble des coûts admissibles d'un projet, en fonction de la taille de l'entreprise et du taux de chômage.	Programme en cours
Pennsylvanie	Fonds de la PNC pour la croissance des fonds de roulement	Département du développement économique et communautaire	Prêt	Accorder aux entreprises de Pennsylvanie un financement à faibles taux d'intérêt pour leur permettre de continuer à se développer.	Entreprises des principaux secteurs de croissance désignés, notamment du secteur des technologies de pointe et de celui de la transformation des aliments.	Lignes de crédit allant de 10 000 dollars à 2 millions de dollars, accordées à un taux d'intérêt inférieur au taux habituel.	Programme interrompu en 2009
Pennsylvanie	PTIA Office de l'État de Pennsylvanie pour l'investissement technologique – Investissement	Département du développement économique et communautaire	Fonds propres	Financement disponible sous forme d'investissement direct à des entreprises à vocation technologique ou pour le compte desdites entreprises, implantées en Pennsylvanie ou maintenant des activités importantes dans cet État.	Entreprises à but lucratif devant relever de certains codes SIC ou NAICS.	Les montants de l'investissement varient.	Programme interrompu en 2009
Pennsylvanie	Exonération de la taxe sur les ventes – Production de films	Département du développement économique et communautaire	Exonération fiscale	Promouvoir la production de longs métrages en Pennsylvanie distribués au niveau national.	Producteurs de films de long métrage.	Non disponible.	Ce programme a pris fin en 2008

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Pennsylvanie	Programme de prêts de deuxième phase	Département du développement économique et communautaire	Garanties de prêts	Garanties de prêt pour le capital circulant destinées à des entreprises manufacturières, biotechnologiques et à vocation technologique, âgées de deux à sept ans.	Entreprises manufacturières, biotechnologiques et à vocation technologique, âgées de deux à sept ans.	Pendant les deux premières années, 50% de l'encours du principal jusqu'à hauteur de 1 million de dollars; après les deux premières années, 25% de l'encours du principal.	Programme en cours
Pennsylvanie	Centre régional de Pennsylvanie – Fonds de développement "New American"	Département du développement économique et communautaire	Prêts	Prêts à faible taux d'intérêt pour des entreprises présentant des projets créateurs d'emplois situés dans le centre régional EB5 désigné au niveau fédéral en Pennsylvanie. Le programme fédéral pour les investisseurs EB5 donne aux investisseurs étrangers admissibles la possibilité d'obtenir un visa EB5 s'ils s'engagent à investir dans des projets de développement créateurs d'emplois aux États-Unis. Les fonds peuvent être utilisés pour financer de nouvelles constructions, l'acquisition d'usines, de propriétés et d'équipements, la réhabilitation de bâtiments, l'amélioration d'immeubles locatifs, ainsi que le capital circulant.	Promoteurs, sociétés et autres entreprises, solvables, présentant des projets à mettre en œuvre à l'intérieur du centre régional EB5 établi au niveau fédéral en Pennsylvanie. En règle générale, les projets doivent être situés dans une zone rurale, à fort taux de chômage ou économiquement défavorisée.	Prêts d'au moins 1 million de dollars; pas de limite supérieure. L'emprunteur peut obtenir généralement 500 000 dollars en prêt chaque fois qu'il peut démontrer que son projet créera directement ou indirectement dix nouveaux emplois.	Programme en cours
Pennsylvanie	Programme de prêts pour l'amélioration de réservoirs de stockage souterrains (USTULP)	Département du développement économique et communautaire	Prêt	Prêts à faible taux d'intérêt accordés aux propriétaires d'entreprises fabriquant des réservoirs de stockage souterrains réglementés afin de satisfaire aux prescriptions d'amélioration fédérales de l'Agence pour la protection de l'environnement.	Propriétaires d'entreprises fabriquant des réservoirs de stockage souterrains réglementés afin de satisfaire aux prescriptions d'amélioration fédérales de l'Agence pour la protection de l'environnement.	Montants de 500 000 dollars ou 75% du coût total admissible, selon la plus faible valeur. Durée maximale de dix ans. Le taux d'intérêt est fixé pour la durée du prêt et doit être égal au taux d'intérêt applicable à un bon du Trésor public des États-Unis d'une durée de cinq ans, tel que déterminé par le Département.	Ce programme a pris fin le 19 juillet 2006; il n'est plus utilisé.
Porto Rico	Crédits d'impôt pour les entreprises cinématographiques, Loi n° 362 du 24 décembre 1999	Commission du film de Porto Rico	Crédit d'impôt	Incitation destinée aux personnes qui investissent dans une entreprise cinématographique engagée dans un projet de production de film, en échange d'actions ou de participations unitaires.	Entreprises cinématographiques dont la structure de financement est organisée à Porto Rico.	Crédit d'impôt équivalant à 40% des postes budgétaires payés à l'entreprise ou aux résidents portoricains, ou pouvant aller jusqu'à 50% du montant investi en capitaux propres dans le projet.	Ce programme doit être remplacé par une nouvelle loi en 2011

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Porto Rico	Loi sur les incitations économiques pour le développement de Porto Rico (Loi 73 de 2008)	Société pour le développement industriel de Porto Rico	Crédit d'impôt/faible taux fixe d'imposition du revenu/exonération /dons	Fiscalité attractive et autres incitations visant à encourager l'investissement dans les secteurs clés de l'économie portoricaine.	Entreprises exerçant des activités dans les secteurs suivants à Porto Rico: • recherche-développement scientifique • recyclage • culture hydroponique • développement de logiciels • autres.	<u>Principales mesures:</u> • taux de l'impôt sur les bénéfices industriels réduit à 4% • retenue d'impôt de 12% sur les redevances • impôt sur les bénéfices de 0 à 1% pour les industries pionnières • crédits d'impôt pour les entreprises admissibles dont: entreprises manufacturières, entreprises de recherche-développement, entreprises de recyclage, entre autres • dons spéciaux par l'intermédiaire du Fonds spécial de développement économique.	Programme en cours
Rhode Island	Zones d'entreprises	Office du développement économique du Rhode Island	Crédit d'impôt	Une entreprise certifiée au sein d'une zone désignée par le Conseil pour les zones d'entreprises peut bénéficier de plusieurs incitations au développement de ses installations et de l'emploi dans lesdites zones.	Zones désignées: l'État du Rhode Island a désigné onze zones d'entreprises. Ces zones incluent certains secteurs de Bristol, Central Falls, Cranston, Cumberland, East Providence, Lincoln, Pawtucket, Portsmouth, Providence, Tiverton, Warren, Woonsocket et West Warwick. Les zones d'entreprises ou les communautés d'entreprises fédérales sont qualifiées pour faire partie de l'ensemble des zones d'entreprises de l'État du Rhode Island pouvant réaliser des bénéfices, et ce à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 1998.	Incitations à l'embauche de résidents de zones d'entreprises: Un crédit d'impôt est accordé aux entreprises admissibles exerçant leurs activités dans une zone d'entreprises et qui emploient des personnes résidant dans une zone d'entreprises. Les entreprises admissibles pour l'octroi d'un crédit d'impôt dans le cadre des zones d'entreprises, en augmentant le taux d'emploi interne total de 5% au sein d'une zone d'entreprises du R.I. peuvent bénéficier d'un crédit égal à 75% du montant total des salaires versés à leurs employés vivant dans une zone d'entreprises. Le montant maximal du crédit est de [15 000 dollars par employé.] 5 000 dollars par nouvelle embauche d'un résident d'une zone d'entreprises et 2 500 dollars si le nouvel employé ne réside pas dans une zone d'entreprises.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Rhode Island	Crédit d'impôt au titre de la taxe d'apprentissage acquittée par l'employeur au Rhode Island	Office du développement économique du Rhode Island	Crédit d'impôt	Encourager la croissance dans les industries de la métallurgie et de la plasturgie.	Le crédit s'applique aux corps de métiers suivants de la métallurgie et de la plasturgie: machinistes, fabricants d'outils, fabricants d'instruments de mesure, modélistes, plaqueurs, techniciens de matières plastiques, monteurs/régleurs d'outils et de machines-outils, aléseurs, mouleurs, outilleurs-ajusteurs et réparateurs de machines-outils.	Le crédit annuel accordé est égal à 50% du salaire effectivement versé à l'apprenti admissible ou 4 800 dollars, le montant le moins élevé étant retenu.	Programme en cours
Rhode Island	Crédit d'impôt en faveur de l'industrie du film et de la télévision	Office du film et de la télévision du Rhode Island	Crédit d'impôt	Promouvoir la production de longs métrages au Rhode Island distribués au niveau national.	Industrie du film.	Crédit d'impôt transférable de 25% pour toutes les dépenses engagées au Rhode Island par les sociétés cinématographiques. Pas de plafond et ce crédit couvre aussi les salaires des personnes travaillant sur le terrain dans l'État.	Programme en cours
Rhode Island	Crédit d'impôt en faveur de l'innovation	Office du développement économique du Rhode Island	Crédit d'impôt	Encourager l'investissement dans les industries innovantes à forte croissance et hauts salaires.	Pour être admissible au bénéfice du crédit, une entreprise doit produire des biens ou services faisant l'objet d'échanges; ses recettes brutes annuelles doivent être inférieures à 1 million de dollars pendant les deux années civiles qui précèdent et elle doit exercer des activités dans l'une des industries innovantes suivantes: biotechnologie et sciences de la vie; technologie de l'information et de la communication; services financiers; entreprises manufacturières liées à la marine et à la défense; services professionnels, techniques et d'éducation; fabrication et conception de produits de consommation et produits industriels.	Le crédit d'impôt en faveur de l'innovation correspond à 50% des dépenses d'équipement admissibles, à concurrence de 100 000 dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Caroline du Sud	Emprunts de collectivités locales pour le développement économique	Commission du budget et du contrôle de la Caroline du Sud	Don	Créer de nouveaux emplois dans l'État.	Les entreprises qui créent au minimum 400 emplois et investissent 400 millions de dollars peuvent bénéficier de subventions pour compenser le coût des infrastructures et des terrains.	Varie en fonction des besoins en infrastructures, de la taille du projet et de son importance.	Programme en cours
Caroline du Sud	Crédit d'impôt à l'investissement dans les zones d'impact économique	Département du commerce de la Caroline du Sud	Crédit d'impôt	Compenser les effets de la réduction de la taille de l'appareil fédéral en Caroline du Sud et stimuler la croissance dans les régions environnantes de la base navale de Charleston, de la base des forces aériennes de Myrtle Beach et du site de Savannah River.	Industries manufacturières établies dans les zones d'impact économique.	Crédit d'impôt unique atteignant entre 1% et 5% de l'investissement fait par l'entreprise dans un nouvel équipement de production, à soustraire de l'impôt sur les sociétés. Le pourcentage de crédit dépend de la période de récupération applicable pour les biens fonciers selon le Code des recettes intérieures.	Programme en cours
Caroline du Sud	Remises sur les salaires des employés et sur les dépenses des fournisseurs	Département des parcs, des loisirs et du tourisme de la Caroline du Sud – Commission du film	Remise en espèces	Promouvoir la production de longs métrages en Caroline du Sud.	Industrie du film.	Remise égale à 15% des salaires des employés ou pouvant atteindre 15% des dépenses des fournisseurs pour autant que les dépenses engagées dans l'État soient d'au moins 1 million de dollars.	Programme en cours
Caroline du Sud	Crédits d'impôt pour les installations de transformation des carburants renouvelables	Office de l'énergie de la Caroline du Sud	Crédit d'impôt	Crédit pour les installations commerciales de transformation des carburants renouvelables.	Installations commerciales mises en service après 2006, qui transforment certains carburants renouvelables, y compris l'éthanol et le biodiesel.	Le crédit d'impôt sur le revenu correspond à 25% des coûts de construction et d'équipement de l'installation. Il s'articule en sept versements annuels d'un même montant.	Le crédit est abrogé pour les installations mises en service après 2019.
Caroline du Sud	Crédits d'impôt pour les installations de distribution des carburants renouvelables	Office de l'énergie de la Caroline du Sud	Crédit d'impôt	Crédit pour les installations commerciales de distribution des carburants renouvelables.	Installations commerciales mises en service après 2006, qui distribuent certains carburants renouvelables, y compris l'éthanol et le biodiesel.	Le crédit d'impôt sur le revenu correspond à 25% des coûts d'achat, de construction et d'installation des biens utilisés directement et exclusivement pour distribuer ou stocker des carburants renouvelables. Il s'articule en trois versements annuels d'un même montant.	Le crédit est abrogé pour les installations mises en service après 2019.

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Caroline du Sud	Accord d'instauration de redevances en lieu et place d'un impôt foncier local	Autorités locales	Abattement/ réduction de l'impôt foncier	Une entreprise peut négocier un accord d'instauration de redevances en lieu et place d'un impôt foncier avec un comté lorsque certains critères d'investissement sont satisfaits. Les avantages pour une entreprise comprennent: 1) la réalisation d'économies du fait de la réduction significative des versements aux autorités locales par la négociation d'un taux d'évaluation inférieur et d'un tarif kilométrique applicable; 2) une planification, du fait de la stabilisation des paiements au profit des autorités locales pour la durée de l'accord (généralement jusqu'à une durée de 20 ans); et 3) un échelonnement, dans la mesure où le règlement par séries de paiements peut être négocié afin de satisfaire aux besoins financiers de l'entreprise. Une entreprise peut être autorisée à négocier un accord d'instauration de redevances en lieu et place d'un impôt foncier, avec un investissement minimal de 2,5 millions de dollars.	Investissements admissibles d'un montant de 2,5 millions de dollars ou plus.	Des économies sont possibles en réduisant le taux d'évaluation de 10,5% à un taux minimum de 6,0% (4,0% pour les très gros investissements) et en gelant vraisemblablement le tarif kilométrique pour la durée de l'accord, généralement jusqu'à une période de 20 ans (30 ans pour les très gros investissements). Toutes les conditions font l'objet de négociations avec les comtés.	Programme en cours
Caroline du Sud	Crédit d'impôt pour le développement de l'emploi	Conseil de coordination de la Caroline du Sud pour le développement économique	Crédit d'impôt discrétionnaire	Créer des emplois de qualité bien rémunérés, en particulier dans les zones rurales.	Entreprises implantées dans l'État exploitant des installations de fabrication, de tourisme, de transformation, d'entreposage, de distribution, de recherche-développement, de bureaux, de services, de vente au détail, à forte composante technologique et des installations bancaires, et qui créent de nouveaux emplois et effectuent de nouveaux investissements.	L'aide prend la forme d'un crédit remboursable sur l'impôt à la source sur les employés. Son montant varie en fonction des taux de rémunération et du comté dans lequel le projet est situé. Il peut représenter jusqu'à 5% des salaires si les niveaux de compensation sont suffisamment élevés.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Caroline du Sud	Crédit d'impôt pour la création de nouveaux emplois	Département du fisc de la Caroline du Sud	Crédit d'impôt	Accorde un crédit d'impôt au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés ou de l'impôt sur les primes sur la base des nouveaux emplois créés par une entreprise qui établit ou agrandit une installation dans un comté de l'État. Le crédit en dollars est fonction de chaque nouvel emploi à plein temps créé, son montant variant selon les comtés.	Entreprises implantées dans l'État exploitant des installations de fabrication, de tourisme, de transformation, d'entreposage, de distribution, de recherche-développement, de bureaux, de services, de vente au détail, à forte composante technologique et des installations bancaires, et qui créent de nouveaux emplois en Caroline du Sud.	Le crédit est accordé pour une période de cinq ans à partir de l'année 2 du projet (l'année 1 sert à déterminer les niveaux d'emplois créés). Le nombre d'emplois nouveaux correspond à l'augmentation du nombre moyen d'emplois par mois d'une année à l'autre. D'une façon générale, dix nouveaux emplois doivent être créés en moyenne par mois mais le nombre exigé peut varier en fonction du type d'entreprise. Le crédit peut être déduit du montant de l'impôt sur le revenu des sociétés ou de l'impôt sur les primes dans la limite de 50% de l'obligation fiscale pour l'année considérée. Les crédits non utilisés peuvent être reportés pendant 15 ans à compter de l'année d'imposition concernée. Le montant du crédit d'impôt varie entre 1 500 dollars et pas moins de 9 000 dollars par emploi sur cinq ans selon le lieu d'implantation de l'installation.	Programme en cours
Caroline du Sud	Crédit d'impôt concernant les installations de production cinématographique	Département des parcs, des loisirs et du tourisme de la Caroline du Sud – Commission du film	Crédit d'impôt	Promouvoir la production de longs métrages en Caroline du Sud.	Industrie du film.	Crédit d'impôt sur le revenu égal à 20% de l'investissement dans une entreprise qui construit, transforme ou équipe une installation de production ou de postproduction cinématographique. Pour une installation de production, l'entreprise doit dépenser au moins 2 millions de dollars, coût du terrain non compris, et pour une installation de postproduction, au moins 1 million de dollars, coût du terrain non compris. Le crédit est limité à 5 millions de dollars pour l'ensemble de sa durée et ne peut dépasser 50% de l'impôt exigible.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Caroline du Sud	Crédit d'impôt en faveur des projets cinématographiques	Département des parcs, des loisirs et du tourisme de la Caroline du Sud – Commission du film	Crédit d'impôt	Promouvoir la production de longs métrages en Caroline du Sud.	Industrie du film.	Crédit d'impôt sur le revenu égal à 20% de l'investissement en espèces dans une entreprise qui conçoit ou produit un projet cinématographique admissible en Caroline du Sud. Les dépenses engagées dans l'État doivent être d'au moins 250 000 dollars et au moins 20% des images de première équipe, dont au moins dix jours de tournage, doivent être réalisés en Caroline du Sud. Le crédit est limité à 100 000 dollars pour l'ensemble de sa durée et ne peut dépasser 50% de l'impôt exigible.	Programme en cours
Caroline du Sud	Crédit d'impôt pour augmentation du volume des marchandises auxquelles servent les installations portuaires	Conseil de coordination de la Caroline du Sud pour le développement économique	Crédit d'impôt	Promouvoir l'utilisation des installations portuaires de la Caroline du Sud.	Entreprise ayant des activités dans les secteurs manufacturier, de l'entreposage ou de la distribution, qui utilise les installations portuaires de la Caroline du Sud et dont le volume des marchandises auxquelles servent ces installations augmente d'au moins 5% au cours d'une année civile.	Le montant du crédit est déterminé par le Conseil de coordination de la Caroline du Sud pour le développement économique.	Programme en cours
Caroline du Sud	Exonération de la taxe sur les ventes et de la taxe d'utilisation perçues par l'État et par les autorités locales	Département des parcs, des loisirs et du tourisme de la Caroline du Sud – Commission du film	Exonération fiscale	Promouvoir la production de longs métrages en Caroline du Sud.	Industrie du film.	Exonération de la taxe sur les ventes et de la taxe d'utilisation perçues par l'État et par les autorités locales sur les biens mobiliers utilisés en Caroline du Sud pour le tournage ou la production d'un film cinématographique pour autant que les dépenses engagées soient d'au moins 250 000 dollars.	Programme en cours
Caroline du Sud	Exonération de la taxe sur les ventes et de la taxe d'utilisation perçues par l'État et par les autorités locales	Département du fisc de la Caroline du Sud	Exonération fiscale	Promouvoir la production de longs métrages en Caroline du Sud.	Industrie du film.	Exonération de la taxe sur les ventes et de la taxe d'utilisation perçues par l'État et par les autorités locales sur les équipements techniques, les machines et l'électricité vendus aux sociétés cinématographiques pour le tournage ou la production de films cinématographiques.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Caroline du Sud	Financement par de nouvelles taxes foncières pour les projets de redéveloppement	Autorités locales	Prêt	Les municipalités constituées sont autorisées à émettre des obligations à des fins de redéveloppement dans les limites de leur territoire.	Les zones admissibles pour des projets de redéveloppement comprennent les zones inhabitées ou aménagées qui, selon les spécifications établies, sont classées comme zones en difficulté économique ou zones de préservation. Les zones en déclin continu et qui menacent de devenir des zones en difficulté économique s'il n'est pas mis un terme audit déclin sont des zones admissibles. Les projets admissibles peuvent être des constructions, des aménagements (par exemple rue, canalisation d'eau ou égout), des aires de stationnement ou des équipements de loisirs, propriété de la municipalité.	La surface cumulée totale au sein d'une municipalité ne peut excéder 5% de la superficie totale de ladite municipalité. La zone désignée pour faire l'objet d'un redéveloppement ne peut pas avoir une superficie inférieure à une superficie totale de 1,5 acre. Le service de la dette pour ce type d'obligations doit être financé sur la base des plus-values des recettes fiscales résultant des projets. Les obligations doivent venir à échéance dans un délai de 30 ans, et les taux d'intérêt sont déterminés par l'organe de décision de la municipalité.	Programme en cours
Dakota du Sud	Exonération de la taxe de séjour	Office du film du Dakota du Sud	Exonération fiscale	Promouvoir la production de films dans l'État.	Industrie du film.	Exonération de la taxe de séjour perçue par l'État et par la municipalité pour toute chambre louée pendant 28 jours consécutifs.	Programme en cours
Dakota du Sud	Crédit d'impôt pour le mélange à base d'éthanol	Loi 10-47B-136 (1995)	Crédit d'impôt	Crédit pour le mélange d'essence et d'éthanol.	Producteurs du mélange éthanol-essence E85 ou méthanol-essence M85 détenteurs d'une licence.	Crédit versé par gallon, correspondant au montant du dépassement du prix du carburant pour automobiles par rapport au prix du mélange E85 ou M85. (peu clair)	Programme abrogé en 2009, sa mise en œuvre a cessé le 1 <sup>er</sup> juillet 2009
Tennessee	Remboursement à hauteur de 15% pour les sociétés de production dont le siège est au Tennessee	Département du fisc du Tennessee et Commission du film, du divertissement et de la musique du Tennessee	Remboursement en espèces	Promouvoir la production de films dans l'État.	Société de production dont le siège est au Tennessee et qui a engagé des dépenses admissibles d'au moins 1 million de dollars pour la production d'un film commercial ou d'une émission de télévision au Tennessee.	Remboursement à hauteur de 15% calculé sur la base des dépenses admissibles nécessaires à la production d'un film commercial ou d'une émission de télévision au Tennessee. Pour avoir droit à ce remboursement, la société de production doit avoir son siège au Tennessee et elle – ou sa filiale – doit engager dans l'État des dépenses admissibles d'au moins 1 million de dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Tennessee	Crédit d'impôt au titre de la taxe carbone	Département du fisc du Tennessee	Crédit d'impôt	Promouvoir la création d'emplois et les dépenses d'équipement dans le secteur des énergies vertes dans le Tennessee.	Fabricants certifiés appartenant à la chaîne d'approvisionnement en énergies vertes ou tout organisme universitaire affilié. Tout fabricant qui, pendant la période d'investissement, a engagé les dépenses d'équipement requises pour un montant supérieur à 250 millions de dollars, pour la construction, l'agrandissement ou le remaniement d'une installation certifiée de manière discrétionnaire par le Commissaire aux recettes fiscales, le Commissaire au développement économique et communautaire et le Commissaire du Département du Tennessee pour l'environnement et la préservation comme étant une installation destinée à la fabrication d'un produit nécessaire à la production d'énergies vertes.	Un fabricant certifié appartenant à la chaîne d'approvisionnement en énergies vertes peut bénéficier d'un crédit d'impôt au titre de la taxe carbone, déduit du montant total du droit de franchise et du droit d'accise exigibles et égal à la taxe carbone perçue par l'Administration de la Vallée du Tennessee sur la facture énergétique dudit fabricant. Ce crédit doit servir à compenser le droit de franchise et le droit d'accise acquittés au Tennessee par un fabricant certifié de la chaîne d'approvisionnement en énergies vertes. Un crédit qui ne peut être utilisé pendant un exercice peut être remboursé au contribuable sous la forme d'un versement en espèces.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Tennessee	Crédit d'impôt sur les ventes en faveur des industries émergentes et les sièges sociaux	Département du fisc du Tennessee	Crédit d'impôt	Favoriser les emplois hautement qualifiés et hautement rémunérés dans les zones de haute technologie, les professions émergentes, les technologies à énergie propre et les sièges sociaux.	On entend par industrie émergente un secteur d'activité qui favorise les emplois hautement qualifiés et hautement rémunérés dans les zones de haute technologie, les professions émergentes ou les technologies à énergie propre, ce qui inclut notamment la recherche-développement relative aux technologies des énergies propres et l'installation de celles-ci, selon ce que déterminera le Commissaire aux recettes fiscales et le Commissaire du Département du développement économique et communautaire (ECD). On entend par siège social admissible un siège social pour lequel le contribuable investit au minimum 50 millions de dollars dans un ou plusieurs bâtiments, nouvellement construits, étendus ou remaniés pendant la période de l'investissement ne devant pas dépasser six ans ou 10 millions de dollars, et crée 100 emplois à plein temps dont la rémunération représente au moins 150% du salaire moyen de la profession au Tennessee pendant la période de l'investissement.	La législation du Tennessee prévoit la possibilité d'accorder un crédit d'impôt pour la taxe sur les ventes et l'usage en faveur des contribuables qui établissent un siège social admissible pour soutenir une industrie émergente au Tennessee. Ce crédit est égal au montant de la taxe sur les ventes et l'usage payée au Tennessee, moins une part de 0,5% qui est affectée à l'enseignement, sur la vente ou l'usage de biens meubles corporels admissibles. Un siège social admissible situé dans cet État pourra bénéficier d'un crédit sur toutes les taxes sur la vente et l'usage de l'État payées sur des biens meubles corporels, à l'exception d'une taxe au taux de 0,5% sur les biens meubles corporels admissibles.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Tennessee	Crédit d'impôt pour le développement de l'emploi en milieu rural	Département du fisc du Tennessee	Crédit d'impôt	Promouvoir la création d'emplois et les dépenses d'équipement dans les zones rurales de l'État.	Les entreprises admissibles sont celles qui exercent les activités suivantes, entre autres: activités manufacturières, centres d'appels, installations d'entreposage et de distribution, activités des sièges sociaux, centres de traitement de l'information.	Crédit d'impôt de 4 500 dollars par nouvel emploi à plein temps pour les comtés en difficulté économique des catégories 2 et 3. Le crédit est déduit du montant total du droit de franchise et du droit d'accise exigibles. Le montant de la compensation est de 100%. Le crédit s'applique annuellement pendant trois ans pour les communautés des comtés de la catégorie 2 et pendant cinq ans pour les communautés des comtés de la catégorie 3. Aucun report n'est prévu.	Programme en cours
Tennessee	Crédit d'impôt en faveur des énergies vertes	Département du fisc du Tennessee	Crédit d'impôt	Promouvoir la création d'emplois et les dépenses d'équipement dans le secteur des énergies vertes dans le Tennessee.	Fabricants certifiés appartenant à la chaîne d'approvisionnement en énergies vertes. Tout fabricant qui, pendant la période d'investissement, a engagé les dépenses d'équipement requises pour un montant supérieur à 250 millions de dollars, pour la construction, l'agrandissement ou le remaniement d'une installation certifiée de manière discrétionnaire par le Commissaire aux recettes fiscales, le Commissaire au développement économique et communautaire et le Commissaire du Département du Tennessee pour l'environnement et la préservation comme étant une installation destinée à la fabrication d'un produit nécessaire à la production d'énergies vertes.	Le crédit d'impôt en faveur des énergies vertes est égal au montant à concurrence duquel le prix de l'électricité vendue au fabricant certifié de la chaîne d'approvisionnement en énergies vertes dépasse le prix qui aurait été pratiqué pour le total de l'électricité livrée si le taux maximum certifié avait été appliqué pendant l'exercice fiscal considéré. Le taux maximum certifié correspond au prix par kilowatt heure fixé par un avis du Commissaire aux recettes fiscales, sous réserve de l'approbation du Commissaire au développement économique et communautaire et du Commissaire aux finances et à l'administration.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Tennessee	Crédit en faveur de la relocalisation des sièges sociaux	Département du fisc du Tennessee	Crédit d'impôt – Remboursement en espèces possible s'il n'y a plus de droit de franchise et de droit d'accise exigibles	Favoriser la relocalisation des activités de siège au Tennessee.	Activités de siège admissibles relocalisant des emplois au Tennessee	L'État du Tennessee autorise un crédit sur le droit de franchise et le droit d'accise acquittés par le contribuable d'un montant égal à toute dépense de relocalisation engagée par le contribuable pendant la période de l'investissement pour établir un siège social admissible, à condition que le contribuable crée au moins 100 emplois nets à plein temps dont la rémunération représente au moins 150% du salaire moyen de la profession. L'entreprise doit présenter un Plan d'activités relatif au siège social admissible et en recevoir l'approbation de la part du Commissaire aux recettes fiscales avant de prendre ce crédit. Les crédits pour dépenses de relocalisation qui excèdent le montant total du droit de franchise et du droit d'accise exigibles seront restitués à l'entreprise en tant que trop-perçu. On entend par siège social admissible un siège social pour lequel le contribuable investit au minimum 50 millions de dollars dans un ou plusieurs bâtiments, nouvellement construits, étendus ou remaniés pendant la période de l'investissement ne devant pas dépasser six ans ou 10 millions de dollars, et crée 100 emplois à plein temps dont la rémunération représente au moins 150% du salaire moyen de la profession au Tennessee pendant la période de l'investissement.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Tennessee	Crédit d'impôt en faveur des fournisseurs intégrés	Département du fisc du Tennessee	Crédit d'impôt	Encourager les fabricants à investir et à implanter leurs installations au Tennessee et faciliter l'implantation de fournisseurs intégrés sur le site des installations des fabricants ou à proximité.	Un fournisseur intégré est un fournisseur établi dans la zone géographique du site d'un projet, tel que déterminé par le Commissaire au développement économique et communautaire et le Commissaire aux recettes fiscales, qui ne fournit des biens et des services sur le site du projet que pour le fabricant admissible.	Octroi aux fournisseurs intégrés qui s'établissent dans la zone géographique d'un fabricant admissible d'un crédit d'impôt exceptionnel unique pour la création d'emplois égal à 5 000 dollars par nouvel emploi net à plein temps rémunéré pour compenser un tiers du montant total du droit de franchise et du droit d'accise acquittés par le fournisseur intégré, avec possibilité de report sur quinze (15) ans, et d'un crédit annuel supplémentaire de 5 000 dollars par emploi pendant six (6) ans pour compenser 100% du montant total du droit de franchise et du droit d'accise acquittés par le fournisseur intégré, sans possibilité de report.	Programme en cours
Tennessee	Crédit d'impôt en faveur de l'emploi	Département du fisc du Tennessee	Crédit d'impôt	Promouvoir la création d'emplois et les dépenses d'équipement dans l'État.	Les entreprises admissibles sont celles qui exercent les activités suivantes, entre autres: activités manufacturières, centres d'appels, installations d'entreposage et de distribution, activités des sièges sociaux, centres de traitement de l'information.	Le crédit est de 4 500 dollars par nouvel emploi à plein temps pour les entreprises qui s'établissent dans un comté autre qu'un comté à valoriser ou dans un comté à valoriser de la catégorie 1; et de 4 500 dollars par nouvel emploi à plein temps pour celles qui s'établissent dans un comté à valoriser des catégories 2 et 3 en plus du crédit d'impôt pour le développement de l'emploi en milieu rural décrit plus haut. Le crédit peut compenser jusqu'à 50% du montant total du droit de franchise et du droit d'accise acquittés. Le crédit peut être reporté sur 15 ans au maximum.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Tennessee	Fonds de prêts pour le développement d'entreprises appartenant à des membres de groupes minoritaires	Administration de la Vallée du Tennessee	Prêt	Le fonds de prêt pour le développement d'entreprises appartenant à des membres de groupes minoritaires, mis en œuvre par l'Administration de la Vallée du Tennessee, est un fonds de crédit renouvelable établi pour soutenir le démarrage, la croissance et l'expansion des propriétaires d'entreprises membres de groupes minoritaires et autres groupes socialement et économiquement défavorisés établis dans la Vallée.	L'entreprise doit être établie dans la zone desservie en énergie par l'Administration de la Vallée du Tennessee. L'expression "Socialement et économiquement défavorisé" a le sens décrit dans la Loi sur les petites entreprises (15 U.S.C. Section 637 a)).	Le montant des prêts varie de 50 000 à 500 000 dollars. Les prêts sont généralement accordés pour une durée de trois à dix ans, de cinq à sept ans s'il s'agit d'équipements, et de huit à dix ans s'il s'agit d'immeubles. Les modalités et les taux sont déterminés projet par projet. Les prêts sont accordés généralement en dessous du taux du marché avec des taux spécifiques déterminés au cas par cas.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Tennessee	Exonérations de la taxe sur les ventes et de la taxe d'utilisation	Département du fisc du Tennessee	Exonération fiscale	La taxe sur les ventes s'applique à toute personne ou entreprise qui fabrique, distribue ou vend au détail des biens mobiliers corporels au sein de l'État du Tennessee. La taxe sur les ventes impute son incidence juridique au vendeur. La taxe sur les ventes établie par l'État du Tennessee est de 7% et la taxe sur les ventes facultative locale varie entre 1% et 2,75%.	Divers secteurs.	Le Tennessee propose les incitations et exonérations suivantes concernant les taxes sur les ventes: pas de taxes sur les ventes applicables aux achats, à l'installation et aux réparations des machines industrielles admissibles; sur les achats d'équipements de manutention et de gerbage associés aux dépenses d'investissement requises d'une valeur de 10 millions de dollars, engagées par une société de distribution ou d'entreposage; sur les matières premières de transformation; sur les équipements de lutte contre la pollution destinés aux fabricants (d'autres équipements de lutte contre la pollution peuvent être admissibles à bénéficier d'un crédit d'impôt sur les ventes); réduction du taux applicable aux taxes sur les ventes dans le cas de l'utilisation du combustible et de l'eau par le fabricant; exonération fiscale dans le cas d'une utilisation directe dans le processus de fabrication; crédit de 4,5% pour les taxes imputées par l'État du Tennessee sur les ventes et l'usage de matériaux de construction, machines et matériels par les sièges sociaux (au niveau régional, national ou international) de nouvelles sociétés ou de sociétés en expansion satisfaisant au critère de dépenses d'investissement d'un montant de 50 millions de dollars; remboursement des taxes acquittées sur les biens et les services par les sociétés de production réalisant ou produisant des films dans l'État du Tennessee et dont les dépenses sont d'au moins 500 000 dollars.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Tennessee	Programme des comtés bénéficiant d'occasions spéciales (SOC)	Administration de la Vallée du Tennessee	Prêt	Le fonds relatif au programme des comtés bénéficiant d'occasions spéciales, mis en œuvre par l'Administration de la Vallée du Tennessee est un programme de crédit renouvelable d'un montant de 16 millions de dollars qui accorde des prêts à faible taux d'intérêt aux entreprises se développent ou se réimplantent (relocalisation) dans les communautés les plus économiquement en difficulté de la Vallée du Tennessee.	Seuls les 50 comtés de la Vallée présentant le plus faible revenu par habitant et classés en fonction du pourcentage de résidents vivant en dessous du seuil de pauvreté sont qualifiés pour bénéficier du programme. Cette liste est actualisée sur une base annuelle. L'Administration de la Vallée du Tennessee tient à jour une liste des comtés admissibles et relevant de son territoire.	Le montant du prêt maximal pouvant être accordé est de 300 000 dollars. Le fonds de financement est transmis aux autorités locales/organisme de développement afin qu'ils le répartissent sous forme de prêts au taux d'intérêt à long terme déterminé par l'Administration de la Vallée du Tennessee (taux établi lors de la signature de l'octroi du prêt). Les prêts d'équipement sont généralement accordés pour une durée comprise entre cinq et sept ans et la durée applicable aux prêts concernant la propriété foncière peut atteindre dix ans. L'ensemble des fonds est soumis à la disponibilité de ces derniers.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Tennessee	Crédit d'impôt exceptionnel pour la création d'emplois	Département du fisc du Tennessee	Crédit d'impôt	Promouvoir la création d'emplois et les dépenses d'équipement dans l'État.	Les entreprises admissibles sont celles qui exercent les activités suivantes, entre autres: activités manufacturières, centres d'appels, installations d'entreposage et de distribution, activités des sièges sociaux, centres de traitement de l'information.	Crédit d'impôt exceptionnel pour la création d'emplois d'un montant de 5 000 dollars par emploi pour les contribuables qui investissent 10 millions de dollars dans les locaux d'un siège social admissibles et créent 100 nouveaux emplois à plein temps au siège rémunérés à 150% du salaire moyen dans l'État, ainsi que pour les contribuables qui investissent plus de 100 millions de dollars dans une entreprise admissible qui crée au moins 100 nouveaux emplois nets à plein temps rémunérés au moins à 100% du salaire moyen dans l'État. Ce crédit exceptionnel peut être utilisé pour compenser chaque année pendant trois à 20 ans selon les niveaux d'investissement et de création d'emplois, jusqu'à 100% du droit de franchise et du droit d'accise acquittés par le contribuable au Tennessee. Le crédit exceptionnel est demandé à compter du premier exercice fiscal suivant le moment où les seuils d'investissement et de création d'emplois ont été atteints. Ce crédit s'applique annuellement et aucun report n'est prévu.	Programme en cours
Texas	Exonération fiscale pour l'éthanol et le biocarburant	Code des impôts du Texas, articles 162.001, 162.204	Exonération fiscale	Exonération de la taxe sur les carburants pour le carburant diesel mélangé à de l'éthanol ou à du biocarburant, conformément à l'article 162.204(9) du Code des impôts du Texas.	Fournisseurs et distributeurs de carburant diesel.	L'exonération ne s'applique qu'à la quantité d'éthanol ou de biocarburant qui est mélangée au carburant diesel, lequel est soumis à une taxe de 0,20 dollar par gallon.	Programme en vigueur depuis 2004

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Texas	Programme des zones de réajustement économique du secteur de la défense	Bureau du Gouverneur	Incitations fiscales	Le Programme des zones de réajustement économique du secteur de la défense (DERZ) a été établi afin d'attirer des entreprises et de créer des emplois dans des communautés dépendant du secteur de la défense en crise. Il vise à apporter une aide aux communautés, aux entreprises et aux anciens travailleurs du secteur de la défense du Texas.	Les projets de réajustement désignés peuvent prétendre à bénéficier du remboursement de la taxe sur les ventes et l'usage imposée par l'État sur les dépenses admissibles. Une communauté doit présenter sa candidature et être désignée comme zone de réajustement économique du secteur de la défense et offrir des incitations locales spécifiques dans la zone concernée.	Les projets sont admissibles à un remboursement de la taxe sur les ventes et l'usage payée sur les articles admissibles et sur le nombre d'emplois créés/préserver sur le site. Ce remboursement éventuel se ferait sur la base de 2 500 dollars par emploi créé, avec un plafonnement à 1 250 000 dollars par projet. Le nombre des emplois admissibles au remboursement ne peut dépasser 500 ou un nombre égal à 110% des emplois prévus, le nombre le plus petit étant retenu.	Programme en cours
Texas	Remboursement aux fins du développement économique	Contrôleur des comptes publics	Remboursement d'impôt	Remboursement de la taxe d'immatriculation et de la taxe sur les ventes/l'usage perçues par l'État du Texas, acquittés par les entreprises qui possèdent certains biens faisant l'objet d'un abattement.	Pour pouvoir demander un remboursement, une entreprise doit remplir les trois conditions suivantes: 1) avoir payé à un district scolaire des impôts fonciers sur un bien situé dans une zone de réinvestissement établie au titre du chapitre 312; 2) être exonérée entièrement ou partiellement de l'impôt foncier imposé par une ville ou un comté en vertu d'un accord d'abattement fiscal établi au titre du chapitre 312; et 3) ne pas avoir souscrit d'accord d'abattement fiscal avec un district scolaire.	Le montant du remboursement est égal à celui de l'impôt foncier qui aurait été acquitté si l'entreprise avait souscrit un accord d'abattement fiscal avec le district scolaire à des conditions identiques à celles d'un accord d'abattement souscrit avec la ville ou le comté, sans toutefois dépasser le montant net de la taxe sur les ventes et l'usage et de la taxe d'immatriculation perçues par l'État, acquitté ou remis pendant l'année civile considérée. Le montant du remboursement peut aussi être limité par une allocation budgétaire au niveau de l'ensemble de l'État établie annuellement pour ce programme de remboursement.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Texas	Programme des zones d'entreprises	Bureau du Gouverneur	Remboursement d'impôt	Le Programme des zones d'entreprises fournit aux communautés un outil de développement économique en partenariat avec le Texas permettant d'accorder des incitations au niveau de l'État et au niveau local. Ce programme donne la priorité aux entreprises nouvelles ou en expansion qui créent des emplois et investissent dans la communauté considérée. Une zone est désignée zone d'entreprises si le site constituant un groupe homogène au sens du Bureau de recensement des États-Unis compte au moins 20% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, selon le recensement décennal le plus récent.	Une entreprise réalisant au moins 40 000 dollars d'investissements dans une communauté peut voir sa candidature présentée à l'État par les autorités locales en vue de l'octroi du statut de projet d'entreprise. En contrepartie de l'embauche d'un certain pourcentage de nouveaux employés économiquement défavorisés ou de résidents de la zone d'entreprises, les entreprises deviennent admissibles à un remboursement des taxes de l'État sur les ventes et l'usage payées à l'achat de certains articles utilisés sur le site de l'entreprise admissible.	Les projets d'entreprises sont admissibles pour un remboursement des taxes de l'État sur les ventes ou l'usage payées à l'achat d'articles utilisés sur le site de l'entreprise admissible. Le montant du remboursement est fondé sur les investissements liés au projet et sur le nombre des emplois créés/préservés sur le site. Le projet est admissible à un remboursement des taxes de l'État sur les ventes et l'usage jusqu'à hauteur de 2 500 dollars, 5 000 dollars ou 7 500 dollars par emploi créé, avec un plafonnement de 1,25 million de dollars, 2,5 millions de dollars et 3,75 millions de dollars, respectivement. Le nombre des emplois pouvant donner lieu à un remboursement ne peut dépasser 500.	Programme en cours
Texas	Exonération pour les ports francs	Collectivités du Texas	Incitation fiscale	Une communauté peut choisir d'offrir l'exonération pour les ports francs pour divers types de marchandises retenues au Texas pour une courte durée. Les biens ayant le statut de port franc ne sont admissibles à une exonération de l'imposition <i>ad valorem</i> que s'ils ont été retenus dans l'État pendant une durée inférieure ou égale à 175 jours à des fins d'assemblage, d'entreposage, de production, de transformation ou de fabrication.	Entreprises nouvelles ou existantes.	Exonération de 100% des taxes qui seraient exigibles.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Texas	Loi sur le développement économique – Chapitre 313 (HB 1200)	Districts scolaires indépendants locaux	Limitation d'impôt sur les valeurs calculées	La Loi sur le développement économique vise à encourager les investissements à grande échelle, en particulier dans les districts scolaires où l'assiette fiscale de l'impôt <i>ad valorem</i> est inférieure à la moyenne. En outre, cette incitation vise à aider les petites communautés urbaines et les communautés rurales à attirer davantage d'investissements ainsi que de nouveaux emplois bien rémunérés.	Entreprises du secteur manufacturier, de la recherche-développement ou des énergies renouvelables, soumises à la taxe d'immatriculation et qui s'agrandissent ou se réimplantent dans une communauté.	Le projet de loi prévoit de plafonner la valeur calculée des dépenses d'investissement qualifiées sur la base d'une échelle mobile liée à la valeur immobilière totale du district scolaire objet de l'investissement. Cette échelle va d'un plafonnement à 100 millions de dollars pour les districts scolaires dont l'assiette fiscale dépasse 10 milliards de dollars à un plafonnement à 1 million de dollars pour les districts scolaires dont l'assiette fiscale est inférieure à 100 000 dollars.	Programme en cours
Texas	Exonération de la taxe de séjour et de la taxe sur les carburants	Commission du film du Texas	Exonération fiscale	Promouvoir la production de films commerciaux.	Industrie du film.	Exonération de la taxe de séjour de 6% perçue par l'État pour les chambres d'hôtel occupées pendant plus de 30 jours consécutifs. Possibilité de remboursement de la taxe pour les carburants acquittée sur le carburant non destiné au transport routier (générateurs ou bateaux par exemple).	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Texas	Programme d'incitations en faveur de l'industrie de l'image en mouvement	Commission du film du Texas	Don	En 2007, la 81 <sup>ème</sup> législature du Texas a adopté le projet de loi de la Chambre n° 1634 instaurant le Programme d'incitations en faveur de l'industrie de l'image en mouvement. Conformément à ce texte, des subventions visant à promouvoir le développement du secteur au Texas peuvent être accordées aux sociétés de production qui en font la demande. L'incitation revêt la forme d'une subvention à la production égale à 5% des dépenses engagées dans l'État qui comprennent les salaires versés à des résidents du Texas. Les subventions sont accordées, une fois le projet achevé, pour des longs métrages, des émissions de télévision, des publicités télévisées et des jeux vidéo. Les projets concernant des films en prises réelles et des films d'animation sont admissibles. Des incitations spécifiques concernant les zones sous-utilisées sont accordées.	Sociétés de production de films, d'émissions de télévision et de vidéos. On trouvera sur le site Web de la Commission du film du Texas les conditions spécifiques d'admissibilité applicables aux projets, notamment les seuils d'investissement, les prescriptions en matière d'emploi et la teneur.	Depuis le 1 <sup>er</sup> septembre 2007, le montant maximum des subventions accordées est de 2 millions de dollars pour les longs métrages, 2,5 millions de dollars pour les émissions de télévision (pour les séries à épisodes, 2,5 millions de dollars par saison), 200 000 dollars pour une publicité, une série de publicités ou des vidéoclips et 250 000 dollars pour des jeux vidéo.	Programme en cours
Texas	Fonds pour la mise au point de produits et Fonds pour les pépinières de petites entreprises	Bureau du Gouverneur	Prêt	Le Fonds pour la mise au point de produits et le Fonds pour les pépinières de petites entreprises sont habilités à engager au total 45 millions de dollars. Le programme soutient, au moyen d'un financement, le développement de petites entreprises ou de produits admissibles, la loi donnant la préférence aux secteurs des technologies de pointe des semi-conducteurs, des nanotechnologies, des biotechnologies et de la biomédecine.	Petites entreprises ou produits admissibles, la loi donnant la préférence aux secteurs des semi-conducteurs, des nanotechnologies, des biotechnologies et de la biomédecine.	Le Fonds pour la mise au point de produits et le Fonds pour les pépinières de petites entreprises sont habilités à engager au total 45 millions de dollars.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Texas	Abattement sur l'impôt foncier	Contrôleur des comptes publics du Texas	Abattement fiscal/réduction d'impôt	Les impôts fonciers sont perçus par les autorités locales et des centres de perception spéciaux sur l'ensemble de la propriété foncière et des biens mobiliers corporels. Les biens non corporels, avec certaines exceptions, ne sont pas imposés. Les municipalités et les comtés locaux peuvent désigner des zones sur leur territoire.	Entreprises établies dans des zones de réinvestissement dans l'ensemble de l'État.	La désignation d'une zone de réinvestissement peut être valable pour des périodes de cinq ans renouvelables. Les accords d'abattement fiscal ont une durée de validité maximale de dix ans et prévoient l'exonération de la propriété foncière et des biens mobiliers corporels implantés sur ladite propriété. L'exonération ne concerne que la valeur ajoutée de la propriété.	Programme en cours
Texas	Programme de prêts pour les municipalités rurales	Département de l'agriculture du Texas	Garantie de prêt	La Commission des finances du Texas chargée de l'agriculture (TAFA) prévoit une aide financière pour les organismes publics implantés dans les régions rurales de l'État. Les requérants doivent être implantés dans une zone rurale; assurer des avantages économiques pour ladite zone; démontrer qu'ils sont en mesure de rembourser l'engagement.	Autorités des villes et des comtés, sociétés de développement économique, districts hospitaliers, districts ferroviaires, districts d'intérêt public, districts spéciaux, districts agricoles et sociétés privées de distribution d'eau et d'assainissement.	Entre 100 000 dollars et un montant approuvé par le Conseil d'administration de la Commission des finances du Texas chargée de l'agriculture (TAFA), mais pour des projets représentant moins de 1 million de dollars. La TAFA est habilitée à acheter à une municipalité une avance de préémission d'un montant n'excédant pas 500 000 dollars pour tout projet ponctuel d'une durée maximale de 30 ans, sans avoir à obtenir l'autorisation du Bureau du Procureur général.	Programme suspendu le 31 août 2009
Texas	Exonération de la taxe sur les ventes perçue par l'État et par les autorités locales	Commission du film du Texas	Exonération fiscale	Promouvoir la production de films commerciaux.	Industrie du film.	Les cinéastes sont exonérés à hauteur de 100% de la taxe sur les ventes perçue par l'État et par les autorités locales pour la plupart des biens et services achetés ou loués pour être utilisés directement dans le cadre de la production. Les cinéastes sont exonérés à hauteur de 100% de la taxe sur les ventes perçue par l'État et par les autorités locales pour la plupart des biens et services achetés ou loués pour être utilisés directement dans le cadre de la production.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Texas	Exonération, accordée par l'État, de la taxe sur les ventes et l'usage – Machines et équipements de fabrication	Contrôleur des comptes publics du Texas	Incitations fiscales	Les entreprises du Texas sont exonérées du paiement des taxes sur les ventes et l'usage sur les machines et équipements de fabrication. Les machines, équipements, pièces détachées et accessoires, loués ou achetés, ayant une durée de vie utile de plus de six mois, et utilisés ou consommés au cours de la production, de la transformation, de la fabrication ou de la réparation de biens mobiliers corporels destinés à la vente finale, sont exonérés de la taxe de l'État et de la taxe locale sur les ventes et l'usage. Les entreprises sont exonérées du paiement de la taxe de l'État sur les ventes et l'usage pour l'achat de machines utilisées exclusivement pour la transformation, l'emballage ou la commercialisation de produits agricoles par le producteur initial sur le site exploité par ce producteur.	Entreprises nouvelles ou en expansion.	Exonération de 100% des taxes qui seraient exigibles.	Programme en cours
Texas	Financement par de nouvelles taxes foncières	Bureau du Procureur général	Prêt	La Loi sur le financement par de nouvelles taxes foncières donne pouvoir aux municipalités pour désigner des zones de réinvestissement afin de prévoir le financement par de nouvelles taxes foncières des coûts liés au projet, eu égard aux travaux ou aux aménagements publics effectués dans la zone. Sont également inclus d'autres coûts tels que les coûts permanents d'administration et d'exploitation.	Toute communauté comprenant un secteur géographique connu comme étant une zone de réinvestissement. Les entreprises bénéficiant des incitations doivent être implantées dans la zone. Une municipalité peut désigner un secteur comme étant une zone de réinvestissement.	Toute municipalité qui crée une zone de réinvestissement peut émettre des obligations ou des effets au titre de nouvelles taxes foncières dont le produit peut être utilisé pour régler le coût du projet. Les obligations et les effets au titre de nouvelles taxes foncières sont payables, eu égard à la fois au principal et à l'intérêt, uniquement sur la base d'un fonds propre aux nouvelles taxes foncières mis en place pour une zone de réinvestissement.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Texas	Fonds de levier du Texas	Bureau du Gouverneur	Prêt	Ce dispositif permet aux villes de donner un effet de levier à leur taxe sur les ventes pour le développement économique et d'entreprendre d'autres projets.	Villes ayant adopté la taxe sur les ventes pour le développement économique. Le Fonds de levier du Texas est une source de financement supplémentaire destinée aux communautés qui ont adopté la taxe sur les ventes pour le développement économique. Les fonds peuvent être prêtés directement à une société de développement industriel (IDC) locale pour financer les projets admissibles. Les recettes de la taxe sur les ventes données en garantie par l'IDC doivent seulement suffire à couvrir le montant prévu du service annuel de la dette tel qu'il est spécifié dans les lignes directrices du programme.	Une communauté peut emprunter quatre à cinq fois le montant des recettes fiscales de la ville pendant la durée du prêt, jusqu'à 5 millions de dollars au maximum.	Programme en cours
Texas	Fonds pour les technologies émergentes	Bureau du Gouverneur	Don	Le Fonds du Texas pour les technologies émergentes prévoit un financement en faveur des entreprises naissantes pour les aider à commercialiser leur produit. En outre, ce fonds fournit aux universités une aide financière pour attirer des compétences de pointe en matière de recherche dans leurs établissements.	Entreprises souhaitant une assistance pour la commercialisation de leur technologie et universités ayant besoin d'un financement pour leurs travaux de recherche.	La décision concernant l'attribution des dons et leur montant est prise au cas par cas par les dirigeants politiques de l'État: le Gouverneur, le lieutenant-gouverneur et le Président de la Chambre.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Texas	Exonérations et déductions fiscales en faveur de l'énergie éolienne et solaire	Office du Texas pour les économies d'énergie	Exonérations et déductions fiscales	L'article 171.056 du Code des impôts relatif aux exonérations et déductions fiscales en faveur de l'énergie éolienne et solaire accorde une exonération de la taxe d'immatriculation aux fabricants, vendeurs ou installateurs de systèmes à énergie solaire. Le Texas accorde également aux entreprises une déduction de la taxe d'immatriculation de l'État pour les sources d'énergie renouvelables. Les propriétaires d'entreprises peuvent déduire le coût du système du capital imposable de l'entreprise ou 10% de ses bénéfices. L'énergie éolienne entre dans la catégorie "énergie solaire" aux fins de l'exonération et de la déduction prévues aux articles 171.056 et 171.107.	Fabricants, vendeurs ou installateurs de systèmes à énergie solaire.	Montant de la taxe d'immatriculation faisant l'objet de l'exonération ou de la déduction.	Programme en cours
Texas	Fonds pour les produits/le commerce	Bureau du Gouverneur, Banque du Texas pour le développement économique	Prêt	Le Fonds du Texas pour les produits et le commerce accorde un financement aux entreprises à forte intensité technologique en activité qui créent des produits ou font du commerce à l'intérieur de l'État.	Le financement est destiné en priorité aux technologies émergentes, notamment dans des domaines tels que les semi-conducteurs, les nanotechnologies, les biotechnologies et la biomédecine, les énergies renouvelables, l'agriculture et l'aérospatiale.	Le montant des prêts peut aller jusqu'à 80% de la valeur du capital engagé.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Utah	Financement par de nouvelles taxes foncières en faveur des zones de développement économique (EDTIF) – Crédit d'impôt (UCA 63M-1-2401)	Office du Gouverneur pour le développement économique	Crédit d'impôt	Crédit d'impôt sur le revenu remboursable sur la base des résultats pour la relocalisation et l'extension d'entreprises.	Moyennes et grandes entreprises. Il doit s'agir d'une entreprise existante, de préférence d'une branche d'activité ciblée, qui crée au moins 50 nouveaux emplois pendant la durée du projet. L'entreprise doit apporter la preuve de sa stabilité et de sa rentabilité. Réduction maximum de 30% sur les nouvelles taxes de l'État pendant la durée du projet en fonction des résultats; réduction annuelle ne dépassant pas 50%; la rémunération des nouveaux emplois créés doit être supérieure d'au moins 125% aux salaires moyens dans le comté dans les zones urbaines et égale à 100% desdits salaires dans les zones rurales.  Une participation aux incitations locales est requise. Les entreprises bénéficiaires doivent apporter la preuve de leur compétitivité par rapport à d'autres sites.	Le crédit d'impôt peut représenter jusqu'à 30% des nouvelles recettes perçues par l'État pendant la durée du projet. La durée habituelle d'un projet est de cinq à dix ans. Le pourcentage et la durée sont fixés par le Conseil de l'Office du Gouverneur pour le développement économique.	Programme en cours
Utah	Fonds d'aide à l'industrie	Office du Gouverneur pour le développement économique	Don	Subvention sur la base des résultats pour la création d'emplois bien rémunérés dans l'État.	Moyennes et grandes entreprises. Il doit s'agir d'une entreprise existante, de préférence d'une branche d'activité ciblée, qui crée au moins 50 nouveaux emplois. Les salaires doivent correspondre à au moins 125% du salaire moyen dans les comtés. L'entreprise doit apporter la preuve de sa stabilité et de sa rentabilité. L'entité locale doit s'engager de manière ferme à accorder une incitation au niveau local.	La fourchette des montants de cette mesure d'incitation est fixée par le Conseil de l'Office du Gouverneur pour le développement économique.	Programme subordonné à l'affectation de fonds par le pouvoir législatif

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Utah	Mesure d'incitation en faveur du développement des énergies renouvelables (REDI) - Crédit d'impôt (UCA 63M-1-2803)	Office du Gouverneur pour le développement économique	Crédit d'impôt	Crédit d'impôt sur le revenu remboursable sur la base des résultats pour la relocalisation et l'extension d'entreprises.	Il doit s'agir d'entreprises du secteur de l'énergie renouvelable – énergie solaire, éolienne, géothermique, biomasse, hydroélectrique, coke de pétrole, huile de schiste, combustible nucléaire, sables bitumineux, ou terre de diatomées imprégnée de pétrole. Cette mesure d'incitation vise la production directe des entreprises concernées, les produits connexes, ou l'énergie produite à des fins commerciales. Le projet doit créer des emplois. L'entreprise doit apporter la preuve de sa stabilité et de sa rentabilité. La rémunération des nouveaux emplois créés doit être supérieure d'au moins 125% aux salaires moyens dans le comté pour ce qui est des zones urbaines et égale à 100% dans les zones rurales.	Le crédit d'impôt peut représenter jusqu'à 100% des nouvelles recettes perçues par l'État pendant la durée du projet en fonction des résultats. La durée habituelle d'un projet est de cinq à dix ans. Le pourcentage et la durée sont fixés par le Conseil de l'Office du Gouverneur pour le développement économique.	Programme en cours
Utah	Fonds d'incitations en faveur de l'industrie cinématographique (UCA 63M-1-1801)	Office du Gouverneur pour le développement économique/ Commission du film de l'Utah	Aide financière directe/crédit d'impôt	Encourager la production de films et de supports numériques dans l'État.	Industrie du film et des supports numériques.	Les entreprises productrices de films peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur les bénéfices remboursable allant jusqu'à 20% (ou d'une aide financière directe d'un montant pouvant atteindre 500 000 dollars sur la base des résultats) en fonction des dépenses effectuées dans l'État. Un film qui met en avant l'État de l'Utah ou satisfait d'autres critères à déterminer est admissible au bénéfice d'un crédit d'impôt supplémentaire de 5%. Les producteurs de supports numériques peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur les bénéfices remboursable pouvant représenter jusqu'à 20% des nouvelles recettes perçues par l'État grâce au projet.	Programme en cours. Subordonnée à l'affectation de fonds par le pouvoir législatif pour les crédits d'impôt et les remises en espèces

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Utah	Zones de développement du marché du recyclage (UCA 63M-1-1101)	Office du Gouverneur pour le développement économique	Crédit d'impôt	Promouvoir le réacheminement des déchets et la fabrication de produits avec des matériaux recyclés.	Particuliers et entreprises admissibles opérant dans des zones de développement du marché du recyclage.	Crédit d'impôt de 5% accordé par l'État sur les machines et équipements; crédit de 20% accordé par l'État (dans la limite de 2 000 dollars) sur les premiers 10 000 dollars de dépenses faisant partie des coûts d'exploitation admissibles; assistance technique de spécialistes du développement économique; diverses incitations au niveau local.	Programme en cours
Utah	Programme de développement accéléré en milieu rural (UCA 63M-1-904)	Office du Gouverneur pour le développement économique	Don	Octroi d'une subvention sur la base des résultats aux petites entreprises des zones rurales de l'Utah.	L'entreprise doit être implantée dans un comté admissible, être en activité depuis au moins deux ans et employer au moins deux personnes à plein temps.	Les fonds sont décaissés comme suit: 1 000 dollars pour chaque nouvel emploi rémunéré à hauteur de 110% du salaire annuel moyen dans le comté; 1 250 dollars pour chaque nouvel emploi rémunéré à hauteur de 115% du salaire annuel moyen dans le comté; 1 500 dollars pour chaque nouvel emploi rémunéré à hauteur de 125% du salaire annuel moyen dans le comté.	Programme en cours subordonné à l'affectation de fonds par le pouvoir législatif
Utah	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage	Office du Gouverneur pour le développement économique/ Commission du film de l'Utah	Exonération fiscale	Attirer les entreprises et l'investissement dans l'État.	Industrie du film.	Les sociétés de production de films, d'émissions de télévision et de vidéos bénéficient d'une exonération de la taxe sur les ventes au point de vente pour des machines et équipements. Cette exonération ne s'applique pas à la photographie.	Programme en cours
Utah	Réduction d'impôt sur l'hébergement temporaire	Office du Gouverneur pour le développement économique/ Commission du film de l'Utah	Réduction d'impôt	Réduction visant à encourager la production de films dans l'État.	Industrie du film.	Les séjours de 30 jours consécutifs ou plus ne sont pas assujettis à la taxe sur les ventes et l'usage ni à aucune des autres taxes relatives aux ventes perçues sur les frais d'hébergement.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Utah	Programme des zones d'entreprises de l'Utah (UCA 63M-1-401)	Office du Gouverneur pour le développement économique	Crédit d'impôt	Le programme des zones d'entreprises de l'Utah a été mis en place en 1988. Une zone d'entreprises est une zone identifiée par des fonctionnaires locaux élus et chargés du développement économique, et désignée par l'État.	Les demandes de désignation doivent être présentées par une ville de pas plus de 10 000 habitants située dans un comté de pas plus de 50 000 habitants, ou par une tribu indienne pour des terres tribales. Les demandes sont examinées et approuvées en fonction des besoins de développement économique.	Les entreprises admissibles qui s'implantent ou contribuent à augmenter l'emploi et les investissements dans des zones d'entreprises peuvent demander des crédits d'impôt sur les bénéfices.	Programme en cours
Utah	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage (59-12-104(44))	Commission fiscale	Exonération fiscale	Attirer des entreprises et des investissements dans l'Utah.	Industrie des semi-conducteurs.	La vente ou la location de matériaux servant à la fabrication ou à la transformation de semi-conducteurs, ou à la recherche-développement dans le domaine des semi-conducteurs sont exonérées de la taxe sur les ventes et l'usage.	Programme en cours
Utah	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage (59-12-104(55))	Commission fiscale	Exonération fiscale	Attirer des entreprises et des investissements dans l'Utah.	Installations de production d'énergie renouvelable.	La location ou l'achat de machines ou de matériel dont le cycle de vie économique est supérieur ou égal à cinq ans, destinés à la construction d'une installation de production d'énergie renouvelable ou au développement des activités d'une telle installation sont exonérés de la taxe sur les ventes et l'usage.	Prendra fin le 30 juin 2019
Utah	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage (59-12-104(56))	Commission fiscale	Exonération fiscale	Attirer des entreprises et des investissements dans l'Utah.	Installations de production d'énergie à partir des déchets.	La location ou l'achat de machines ou de matériel dont le cycle de vie économique est supérieur ou égal à cinq ans, destinés à la construction d'une installation de production d'énergie à partir des déchets ou au développement des activités d'une telle installation sont exonérés de la taxe sur les ventes et l'usage.	Prendra fin le 30 juin 2019

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Utah	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage (59-12-104(57))	Commission fiscale	Exonération fiscale	Attirer des entreprises et des investissements dans l'Utah.	Installations de production d'énergie à partir de biocombustible.	La location ou l'achat de machines ou de matériel dont le cycle de vie économique est supérieur ou égal à cinq ans, destinés à la construction d'une installation qui produit de l'énergie à partir de biocombustible ou au développement des activités d'une telle installation sont exonérés de la taxe sur les ventes et l'usage.	Prendra fin le 30 juin 2019
Utah	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage (59-12-104(62))	Commission fiscale	Exonération fiscale	Encourager les activités de recherche-développement dans l'État dans les domaines des techniques de liquéfaction du charbon et des schistes et sables bitumineux.	Industrie pétrolière.	Les achats de biens mobiliers corporels utilisés dans la recherche-développement portant sur les techniques de liquéfaction du charbon et les schistes et sables bitumineux sont exonérés de la taxe sur les ventes et l'usage.	Programme en cours
Utah	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage (59-12-104(70))	Commission fiscale	Exonération fiscale	Attirer des entreprises et des investissements dans l'Utah.	Fournisseurs de services d'entretien, de réparation et de révision d'aéronefs.	Les ventes à un fournisseur de services d'entretien, de réparation et de révision d'aéronefs ou les ventes effectuées par un tel fournisseur aux fins de l'entretien, de la réparation, de la révision ou de la réfection, dans l'État de l'Utah, d'un aéronef à ailes fixes propulsé par turbines immatriculé ou certifié dans un autre État ou dans un autre pays sont exonérées de la taxe sur les ventes et l'usage.	Programme en cours
Vermont	Incitation fiscale en faveur du progrès économique	32 VSA, section 5930b (aucune nouvelle autorisation après le 31 décembre 2006; les autorisations existantes demeurent valables jusqu'à leur expiration)	Crédits d'impôt sur les salaires, les dépenses d'équipement, la R-D, la formation, les hautes technologies et les technologies durables	Le Conseil du Vermont pour le progrès économique (VEPC) et le Département du fisc du Vermont administrent un programme d'incitations fiscales fondées sur les résultats et destiné aux entreprises pour des activités de développement économique.	Entreprises admissibles.	Le montant des crédits varie en fonction du niveau d'investissement.	Aucune nouvelle autorisation après le 31 décembre 2006. Les autorisations existantes demeurent valables jusqu'à leur expiration (2010 environ)
Vermont	Limitation de l'impôt sur le revenu	Commission du film du Vermont	Limitation d'impôt	Encourager l'activité économique et l'investissement dans l'État.	Industrie du film.	Limitation de l'impôt sur le revenu auquel sont soumis les artistes au montant de l'impôt que ceux-ci acquitteraient dans leur État d'origine.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Vermont	Obligations pour le développement industriel: prêts pour l'équipement agricole et la stabilisation de la dette	Office du développement économique du Vermont	Prêts	L'Office du développement économique du Vermont (VEDA) favorise la prospérité économique ainsi que la création d'emplois pour les entreprises du Vermont en fournissant des capitaux à faible coût pour les installations admissibles.	Installations admissibles.	Non disponible.	Programme en cours
Vermont	Obligations pour le développement industriel: prêts pour l'activité économique rurale	Office du développement économique du Vermont	Prêts	L'Office du développement économique du Vermont (VEDA) favorise la prospérité économique ainsi que la création d'emplois pour les entreprises du Vermont en fournissant des capitaux à faible coût pour les installations admissibles.	Installations admissibles.	Non disponible.	Programme en cours
Vermont	Exonération de la taxe de séjour		Exonération fiscale	Promouvoir l'industrie du film dans l'État.	Industrie du film.	Exonération de la taxe de séjour sur les chambres d'hôtel pour les sociétés de production au-delà de 31 jours.	Programme en cours
Vermont	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage		Exonération fiscale	Encourager l'activité économique et l'investissement dans l'État.	Industrie du film.	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage pour les biens et services achetés et utilisés pour la réalisation d'un film.	Programme en cours
Vermont	Incitation pour le développement de l'emploi dans le Vermont	32 VSA, Section 5930b	Paiement en espèces	Programme d'incitations fondé sur les résultats visant à encourager la création d'emplois.	Entreprises admissibles.	Varie en fonction du nombre d'emplois et du niveau des salaires créés remplissant les conditions requises.	Programme en cours
Vermont	Programme de subventions pour la production de films dans le Vermont	Commission du film du Vermont	Don	Attirer la production de films commerciaux dans l'État.	Industrie du film.	Les producteurs qui dépensent plus de 1 million de dollars peuvent bénéficier d'un remboursement égal à 10% des dépenses engagées localement, plafonné à 1 million de dollars par an.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Virginie	Programme des zones d'entreprises	Département du logement et du développement communautaire de la Virginie	Crédit d'impôt et don	Le programme des zones d'entreprises mis en place par la Virginie vise à stimuler le développement d'entreprises dans les zones urbaines et rurales en difficulté économique. Cinquante-sept zones, sur un nombre total potentiel de 60 zones, ont été désignées sur l'ensemble du territoire de l'État de Virginie. Plusieurs incitations spéciales sont offertes par l'État dans le cadre de ce programme aux entreprises admissibles qui s'établissent ou se développent dans une zone d'entreprises.	Soixante zones d'entreprises sont autorisées sur le territoire de l'État. *Programme modifié par la législation de 2005. Lois de l'Assemblée, chapitre 0863.	1) Subventions à l'investissement dans des biens immobiliers; 2) subventions à la création d'emplois; 3) subventions à l'emploi; 4) crédit d'impôt pour l'investissement; et 5) crédit de l'impôt général sur le revenu. Ces crédits d'impôt sont en cours de suppression; la date limite pour pouvoir en bénéficier était le 1 <sup>er</sup> juillet 2005, sachant que ces crédits pouvaient être accordés pour dix ans.	Programme en cours, mais les crédits arrivent à expiration
Virginie	Fonds d'aide du Gouverneur pour l'industrie cinématographique	Société de tourisme de la Virginie	Don	Ce fonds doit être utilisé, à la seule discrétion du Gouverneur, pour soutenir les industries du film et de la vidéo de l'État de Virginie, en fournissant les moyens permettant d'attirer les sociétés de production et les producteurs qui élaborent leurs projets au sein de la Communauté, en faisant appel à des employés, des biens et des services de l'État de Virginie.	Les types de projets pouvant être pris en considération sont les suivants: longs métrages, programmes pour enfants, documentaires, séries télévisées ou autres programmes de télévision conçus pour s'inscrire dans un créneau d'une durée de 30 minutes ou plus. Les projets non admissibles sont les suivants: projets industriels, d'entreprise ou commerciaux, programmes scolaires non destinés à faire l'objet d'une rediffusion, films pour adultes, vidéoclips, ainsi que journaux télévisés ou reportages.	Le Gouverneur doit recourir au fonds pour aider les sociétés de production ou les producteurs qui satisfont aux critères d'admissibilité établis dans les recommandations. Les autorités doivent aider le Gouverneur dans l'élaboration de recommandations pour l'utilisation du fonds. Les recommandations comportent généralement des dispositions relatives à la diversité géographique et un plafond concernant la somme d'argent disponible pour un projet spécifique.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Virginie	Fonds d'aide du Gouverneur	Partenariat pour le développement économique de la Virginie	Don	Le fonds d'aide du Gouverneur soutient les projets de développement industriel qui créent de nouveaux emplois et réalisent de nouveaux investissements conformément aux critères établis par la législation de l'État. Les demandes de subventions sont présentées par la localité et satisfaites à la discrétion du Gouverneur.	Les fonds peuvent être utilisés pour l'acquisition et le développement de sites; l'accès aux moyens de transport; la formation; la construction ou la démolition de bâtiments publics; ou des subventions ou des prêts aux autorités compétentes en matière de développement industriel. Les projets admissibles doivent satisfaire les conditions suivantes: 1) projets prévoyant une part minimale d'investissement privé de 10 millions de dollars et la création d'au moins 100 emplois. Dans le cas des localités dont la population est comprise entre 50 000 et 100 000 habitants, la part minimale de l'investissement privé doit être de 5 millions de dollars et 50 emplois au moins doivent être créés. Dans le cas des localités dont la population est inférieure à 50 000 habitants, la part minimale de l'investissement privé est de 2,5 millions de dollars et le nombre minimal de création d'emplois est de 25.	Une participation financière locale, fondée sur les montants exacts engagés, est requise.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Virginie	Programme de prêts/subventions	Administration chargée du développement économique du bassin houiller de la Virginie	Aide mixte	L'objectif de l'Administration chargée du développement économique du bassin houiller de la Virginie est d'améliorer la base économique des sept comtés et de la ville du sud-ouest profond de la Virginie (comtés de Buchanan, Dickenson, Lee, Russell, Scott, Tazewell et Wise, et ville de Norton).	Les prêts peuvent être utilisés pour des acquisitions immobilières, la construction ou l'expansion de bâtiments et l'achat de machines et de matériels. Pour pouvoir bénéficier des prêts de l'ADEV, les entreprises privées doivent être des employeurs qui apportent de nouvelles sources de revenu dans le secteur. Priorité est donnée aux prêts requérant une somme inférieure ou égale à 10 000 dollars par emploi permanent créé, et le salaire horaire minimum moyen devrait être égal ou supérieur à 1,5 fois le taux du salaire minimum fédéral actuel à la fin de la première année d'emploi. Tout projet permettant de créer au moins 25 emplois dans les 12 mois suivant son lancement se verra accorder la priorité.	L'Administration accorde, dans le cadre de son programme de financement, des prêts à faible taux d'intérêt ou des subventions aux industries admissibles, nouvelles ou en expansion. Ce programme est financé par la taxe locale pour l'amélioration des galeries de charbon et de gaz et la taxe à la production de gaz naturel.	Programme en cours
Virginie	Zones technologiques et touristiques locales	Localités	Aide mixte	Les villes et comtés de Virginie ont la possibilité d'établir par ordonnance une ou plusieurs zones technologiques ou touristiques afin de favoriser la croissance d'industries ciblées. Les entreprises admissibles qui s'établissent ou développent leurs activités dans une zone peuvent bénéficier d'une autorisation locale et de dérogations aux droits d'usage, d'incitations fiscales locales, d'un traitement de zone spécial, voire d'une exemption d'ordonnances.	Diverses activités des secteurs technologique et touristique.	Une fois qu'une zone technologique ou touristique locale est établie, des incitations peuvent être accordées pendant au maximum dix ans. Chaque localité conçoit et administre son propre programme.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Virginie	Crédit d'impôt pour l'emploi en faveur des grandes entreprises	Département du fisc de la Virginie	Crédit d'impôt	Les entreprises admissibles qui s'établissent ou développent leurs activités dans l'État de Virginie bénéficient d'un crédit d'impôt sur les bénéfices des sociétés d'un montant de 1 000 dollars, à concéder sur une période de deux à trois ans, pour chaque nouvel emploi à temps plein créé au-delà d'un nombre seuil d'emplois.	Entreprises s'établissant dans des zones d'entreprises ou des zones économiquement en difficulté.	Le crédit d'impôt pour l'emploi repose sur les principes suivants: 1) les entreprises qui s'établissent dans les zones d'entreprises ou les zones économiquement en difficulté doivent satisfaire un seuil de 50 emplois, toutes les autres zones devant satisfaire un seuil de 100 emplois; 2) un crédit de 1 000 dollars est accordé pour chaque emploi créé au-delà du seuil et attribué par versements échelonnés sur une durée de trois ans (à savoir 333 dollars par an); 3) les crédits peuvent être utilisés pour les exercices commençant le ou après le 1 <sup>er</sup> janvier 1995, et avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2005; et 4) les crédits inutilisés peuvent être reportés sur dix ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Virginie	Crédit d'impôt pour nouveaux marchés	Organisme de financement des petites entreprises de la Virginie (VSBFA)	Crédit d'impôt	Aider les entreprises existantes à financer l'achat des immeubles qu'elles occupent et/ou des biens d'équipement utilisés dans le cadre de leurs activités.	Emprunteurs admissibles: • Tous les emprunteurs doivent se conformer aux lignes directrices du Fonds de réinvestissement communautaire relatives à l'utilisation du produit des prêts. Certaines restrictions géographiques et autres restrictions s'appliquent. • Tous les emprunteurs doivent remplir les trois critères d'"entreprise admissible active dans une communauté à faible revenu". 1. Au moins 50% des biens corporels de l'emprunteur doivent se trouver dans une communauté à faible revenu. 2. Au moins 50% des services fournis pour le compte de l'emprunteur par ses employés doivent l'être dans une communauté à faible revenu. 3. Les objets de collection non destinés à la revente et les avoirs financiers non admissibles doivent représenter chacun moins de 5% des avoirs de l'emprunteur. • Tous les emprunteurs doivent avoir des antécédents de trésorerie positive, des coefficients d'exploitation conformes aux normes du secteur, un fonds de roulement suffisant pour satisfaire aux obligations courantes et une participation directe dans le projet.	Les fonds prêtés peuvent être utilisés pour: 1. l'acquisition, l'amélioration, l'agrandissement et/ou la rénovation des immeubles commerciaux occupés en propre (financement maximum de 90% à concurrence de 500 000 dollars et de 85% au-delà de 500 000 dollars); 2. l'achat et l'installation de machines et/ou d'équipements (70% maximum des équipements neufs et 50% des équipements d'occasion); 3. le refinancement ou la restructuration de la dette existante.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Virginie	Crédit d'impôt pour le matériel de recyclage	Département du fisc de la Virginie	Crédit d'impôt	Un crédit d'impôt sur le revenu est accordé aux fabricants pour l'achat, au cours des années d'imposition commençant le 1 <sup>er</sup> janvier 1999 ou après cette date, mais avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2015, de machines et matériels homologués utilisés pour le traitement des matériaux recyclables. Ce crédit est égal à 10% du coût total initial capitalisé du matériel. Au cours d'une année d'imposition, le montant du crédit autorisé ne peut dépasser 40% de l'impôt sur le revenu devant être acquitté par l'entreprise en Virginie avant déduction du crédit d'impôt. Le montant non utilisé du crédit peut être reporté pendant dix ans.	Entreprises participantes de Virginie.	Au cours d'une année d'imposition, le montant du crédit autorisé ne peut dépasser 40% de l'impôt sur le revenu devant être acquitté par l'entreprise en Virginie avant déduction du crédit d'impôt.	Programme en cours
Virginie	Exonérations de la taxe sur les ventes/l'usage et de l'impôt foncier	Département du fisc, localités	Exonération fiscale	Incitation en faveur des entreprises.	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage pour les acheteurs de salles blanches ou d'équipements pour semi-conducteurs et d'autres biens mobiliers corporels utilisés principalement dans le processus intégré de conception, mise au point, fabrication ou mise à l'essai de semi-conducteurs. Certains matériels informatiques utilisés dans des centres de traitement de données qui répondent à des critères minimaux en matière d'investissements, de création d'emplois et de salaires peuvent aussi être exonérés de la taxe sur les ventes et l'usage. Les localités peuvent décider d'appliquer des taux réduits de l'impôt foncier aux machines et outils destinés à la fabrication de semi-conducteurs, aux équipements pour la R-D et la production dans le secteur des biotechnologies et aux aéronefs.	5% selon la répartition suivante: 4% pour la taxe de l'État et 1% pour la taxe locale. Réductions non précisées pour l'impôt foncier.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Virginie	Subventions pour la fabrication de panneaux photovoltaïques	Département des mines, des minéraux et de l'énergie	Don	Le programme de subventions à la fabrication de panneaux photovoltaïques (SMIG) vise à encourager l'élaboration complète de produits à valeur ajoutée et la fabrication d'une source d'énergie de haute technologie et renouvelable dans l'État de Virginie. Tout fabricant qui vend des panneaux photovoltaïques fabriqués en Virginie est habilité à bénéficier d'une subvention annuelle dont le montant est fonction de sa production. Les subventions peuvent être accordées pour six millions de watts de production au maximum. Le programme SMIG prévoit une subvention de 75 cents par watt de la capacité nominale des panneaux vendus les deux premières années, de 50 cents par watt les troisième et quatrième années et de 25 cents par watt les cinquième et sixième années.	Usines de fabrication de sources d'énergie de haute technologie et renouvelables.	À partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2002, les nouvelles entreprises qui lancent ou développent la fabrication de panneaux photovoltaïques peuvent bénéficier, pendant six ans, d'une subvention annuelle pour la fabrication de ces panneaux.	Programme en cours; prend fin néanmoins le 1 <sup>er</sup> juillet 2012.
Virginie	Subvention en faveur du développement économique de la Virginie (VEDIG)	Partenariat pour le développement économique de la Virginie	Don	Aider et encourager les entreprises à investir et à créer de nouvelles possibilités d'emplois en localisant en Virginie d'importantes activités des sièges sociaux, activités administratives ou de secteurs de services.	Entreprise implantée dans une zone de 300 000 habitants ou plus qui crée 400 nouveaux emplois à plein temps avec des salaires moyens supérieurs d'au moins 50% aux salaires habituels, ou 300 emplois avec des salaires d'au moins 100% supérieurs aux salaires habituels, et qui engage des dépenses d'investissement d'au moins 5 millions de dollars ou 6 500 dollars par emploi, le montant le plus élevé étant retenu. Ailleurs, l'entreprise est seulement tenue de créer 200 nouveaux emplois à plein temps.	Montant déterminé par le Secrétaire au commerce sur la base de l'analyse de la rentabilité de l'investissement effectuée par le Partenariat pour le développement économique de la Virginie, et réglé en cinq versements annuels égaux à partir de la troisième année de réalisation des dépenses d'investissement et des prescriptions en matière de création d'emplois.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Virginie	Subventions pour un partenariat à l'investissement de l'État de Virginie (VIP) et subventions aux principaux employeurs admissibles (MEE)	Partenariat pour le développement économique de la Virginie	Don	Le Fonds de subventions pour un partenariat à l'investissement de l'État de Virginie est un programme incitatif à exécution discrétionnaire au sein duquel les subventions font l'objet de négociations et sont accordées aux projets spéciaux qui investissent dans l'État de Virginie et qui favorisent une certaine stabilité ou croissance des opportunités d'emploi.	Toutes les entreprises ayant exercé leurs activités en Virginie pendant au moins cinq ans.	Les entreprises doivent exercer leurs activités en Virginie depuis au moins cinq ans et proposer des projets qui relèvent de l'une des deux catégories suivantes: Première catégorie – Les fabricants de l'État de Virginie qui réalisent un investissement capitalisé d'au moins 25 millions de dollars afin d'augmenter la productivité d'une industrie de fabrication locale ou d'utiliser une technologie plus performante tout en maintenant au moins les emplois à un niveau stable. Deuxième catégorie – Les employeurs établis en Virginie qui réalisent un investissement capitalisé d'au moins 100 millions de dollars et qui créent au moins 1 000 nouveaux emplois.	Programme en cours
Virginie	Commission du tabac de la Virginie, Programme d'accès à des capitaux dans le Sud (TCAP)	Organisme de financement des petites entreprises de la Virginie (VSBFA)	Prêt	Le TCAP permet aux entreprises nouvelles ou existantes, implantées dans la région Sud de culture du tabac, d'avoir accès à des capitaux en encourageant les banques à accorder des prêts qu'elles n'accorderaient pas autrement en raison du profil de risque de l'emprunteur.	Entreprises implantées dans la région Sud de culture du tabac de l'État.	Le montant maximum du prêt est de 250 000 dollars et les droits d'inscription représentent généralement entre 3% et 7% du montant emprunté.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Virginie	Crédit d'impôt pour la création d'emplois dans le secteur des véhicules à carburant non polluant	SB690 (articles 58.1-439.1 du Code)	Crédit d'impôt	Crédit d'impôt sur le revenu pour la création d'emplois dans le secteur de la fabrication de véhicules à carburant non polluant ou de leurs composants.	Entreprises qui créent des emplois à plein temps soit i) dans la fabrication des principaux composants des mécanismes pour le stockage et la distribution d'énergie ou des moteurs ou groupes motopropulseurs spécifiques des véhicules utilisant des carburants spéciaux non polluants; ii) dans la fabrication des composants utilisés exclusivement pour transformer des véhicules diesel ou essence en véhicules à carburant spécial non polluant; iii) dans la transformation de véhicules diesel ou essence en véhicules à carburant spécial non polluant; ou iv) dans la fabrication de véhicules à carburant spécial non polluant.	Le montant du crédit d'impôt sur le revenu est de 700 dollars pour chaque emploi de 40 heures hebdomadaires créé au cours de l'année d'imposition.	De 1996 à 2011

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Virginie	Fonds de prêts pour le développement économique (EDLF)	Organisme de financement des petites entreprises de la Virginie	Prêt	Le Fonds de prêts pour le développement économique de la Virginie facilite l'investissement de capitaux dans les collectivités admissibles de Virginie en permettant aux emprunteurs admissibles d'obtenir des prêts directs pour répondre aux besoins de financement qui ne sont pas couverts par les capitaux propres ou les moyens de financement conventionnels.	Les collectivités admissibles sont sélectionnées sur la base des directives établies par l'Administration fédérale du développement économique; il s'agit généralement de collectivités où le taux de chômage a dépassé de 1% la moyenne nationale au cours des 24 derniers mois ou dont le revenu par habitant ne dépasse pas 80% du niveau national. Les emprunteurs admissibles comprennent les organismes locaux chargés du développement économique ou industriel et les entreprises des secteurs de la technologie, de la biotechnologie, du tourisme, de la construction automobile pour l'industrie des sports automobiles professionnels, des industries de base et des industries manufacturières ainsi que des entreprises ou des entités qui contribuent au développement économique ou à la "qualité de vie" de la collectivité.	Les fonds accordés peuvent représenter jusqu'à 40% du projet ou s'élever jusqu'à 1 million de dollars, le montant le plus bas étant retenu. D'une manière générale, les prêts ont une durée de dix ans.	Programme en cours
Washington	Programme de prêts pour la région côtière	Office du commerce et du développement économique de l'État de Washington	Prêt	Octroi de prêts aux entreprises et de prêts d'assistance technique pour créer de nouvelles possibilités économiques dans les comtés de Jefferson, Clallam, Grays Harbor, Pacific et Wahkiakum. Pour pouvoir bénéficier des prêts, les entreprises emprunteuses doivent montrer qu'elles créent des emplois et attirent l'investissement privé. Les prêts d'assistance technique pour les organismes et entreprises publics sont destinés à financer des études de faisabilité et des projets de planification bénéfiques pour la collectivité et créateurs d'emplois, en particulier pour les travailleurs touchés par des restructurations.	Comtés de Jefferson, Clallam, Grays Harbor, Pacific et Wahkiakum.	Prêts de montants variables, pouvant aller jusqu'à 150 000 dollars. Prêts d'assistance technique pour la réalisation d'études de faisabilité, pouvant aller jusqu'à 50 000 dollars pour les organismes publics et jusqu'à 20 000 dollars pour les entreprises.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Washington	Crédit de taxe professionnelle pour les zones d'emploi en difficulté	Office du commerce et du développement économique de l'État de Washington	Crédit d'impôt; exonération fiscale	En application des articles 82.62.030 et 82.62.045 du Revised Code of Washington (RCW), certaines zones de l'État sont admissibles à un crédit de taxe professionnelle de 2 000 à 4 000 dollars pour chaque emploi créé par des entreprises du secteur manufacturier ou des secteurs de la recherche-développement ou des logiciels informatiques.	Cette réduction fiscale s'applique 1) aux comtés d'Adams, Asotin, Benton, Chelan, Clallam, Columbia, Cowlitz, Ferry, Franklin, Grant, Grays Harbor, Kittitas, Klickitat, Lewis, Mason, Okanogan, Pacific, Pend Oreille, Skagit, Skamania, Steven, Whitman et Yakima; 2) à la Zone statistique métropolitaine de Whatcom; et 3) aux zones à revitaliser de Bremerton, Tacoma, White Center, Yakima, Marysville, Snohomish, Sultan, Acme, Deming, Everson, Maple Falls, Sumas, Clearwater, Queets et Quilcene.	Crédit de taxe professionnelle de 2 000 à 4 000 dollars pour chaque emploi créé.	Programme en cours
Washington	Programme de report/ d'exonération de la taxe sur les ventes et l'usage pour les zones en difficulté	Département du fisc	Exonération fiscale	Ce programme, qui relève des articles 82.60.040 et 82.60.049 du RCW, vise la construction ou la rénovation de bâtiments et/ou des équipements utilisés dans le secteur manufacturier ou les activités de recherche-développement dans les zones rurales ou économiquement en difficulté.	Cette réduction fiscale s'applique 1) aux comtés d'Adams, Asotin, Benton, Chelan, Clallam, Columbia, Cowlitz, Ferry, Franklin, Grant, Grays Harbor, Kittitas, Klickitat, Lewis, Mason, Okanogan, Pacific, Pend Oreille, Skagit, Skamania, Steven, Whitman et Yakima; 2) à la Zone statistique métropolitaine de Whatcom; et 3) aux zones à revitaliser de Bremerton, Tacoma, White Center, Yakima, Marysville, Snohomish, Sultan, Acme, Deming, Everson, Maple Falls, Sumas, Clearwater, Queets et Quilcene.	Non disponible.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Washington	Carburant pour bateaux de pêche	Département du fisc	Exonération fiscale	Le carburant diesel utilisé par les navires qui pratiquent la pêche commerciale en eau profonde ou qui exploitent des bateaux affrétés pour la pêche commerciale est exonéré de la taxe sur les ventes au détail et l'usage si lesdits navires pêchent régulièrement en dehors des eaux territoriales de l'État et si le revenu brut issu de ces activités est supérieur à 5 000 dollars par an.	Navires qui pratiquent la pêche commerciale en eau profonde ou qui exploitent des bateaux affrétés pour la pêche commerciale.	Non disponible.	Programme en cours
Washington	Programme de crédit d'impôt sur la taxe professionnelle pour les secteurs de haute technologie	Département du fisc	Crédit d'impôt	Le programme de crédit d'impôt sur la taxe professionnelle pour les secteurs de haute technologie (RCW 82.04.4452) accorde aux entreprises de haute technologie exerçant des activités de recherche et de développement dans l'État de Washington un crédit d'impôt sur la taxe professionnelle.	Sont admissibles des entreprises de haute technologie exerçant leurs activités dans les domaines suivants: informatique de pointe, matériaux de pointe, biotechnologie, technologie des dispositifs électroniques et technologie de l'environnement.	Crédit annuel pouvant aller jusqu'à 2 millions de dollars pour chaque entreprise se livrant aux activités requises et répondant aux prescriptions minimales en matière de dépenses. Le crédit ne peut excéder le montant de la taxe professionnelle exigible pour l'année civile considérée. Le taux d'intérêt est de 0,515% pour les sociétés et associations sans but lucratif et de 2,5% pour les entreprises à but lucratif.	Programme en cours
Washington	Programme de report/ d'exonération de la taxe sur les ventes et l'usage pour les secteurs de haute technologie	Département du fisc	Exonération fiscale	Le programme de report/ d'exonération de la taxe sur les ventes et l'usage de produits de haute technologie a été mis en œuvre en 1994 afin de stimuler la croissance de certaines industries de haute technologie.	Un report/une exonération de la taxe sur les ventes et l'usage est admis(e) pour la recherche-développement et les projets pilotes de fabrication dans les domaines suivants: informatique de pointe, matériaux de pointe, biotechnologie, technologie des dispositifs électroniques et technologie de l'environnement.	Si le projet sert à des fins admissibles pendant huit ans, l'État de Washington renoncera à percevoir les taxes reportées. Dans le cas contraire, la taxe, majorée des intérêts, sera exigible pour la période pendant laquelle le projet ne servira pas à des fins admissibles sur les huit années. Même dans ce dernier cas, aucune taxe sur les ventes ou l'usage ne sera exigible pour les activités de fabrication et le matériel exemptés (en vertu du Programme d'incitations fiscales pour le secteur manufacturier).	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Washington	Prototypes de pièces détachées d'aéronefs	Département du fisc	Exonération fiscale (exonération de la taxe sur les ventes au détail et l'usage)	Les achats de matériels utilisés pour l'élaboration de prototypes de pièces détachées d'aéronefs sont exonérés de la taxe sur les ventes/l'usage, si l'entreprise qui élabore le prototype a un chiffre d'affaires imposable annuel inférieur à 20 millions de dollars. La loi limite par ailleurs le montant maximal d'exonération fiscale sur le chiffre d'affaires à 100 000 dollars par entreprise.	Petites entreprises de fabrication de pièces détachées d'aéronefs.	La loi limite le montant maximal d'exonération fiscale sur le chiffre d'affaires à 100 000 dollars par entreprise.	Programme en cours
Washington	Fonds de prêts pour le développement rural de l'État de Washington	Office du commerce et du développement économique de l'État de Washington	Prêt	Le Fonds de prêts pour le développement prévoit un crédit complémentaire pour les entreprises qui créent de nouveaux emplois ou qui préservent les emplois existants, notamment pour les personnes économiquement faibles, dans les zones non habilitées de l'État de Washington qui connaissent un taux de chômage élevé. Priorité est donnée aux projets concernant les zones en difficulté.	Destiné principalement aux zones en difficulté et aux zones forestières en difficulté économique.	Le Fonds de prêts pour le développement rural de l'État de Washington peut accorder des prêts d'un montant allant jusqu'à 350 000 dollars, en collaboration avec des soumissionnaires privés, et dans des cas particuliers, jusqu'à 700 000 dollars.	Programme en cours
Washington	Bateaux et navires en construction	Département du fisc	Exonération fiscale (taxe foncière)	Soutenir les chantiers navals de l'État.	Bateaux en construction jaugeant 1 000 tonnes ou davantage à l'achèvement des travaux.	Non disponible.	Programme en cours
Washington	Petits exploitants forestiers	Département du fisc	Exonération fiscale (taxe professionnelle)	Réduire la charge fiscale des petits exploitants forestiers.	Petits exploitants forestiers.	Non disponible.	Programme en cours
Washington	Taxe minimum de 50 dollars sur le bois d'œuvre	Département du fisc	Exonération du droit d'accise sur le bois d'œuvre	Soutenir les petits exploitants et réduire les coûts administratifs supportés par les exploitants et par le Département du fisc.	Petits exploitants forestiers.	Tout exploitant forestier pour lequel la taxe sur le bois d'œuvre exigible est inférieure à 50 dollars est exonéré du droit d'accise sur le bois d'œuvre.	Programme en cours
Washington	Programme visant à stimuler la compétitivité dans l'État de Washington	Département du développement communautaire, commercial et économique	Remise	Le programme RCW 82.04.4489 soutient l'industrie du film en accordant une remise aux entreprises admissibles.	Industrie du film.	Remise pouvant représenter jusqu'à 20% des dépenses engagées dans l'État pour la production d'un film, et plafonnée à 1 million de dollars par production. Programme administré par Washington Film Works, groupe à but non lucratif.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Washington	Exonérations de la taxe sur les ventes	Département du développement communautaire, commercial et économique	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage	Les programmes relevant des articles 82.08.0315 et 82.12.0315 du RCW soutiennent l'industrie du film en accordant des exonérations fiscales aux entreprises admissibles.	Industrie du film.	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage, pour le matériel de location et l'achat de services. Exonération de toutes les taxes pour les véhicules utilisés dans le cadre de la production. Exonération de la taxe de séjour (hôtel/motel) pour un séjour de 30 jours consécutifs.	Programme en cours
Washington	Crédit de taxe professionnelle pour les nouveaux emplois créés dans les comtés ruraux	Département du fisc	Crédit d'impôt	Le programme de crédit de taxe professionnelle pour les nouveaux emplois créés dans les comtés ruraux accorde un crédit de taxe professionnelle pour chaque nouvel emploi créé et maintenu par les entreprises satisfaisant aux conditions requises, établies dans un comté rural ou une zone à revitaliser (CEZ).	Entreprises établies dans un comté rural ou une zone à revitaliser admissible.	Crédits d'impôt de 2 000 ou 4 000 dollars pour chaque nouvel emploi remplissant les conditions requises.	Programme en cours
Washington	Incitation à la production de biocarburants	HB2939 (2006)	Prêts et dons	Octroi de prêts à faible taux d'intérêt et de dons aux activités de recherche-développement dans le domaine des nouvelles sources d'énergie et des sources d'énergie renouvelables, y compris en matière d'infrastructure, d'installations et de technologies, qui aideront l'État de Washington à progresser vers l'indépendance énergétique.	Organismes publics de recherche-développement travaillant en partenariat avec des producteurs privés.	Depuis le lancement du programme, un total de 18 millions de dollars de dons et de prêts à faible taux d'intérêt a été accordé à des partenariats public-privé locaux.	Prendra fin le 30 juin 2016
Washington	Exonération fiscale pour la production de biocarburants	RCW 82.04 (2006)	Exonération fiscale	Exonération de la taxe sur les ventes/l'usage et de l'impôt foncier/sur la location pour les investissements dans les bâtiments, l'équipement et le travail servant à la fabrication de biodiesel, de matières premières nécessaires à la fabrication de biodiesel ou d'alcool carburant.	Fabricants de biocarburant.	Exonération de la taxe sur les ventes à hauteur de 6,5%. Exonération du droit d'accise à hauteur de 0,138%. Exonération de l'impôt sur la location (12%) et de l'impôt foncier (% ?).	L'exonération de la taxe sur les ventes, de l'impôt sur la location et de l'impôt foncier restera en vigueur jusqu'en 2015 inclus

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Washington	Incitations fiscales en faveur des biocombustibles d'origine forestière	HB2146 (2003)	Incitations fiscales	Incitations fiscales en faveur de la production, de la distribution et de la vente de biocombustibles d'origine forestière: report de la taxe sur les ventes et l'usage, exonération de l'impôt – droits d'accise - foncier et de l'impôt sur la location pendant six ans, et déduction de la taxe professionnelle.	Producteurs et distributeurs de biocombustibles d'origine forestière. Le report de la taxe sur les ventes et l'usage s'applique uniquement dans certaines zones géographiques.	La taxe professionnelle représente 0,138% des ventes brutes à des fins de transformation de produits agricoles et 0,484% des ventes brutes à des fins de production de produits agricoles. La taxe sur les ventes et l'usage varie entre 7 et 8,9% des ventes selon les endroits. Les taux de l'impôt foncier et de l'impôt sur la location n'ont pas été communiqués.	A pris fin le 30 juin 2009; n'est plus en vigueur
Virginie-Occidentale	Exonérations pour utilisation directe	Département du fisc de la Virginie-Occidentale	Exonération fiscale	Soutenir l'industrie manufacturière en accordant des exonérations fiscales aux entreprises admissibles.	Entreprises manufacturières.	Les achats d'équipements, fournitures, matériels et services destinés à l'utilisation ou à la consommation directes dans le processus de fabrication sont exonérés de la taxe sur les ventes.	Programme en cours
Virginie-Occidentale	Exonérations de la taxe de séjour	Département du fisc de la Virginie-Occidentale	Exonération fiscale	Accorder des exonérations fiscales aux consommateurs durables admissibles de services d'hébergement.	Consommateurs de services d'hébergement.	Exonération de la taxe de la Virginie-Occidentale sur les ventes et services aux consommateurs et exonération de la taxe locale de séjour (hôtel/motel) pour un séjour, par personne, de plus de 30 jours consécutifs dans le même établissement.	Programme en cours
Virginie-Occidentale	Mise à disposition gratuite de lieux de tournage	Département du fisc de la Virginie-Occidentale	Ristourne pour l'utilisation des lieux de tournage	Encourager la production de films dans l'État.	Industrie du film.	Mise à disposition gratuite de la plupart des biens appartenant à l'État. Une redevance peut être perçue dans certaines circonstances, notamment pour couvrir les frais.	Programme en cours
Virginie-Occidentale	Incitations diverses	Département du fisc de la Virginie-Occidentale	Ristourne sur les services	Encourager la production de films dans l'État.	Industrie du film.	Selon l'importance d'un projet de production de programmes de divertissement, le WVFO peut aider à négocier des incitations "douces" (par exemple ristournes sur les redevances applicables aux lieux de tournage, la location de bureaux, l'hébergement, la location de véhicules, etc.).	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Virginie-Occidentale	Crédit pour la relocalisation de sièges sociaux d'entreprises	Office du développement de la Virginie-Occidentale	Crédit d'impôt	Un crédit est accordé à une entreprise qui relocalise son siège social en Virginie-Occidentale.	Fabrication, traitement de l'information, entreposage, distribution des biens et tourisme canalisé.	Si au moins 15 nouveaux emplois sont créés, le crédit autorisé représente 10% de l'investissement admissible révisé. Si le transfert du siège social de la société permet la création de 50 nouveaux emplois ou plus, le crédit autorisé représente 50% (ou un autre pourcentage proportionnel à la création de nouveaux emplois) de l'investissement admissible révisé.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Virginie-Occidentale	Fonds obligataire pour les infrastructures économiques	Office du développement de la Virginie-Occidentale	Obligation	Le Fonds obligataire pour les infrastructures économiques de Virginie-Occidentale, ou programme d'aide financière, prévoit le financement de projets susceptibles de favoriser et de renforcer la croissance et le développement économiques. Les zones commerciales et/ou industrielles sont plus particulièrement concernées.	Dans l'ensemble de l'État, et plus particulièrement dans les zones commerciales/industrielles.	Tout prêt peut être remboursé en totalité ou partiellement, à tout moment sans aucune sanction. Les décisions d'octroi d'un crédit sont fondées sur la capacité du requérant à rembourser le prêt et sur le nantissement en garantie du prêt. Les taux d'intérêt applicables à un promoteur à but lucratif correspondent au minimum au taux de base moins 3% (valeur à déterminer au moment de la signature de l'acte). Les taux d'intérêt applicables aux promoteurs publics ou à but non lucratif ne dépasseront pas le montant du taux de base moins 3%. La durée du prêt fera l'objet de négociations pour chaque projet et ne dépassera pas la durée de vie utile des biens faisant l'objet du financement ou une durée de 20 ans, selon la durée la plus courte. Le Conseil pour le développement des emplois et des infrastructures de Virginie-Occidentale peut différer le remboursement du principal et des intérêts pendant une durée de cinq ans. Le montant maximal d'un prêt pour un projet du secteur privé ou public est de 3 millions de dollars. Le taux de participation maximal pour chaque projet est de 70% pour les projets du secteur privé et de 90% pour les projets du secteur public.	Programme en cours
Virginie-Occidentale	Programme "Cinq pour dix"	Office du développement de la Virginie-Occidentale	Crédit d'impôt	Octroi d'un crédit d'impôt aux entreprises effectuant un investissement admissible d'au moins 50 millions de dollars, en complément d'un capital existant de 100 millions de dollars ou plus.	Industries manufacturières.	Les nouveaux biens sont estimés à la valeur résiduelle aux fins de l'impôt foncier pendant dix ans.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Virginie-Occidentale	Obligations de financement de projets industriels	Office du développement économique de la Virginie-Occidentale	Obligation	Sur les obligations émises par les collectivités locales pour financer des investissements industriels, un montant de 55 039 950 dollars est réservé aux projets de petites entreprises manufacturières. Ce système permet un financement personnalisé à travers les obligations de financement de projets industriels qui sont exonérées de l'impôt fédéral. L'accès aux fonds est ouvert du mois de janvier au 15 novembre de chaque année; 50% des recettes non utilisées sont distribués aux entreprises satisfaisant aux critères requis qui sont établies dans une communauté/zone d'entreprises et les 50% restants peuvent être affectés à d'autres projets admissibles.	Entreprises admissibles.	Les montants sont déterminés par le marché. Les dépenses d'investissement sont plafonnées à 10 millions de dollars.	Programme en cours
Virginie-Occidentale	Loi sur l'investissement dans l'industrie du film	Département du commerce de la Virginie-Occidentale sous réserve de l'approbation du Comité de développement de l'industrie du film	Crédit d'impôt	La loi sur l'investissement dans l'industrie du film est un instrument visant à renforcer la compétitivité pour attirer des entreprises de l'industrie du film dans l'État.	Industrie du film. Sont notamment admissibles les longs métrages, les films et les séries pour la télévision, les publicités, les vidéoclips et les photographies publicitaires.	La loi prévoit l'octroi de crédits d'impôt pouvant représenter jusqu'à 31% des dépenses réalisées dans l'État. Montant du financement annuel: 10 millions de dollars.	Programme en cours
Virginie-Occidentale	Crédits en faveur de l'industrie manufacturière de haute technologie	Office du développement de la Virginie-Occidentale	Crédit d'impôt	Octroi d'un crédit d'impôt aux entreprises qui fabriquent certains ordinateurs et équipements informatiques périphériques, composants électroniques ou semi-conducteurs.	Fabricants de certains équipements informatiques, composants électroniques ou semi-conducteurs qui créent au moins 20 nouveaux emplois.	Les entreprises admissibles bénéficient d'un crédit d'impôt qui compense en totalité la taxe professionnelle, la taxe d'immatriculation des entreprises, l'impôt net sur les bénéfices et l'impôt sur le revenu pour certains types de revenu pendant 20 ans.	Programme en cours
Virginie-Occidentale	Crédits pour les installations de chargement du charbon	Département du fisc de la Virginie-Occidentale	Crédit d'impôt	Améliorer la compétitivité de l'industrie du charbon.	Industrie du charbon.	Le crédit est égal à 10% de l'investissement admissible calculé, réalisé sur une période de dix ans, et compense jusqu'à 50% du montant annuel de la taxe d'immatriculation des entreprises, de la taxe professionnelle et de la taxe d'exploitation.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Wisconsin	Programmes de développement économique communautaire et de subventions pour les projets de développement économique local	Département du commerce	Don	Les programmes de développement économique communautaire et de subventions pour les projets de développement économique local sont destinés à permettre aux organismes admissibles de mener à bien des projets de développement économique local.	Sont admissibles au bénéfice de ces programmes les jeunes entreprises et les activités telles que la planification, l'assistance technique, les pépinières d'entreprises, et les opérations et l'expansion des entreprises. Les organisations communautaires, les subdivisions administratives et les fondations à but non lucratif sont toutes admissibles.	Jusqu'à 50% des coûts (75% pour les organisations communautaires), jusqu'à 100 000 dollars pour le démarrage ou l'expansion d'une pépinière, jusqu'à 10 000 dollars pour l'assistance technique destinée au démarrage d'une pépinière, jusqu'à 30 000 dollars pour le financement des activités d'une pépinière existante, jusqu'à 50 000 dollars pour capitaliser un fonds de crédit renouvelable en faveur des locataires d'une pépinière. Les bénéficiaires doivent passer un contrat avec le Département du commerce, dont les modalités doivent établir les résultats projetés, prévoir la notification des résultats à intervalles réguliers et la vérification de ces résultats au moyen d'une attestation du bénéficiaire/preuve documentaire, et autoriser le Département du commerce à effectuer des vérifications sur place.	A pris fin le 1 <sup>er</sup> juillet 2009; n'est plus en vigueur

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Wisconsin	Programme de subventions pour le développement des petites villes, l'élimination des zones dégradées et la réhabilitation des friches industrielles	Département du commerce	Don	Le programme de subventions pour le développement, l'élimination des zones dégradées et la réhabilitation des friches industrielles offre une aide financière aux municipalités pour évaluer le degré de pollution des sites à l'abandon, en friche ou sous-exploités, ainsi que des sites commerciaux ou industriels dégradés ou lutter contre la pollution de ces sites, afin de promouvoir leur développement.	La plupart des villes et des villages dont la population est inférieure à 50 000 habitants ainsi que tous les comtés, à l'exception de ceux de Waukesha, Dane et Milwaukee. Les municipalités déjà bénéficiaires ne sont pas admissibles.	Les montants alloués sont versés sous forme de subventions aux autorités locales admissibles. Les autorités locales peuvent accorder des fonds – sous forme de prêt ou de subvention – aux entreprises ou organismes sans but lucratif locaux pour la conduite d'audits environnementaux ou l'adoption de mesures de préservation de l'environnement. La somme maximale accordée est de 100 000 dollars pour les audits environnementaux et de 500 000 dollars pour les projets de préservation de l'environnement. Les autorités locales doivent verser au moins 25% du coût total du projet en faisant appel à d'autres sources. Les municipalités qui reçoivent des subventions doivent s'engager à réclamer le montant des coûts de préservation de l'environnement aux parties contribuant à la pollution dudit environnement et à rembourser au Département une part proportionnelle des fonds accordés au titre du programme. Par ailleurs, tous les revenus perçus en relation avec les prêts aux entreprises ou aux organismes sans but lucratif doivent être versés au Département dans un délai de 30 jours.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Wisconsin	Financement par de nouvelles taxes foncières	Département du fisc	Prêt	Le financement par de nouvelles taxes foncières (TIF) peut permettre à une municipalité de mettre en œuvre un projet public visant à stimuler le développement ou la réhabilitation bénéfique qui ne pourrait être réalisé autrement. Il s'agit d'un mécanisme de financement des projets de développement économique local en faveur des zones sous-développées et laissées à l'abandon. Les impôts générés par l'augmentation des valeurs foncières effectives financent l'acquisition des terrains ou les travaux publics nécessaires.	Une ville ou un village peut désigner une zone spécifique de son territoire comme étant une zone TIF et élaborer un plan de développement de ladite zone. Les projets TIF doivent être agréés par la commission de planification de la municipalité et l'organe législateur. Au moins 50% des zones foncières TIF doivent être des zones laissées à l'abandon, qui nécessitent une réhabilitation ou qui conviendraient à l'établissement d'un site industriel.	Le montant de l'aide accordée au titre de ce programme varie en fonction du projet. Le programme TIF est fondé sur deux principes de travail: 1) les nouveaux aménagements privés élargissent l'assiette fiscale municipale, augmentant ainsi les recettes au titre de l'impôt foncier; et 2) dans le cas où la municipalité doit améliorer les infrastructures publiques pour stimuler le développement, les zones fiscales établies bénéficiant de l'augmentation de l'assiette fiscale locale se répartissent les coûts liés à ladite amélioration.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Wisconsin	Programme de zones de développement du Wisconsin	Département du commerce	Crédit d'impôt	Accorder des crédits d'impôt non remboursables à des entreprises pour qu'elles engagent des activités de développement dans une région approuvée par le pouvoir législatif. La délimitation de la zone ainsi que sa durée d'existence et le niveau maximal des avantages fiscaux sont déterminés par prescription législative, et peuvent concerner une seule entreprise ou une zone géographique plus étendue.	À l'heure actuelle, entreprises situées à Beloit, West Allis, Eau Claire, Kenosha et Milwaukee.	Pour obtenir les crédits d'impôt, les entreprises de la zone présentent, conjointement avec l'autorité locale responsable de la zone, un plan de projet portant sur des activités économiques spécifiques. Les types de crédits d'impôt pour lesquels les entreprises de la zone sont admissibles varient, mais toutes les zones sont admissibles à bénéficier du crédit d'impôt et du crédit à l'investissement en faveur des zones de développement. Les plans de projet doivent inclure des détails sur les emplois, sur l'investissement et sur les efforts raisonnablement entrepris pour embaucher des employés parmi la population cible. Au moins 25% des crédits d'impôt demandés doivent être accordés sur la base de la création/du maintien d'emplois. Au moins un tiers de ces avantages doit être subordonné à la création d'emplois et à leur occupation par des membres de la population cible. Il doit s'agir d'emplois à plein temps, rémunérés à 150% au moins du salaire minimum fédéral. Le niveau maximal des avantages fiscaux par zone est fixé actuellement à 5 millions de dollars.	Programme en cours
Wisconsin	Fonds pour la promotion de l'innovation	Département du commerce	Dons et prêts	Le Fonds pour la promotion de l'innovation (FIF) prévoit l'octroi de dons et de prêts destinés à aider des entreprises appartenant à des personnes issues des minorités, des entreprises établies dans des zones défavorisées et certains groupements d'entreprises.	Entreprises appartenant à des personnes issues des minorités, entreprises établies dans des zones défavorisées et certains groupements d'entreprises.	Variables.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Wisconsin	Programme de développement économique rural	Département du commerce	Dons et prêts	Accorder des dons et des prêts à des petites entreprises en vue de l'établissement ou de l'expansion de leurs activités dans des communautés rurales.	Entreprises à but lucratif ou coopératives de petite taille (moins de 50 employés) en phase de démarrage ou d'expansion, établies dans une commune rurale.	Jusqu'à 75%, 100 000 dollars au maximum, des coûts admissibles, ce qui inclut le capital circulant, le financement des immobilisations et les coûts de relocalisation des employés. Contribution financière obligatoire de 25%.	Programme en cours
Wisconsin	Fonds de crédit pour les entreprises technologiques	Département du commerce	Prêts	Octroi de prêts à des petites entreprises de haute technologie pour les aider à obtenir une aide financière au démarrage auprès de tierces parties.	Petites entreprises (moins de 100 employés) ou entrepreneurs individuels du Wisconsin, présentant un fort potentiel de croissance et qui produiront un produit fabriqué essentiellement dans l'État ou fourniront un service vendu principalement dans l'État.	Jusqu'à 50%, ou 250 000 dollars au maximum, des coûts du projet, ce qui inclut toute activité tendant à renforcer la capacité du requérant d'obtenir une aide financière au démarrage auprès de tierces parties. Il s'agit de coûts admissibles, qui comprennent le capital circulant et l'équipement. Les prêts sont habituellement accordés à un taux fixe de 2% à remboursement conditionnel, et ont une durée de cinq à sept ans pour le capital circulant et de cinq à dix ans pour l'équipement.	Programme en cours
Wisconsin	Programme de subventions-passerelle pour la technologie	Département du commerce	Dons	Octroi de dons ou de prêts à des petites entreprises pour la poursuite des activités de recherche et de gestion entre l'expiration de l'aide fédérale à la recherche-développement de la phase I et l'obtention d'une aide de la phase II ou d'une autre décision fédérale de financement.	Petites entreprises (moins de 100 employés) ou entrepreneurs individuels, présentant un fort potentiel de croissance, qui ont reçu des pouvoirs publics fédéraux ou d'une tierce partie une aide à la recherche-développement de la phase I et qui ont présenté à cette même source une nouvelle demande de financement à titre d'aide financière au démarrage (ou ont fourni la demande complète à soumettre).	Jusqu'à 75%, ou 100 000 dollars au maximum, des coûts admissibles directement imputables à la poursuite des activités essentielles de recherche et de financement de base jusqu'à ce qu'une décision concernant la demande de reconduction du financement ou la demande de subvention fédérale ait été rendue.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Wisconsin	Programme de dons complémentaires pour la technologie	Département du commerce	Dons ou prêts	Accorder des dons ou des prêts à des entreprises de haute technologie souhaitant obtenir un financement fédéral, par exemple une subvention SBIR de la phase II ou une aide au titre du Programme de la technologie avancée.	Petites entreprises (moins de 100 employés) ou entrepreneurs individuels du Wisconsin, présentant un fort potentiel de croissance.	Jusqu'à 20%, ou 250 000 dollars, des coûts du projet, y compris les activités professionnelles en rapport avec la mise au point d'un projet relatif à un produit, procédé ou service technologiquement novateur. Les aides sont subordonnées à l'obtention d'un préfinancement fédéral (ou d'un engagement de financement) couvrant les 80% restants des coûts du projet.	Programme en cours
Wisconsin	Aide aux technologies	Département du commerce	Dons ou prêts	Programme interinstitutions de dons ou de prêts en faveur de jeunes entreprises de haute technologie du Wisconsin visant à alléger les coûts liés à l'engagement par ces entreprises d'un prestataire de services tiers, indépendant et qualifié pour les aider à obtenir un financement privé ou fédéral.	Petites entreprises (moins de 100 employés) ou entrepreneurs individuels du Wisconsin, présentant un fort potentiel de croissance, qui souhaitent soumettre une demande de subvention en vue d'obtenir une aide fédérale au démarrage pour financer des activités de recherche-développement.	Jusqu'à 75% des coûts du projet ou 15 000 dollars., le montant le moins élevé étant retenu; sont inclus les services d'assistance technique et de prospection fournis par un prestataire indépendant pour faciliter la procédure de demande de subvention fédérale – y compris l'aide rédactionnelle professionnelle sollicitée pour établir cette demande et les dépenses liées au plan de commercialisation, par exemple les coûts des études de marché et de la planification commerciale. Le bénéficiaire doit financer les 25% restants avec ses propres deniers.	Programme en cours



État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Wisconsin	Programme en faveur des investissements dans les jeunes entreprises	Département du commerce	Crédits d'impôt	Octroi de crédits d'impôt non remboursables à des investisseurs pour les encourager à investir dans des jeunes entreprises agréées, connues sous l'appellation de nouvelles entreprises commerciales admissibles (QNBVs).	Les investisseurs providentiels ("Business Angels") admissibles comprennent: 1) des particuliers, 2) des entités (groupes de particuliers constitués pour investir dans une seule entreprise), 3) des réseaux (groupes de particuliers constitués pour effectuer plusieurs investissements dans plusieurs entreprises répondant aux conditions requises). Pour être considéré comme admissible, chaque particulier doit satisfaire certains critères pour être reconnu comme une personne avisée et disposant d'un patrimoine net important.	Crédit d'impôt non cessible représentant 25% du montant total de l'investissement engagé et maintenu pendant trois ans dans une ou plusieurs entreprises admissibles.	Programme en cours
Wisconsin	Crédits d'impôt pour investissement en faveur des sociétés de production de films	Département du commerce	Crédit d'impôt	Octroi de crédits d'impôt aux sociétés de production de films sur les dépenses de production de films admissibles.	Sociétés de production de films.	Crédit d'impôt représentant 15% du montant des dépenses admissibles.	Programme en cours
Wisconsin	Crédit d'impôt pour investissement dans la transformation et l'entreposage des produits alimentaires	Département du commerce	Crédit d'impôt	Octroi de crédits d'impôt pour la modernisation ou le développement des installations de transformation et d'entreposage des produits alimentaires.	Usines agroalimentaires et entrepôts de produits alimentaires.	Crédit d'impôt représentant jusqu'à 10% des fonds engagés au cours de l'exercice fiscal pour moderniser et développer les installations de transformation et d'entreposage des produits alimentaires.	Programme en cours
Wisconsin	Crédit d'impôt pour la collecte et la transformation de biomasse forestière	Département du commerce	Crédit d'impôt	Octroi de crédits d'impôt pour l'investissement dans du matériel destiné à la collecte de biomasse forestière et à sa transformation en combustible.	Pour être admissibles, les bénéficiaires doivent répondre aux prescriptions relatives à l'investissement en matériel.	Crédit d'impôt représentant jusqu'à 10% des dépenses engagées au cours de l'exercice fiscal pour du matériel servant essentiellement à la collecte de biomasse forestière ou à sa transformation en combustible ou composant de combustible.	Programme en cours
Wyoming	Programme de dons pour les friches industrielles	Département du commerce	Dons	Octroi de dons à des particuliers, des entreprises et des autorités locales pour dépolluer des sites commerciaux ou industriels abandonnés, sous-utilisés ou dégradés. Le financement provient du Fonds du Wisconsin pour l'amélioration de l'environnement.	Les bénéficiaires admissibles peuvent être des villes, des villages, des localités, des comtés, des particuliers, des partenariats, des sociétés anonymes ou des sociétés à responsabilité limitée.	6,57 millions de dollars par an.	Programme en cours

État	Nom du programme	Base juridique	Forme de la subvention	Objectif général et/ou objet de la subvention	Bénéficiaires	Montants	Durée du programme
Wyoming	Incitation financière en faveur de l'industrie du film	Office du film du Wyoming	Remise en espèces	Encourager les sociétés de production à tourner des films au Wyoming.	Industrie du film.	Remise en espèces représentant entre 12% et 15% des dépenses engagées au Wyoming par des sociétés de production de films pendant le tournage dans l'État. Le montant minimum des dépenses devant être engagées dans l'État est de 200 000 dollars.	Programme en cours
Wyoming	Exonérations fiscales pour l'industrie manufacturière et le secteur de l'énergie	Département du fisc	Exonération fiscale	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage pour promouvoir l'industrie manufacturière et encourager l'expansion des techniques de combustion propre du charbon.	Entreprises manufacturières et entreprises du secteur de l'énergie.	Exonération globale de la taxe sur les ventes et l'usage pour les machines, équipements et services utilisés pour la construction d'installations manufacturières ou d'installations de transformation du charbon, en gaz ou en liquides.	Programme en cours
Wyoming	Exonérations fiscales en faveur du secteur des chemins de fer	Département du fisc	Exonération fiscale	Exonération de la taxe sur les ventes et l'usage pour encourager l'implantation au Wyoming d'installations pour l'entretien et la rénovation des autorails.	Compagnies ferroviaires et leurs prestataires de services.	Exonération globale de la taxe sur les ventes et l'usage pour les machines, équipements et services utilisés dans la construction d'installations pour l'entretien et la rénovation des autorails, et dans les processus connexes.	Programme en cours
Wyoming	Allègements fiscaux	W.S. 39-17-109(d)	Crédit d'impôt	Soutenir les producteurs d'éthanol.	Producteurs d'éthanol.	Crédit de 40 cents par gallon.	Programme en cours
Wyoming	Ristourne accordée par les fournisseurs	Office du film du Wyoming	Ristourne sur les services	Encourager la production de films dans l'État.	Industrie du film.	Les entreprises du Wyoming accordent aux sociétés de production une ristourne de 10% sur les services liés à la production, notamment l'hôtellerie, la restauration, etc.	Programme en cours